

C  
M  
Co  
Co  
24  
E  
L  
8  
C

REPLIQUE  
DES  
COMMISSAIRES  
ANGLAIS:  
OU

MEMOIRE

COMMISSAIRES DE SA MAJESTÉ

AUX  
COMMISSAIRES DE SA MAJESTÉ  
TRÈS-CHRÉTIENNE,

Le 29 Janvier 1753.

En Réplique à leur Mémoire du 4 Octobre 1751.

Concernant

LA NOUVELLE-ÉCOSSE, ou, L'ACADIE.

Avec une Carte, *Marquée de la NOUVELLE-ÉCOSSE  
& du CAP-BRETON, de même que des Parties  
Adjacentes de la NOUVELLE-ANGLA-*

*TERRE & du CANADA.*

*Parungny de C. B. 1753.*

A LA HAYE,

Chez PIERRE DE HONDT,

M. DCC. LVI.

F1039  
B7971

14184

P. DE HONDT a Imprimé.

La Conduite des François par raport à la Nouvelle-Ecosse; depuis le premier Etablissement de cette Colonie, jufques à nos jours: Ouvrage où l'on expose la foiblesse des Arguments dont ils se servent pour éluder la force du Traité d'UTRECHT, & pour justifier leurs Procédez illégitimes. 8vo.

Réponse à la Lettre inférée dans la Gazette d'Utrecht du 8 Sept. 1755. avec des Remarques sur la Discussion sommaire sur les Anciennes Limites de l'Acadie. 8vo.

Lettre du Duc de NEWCASTLE, écrite par ordre de SA MAJESTÉ, à Mr. MICHELL, Secrétaire d'Ambassade de S. M. PRUSSIENNE, en Réponse à l'Exposition des Motifs du Roi de PRUSSE, & au Mémoire & autres Papiers remis par ledit Sr. MICHELL au Duc de Newcastle au sujet des fautes faites en SILESE. 8vo.

Le même Libraire a sous Presse, & publiera incessamment.

Remarques sur les Mémoires des François au sujet des Limites de l'Acadie: par l'Auteur de la Conduite des François par raport à la NOUVELLE-ECOSSE: Ouvrage traduit de l'Anglois. 8vo.

39  
971

primé.

port à la Nob-  
ler Etablisse-  
à nos jours :  
bleffe des Ar-  
our éluder la  
& pour justi-  
quo.

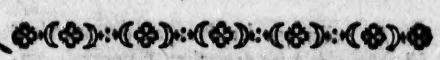
la Gazette  
ec des Remar-  
re sur les An-  
vo.

erte par ordre  
ell, Secrétaire  
ENNE, en Ré-  
ifs du Roi de  
res Papiers re-  
Due de Nou-  
ces en SILESIE.

e, & publiera

es François au-  
par l'Auteur  
par rapport à la  
ouvrage traduit

a. s. 22



# A V I S.

**L**es François ayant jugé à propos, pour des raisons qui paroîtront au premier coup d'oeil au Lecteur judicieux, d'omettre la pièce suivante dans l'édition qu'ils ont donnée des Mémoires des Commissaires de S. M. B. & de S. M. T. C. ; nous avons crû que le Public nous sauroit gré de sa publication : d'autant plus qu'on ne sait pas précisément si les François seront si tôt prêts à s'acquitter de la parole qu'ils ont donnée de la publier avec une réponse satisfaisante, trois ans s'étant déjà écoulés depuis qu'elle a été communiquée à la Cour de France.

Il seroit fâcheux cependant que le Lecteur impartial fût privé d'une pièce si nécessaire à former un jugement sain sur la matière en question. Audi alteram partem est la première maxime de la Justice.

Les Mémoires précédens des Anglois étoient uniquement destinés à constater leurs Limites & leurs Droits : c'est dans celui-ci que les uns & les autres sont appuyés par des argumens & par une refutation de ce que les Commissaires François avoient allégué.

Ce Mémoire n'est accompagné d'aucunes nouvelles pièces. Le Système Anglois s'éta-

Elles sur celles que les François ont publiées, & on n'a qu'à les regarder (\*) pour se convaincre, si les Accusations d'Infidélité dans les citations qui sont touchées d'une manière fort modeste par les Commissaires Anglois, sont bien fondées.

De toutes les pièces qui sont citées dans cette dispute, le 12<sup>me</sup> Article du Traité d'Utrecht est sans contredit la plus importante : c'est pourquoi on se trouve obligé d'avertir particulièrement que dans la Traduction, dont Messieurs les Commissaires François se servent, il se trouve une (†) Omission d'un mot essentiel qui en altère tout à fait le sens. On est prié de consulter la Copie Latine, ou celle de Mr. Lamberti.

(\*) Comparez les Argumens sur l'Acadie & Pais confins, p. 182. du Tome premier des Mémoires François, avec la Commission du Sieur Charlinay, dans les pièces Justificatives ; & les Argumens sur la Pêche sédentaire accordée au Sieur Denys avec les Provisions dudit Sieur, rapportées, Tome II. N<sup>o</sup> 28. des Mémoires. Edit. d'Amsterdam.

(†) „ Idque tam amplis modo & formâ ut  
„ Regis Christianissimi subditis in dictis Maribus,  
„ Sinibus, aliisque locis ad Littora Novæ Sco-  
„ tiæ, ex nunc Quæ Earum respiciunt intra tri-  
„ ginta Leucas, Incipiendo ab Insulâ vulgo Sa-  
„ bie dictâ, atque inclusâ, & Africam versus  
„ pergendo, Omnis piscatura in posterum inter-  
„ dicatur.

RE-



# REPLIQUE DES COMMISSAIRES ANGLAIS.

MEMOIRE présenté par les Commissaires  
de sa Majesté aux Commissaires de sa  
Majesté Très Chrétienne, en Réplique  
à leur Mémoire du 4 Octobre 1751, con-  
cernant la Nouvelle-Ecosse ou Acadie.

LES Commissaires du Roi de la Gran-  
de Bretagne ayans remis le 21 Sep-  
tembre 1750, & le 11 Janvier 1751, deux  
Mémoires aux Commissaires de France,  
dont l'un établit les Limites suivant les-  
quelles le Roi de la Grande Bretagne ré-  
clame le Pays d'Acadie ou de Nouvelle-  
Ecosse dans l'Amerique septentrionale,  
comme lui ayant été cédé par le Traité  
d'Utrecht; & l'autre contenant les raisons  
& les preuves qui servent à appuyer les  
droits de S. M.; & les Commissaires Fran-  
çois ayant, dans leur Réponse à ces Mé-  
moires

ACADIE.

Etat de la

question.

Idee de

la méthode

qu'on a

suiwie dans

ce mémoi-

re.

### 3 REPLIQUE DES

ACADIE. moires en date du 4 Octobre 1771, assigné à ce Pays des limites différentes, nous allons examiner les raisons sur lesquelles ils se fondent.

Les Commissaires François en se jettant dans une multitude de réflexions qui n'ont pas un rapport immédiat avec l'objet de la discussion présente & par leur manière de diviser leurs Propositions, par l'ordre qu'ils ont donné à leur matière en général, ne nous ont pas peu embarrassés pour former un plan de réponse qui, en conservant toujours le véritable état de la question, embrassât en même temps le Mémoire François en entier; nous nous flattons toutefois d'avoir decouvert une Méthode qui nous mettra en état de répondre en particulier à chaque partie de leur Mémoire, sans mêler des réflexions étrangères, sans jamais paroître acquiescer à l'établissement de l'état de la question sous un faux point de vûe, & sans nous départir de l'ordre dans lequel il faut le traiter pour la rendre parfaitement intelligible.

Le Mémoire des Commissaires François se divise naturellement en deux chefs. Le premier contient l'idée qu'ils ont des anciennes limites de l'Acadie & les preuves qui soutiennent leur opinion; Le second, leurs objections à notre manière d'établir les Limites que réclame la Grande-Bretagne: Sous le premier de ces chefs nous examinerons ce qui résulte des différentes sortes de preuves qu'ils ont rap-

224  
bre 1771, affi-  
es différentes,  
raisons sur lei-

ois en se jectant  
réflexions qui  
édiat avec l'ob-  
re & par leur  
oppositions, par  
leur manière en  
peu embarrassés  
éponse qui, en  
ritable état de  
même temps le  
ier; nous nous  
découvert une  
en état de re-  
aque partie de  
des réflexions  
notre acquies-  
état de la ques-  
le vûe, & sans  
dans lequel il  
se parfaitement

missaires Fran-  
en deux chefs.  
e qu'ils ont des  
die & les pré-  
pition; Le se-  
notre manière  
clame la Gran-  
remier de ces  
qui refuse des  
aves qu'ils ont  
rap-

### COMMISSAIRES ANGLOIS. 3

rapportées pour montrer que les ancien- Academ.  
nes Limites de l'Acadie, étoient bien  
connues & fixées long tems avant aucun  
des Traitez qui ont été conclus entre les  
deux Nations relativement à ce Païs:  
Sous le second chef, nous montrerons  
combien sont faibles les objections qu'ils  
ont faites soit contre la justice, soit con-  
tre l'étendue des prétentions de S. M. &  
à ces deux chefs, nous nous proposons  
d'ajouter en dernier lieu pour conclusion  
une vue sommaire des deux Systèmes con-  
traires des Commissaires Anglois & Fran-  
çois, la nature de leurs différences pré-  
tensions & les espèces de preuves qu'ils  
apportent pour les épurer: Ce parallèle, où  
toutes les raisons seront rapprochées, met-  
tra en état de juger tout d'un coup & clai-  
rement lequel des deux Systèmes est préci-  
lément le mieux fondé sur l'équité la  
plus stricte; lequel est le plus conforme  
aux opinions reçues des deux Nations  
dans les sens peñs sur ce sujet; lequel  
est le mieux soutenu par les témoignages  
anciens & modernes, & s'accorde le mieux  
avec l'interprétation naturelle du Traité  
d'Utrecht, & en un mot doit être regar-  
dé par toutes les personnes impartiales  
comme le plus véritable, le plus solide,  
& le plus juste.

Cette méthode que nous avons choisie  
comme la plus claire, nous oblige, il  
est vrai, de renverser l'ordre que les  
Commissaires François ont suivi dans la  
distribution de leur matière, en commen-  
çant

#### 4 REPLIQUE DES

**Acad.** cant notre Reponse par le dernier Article de leur Mémoire; mais la nature du sujet exige necessairement ce changement. Les Commissaires François, lors qu'ils auront attentivement considéré ce Mémoire, seront convaincus que nous n'y avons pas eu recours pour nous soustraire à la necessité de repondre à aucune de leurs Raisons particulières, & que nous ne l'avons fait par d'autres raisons que, pour nous mettre en état d'examiner toutes les Parties de leur Mémoire, avec le plus de clarté & d'intelligence.

*Réponse à l'introduction du Mémoire des Commissaires François.* Mais avant d'examiner le fonds du Mémoire, il est necessaire de faire quelques remarques, sur l'introduction qui le précède. Dans cette introduction les Commissaires François ont jeté avec beaucoup d'art, plusieurs propositions générales concernant la discussion présente, plusieurs observations générales sur notre manière d'en traiter le sujet; & quelques insinuations particulières par rapport aux vûes de la Grande Bretagne; toutes ayant pour objet de prévenir en faveur de leur Système, & contre lesquelles il est par conséquent essentiel de se mettre en garde dès le commencement, afin que l'esprit puisse examiner toutes choses, libre de tout préjugé particulier.

L'introduction commence par cette remarque générale. „ Les Cours de France & d'Angleterre étant déterminées, après le dernier Traité de Paix d'Aix la Chapelle, à nommer des Commissaires „ pour

DES  
dernier Article  
nature du sujet  
changement.  
la, lors qu'ils  
ddéré ce Mé-  
que nous n'y  
nous soustraire  
à aucune de  
, & que nous  
es raisons que,  
l'examiner tou-  
moire, avec le  
ence.  
e fonds du Mé-  
e faire quelques  
tion qui le pré-  
uction les Com-  
té avec beau-  
positions géné-  
sion présente,  
érales sur notre  
et; & quelques  
par rapport aux  
tagne; toutes  
venir en faveur  
tre lesquelles il  
iel de se mettre  
ement, afin que  
toutes choses,  
iculier.  
nces par cette re-  
Court de France  
déterminées, a-  
de Paix d'Aix la  
les Commissaires  
pour

COMMISSAIRES ANGLAIS. 5

pour régler les Limites des Pays que l'Acadie.  
les deux Couronnes possèdent dans l'A-  
merique septentrionale, on étoit per-  
suadé que dans les Conférences qui se  
tiendroient à cette occasion, il ne de-  
voit être question que du Traité d'U-  
trecht, comme le seul titre en vertu  
duquel l'Angleterre possède aujourd'hui  
l'Acadie avec ses anciennes Limites.  
Dans un Paragraphe suivant, les Com-  
missaires François observent que les  
Articles 12 & 13 de ce Traité sont si  
clairs, & si précis, qu'on avoit lieu  
de présumer que l'on s'accorderoit ai-  
sément sur les points qui auroient pu  
former quelque difficulté. Dans un  
autre endroit ils disent, „ l'examen de  
ces deux Articles auroit pu se renfer-  
mer dans des bornes fort étroites; tout  
annonce, & l'on sçait d'ailleurs que la  
Cour de Londres a eu pour objet de  
s'assurer, en faveur des habitans d'An-  
gleterre, des lieux les plus à portée de  
la pêche & les plus abondants. Dans  
un quatrième, ils ajoutent que „ le Trai-  
té d'Utrecht ne pouvant fournir ni pré-  
textes pour soutenir d'aussi vastes pré-  
tentions il a fallu chercher des preu-  
ves étrangères à l'état de la question”.  
Si les Commissaires François ne se pro-  
posent d'autre objet par le premier de ces  
Paragrapes, que d'observer que la Négocia-  
tion actuelle, pour régler les limites  
respectives des Domaines des Couronnes  
de la Grande Bretagne & de la France en  
no A 3 Ame.

# 6      RÉPONSE DES

Auteurs. Amérique, doit son origine aux prélimi-  
 naires du Traité d'Alz-la-Chapelle, & que  
 dans la discussion présente des bornes de  
 l'Acadie, ou de la Nouvelle-Ecosse, on  
 doit avoir une grande attention pour les  
 termes, & pour le véritable sens du Trai-  
 té d'Utrecht, comme le Traité qui a fixé  
 en dernier lieu & authentiquement la pro-  
 priété de ce Pays, en la transférant à la  
 Grande Bretagne: ce sont des faits in-  
 contestablement évidents, lesquels, s'ils  
 eussent été présentés sous ce point de  
 vue, n'auroient demandé aucune répon-  
 se; mais comme toutes les parties du  
 Mémoire des Commissaires François,  
 prouvent au contraire qu'ils ont en vue  
 de poser comme principe fondamen-  
 tal de cette discussion, que le Pays  
 ayant été cédé à la Grande Breta-  
 gne, par le Traité d'Utrecht, on doit  
 par conséquent rejeter toutes les pré-  
 uves additionnelles que l'on peut ti-  
 rer des Actes publics de chaque Gouver-  
 nement, des Traités entre les deux Na-  
 tions ou d'autres cessions semblables du  
 même territoire antérieures au Traité d'U-  
 trecht, pour éclaircir & prouver le vérita-  
 ble esprit & les véritables intentions de ce  
 Traité, nous nous croyons obligés de pro-  
 tester contre ce principe général, comme  
 ne pouvant l'admettre pour vrai en au-  
 cune façon, & comme paroissant n'avoir  
 été inféré dans cet endroit que pour fai-  
 re naître des préjugés contre notre fidé-  
 lité avant même qu'on l'ait examiné.

On

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 7

On veut faire entendre par les autres passages, que le sens des Articles 12 & 13 du Traité d'Utrecht est très clair & très précis; que les vûes de la Grande Bretagne dans ces Articles étoient d'affirmer aux Anglois une pêche exclusive, & que les Commissaires Anglois ne pouvant établir les prétentions de la Grande Bretagne sur les termes du Traité d'Utrecht, ont eu recours à des témoignages & à des preuves étrangères à l'état de la question.

Le sens des termes des Articles 12 & 13 du Traité d'Utrecht est assurément fort clair; mais les Commissaires Anglois ne peuvent en aucune façon admettre l'interprétation, que donnent à ces Articles les Commissaires François, ni convenir que les Commissaires Anglois, en s'efforçant d'expliquer le véritable sens de ces Articles par le secours de circonstances de même nature ou de même date, aient raisonné sur des preuves étrangères à l'état de la question.

Le dessein de la Couronne de la Grande Bretagne dans le 12 Article de ce Traité, étoit d'acquiescer la possession de tout l'Arado ou Nouvelle-Ecosse, comme un territoire qui donneroit de la force, & une entière consistance aux établissements Anglois dans l'Amérique septentrionale. L'intention de la Couronne de la Grande Bretagne, en excluant par ce Traité les François de la pêche, dans les limites décriées par quelques-unes des législations

**8**      **REPLIQUE DES**  
**Acadie.**      tions des Articles 12 & 13. étoit de bor-  
 ner aux Anglois, cette branche avanta-  
 geuse de Commerce dans le district qui  
 y est nommé; mais par quel raisonne-  
 ment spécieux les Commissaires François,  
 peuvent ils inférer de cette stipulation  
 d'une pêche exclusive, stipulation qui ne  
 fait qu'une partie de celles portées par  
 ces deux Articles; que la pêche étoit  
 l'objet principal de la Grande Bretagne,  
 dans ces mêmes Articles? Peuvent ils se  
 persuader sérieusement que pour forcer,  
 & pour réduire l'explication des termes  
 de la cession de l'Acadie, dans le 12 Ar-  
 ticle à un sens étroit, & pour changer  
 les Limites qu'on y a eu en vue, il n'est  
 nécessaire que de mal représenter d'abord  
 les vues de la Grande Bretagne au tems  
 du Traité, & d'appuyer ensuite leur fausse  
 explication des termes du Traité sur cet-  
 te même fausse représentation? Les vues  
 de la Grande Bretagne dans le 12 Article  
 de ce Traité, étoient les mêmes que cel-  
 les qu'avoit la France lors du Traité de  
 St. Germain, & du Traité de Breda, le  
 recouvrement de l'Acadie ou Nouvelle-  
 Ecosse, le même Pays qui a fait partie de  
 la restitution générale de la Nouvelle-  
 France par le Traité de St. Germain, &  
 le même Pays qui, sous le nom d'Acadie  
 seulement, fut rendu à la France par le  
 Traité de Breda, & depuis possédé par la  
 Couronne de France en conséquence de  
 ce Traité; objet entièrement distinct de  
 la pêche exclusive. Chaque objet & les

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 9

termes qui en concernent la stipulation, doivent rester chacun sur leurs propres & particuliers fondemens. Quelqu'utile qu'il puisse être au dessein des Commissaires de Sa Majesté Très-Christienne, de les traiter comme un seul, & par-là de restreindre le sens d'une partie de ces Articles en le confondant avec celui des autres parties.

Pour montrer que les preuves par lesquelles les Commissaires Anglois, s'efforcent de prouver le véritable sens du 12 Article du Traité d'Utrecht ne sont pas „ étrangères à l'Etat de la Question „ nous n'avons besoin que d'établir quelle est la source de la Contestation, & quelle en est la nature; le Traité d'Utrecht, ayant cédé à la Grande Bretagne *Novam Scotiam sive Acadiam totam Limitibus suis antiquis comprehensam, &c.* Quelques clairs & précis que paroissent aux Commissaires François les Termes de ce Traité, ils les interprètent autrement que nous; & les deux Couronnes assignent comme anciennes Limites, des Limites qui sont fort différentes. Par ces interprétations le Traité d'Utrecht devient douteux, & comment fixer ce doute? Est-ce par les termes du Traité même? ce sont eux qui donnent naissance au doute; mais supposons que l'on puisse trouver quelques autres Traités, par lesquels ce Pais aura été ci-devant transporté, ou quelques actes Authentiques par lesquels les Limites de la Nouvelle-Ecosse ou A-

Acadie, auront été établies clairement & près des recherches & des discussions, ou quelques déclarations faites par les deux Couronnes pendant la Négociation du Traité même, par lesquelles les intentions des deux Puissances auront été dans le tems du Traité pleinement démontrées; ne sont-ce pas les seules pièces propres, & suffisantes auxquelles on doit s'en rapporter, ou appeller, pour décider de l'étendue qu'il convient de donner aux termes du Traité d'Utrecht, qui transporte à la Grande-Bretagne l'Acadie ou la Nouvelle-Ecosse, avec ses anciennes Limites? ne sont-ce pas là les preuves que les Commissaires François, affectent de mettre de côté dans leur Mémoire, "comme étant étrangères à l'état de la "Question"?

Le Traité de St. Germain transporta la Nouvelle-Ecosse ou Acadie à la France, & on fait assez qu'elles étoient les Limites de l'Acadie, lorsqu'elle fut cédée à la France sous la restitution générale faite par ce Traité; En exécutant la restitution faite à la France par le Traité de Breda, il s'éleva un doute sur les Limites du Pays; une Discussion longue & particulière en fut la suite, en conséquence de laquelle les Limites furent décidées: Le Pays cédé par le Traité d'Utrecht à la Grande-Bretagne, est la même Acadie, que le Traité de St. Germain transporta à la France sous le nom d'Acadie: la Contestation que l'on fait revivre aujourd'hui sur

COMMISSAIRES ANGLAIS. 31

sur les Limites de ce Pays, est la même *Acadie* qui s'éleva sur l'exécution du Traité de Breda, & qui fut alors décidée: Et cependant les Commissaires François, ne se font pas un scrupule d'avancer qu'on ne peut tirer aucune preuve du Traité de Breda, pour expliquer le sens du 12 Article du Traité d'Utrecht, quoique le doute qu'ils élèvent *aujourd'hui* sur le dernier Traité, se soit présenté lors de l'exécution du premier; & que toute l'affaire qui fait *aujourd'hui* le sujet de la Contestation, entre la Grande Bretagne & la France, à l'occasion du Traité d'Utrecht, ait été après le Traité de Breda, déterminée par la Grande Bretagne en faveur de la France, la France formant alors les mêmes réclamations, que forme aujourd'hui la Grande Bretagne, & l'appuyant sur les mêmes raisonnemens & les mêmes preuves qu'allègue aujourd'hui la Grande Bretagne, & que les Commissaires François, condamnent comme étrangères à la Question.

La liaison qui se trouve entre quelques parties de ces Traités, & la nécessité de recourir aux deux premiers pour la solution des difficultés, qui s'élèvent au sujet du Traité d'Utrecht, dans cette affaire particulière, seront pleinement démontrées dans ce Mémoire, où nous nous appliquerons à faire voir au moyen du tempérament de ces deux Traités qui, „ suivant les Commissaires François, ne „ tendent qu'à obscurcir la matière, & „ à

ACADIE.

„ à faire disparaître le Traité d'Utrecht“,  
 „ que les Commissaires Anglois ne perdent  
 „ jamais de vûe le Traité d'Utrecht, dans  
 „ tous leurs raisonnemens, & qu'il ne reste  
 „ au contraire aux Commissaires François,  
 „ que cette alternative, ou de renoncer à  
 „ fixer leurs doutes sur le Traité d'Utrecht,  
 „ ou de s'en rapporter à l'ancienne déci-  
 „ sion, arrêtée par les mêmes Nations sur  
 „ la même question après le Traité de Bre-  
 „ da: Règle qui est clairement désignée par  
 „ le Traité d'Utrecht, même comme la  
 „ méthode convenable de décider tous les  
 „ doutes, qui doivent naître sur les Ter-  
 „ mes du douzième Article de ce Traité,  
 „ par lequel l'Acadie est cédée à la Gran-  
 „ de Bretagne, „ una cum Dominio, Pro-  
 „ prietate, possessione & quocunque ju-  
 „ re sive per Pacta sive alio modo qua-  
 „ sito quod Rex Christianissimus, Coro-  
 „ na Galliarum, aut ejusdem Subditi quicun-  
 „ que ad dictas Insulas, Terras & Loca  
 „ eorumque Incolas hactenus habue-  
 „ runt“.

„ Les Commissaires François ont aussi  
 „ jeté dans cette Introduction plusieurs Ob-  
 „ servations, par rapport à la conduite de  
 „ la Grande Bretagne dans cette Discussion  
 „ particulière, & aux vûes qu'ils supposent  
 „ qu'a cette Puissance dans la prétention  
 „ qu'elle fait. Ces Observations exigent  
 „ une réponse particulière. Dans une par-  
 „ tie de cette Introduction, en parlant de  
 „ la clarté de l'explication du Traité d'U-  
 „ trecht, ils disent „ qu'on avoit lieu de  
 „ „ pre-

DES  
ité d'Utrecht",  
ois ne perdent  
Utrecht, dans  
qu'il ne reste  
ires François,  
de renoncer à  
ité d'Utrecht,  
ancienne déci-  
es Nations sur  
Traité de Bre-  
nt désignée par  
me comme la  
écider tous les  
e sur les Ter-  
de ce Traité,  
dée à la Gran-  
Dominio, Pro-  
quocunque ju-  
lio modo qua-  
issimus, Coro-  
Subditi quicun-  
Terras & Loca  
stenu habue-  
gois ont aussi  
on plusieurs Ob-  
la conduite de  
cette Discussion  
qu'ils supposent  
la prétention  
vations exigent  
Dans une par-  
en parlant de  
du Traité d'U-  
a avoit lieu de  
,, pre-

COMMISSAIRES ANGLOIS. 13

Acadia  
,, présumer que l'on s'accorderoit aisé-  
,, ment sur les Points qui pouvoient for-  
,, mer quelques difficultés, que l'unique  
,, objet devoit se réduire à prendre des  
,, arrangemens de concert, & à se prêter  
,, de part & d'autre à certaines Conve-  
,, nances reciproques pour tâcher de pré-  
,, venir tout sujet de trouble & d'alter-  
,, cation qui pût donner atteinte à la  
,, tranquillité & à la bonne intelligence  
,, si désirables entre les deux Peuples  
,, voisins, & qui habitent des contrées  
,, aussi éloignées de leurs Souverains". —  
,, Dans un autre passage, après avoir ob-  
,, servé que les vûes de la Grande Bretagne,  
,, dans le 12 & 13 Article du Traité d'U-  
,, trecht, étoient d'assurer aux Anglois une  
,, Pêche exclusive, ils ajoutent ces mots,  
,, & non d'envahir le Canada, ni d'en  
,, fermer l'entrée à la France: On n'a  
,, point vu, depuis près de quarante ans,  
,, qui se sont écoulés depuis la signature  
,, du Traité d'Utrecht, que la Cour Bri-  
,, tannique, malgré plus d'une circon-  
,, stance favorable, ait formé des Pré-  
,, tentions pareilles à celles qu'on élève  
,, aujourd'hui, quoique c'eût été le tems  
,, de faire valoir les Reclamations qui  
,, auroient été fondées en droit & en rai-  
,, son". Et dans un troisième endroit  
,, on portoit cette insinuation encore plus  
,, loin, „ ne pourroit-on pas soupçonner,  
,, sans injustice, que l'on a formé quel-  
,, que nouveau projet en Angleterre, qui  
,, ne tend à rien moins qu'à envahir le  
,, Ca-

# 24 REPLIQUE DES

„Canada en entier, à la première occa-  
 „ sion favorable”.  
 Nous croions qu'il suffit de faire une  
 réponse générale à ces Remarques gé-  
 nérales que nous avons rassemblées pour é-  
 viter des répétitions. Premièrement, que  
 quant aux deux premières Sa Majesté est  
 infiniment pénétrée de l'avantage & de  
 l'extrême satisfaction qui reviendroient,  
 aux Sujets des deux Couronnes dans l'A-  
 merique Septentrionale, d'un règlement  
 final des Limites de leurs Etats respectifs.  
 Sa Majesté est aussi extrêmement jalouse  
 d'affermir & de rendre durable la Paix ac-  
 tuelle & la bonne intelligence qui subsi-  
 ste entre les deux Puissances, & de con-  
 tribuer par tous les moyens, qui seront en  
 son pouvoir, à régler à l'amiable tout sujet  
 de contestation qui subsiste entre elles;  
 mais plus l'intérêt dont il s'agit dans la  
 question présente est important, & plus  
 les Sujets en Amérique sont éloignés de la  
 personne, & de la résidence immédiate  
 de son Gouvernement, plus Elle juge  
 qu'il est nécessaire de maintenir ses droits  
 actuels, & de conserver dans leur intégrité  
 les Etats qu'Elle possède en Amérique,  
 pour l'encouragement, l'avantage, & la  
 sûreté de ces mêmes Sujets. Secondé-  
 ment, quelque fois que l'on veuille don-  
 ner aux occasions favorables dont on  
 jouit que la Grande Bretagne n'a pas  
 profité pour faire revivre ses prétentions  
 anciennes, le Roi de la Grande Bretagne  
 a toujours considéré le Pais qui lui a été  
 cédé

DIE  
première occa-

de faire une  
remarque g n -  
r lement, que  
sa Majesté est  
l'avantage & de  
reviendroient,  
enues dans l'A-  
d'un règlement  
 tats respectifs.  
 mement jalouse  
rable la Paix ac-  
genos qui substi-  
tues, & de con-  
s, qui seront en  
miable tout sujet  
liste entre elles;  
il s'agit dans la  
portant, & plus  
ont éloignés de la  
dence immédiate  
plus Elle juge  
saintent ses droits  
ans leur intégrité  
de en Amérique,  
l'avantage, & la  
Sujets. Seconde-  
l'on veuille don-  
orables dont on  
Bretagne n'a pas  
e ses prétentions  
Grande Bretagne  
Pais qui lui a  c -  
cédé

COMMISSAIRES ANGLAIS. 125  
cédé par le Traité d'Utrecht avec ses Anciens  
anciennes limites, comme la même A-  
cadie qu'elle reclame aujourd'hui; enfin  
sa Majesté a donné la preuve la plus  p-  
pante de sa bonne volonté à prendre les  
mesures convenables de concert avec la  
France pour terminer tous les différends,  
lors qu'Elle s'est pr t e à la Négociation  
présente, & qu'Elle continue à agir jus-  
qu'à ce moment conformément aux ré-  
gles de la candeur & de la justice la plus  
sérieuse, lors qu'Elle ne reclame d'autres  
possessions de la Nouvelle-Ecosse ou Aca-  
die en consequence du Traité d'Utrecht,  
que ce que la France en a elle-même oc-  
cup e en vertu du Traité de Breda; fai-  
sant de la réclamation de la France, en  
consequence de ce Traité, & de la pos-  
session de la France en consequence de  
cette réclamation contestée, la règle &  
les bornes de ses propres prétentions.

La meilleure manière de répondre à l'in-  
sinuation que la prétention actuelle de la  
Grande Bretagne, est imaginée pour à-  
ciller & préparer l'invasion du Canada,  
est d'en appeler aux Conseils tenus & aux  
mesures prises dernirement par la Gran-  
de Bretagne, & à la conduite qu'elle a  
tenue en Europe ainsi qu'en Amérique.  
En plusieurs occasions elle a protégé,  
mais jamais n'a envahi les droits des au-  
tres Nations, & jamais dans aucune con-  
joncture ou circonstance elle n'est entrée  
sur les possessions de la France en Ame-  
rique, contre les lois de la Paix, & con-  
tre

Acadie. tre la foi des plus strictes Alliances & de l'Amitié. L'opinion d'une Nation ne fixe point les droits d'une autre; la Grande Bretagne n'est point dans le cas de souffrir que ses possessions dans l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse soient retrécies suivant l'idée des Commissaires François, ou réduites à la partie Sud-Est de la Péninsule, uniquement parce que si la Grande Bretagne jouissoit entièrement de cette Province & l'améliorait, elle pourroit causer de l'ombrage aux établissemens François en Canada. Ce seroit rendre le titre de la Grande Bretagne sur ce Pays encore plus précaire & plus infructueux qu'il ne le seroit même en adoptant leur propre explication du Traité d'Utrecht; puisque ce seroit désormais le faire dépendre de l'état plus ou moins fort des Colonies Françaises en Amérique. S. M. demande ce Pays dans son étendue ancienne & déterminée, & quelque soit à l'avenir les améliorations, la force qui en résultera sera appliquée à maintenir ses justes droits & à protéger ses Sujets, sans jamais être employée comme des moyens d'injustice, ou devenir dans ses mains l'instrument de l'usurpation.

Quant à l'imputation que l'on fait dans cette introduction aux Anglois, de s'être emparé de l'Acadie en 1629 & en 1654 en pleine Paix, les Commissaires François la leur auroient épargnée s'ils avoient lu avec attention l'histoire de ces tems. L'Angleterre déclara la guerre à la Fran-

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 317

ce en 1627 (a); en consequence elle en-treprenoit le secours de la Rochelle, & la descente dans l'Isle de Rhé: cette guerre ne fut terminée qu'en 1632 (b). Et par conséquent la prise de la Nouvelle-Ecosse ou de l'Acadie, par les Anglois en 1629 étoit une hostilité naturelle & légitime. Par rapport à ce qui se passa en 1654, les Commissaires François se trompent lors qu'ils disent que la République de la Grande Bretagne & la Couronne de France étoient alors en pleine paix; les deux Nations commirent ouvertement des hostilités continuelles & reciproques pendant l'année entière de 1652 (c). La France étoit entrée dans une alliance offensive & défensive avec les ennemis déclarés de la République d'Angleterre, & Cromwell en cette même année 1654 refusa d'admettre la France comme partie à un Traité conclu avec les Etats Généraux (d). Cette indisposition mutuelle & ces hostilités reciproques continuèrent jusqu'en 1655, lors de la conclusion du Traité de Westminster: il paroît visiblement

## A U T O R I T É S.

- (a) Histoire d'Angleterre de Rapin, Vol. 2. fol. Ed. p. 260. Collections de Rusworth, Vol. 1. p. 423. &c.
- (b) Corps Diplom. tom. 6. part. 1. p. 31.
- (c) Lettres de Mr. le Comte d'Estrade, Vol. 1. p. 289.
- (d) Basnage Annales des Provinces-Unies, p. 352.

Acadie. ment par les Clauses de ce Traité (\*) qu'il avoit été fait pour rétablir la paix en général, & la restitution de l'Amerique paroit n'avoir été qu'un objet accidentel & non le principal. C'est pour ces raisons qu'on se flatte que lors que les Commissaires François auront consulté l'histoire de ce tems, & que la citation juste des faits aura produit sur leur esprit l'impression que nous devons en attendre, ils ne penseront plus que la conduite des Anglois en 1629 & en 1654 étoit injuste ou contraire aux loix des Nations, qui autorisent assurément les hostilités entre des ennemis déclarés. Nous concluerons nos observations sur cette introduction par la réponse que nous ferons au passage suivant.

„ Pour donner plus de poids & de  
 „ crédit à des impressions qui sont dé-  
 „ truites par la seule inspection des Trai-  
 „ tés, & pour persuader que la France  
 „ ne tenoit l'Acadie que des Dons & des  
 „ Cessions de l'Angleterre, ils donnent à  
 „ entendre en plusieurs endroits de leur  
 „ Mémoire, & ils ont produit plusieurs  
 „ Extraits, qui portent que les Pays qu'ils  
 „ réclament faisoient partie de l'ancien  
 „ Domaine de leur Couronne, & au-  
 „ roient été dans leur origine établis par  
 „ l'Angleterre. Ils supposent même, mais

## A U T O R I T É S.

(\*) Traité de Westminster Corps Diplom.  
 Tom. 6. part. 2. p. 121.

DES  
re Traité (4)  
établir la paix  
on de l'Ameri-  
on objet acci-  
l. C'est pour  
que lors que les  
ront consulté  
ue la citation  
sur leur esprit  
s en attendre,  
a conduite des  
a étoit injuste  
Nations, qui  
hostilités entre  
us conclurons  
e introduction  
rons au passage  
e poids & de  
s qui sont dé-  
ction des Trai-  
que la France  
des Dons & des  
, ils donnent à  
ndroits de leur  
oduit plusieurs  
ne les Pais qu'ils  
tie de l'ancien  
ronne, & au-  
gine établis par  
ent même, mais  
" à  
t s.  
r Corps Diplom.

COMMISSAIRES ANGLOIS. 19

„ à la vérité sans aucune preuve, que nos ACADIE,  
„ anciens Rois ont confirmé des conces-  
„ sions anciennement faites dans ces  
„ Pais de l'autorité du Gouvernement  
„ d'Angleterre. Tous ces faits ne sont  
„ pas mieux fondés que les inductions  
„ tirées des Traités de St. Germain & de  
„ Breda. Les François avoient établis  
„ l'Acadie avant que les Anglois eussent  
„ aucune Colonie en Amerique. C'est fait,  
„ qui seul détruit par le fondement tou-  
„ tes leurs prétentions à cet égard, sera  
„ prouvé par des pièces & des autorités  
„ incontestables”.

Les Commissaires Anglois dans leur  
Mémoire ont eu soin d'apurer le moins  
qu'il a été possible sur l'espèce de Droit  
qui s'éleve de l'ancienneté de la décou-  
verte ou de l'Etablissement, persuadés  
que cette preuve a peu de poids, ou n'en  
a nul, dans une matière où il est interve-  
nu plus d'une fois des Traités pour dé-  
terminer les Possessions & regler toutes  
les prétentions les plus anciennes, & où  
il n'est pas question du *Droit actuel*, mais  
de l'étendue *de la Possession*. Les passa-  
ges particuliers de notre Mémoire qui ont  
donné lieu à cette observation des Com-  
missaires François, seront justifiés dans  
leurs propres places; mais quant à pré-  
sent les Commissaires Anglois se borne-  
ront à remarquer, que dans une Discus-  
sion telle que celle-ci, sur le sens des  
termes d'un Traité récent, qui, suivant  
l'aveu de toutes les Parties, fixe la pos-  
s.

**ACADIE.** session, ou la propriété de ce Païs, faire beaucoup de fonds sur le Droit originaire & suranné de l'ancienneté de la découverte & de l'établissement, c'est  
 „ chercher des preuves étrangères à l'é-  
 „ tat de la question; & introduire des  
 „ reflexions usées qui ne tendent qu'à  
 „ obscurcir la matière & à faire dispa-  
 „ roître le Traité d'Utrecht”.

Le reste de l'Introduction du Mémoire des Commissaires François n'étant qu'une idée de la méthode qu'ils y ont suivie, il est inutile de s'y arrêter. Les Commissaires Anglois se sont crus obligés à la réponse qu'ils ont faite à l'effort général si frappante dans cette Préface, de changer l'état de la question, & d'écarter la seule voye capable de conduire à une décision sur cette affaire. Ils se seroient beaucoup plus étendus dans leur Réponse sur différentes parties de cette Introduction, si la même matière ne se presentoit dans d'autres Articles distincts du Mémoire François, où ils les examineront séparément.

*Examen  
des Cartes  
de L'Acadie.* Passons à présent à l'examen des autorité particulières sur lesquelles les Commissaires François raisonnent pour prouver que les anciennes Limites de l'Acadie étoient bien connues & fixées avant le Traité de St. Germain en 1692. Les autorités dont ils se servent sont les anciennes Cartes de ce Païs, le témoignage des Historiens François, & les différents noms qui, ainsi qu'ils le prétendent, ont été donnés aux différentes parties de

DES

ce Pais, fait  
e Droit origi-  
neté de la dé-  
ement, c'est  
angères à l'é-  
ntroduire des  
tendent qu'à  
à faire dispa-  
cht".

n du Mémoire  
n'étant qu'une  
nt suivie, il est  
ommissaires An-  
reponse qu'ils  
si frappante  
nger l'état de  
seule voye ca-  
cussion sur cette  
coup plus étén-  
différentes par-  
s, si la même  
ns d'autres Ar-  
François, où  
ent.

men des auto-  
elles les Com-  
ent pour prou-  
tes de l'Acadie  
xées avant le  
1672. Les au-  
t sont les an-  
le témoignage  
, & les diffé-  
le prétendent,  
rentes parties  
de

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 21

de ce Pais que nous appellons Acadie. Acadie.  
Nous examinerons dans leur ordre tou-  
tes ces preuves & les raisonnemens qu'ils  
en déduisent.

En parlant des Cartes il ne sera pas  
hors de propos de rapeller aux Commis-  
saires François, que les Commissaires du  
Roi de la Grande Bretagne ne sont pas  
les premiers qui en ont appelé aux Car-  
tes comme à une autorité dans la discus-  
sion actuelle; qu'ils ne les ont jamais ci-  
tées que pour corriger les méprises  
qu'ont fait les Commissaires François;  
que dans leur dernier Mémoire ils ont  
renoncé au secours qu'ils pouvoient tirer  
des preuves déduites des Cartes dans le  
tems même qu'ils ont fait voir qu'elles  
favorisoient les prétensions du Roi de la  
Grande Bretagne; & qu'ils ne seroient  
pas encore entrés dans un plus grand de-  
tail, si les Commissaires François ne l'a-  
voient rendu nécessaire, en donnant de  
nouveau un plus grand crédit aux Cartes  
qu'elles ne méritent. & en affectant de  
les faire paroître essentiellement dans la  
discussion du point dont il s'agit; & s'ils  
ne jugeoient eux-mêmes essentiel de ne  
laisser passer aucune des preuves qu'ap-  
portent les Commissaires François pour  
étayer leur Système, sans les refuter com-  
me il faut.

Le Sieur Durand ayant remis en 1749, *Les Car-*  
un Mémoire de la part de la Cour de *tes faites*  
France, où l'on avance que les anciennes *chez tou-*  
Limites de l'Acadie sont comprises dans *tes les Na-*  
la *tiens dans*

ACADIE. la Péninsule qui est bornée par le passage de Canseau, l'entrée de la Baye de Fundy, & l'Isthme de la Baye-Verte, & l'on soutient que toutes les Cartes non suspects, les où l'on soutient que toutes les Cartes fixes bien faites chez toutes les Nations dans des tems non suspects assignent unanimement précifément, d'a- l'Acadie les mêmes Limites; pour représenter cette opinion nous produisimes dans notre Mémoire du 11 Janvier 1751, quatre Cartes publiées par des Géographes François du plus grand mérite dans des tems non suspects, lesquelles toutes placent les Limites Occidentales de l'Acadie à Pentagoet, & portent les Septentrionales beaucoup au de-là de l'Isthme, au dessus de l'Entrée de la Baye de Fundy; & étoient par conséquent autant de réfutations sans réplique de l'affirmation générale du Sieur Durand & des Limites qu'il assigne sur l'autorité des Cartes.

Les Commissaires François ont objecté à ces Cartes, dans leur second Paragraphe de leur 12 Article, intitulé „Objection des Commissaires Anglois sur les Notions géographiques de l'Acadie”, qu'aucune d'elles ne sont fort anciennes; & dans le 36 Paragraphe ils terminent l'Article, en remarquant, que les sentimens de tous les Géographes sont contraires aux Préentions de sa Majesté, & plus particulièrement les Géographes Anglois; & que tous ceux qui ont le mieux entendu l'Histoire, & la Géographie, ont borné l'Acadie à la partie Sud-Est de la Péninsule. En faisant revivre cette espèce

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 23

ce de preuves, les Commissaires François ACADIE nous ont obligé, quelque peu concluante qu'elle nous paroisse, à constater les preuves qui résultent réellement des Cartes les plus anciennes de l'Amerique Septentrionale.

La Carte la plus ancienne qui existe de ce Pais, est celle qu'Esкарбот publia en 1609, avec son Histoire; mais on n'y trouve pas le nom même d'Acadie, & la situation ainsi que les noms de chaque Contrée dans cette Carte sont placés, & assignés avec tant d'ignorance, qu'on ne peut en tirer que peu d'autorité en faveur de quelque opinion que ce soit.

Après la Carte de l'Esкарбот, la plus ancienne, est celle qui se trouve dans les Voyages de Purchas, Tom. 4. qui fut publiée en 1625. Dans cette Carte la Nouvelle-France est bornée au Nord de la Rivière de Canada; *toute la Péninsule & le Continent adjacent, jusqu'au bord méridional du Canada, est appelé Nouvelle-Ecosse.* Le Nom de Nouvelle-Ecosse est marqué des deux côtés de la Baye de Fundy (qui est appelée dans cette Carte la Baye d'Argal) & s'étend du côté de l'Occident jusqu'à la Nouvelle-Angleterre, dont les Limites à l'Orient sont marquées à la Rivière Sainte Croix.

Cette Carte est la première des anciennes Cartes de ce Pais, qui porte des Marques de connoissance, & d'exactitude; elle fut publiée environ vingt ans après les Etablissmens les plus anciens que firent

ACADIE. dans ce Pays les Anglois, & les François : Ce qui fournit aux Géographes le moyen d'en avoir connoissance. Elle est une de ces Cartes Angloises anciennes que les Commissaires François nous ont défilé de produire. Elle marque les bornes de tous les Pays qui y sont compris, & les Limites de la Nouvelle-Ecosse ou Acadie, qui dans tous les points se trouvent contraires à la description des Commissaires François. Cette Carte par conséquent refuse le Système de la Cour de France, autant que l'Autorité d'une Carte peut le faire, & prouve que les Commissaires François n'ont pas été plus heureux dans leur assertion générale par rapport aux anciennes Cartes Angloises, que le Sieur Durand l'a été à cet égard par rapport à toutes les Cartes quelconques.

La Carte suivante dans l'ordre du tems est, *India Occidentalis tabula generalis* publiée par Laët en 1633. Dans cette Carte la Nouvelle-France est placée au Nord de la Rivière de Canada. La Péninsule, & le Continent adjacent, jusqu'aux bords méridionaux de la Rivière du Canada, avec le nom Nouvelle-Ecosse qui s'étend des deux côtés de la Baye de Fundy jusqu'à l'Ouest de la Nouvelle-Angleterre. Il est vrai, qu'il y a deux autres Cartes dans cette Histoire de Laët, qui, à quelques égards, diffèrent de celle-ci; mais celle que nous avons citée est la Carte générale de son livre entier, & qu'il fit conformément à son opinion, & à ses idées

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 25

Idées des Pays qui y sont compris. Sa se- ACADIE.  
conde Carte, intitulée *Nova Francia & Regionis adjacentes*, fut formée sur les descriptions Françaises de ce Pays, qui avoient été imprimées avant la publication de son Histoire, ainsi qu'il en informe le Lecteur dans le 18 Chap. de son second Liv. pag. 55. où il dit, „ *Hic nobis propositum fuit Nova Francia descriptionem ex Francorum observationibus potissimum contexere*”; & la troisième Carte intitulée „ *Novum Belgium*”, &c. paroît avoir été copiée d'après celle de la Nouvelle-France, pour ce qui regarde le Pays de Nouvelle-Ecosse ou Acadie.

Les Cartes Angloises qui suivent après Purchas pour l'ancienneté, sont une Carte dédiée par Berry à Charles II. Elle est intitulée, *Amerique septentrionale divisée en ses principales parties*, dans laquelle sont distingués les différens territoires qui appartiennent aux Anglois, aux Espagnols, & aux François.

Une autre par Morden, qui paroît aussi avoir été publiée sous le règne de Charles II. & porte pour titre, *Carte de l'Empire Anglois sur le Continent de l'Amerique*; & une troisième par Thornton, publiée sous le règne de Guillaume III. intitulée *Nouvelle Carte de la côte maritime de Terre-neuve, Nouvelle-Ecosse, Nouvelle-Angleterre, Nouveau Jersey, Pensylvanie, Maryland, Virginie, & partie de la Caroline.*

Ces Cartes Angloises, dont l'autorité, B 5 com-

**Acadie.** comme Cartes Angloises, est plus considérable parce qu'elles ont été publiées pendant que la France étoit en possession de l'Acadie, bornent le Canada, comme le font les Cartes de Purchas, & de Laët, au Nord de la Rivière du Canada, & marquent la Péninsule, & le Continent auquel elle tient, jusqu'aux bords méridionaux de cette Rivière du nom de Nouvelle-Ecosse, (Nova Scotia du New Scotland) qui s'étend des deux côtés de la Baye de Fundy, du côté de l'Ouest jusqu'à la Nouvelle-Angleterre, & dont les bornes septentrionales, & orientales sont marquées à Sainte Croix & à la Rivière du Canada.

Voilà donc trois autres Cartes Angloises qui, indépendamment des Cartes citées de Laët & celle de Visser, se rencontrent exactement avec les anciennes Limites que nous avons établies dans notre Mémoire du 21 Septembre 1750, & qui prouvent absolument que les Cartes anciennes, les plus authentiques faites dans différens Pays, sont en faveur des réclamations de la Grande Bretagne; & que les Commissaires François se font un peu mépris lors qu'ils nous ont invité à produire quelques anciennes Cartes Angloises telles que celles que nous venons de citer, comme des preuves qu'il n'étoit pas possible de trouver.

Quant aux quatre Cartes Françaises, citées dans notre premier Mémoire, & publiées par De l'Isle, Bellin, & D'Anville,

DES

est plus confi-  
été publiées  
t en possession  
nada, comme  
as, & de Laër,  
anada, & mar-  
Continent au-  
bords méridio-  
m de Nouvel-  
New Scotland)  
de la Baye de  
justqu'à la Nou-  
les bornes sep-  
font marquées  
rivière du Ca-

Cartes Angloises  
Cartes citées de  
se rencontrent  
iennes Limites  
dans notre Mé-  
ro, & qui prou-  
Cartes anciennes,  
dans differens  
eclamations de  
ue les Commis-  
peu mépris lors  
duire quelques  
ises telles que  
de citer, com-  
oit pas possible

tes Françoises,  
r Mémoire, &  
ellin, & D'An-  
ville,

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 27

ville, quoiqu'elles n'étendent par les Li-  
mites septentrionales de l'Acadie jusqu'à  
la rive meridionale de la Rivière du Ca-  
nada, ce qui peut venir de ce que le Gou-  
vernement du Canada s'étend dans quel-  
ques unes des Commissions des Gouver-  
neurs à l'espace de dix lieues au Sud de  
cette Rivière, toutefois elles placent évi-  
demment le Pais de la Nouvelle-France  
au Nord de cette même Rivière, & mar-  
quent les Limites entre l'Acadie, & la  
Nouvelle-Angleterre du côté de l'Ouest,  
conformément aux prétentions de sa Ma-  
jesté.

Acadie.

Ces Cartes Françoises doivent aussi a-  
voir un poids extraordinaire sur tout lors  
qu'elles favorisent les prétentions de la  
Grande Bretagne, s'il faut ajouter tant de  
foi, ainsi, que le prétendent les Com-  
missaires François, aux Cartes de ceux  
qui, dans leur propre Pais, sont réputés  
avoir le mieux „ approfondi l'Histoire &  
„ la Géographie „ & avoir „ travaillé sur  
„ les titres „

Puisque les Commissaires François ont  
examiné avec tant de soin les Cartes, il  
ne sera pas hors de propos d'observer,  
pour ajouter aux autorités que nous avons  
déjà citées, que Champlain dans sa Carte,  
porte l'Acadie au de-là de la Péninsule,  
& fait de Pentagoët sa borne occiden-  
tale; que Hennepin, (\*) dans les Cartes  
pu-

## AUTORITÉ.

(\*) Voyage d'Hennepin 1683.

**ACADIE.** publiées avec ses voyages, marque l'Acadie sur le Continent, entre la Nouvelle-Angleterre, & la Rivière Saint Laurent. Que de Fer (a), Géographe du Roi de France, fait de la Nouvelle-Ecosse & de l'Acadie un seul & même País; assignant les mêmes Limites à l'un & à l'autre, & l'étend jusqu'au Canada au Nord. Dans sa Carte il recule les Limites occidentales de la Nouvelle-Ecosse ou Acadie, jusqu'à la Rivière de Pentagoët, par laquelle il sépare ce País de la Nouvelle-Angleterre, & que Gueudeville dans son Atlas Historique étend l'Acadie, depuis la Rivière Kennebec, qu'il appelle sa frontière, jusqu'à l'Isle appelée l'Isle Persée, à l'embouchure du fleuve St. Laurent (b).

Les trois Cartes Angloises citées par les Commissaires François sont, une par M. Halley, une autre par M. Popple, & une troisième par M. Salmon, & pour leur donner plus de poids, ils ont soin de rendre justice à la grande connoissance de M. Halley, dans la Géographie & l'Astronomie; & ils observent que M. Popple est un de ceux qui ont travaillé sur les titres; le fait est, que l'Acadie est marquée dans la Carte de M. Halley, dans

## A U T O R I T É S.

(a) De Fer Atlas curieux 1705. p. 121.

(b) Gueudeville Atlas Historique 1719. Vol. 6. p. 26.

citées par les  
, une par M.  
opple, & une  
& pour leur  
nt soin de ren-  
noissance de  
aphie & l'As-  
que M. Pop-  
nt travaillé sur  
e l'Académie est  
M. Halley,  
dans

705. p. 121.  
Historique 1719.

A l'égard de la Carte de M. Popple, les Commissaires François, n'ont d'autre raison pour supposer que cette Carte a été faite sous l'inspection ou la protection du Bureau du Commerce, ou pour représenter M. Popple, comme un homme dont la situation devoit ajouter du crédit à son travail, que ce qu'a dit M. Popple à la marge de cette Carte, qu'il avoit entrepris cet ouvrage avec l'approbation des Seigneurs Commissaires du Commerce & des Plantations; les Seigneurs Commissaires du Commerce & des Plantations pouvoient bien approuver une

**ACADIE.** une *Entreprise de cette nature*; mais n'ont jamais dirigé ou approuvé la manière de l'exécuter de M. Popple. Il a inséré cette note marginale uniquement, pour procurer à sa Carte un accueil plus favorable, & il ne prétend pas dans cette Carte, que le Bureau de Commerce alors existant ait jamais approuvé autre chose que l'*entreprise*; la Carte a été construite suivant ces idées particulières; il la publia sur sa simple autorité; le Bureau de Commerce d'alors ne lui donna aucune approbation extraordinaire, elle ne s'accorde pas avec les régitres, qu'il prétend avoir copiés: Cette Carte a paru comme l'ouvrage d'un particulier; elle a toujours passé en Angleterre pour être fort inexacte, & n'a jamais été citée dans aucune Négociation, par la Grande Bretagne entre les deux Couronnes, comme étant correcte ou de quelque autorité.

Mais si les Commissaires François, pouvoient prouver que cette Carte a été l'ouvrage d'un homme employé par le Gouvernement Anglois, & dirigé alors par le Bureau du Commerce, quelle preuve pourroient-ils en tirer qui pût avoir aucun effet dans la discussion actuelle? M. Popple a marqué la Péninsule du nom d'Acadie, & tout le Pays à l'Ouest jusqu'à la rive Méridionale du fleuve St. Laurent, du nom de Nouvelle-Ecosse, dont il fait Sainte-Croix la borne occidentale; ce qui prouve qu'il pensoit que le Pays d'A-

Co  
d'Acad  
tendoit  
fleuve  
rend s  
pour le  
nent l'  
partie  
l'opini  
à toute

A l'e  
saires  
l'on ci  
discuss  
homme  
& qui  
sions  
sont f  
en pro  
Comm  
être tr  
cun su  
d'une  
tât mo  
que ce  
ont ci  
voulie  
d'igno  
l'autor  
des di  
toutes  
Géogr  
quelqu  
persua  
ne s'e  
crits,

DES

re; mais n'ont  
la manière de  
Il a inféré cet-  
ent, pour pro-  
il plus favora-  
cette Carte,  
alors exist-  
autre chose que  
construite sui-  
es; il la publia  
Bureau de Com-  
na aucune ap-  
elle ne s'accor-  
qu'il prétend a-  
a paru comme  
r; elle a tou-  
pour être fort  
été citée dans  
r la Grande Bre-  
ouronnes, com-  
quelque auto-  
es François, pou-  
Carte a été l'ou-  
loyé par le Gou-  
dirigé alors par  
e, quelle preuve  
qui pût avoir au-  
on actuelle? M.  
éninsule du nom  
a à l'Ouest jusqu'à  
fleuve St. Lau-  
relle-Ecosse, dont  
borne occidenta-  
pensoit que le Pays  
d'A-

## COMMISSAIRES ANGLAIS. 31

d'Acadie ou de Nouvelle-Ecosse, s'é-  
tendait depuis la rive Méridionale du  
fleuve St. Laurent jusqu'à Ste. Croix, &  
rend sa Carte d'une autorité médiocre  
pour les Commissaires François, qui bor-  
nent l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse, à la  
partie Sud-Est de la Péninsule, ou pour  
l'opinion du Sieur Durand, qui la borne  
à toute la Péninsule seulement.

ACADIE,

A l'égard de M. Salmon, les Commis-  
saires Anglois ne s'attendoient pas que  
l'on citeroit jamais son autorité dans une  
discussion nationale. Cet Auteur est un  
homme peu connu, dans le grand besoin,  
& qui n'écrit que pour vivre. Les occa-  
sions qu'il a d'acquérir des connoissances,  
sont fort rares, ses connoissances sont  
en proportion avec ces occasions, & les  
Commissaires François ne pouvoient peut-  
être trouver aucun autre ouvrage sur au-  
cun sujet, dans toute la langue Angloise,  
d'une autorité aussi légère, & qui mérit-  
oit moins de confiance, à tous égards,  
que cette Histoire de M. Salmon, qu'ils  
ont citée. Nous ne finirions point si nous  
voulions entrer dans le détail des fautes  
d'ignorance qu'a commis cet auteur, sur  
l'autorité duquel, si elle étoit admise dans  
des discussions de cette nature, presque  
toutes les erreurs dans les faits ou dans la  
Géographie, pourroient être appuyées sur  
quelque partie de ses écrits. Nous nous  
persuadons que les Commissaires François  
ne s'en seroient pas rapportés à ses é-  
crits, s'ils avoient été mieux instruits du  
ca-

ACADIE.

caractère, & de la situation de l'écrit, & du mépris universel que l'on témoigne pour ses écrits dans son propre País; ou s'ils avoient considéré combien peu de confiance mérite son témoignage, si on prend ensemble toute sa description de l'Amérique.

Si les Commissaires Anglois, avoient pensé que quelque preuve tirée d'écrivains, d'aussi peu de réputation ou dignes d'aussi peu de foi que M. Salmon, dût jamais faire partie des preuves que l'on employe dans une discussion nationale, de cette nature, ils auroient aussi pu citer un nombre infini d'écrivains François, & leurs Cartes, d'une autorité plus considérable que M. Salmon, qui tous décrivent l'Acadie dans la même étendue, que la réclame Sa Majesté, mais les Commissaires Anglois n'ont pas été jaloux de grossir leurs preuves d'une espèce de témoignage additionnel, qui ne feroit qu'augmenter la masse de toutes les preuves, sans y ajouter la moindre force, & souvent retarde la décision de la Question principale, en faisant naître des petites contestations accessoires sur la crédibilité des autorités particulières.

De ce détail & de ces considérations particulières, sur le premier chef des preuves employées dans le Mémoire François, il est évident, que ce fût le Sieur Durand qui le premier, en appelant à l'autorité des Cartes, nous mit dans la nécessité de réfuter cette assertion générale.

Preuve  
qui réfute  
les des Car-  
tes.

DES  
de l'écrivain,  
on témoigne  
pre Pais; ou  
mbien peu de  
gnage, si on  
description de

lois, avoient  
tirée d'écrit-  
tion ou dignes  
Salmon, dût  
aves que l'on  
on nationale,  
t aussi pû ci-  
ains François,  
rirté plus con-  
qui tous dé-  
me étendue,  
mais les Com-  
été jaloux de  
espèce de té-  
feroit qu'aug-  
les preuves,  
force, & sou-  
e la Question  
re des petites  
r la crédibili-  
s.

considérations  
nier chef des  
le Mémoire  
que ce fût le  
er, en appel-  
es, nous mit  
cette assertion  
géné-

#### COMMISSAIRES ANGLOIS. 31

générale & fautive, par laquelle il sou- Acadie  
tient que les Cartes de toutes les Nations  
favorisent l'opinion de la Couronne de  
France; que les Commissaires François,  
nous ont obligé par les nouvelles thèses  
qu'ils ont établies, par rapport aux Car-  
tes en général, & par leurs observations  
sur celles que nous avons citées, dans  
notre réponse au Sieur Durand, d'entrer  
une seconde fois dans l'examen des pièces  
de ce genre. Que les Cartes les plus an-  
ciennes que nous venons de citer, & que  
nous avons citées ci-devant, contredisent  
absolument & détruisent l'idée qu'ont les  
Commissaires François des anciennes Li-  
mites de l'Acadie. Que parmi la grande  
variété de Cartes, que nous avons pro-  
duites de différens Pais, faites dans un  
si grand nombre de Périodes de tems dif-  
férens, on n'en peut trouver une seule,  
ni même parmi les Cartes Françaises,  
qui ne refute expressément la partie prin-  
cipale & essentielle du Système des Com-  
missaires François. Que quoiqu'elles ne  
designent pas toutes exactement les an-  
ciennes Limites, telles que les Commis-  
saires de sa Majesté les soutiennent, tou-  
tefois chaque Carte est une réponse claire  
& distincte à l'opinion des Commissaires  
François, comme fondée sur les Cartes,  
parce que chaque Carte diffère de leur  
Description des anciennes Limites dans  
quelque point essentiel; & toutes sont  
incompatibles & inconciliables avec l'i-  
dée générale qu'ils en ont. Que si les  
Com-

# REPLIQUE DES

**deux.** Commissaires François étoient requis à décider les anciennes Limites sur le témoignage des Cartes, ils n'en ont encore trouvé aucune faite dans aucun Pays, en aucun tems, qui assigne les anciennes Limites, conformément à leurs prétentions. Et que plus ils ont insisté sur cet argument particulier, employé d'abord par le Sieur Durand, plus ils ont fourni successivement de preuves contre eux-mêmes, jusques là qu'ils prouvent aujourd'hui clairement par leurs recherches & d'après leurs citations, ainsi que les nôtres, qu'un grand nombre de Cartes anciennes & modernes, faites dans différens Pays, foudroient la prétention de sa Majesté, ainsi qu'elle est produite dans notre Mémoire du 21 Septembre 1750, mais qu'on ne peut en trouver aucune pour rendre authentique dans aucun degré, ou dans aucune partie, les prétentions de la France.

**Histoire.** La seconde autorité sur laquelle se fondent les Commissaires François, pour la preuve des anciennes Limites qu'ils assignent, est prise des Historiens de l'Amérique septentrionale, & ce sont les Sieurs Denys, Champlain & l'Escurbot.

Mais avant d'entamer cet article, nous ne pouvons nous empêcher de faire quelque remarque sur la manière peu commune & détachée, avec laquelle les Commissaires François ont cité ces Auteurs, & combien la preuve, qu'ils prétendent en tirer, consiste dans des observations géné-

COMMISSAIRES ANGLOIS. 35

générales sur les titres, & les notes marginales de leurs ouvrages, que les Commissaires François y ont incorporés; souvent sur des expressions particulières, détachées de la suite du discours; & quelquefois sur de simples omissions du nom d'Acadie, plutôt que sur le sens naturel & entier d'aucun passage de ces écrivains, cité dans toute la teneur, & d'une manière satisfaisante.

On peut tirer des livres des arguments spécieux pour soutenir une opinion, en les citant d'une manière imparfaite; mais la seule manière concluante d'argumenter d'un ouvrage, est de prendre dans la totalité chaque paragraphe en question, & de considérer tous les passages, où l'auteur traite le même sujet, comme partie d'une seule & même opinion, & du tout résumer cette opinion.

Le premier passage que citent les Commissaires François des ouvrages du Sieur Denys, est celui où, Par ces provisions, qui sont du 30. janvier 1605. il est dit qu'il avoit été nommé, & établi Gouverneur en toute l'étendue de la grande Baye St. Laurent, & Isles adjacentes, à commencer depuis de Cap Capron, jusqu'au Cap de Robson, en la Nouvelle-France, en sorte que ce Gouvernement étoit situé dans la Nouvelle-France, au Canada, & non en Acadie. De la manière dont il est dit, on voit

Acadie

Denys.

(b) C. a. Gou-

Acadiens.

Gouvernement du Sieur Denys est situé dans la Nouvelle-France, les Commissaires François concluent que le Pais depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap Rosiers, que réclame aujourd'hui l'Angleterre, comme partie de l'Acadie, étoit situé dans la Nouvelle-France, & non en Acadie; & ils ajoutent comme une seconde preuve, que „ indépendamment de ce „ Gouvernement le Roi lui accorda, par „ les mêmes lettres, la faculté d'établir „ une pêche sédentaire *tant dans ledit „ Pais qu'à la côte d'Acadie*, ce qui montre de plus en plus que son Gouvernement étoit distinct de l'Acadie, & n'en „ faisoit point partie.

En réponse à l'application qu'ils font de ces paragraphes nous prouverons, en premier lieu, d'après la meilleure autorité, que Nouvelle-France étoit le nom qu'on donnoit en général au tems de la Commission du Sieur Denys à tout le territoire que possédoit la France dans l'Amérique septentrionale; & secondement nous montrerons par ce même passage, qui ajoute la permission de la pêche sédentaire au Gouvernement du Sieur Denys, que tout le Pais qui s'étend depuis le Cap Rosiers jusqu'à la Nouvelle-Angleterre étoit regardé au tems de sa commission par la France elle-même comme partie de l'Acadie.

Les Commissaires François ne peuvent pas ignorer que depuis 1611, jusqu'à 1627

(a)

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 37

(a) on accorda des Commissions de Vice-Rois & Lieutenans-Généraux de la Nouvelle-France à des personnes du plus haut rang en France, qui devenoient Gouverneurs en Chef de *tous les territoires* de la France en Amérique en conséquence de ces Commissions; ou qu'en 1627 (b) on érigea une Compagnie de cent sept Associés auxquels on accorda tout le Pays de la Nouvelle-France, & il paroît par des faits mis au jour par les Commissaires François eux-mêmes, que cette Compagnie, quoiqu'elle ne possédât que les territoires qui étoient compris sous le nom de Nouvelle-France, fit une Concession de la Rivière & de la Baye Ste. Croix au Sieur Razilly en 1632 (c), des terres situées sur la Rivière de St. Jean en 1635 (d), & du commerce des Fourrures en Acadie en 1645 (e). La Compagnie n'auroit fait aucune de ces Concessions si les Pays ainsi concédés n'avoient fait alors par-

## AUTORITÉS.

(a) Père Charlevoix, liv. 4. ed. 4to. pag. 152-161. Champlain part. I. page 131. Part. II. page 80, 81.

(b) Père Charlevoix, liv. 4. page 161.

(c) Concession faite à M. de Razilly, le 19 Mai, 1632; communiquée par les Commissaires François.

(d) Concession de la Compagnie au Sieur de la Tour, le 15 Janvier 1635. communiquée par les Commissaires François.

(e) Arrêt du Roi, du 4 Mars 1645. De-

parle de la Nouvelle-France; dans l'ex-  
posé même desquelles Concessions la Com-  
pagnie, pour montrer le pouvoir qu'elle  
avoit de les faire, prend elle-même le ti-  
tre de Compagnie de la Nouvelle-France,  
& dans quelques unes desdites Conces-  
sions la Compagnie appelle expressément  
l'Acadie une partie de la Nouvelle-France.

On présume avec confiance par la natu-  
re de ces Concessions aux Vice-Rois de  
la Nouvelle-France, antérieurs à l'érec-  
tion de cette Compagnie, & parce que  
les Commissaires n'ont cité aucune de ces  
Commissions pour prouver le contraire;  
que les Vice-Rois de la Nouvelle-France  
avoient toujours le Gouvernement sur  
tous les Territoires François en Ameri-  
rique. Il est certain par le stile de la  
Compagnie établie en 1627, & les Conces-  
sions faites par elle en conséquence de  
son incorporation, que dans cette char-  
tre le mot Nouvelle-France passoit pour  
comprendre, & dans l'interprétation étoit  
reconnu pour emporter toutes les Posses-  
sions de la France dans l'Amerique sep-  
tententrionale; & ces Autorités ne prouvent  
pas moins évidemment que Nouvelle-  
France étoit le nom donné à tous les Ter-  
ritoires François dans l'Amerique septen-  
trionale, depuis 1611, dans tous les Ac-  
tes les plus positifs, & les plus authenti-  
ques de Gouvernement François; & qu'on  
ne peut tirer aucune preuve, de la ma-  
nière avec laquelle il est dit dans la Com-  
mission du Sieur Denys en 1654, que le

Pais depuis le Cap Causseau jusqu'au Cap  
Rovers est dans la Nouvelle-France, Ancien  
pour montrer que ce district n'étoit pas  
alors regardé comme partie de l'Acadie,  
lorsque la France avoit réglé depuis si  
peu de tems que l'Acadie elle-même étoit  
une partie de la Nouvelle-France.

Il n'est pas hors de propos de remar-  
quer dans cet endroit que le Père \* Char-  
levoix a compris la même étendue dans  
le nom général de Nouvelle-France, non  
comme un Pais distingué en lui-même,  
mais comme le nom général de toutes les  
Possessions Françaises en Amérique; car  
dans le quatrième livre de son Histoire,  
après avoir donné une Description som-  
maire de l'érection de la Compagnie des  
Associés en 1627, sous le titre de Com-  
pagnie de la Nouvelle-France, avec un  
tableau particulier de ses pouvoirs, &  
quelques détails de l'expédition des An-  
glois en 1628, il donne cette Description  
de l'état des Colonies Françaises dans  
l'Amérique septentrionale lors du Traité  
de St. Germain. „ Le Fort de Quebec  
„ environné de quelques méchantes mai-  
„ sons, & de quelques baraques, deux  
„ ou trois cabanes dans l'île Montréal,  
„ autant peut-être à Tadoussac, & en  
„ quelques autres endroits sur le fleuve  
„ St. Laurent, pour la commodité de la  
„ pêche & de la traite, un commence-  
„ ment

## AUTORITÉ.

\* Père Charlevoix. Vol. I. Liv. III. p. 176.

ment d'habitation aux trois Rivières,  
 & les ruines du Port-Royal, voilà en  
 quoi consistoit la Nouvelle-France, &  
 tout le fruit des découvertes de Vera-  
 zany, de Jacques Cartier, de M. de  
 Roberval, de Champlain, des grandes  
 dépenses du Marquis de la Roche, &  
 de M. de Montz, & de l'industrie d'un  
 grand nombre de François qui auroient  
 pu y faire un grand Etablissement, s'ils  
 eussent été bien conduits.

Les Commissaires Anglois ne sont point  
 jaloux de charger le Texte de citations  
 inutiles, ou de produire des preuves ad-  
 ditionnelles sans nécessité, uniquement  
 pour la parade, & par conséquent ils ne  
 citeront plus d'autres passages de cet Hi-  
 storien pour confirmer les premiers; mais  
 si les Commissaires François ont encore  
 quelques doutes sur la façon de penser que  
 l'Acadie étoit une partie de la Nouvelle-  
 France, nous les renvoyons aux citations  
 à la marge de ce Mémoire, qui les con-  
 duiront à un grand nombre de passages  
 extrêmement clairs & précis.

En prouvant notre second point, sa-  
 voir, qu'il est dit expressément que l'Aca-  
 die comprend tout le Pays depuis le  
 Cap Rosiers jusqu'à la Nouvelle-Angleter-  
 re, dans cette clause de la commission  
 du Sieur Denys qui regarde la pêche, il sera  
 nécessaire de corriger quelques méprises  
 qu'ont fait les Commissaires François, en  
 transcrivant cette clause, dont les termes  
 ne sont pas „ la faculté d'établir une pé-

„ che

L. 129. 544

—17- 236

—20- 363

—do.- 364

—do.- 373

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 41

„ che sédentaire tant dans ledit Pays qu'à Acadie  
 „ la côte d'Acadie," mais „ la faculté d'é-  
 „ tablir une pêche sédentaire dans l'étend-  
 „ due dudit Pays & côtes de l'Acadie, jus-  
 „ qu'aux Virgines". \* La nécessité de  
 rétablir les termes réels de la Commission  
 Originale telle qu'elle a été produite par  
 les Commissaires François, en opposi-  
 tion à cette citation (que nous supposons  
 une faute d'inadvertence de la part des  
 Commissaires François) doit paroître du  
 premier coup d'oeil; le rétablissement du  
 texte tourne en notre faveur la preuve  
 qu'on veut tirer de ce passage. Si les ter-  
 mes avoient été tant dans ledit Pays qu'à  
 la côte d'Acadie, on auroit pu se préva-  
 loir avec quelque fondement de ces ad-  
 verbes disjonctifs, pour supposer que la  
 Commission vouloit parler de deux diffé-  
 rens Pays; mais si nous voulons décider  
 cette question sur les termes réels de la  
 Commission, qui après avoir décrit le Pays  
 depuis le Cap Canseur jusqu'au Cap Ro-  
 siers, comme les Limites du Gouverne-  
 ment du Sieur Denys, attache à ce Gou-  
 vernement une pêche dans l'étendue dudit  
 Pays côtes de l'Acadie jusqu'aux Virgines,  
 il est extrêmement clair que cette pêche  
 s'étendoit dans toute l'Acadie, c'est-à-dire,  
 depuis le Cap Rosiers jusqu'aux Virgines,  
 qui étoit alors le nom de cette partie des  
 territoires Anglois dans l'Amerique sep-  
 ten-

## AUTORITÉ.

\* Provisions pour le Sieur Denys en 1674.  
 communiquée par les Commissaires François.

*Acadie*. territoriale, qui avoit l'Acadie, lequel espace est ici appelé toute l'étendue du territoire, & côte d'Acadie; les mots dudit *Pais* dans cette dernière partie de la Commission se rapportent évidemment au Pais depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap Rosiers, et devant servir, & que l'on dit ici être une partie de la côte d'Acadie qui s'étend à la Nouvelle-Angleterre.

Les Commissaires François ont observé que la partie Orientale de la Péninsule depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap Rosiers dans cette Commission du Sieur Denys faisoit partie du Gouvernement de la Grande Baye de St. Laurent, mais une attention légère sur les circonstances de ce fait développera cette difficulté. „ Le Gouvernement du Sieur Denys étoit „ composé de toutes les Bayes & Terri- „ toires, Côtes & confins de la Grande „ Baye de St. Laurent, à commencer du „ Cap Canseau jusqu'au Cap de Rosiers, „ Isles de Terre-neuve, Isle du Cap Bre- „ ton, de St. Jean & autres Isles adja- „ centes”, & on lui donna ce nom parce qu'il renfermoit dans son étendue les Isles, qui, avec la Côte depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap Rosiers, forment le Golphe St. Laurent. Mais cette union d'une partie de la Péninsule avec ces Isles sous le même Gouvernement, ne peut passer pour une preuve que la Péninsule depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap Rosiers étoit toujours une partie d'un Gouvernement distinct, appelé le Golphe de St. Laurent, & non Acadie, contre le grand nom.

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 49

nombre de preuves sans réplique que nous  
produirons du contraire dans le cours de  
ce Mémoire, où le sujet les rend plus  
nécessaires.

Si on prend l'ensemble de la Commis-  
sion du Sieur Denys, on voit clairo-  
ment qu'elle confirme notre interpréta-  
tion de la première clause, qui accorde  
la pêche sédentaire; car si les mots toutes  
„ l'étendue dudit Pays, & côtes de l'A-  
„ cadie jusqu'aux Virgines ” s'interpré-  
tent comme étendant cette pêche le long  
de toute la côte d'Acadie jusqu'aux Vir-  
gines; & si les mots *udit Pays* sont in-  
terprétés comme se rapportant à la premiè-  
re partie de la Commission, ils sont clairs,  
& s'accordent entre eux, mais si au con-  
traire „ toute l'étendue dudit Pays ” est  
appliquée à la Grande Baye de St. Lau-  
rent, & non à l'Acadie, on étendra la  
pêche jusqu'au Cap Breton, la Terro-  
neuve, & les autres Iles adjacentes, ce  
qui n'étoit pas assurément le dessein de la  
Commission.

Si l'interprétation que nous avons don-  
née aux mots Nouvelle-France, dans cette  
Commission est juste, & si notre raison-  
nement fondé sur les termes de la Con-  
cession de la pêche est suffisant pour prou-  
ver que le Pays qui s'étend depuis le Cap  
Canseau jusqu'à la Côte méridionale de la  
Rivière de St. Laurent, paroît avoir été  
considéré dans cette Commission comme  
partie de l'Acadie, les Commissaires Fran-  
çois regarderont peut-être comme une  
con-

ACADIE. confirmation de notre sentiment, si nous citons le Sieur Champlain comme une autorité qui le favorise, lorsqu'il dit expressément dans le troisième chapitre de la première partie de ses voyages, intitulé „ de la Nouvelle-France ”, que la Rivière St. Laurent, cotoye la Côte d'Acadie, ou en d'autres termes que l'Acadie s'étend à la rive méridionale de cette Rivière.

Quant à la preuve tirée du Titre du Livre du Sr. Denys, que citent les Commissaires François, savoir, *description de l'Amerique septentrionale, & non des côtes d'Acadie*, il n'est pas aisé de découvrir le résultat de l'observation sur laquelle elle est fondée. Voudroient-ils inferer, du titre de son Livre, que le Sr. Denys n'étoit pas en Acadie ? presque toutes les pages de son Ouvrage disent qu'il y étoit. Ou voudroient ils en inferer qu'il ne regardoit pas comme Acadie aucune partie du Pays qu'il décrit ? Ils conviennent eux-mêmes qu'une partie de son Livre est une description particulière de l'Acadie, & si l'omission d'Acadie dans le titre, est une preuve qu'aucune partie du Territoire qu'il décrit ne passoit pour être l'Acadie, que devient l'idée du Gouvernement de la Grande Baye de St. Laurent, dont il ne parle jamais comme d'un Pays distinct, non plus que de l'Acadie ? La vérité est, que le raisonnement déduit d'un titre de Livre est insuffisant, & tout ce que l'on peut conclurre de ce titre en particulier, c'est, que

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 23

que l'Acadie fait partie de l'Amerique septentrionale. Acadie

Il y a aussi peu de force dans l'usage que font les Commissaires François du passage qu'ils citent pour prouver que la côte d'Acadie commence au Cap Sable, & se termine au Cap Canseau. Les termes de Denys sont „ l'Isle longue fait un „ passage pour sortir de la Baye François „ se, & aller trouver la terre d'Acadie, „ & sortant de la Baye François pour „ entrer à la Côte d'Acadie”.

Quiconque a lu l'ouvrage du Sieur Denys conviendra qu'il fit le tour de la Baye de Fundy depuis Pentagoët; c'est de cette étendue qu'il a donné une Description particulière, & c'est l'ors de sa sortie de la Baye François pour entrer en pleine Mer qu'il appelle la Côte, depuis le Cap Sable jusqu'au Cap Canseau, la côte d'Acadie, dont elle fait certainement partie. Le Sieur Denys ne dit pas ici que c'est toute la Côte d'Acadie, & on ne peut prouver sur ce passage qu'il le considéroit comme tel. Au contraire il devoit avoir appris par l'article de sa Commission qui lui donnoit la pêche sur la Côte d'Acadie depuis la rive méridionale de la Rivière St. Laurent jusqu'au Cap Canseau, & de-là jusqu'aux Virgines, que la Côte depuis le Cap Sable jusqu'à Canseau n'étoit qu'une partie de l'Acadie, quoiqu'en donnant une Description particulière de toute la Côte depuis Pentagoët jusqu'au Cap Canseau, il eût pour sa com-

mo-

On ne peut pas diviser cette étendue en différentes parties, comme la Baye depuis Pen- tagoët jusqu'au Cap Sabie, & la Côte maritime d'Acadie depuis le Cap Sabie jusqu'au Cap Canseau : méthode qui étoit naturelle dans un voyage sur les Côtes, où toute la route se divise d'elle-même en la Baye & la Côte, depuis le Cap Sabie jusqu'au Cap Canseau.

Après avoir ainsi examiné sous les passages cités par les Commissaires François des ouvrages du Sieur Denys, considérons quelle preuve résulte de cet écrit, & en faveur de quelle prétention. Les Commissaires François ont-ils été en état de tirer quelque preuve d'aucun des passages qu'il a cités de cet Auteur, qu'il ne soit possible de refuser séparément en rétablissant le texte véritable de l'Auteur ? & n'a-t'il pas été démontré que toute la Commission du Sieur Denys, si on en considère l'ensemble dans un jour général, & si on ne lui refuse pas une interprétation tant soit peu libre, prouve évidemment & incontestablement que l'étendue de Pays, depuis le Cap Canseau jusqu'à la Côte méridionale de la Rivière du Laurent, étoit alors regardée par la France même comme partie de l'Acadie ; & que la France reculoit les limites de cette Province dans la même Commission vers l'Ouest jusqu'aux Virginea ?

Après cet examen détaillé des passages cités du Sieur Denys, il seroit inutile d'observer dans des termes positifs com- bien

Wien-  
tes l  
de l  
bien  
rité  
le d  
sens  
N  
pass  
faire  
vain  
une  
tici  
bliss  
mém  
faire  
bris  
que l  
de ce  
trer,  
ure  
et A  
mites  
A l  
de la  
execu  
serve  
voulo  
Laure  
venab  
Colon  
bieme  
cette  
il, ajo  
n'auro

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 47

Bien cette preuve refuse directement toutes les anciennes limites que la Couronne de France a assignées à l'Acadie, & combien elle établit positivement sur l'autorité du Sieur Denys, la prétention actuelle du Roi de la Grande Bretagne dans le sens le plus étendu.

Nous allons présentement examiner les passages de Champlain que les Commissaires François ont cités ; & bien convaincus qu'il n'est pas possible d'asseoir une opinion d'après aucuns passages particuliers de cet écrivain (principe qu'établissent les Commissaires François eux-mêmes à l'égard de cet Auteur) avant de faire une réponse particulière à chaque brève insinuation ou citation détachée que les Commissaires François ont tirées de ces passages, nous tâcherons de montrer, après un examen impartial de ce Livre en général, quelle étoit l'opinion de cet Auteur, par rapport aux anciennes limites de l'Acadie.

A la 47 page de son livre, en parlant de la manière dont le Sr. de Monts avoit exécuté sa Commission en 1607, il observe, que comme le Sr. de Monts ne vouloit pas s'établir sur la Rivière St. Laurent, il devoit choisir un endroit convenable pour jeter les fondemens d'une Colonie, qui n'auroit pas été vraisemblablement abandonnée ensuite, comme celle de Ste. Croix & de Port-Royal ; & devoit en conséquence, que dans ce cas les habitants n'auroient pas deserté leurs établissemens dans un lieu

Acadie dans ce Pais (la Rivière St. Laurent)

dans l'espace de trois ans & demi, com-

me firent ceux d'Acadie, nommément à

Ste. Croix & au Port-Royal.

A la 48 page il dit qu'il ne sera pas é-

tranger au dessein de son ouvrage, ou du

moins que le lecteur ne lui saura pas mau-

vais gré, de décrire les découvertes qu'il

a faites sur les côtes du Pais pendant trois

ans & demi qu'il a été en Acadie, tant

à l'habitation de Ste. Croix qu'à Port-

Royal. Dans ces passages Champlain

place expressément Ste. Croix & Por-

Royal en Acadie.

Le titre du premier chapitre de son se-

cond livre est, description de la Héve,

du Port au Mouton, du Port du Cap

Nègre, du Cap & Baye de Sable, de

l'Isle aux Cormorans, du Cap Pouché,

de l'Isle longue, de la Baye Ste. Ma-

rie, du Port Ste. Marguerite, & de

toutes les choses remarquables qui sont

le long de la côte d'Acadie.

Le titre de son second chapitre est,

Description du Port-Royal & des par-

ticularités d'icelui, de l'Isle Haute, du

Port aux Mines & la grande Baye

Françoise, de la Rivière St. Jean, &

ce que nous avons remarqué depuis le

Port aux Mines jusqu'à icelle de l'Isle

appelée par les Sauvages Manthame,

de la Rivière des Etchemins, & de

plusieurs belles Isles qui y sont, de l'I-

le de Ste. Croix, & autres choses remar-

quables d'icelle côte.

# COMMISSAIRES ANGLAIS.

Il intitule son troisième chapitre, de **ACADIE**, la Côte, Peuple, & Rivière de Norembegue. Et dans le même chapitre il dit, *la grande Rivière St. Laurent, c'est la Côte d'Acadie & de Norembegue*. (a)

Après sa description de la Côte jusqu'à la Rivière de Norembegue, qu'il appelle la Rivière de Pentagôt, il entre dans la description de la Côte des Almouchiquois, que les Commissaires François reconnoissent faire partie de la Nouvelle-Angleterre, qui comprend les 4, 5, & 6 chapitres de son second livre.

Il résulte de cette collection des différents passages de ses ouvrages, qui sont essentiels dans la Discussion actuelle, 1<sup>re</sup> Que le Sieur Champlain dans la conclusion de son premier livre étend la Côte d'Acadie à l'Ouest jusqu'à Sainte-Croix, lequel endroit ensemble avec Port Royal il déclare être dans l'Acadie.

Secondement, que le Sieur Champlain dans le second chapitre de son second livre, qui commence par la Description de Port Royal, & finit à Sainte-Croix, en comprenant sa Description de la Baye François, la Rivière St. Jean, & le Pays des Etchemins, se considère comme continuant la première Description de la Côte d'Acadie, qu'il avoit commencée dans son premier chapitre à la Heve, & poussé

**AUTORITE.**

(a) Champlain, page 133.

D

du côté de l'Ouest jusqu'à la Baye Sainte Marie (le plus prochain endroit à l'Est de Port Royal) & dans laquelle il renferme expressément Sainte Croix dans son premier livre.

Troisièmement, que les Commissaires François en avançant dans le dix-huitième Paragraphe de leur seizième article, que le Sieur Champlain ne comprend ni Port Royal ni la Baye Française dans l'Acadie, ont désigné le sans de cet écrivain, qui dit expressément, que non seulement Port Royal, mais encore Sainte Croix sont dans l'Acadie, & qu'en ce point aussi bien que dans leur manière d'argumenter sur les premiers & second chapitres de son second livre comme des Descriptions séparées de Pays particuliers, que Champlain regardait ces Pays comme distincts, puis qu'il les place dans des chapitres différens; ils se sont mépris sur tout l'ouvrage & sur l'opinion de cet Auteur, en n'observant pas la règle qu'ils avoient d'abord établie pour eux-mêmes; c'est-à-dire, en prenant des phrases particulières qui ne forment plus le même sens que qu'on les sépare du corps de l'ouvrage, & fondant sur ces phrases un sentiment sans considérer les différentes parties de l'ouvrage qui traitent de la même matière. De là vient l'erreur de faire des chapitres qui sont manifestement partie de la même narration de l'Etat d'un Pays, des Descriptions séparées de différens Pays, & de la fausse interprétation générale que les

C  
les Co  
l'idée  
mices  
Pou  
qu'ont  
Sieur  
idée,  
jection  
nion de  
senter  
ouvrage  
tirent  
les nou  
paréme  
Coe  
11, 13  
seizièm  
Dane  
dans  
Nou  
vau  
me d'un  
ritores  
sage en  
Commi  
qu'il y  
même  
veille-Br  
plain de  
parete  
vons au  
propreme

DE  
Roya. Sainte  
rois à l'Est de  
e il regerme  
dans son pri-

Commissaires  
dix-huitième  
article, que le  
rend au Port  
e dans l'Ac-  
cet écrivain,  
non seulement  
Sainte Croix  
ce point aussi  
d'argumenter  
chapitres de son  
description se-  
que Cham-  
plaine distinct,  
chapitres dis-  
sant tous l'ou-  
est Autour, en  
qu'ils avoient  
d'elles, c'est à  
particuliers  
même sans des  
de l'ouvrage,  
un sentiment  
ces parties de  
même matie-  
faire des ché-  
nt partie de la  
d'un Pais, des  
différens Pais,  
a générale que  
les

### COMMISSAIRES ANGLEOIS. 31

les Commissaires François ont faite de Acadie.  
l'idée qu'avoit le Sieur Champlain des li-  
mites de l'Acadie.

Pour répondre entièrement à l'usage  
qu'ont fait les Commissaires François du  
Sieur Champlain conformément à leur  
idée, & satisfaire à chacune de leurs ob-  
jections, nous allons comparer son opi-  
nion telle que nous venons de la repré-  
senter d'après un examen complet de son  
ouvrage aux citations particulières qu'en  
tirent les Commissaires François, auxquelles  
nous n'avons pas encore répondu sa-  
parément.

Ces citations sont contenues dans les  
11, 13, 15, 16, & 17 Paragraphes du  
seizième article de leur Mémoire.

Dans l'onzième ils disent... Il parle  
dans un autre endroit des Côtes de la  
Nouvelle-France, où sont, dit-il, l'A-  
ca, l'Escham, l'Almucbiqui, &  
Grande Rivière Saint Laurent.  
Nous avons déjà prouvé qu'on s'est ad-  
ressé au nom Nouvelle-France com-  
me d'un terme général pour toutes les  
rivieres de la Nouvelle-France, & qu'il  
sage en est une nouvelle preuve, car les  
Commissaires François n'ont jamais dit  
qu'il y eût un Pais nommé l'Acadie, en  
même temps qu'ils soutiennent que la Nou-  
velle-France est un Pais distinct, & Cham-  
plain dans ce passage fait de l'Acadie une  
partie de la Nouvelle-France. Nous a-  
vons aussi montré que Champlain dit ex-  
pressément que l'Acadie renfermoit Port

ACADIE. Royal, & s'étendoit jusqu'à Ste. Croix à l'Ouest, dans laquelle étendue se trouve le Pays des Etchemins, & par conséquent il n'y a pas un endroit décrit dans ce Paragraphe qui ne soit considéré par le Sieur Champlain comme partie de l'Acadie, excepté la Côte des Almouchiquois, que les Commissaires François reconnoissent faire partie de la Nouvelle-Angleterre.

Quant à ce qu'ils avancent dans le 13<sup>e</sup> Paragraphe. „ Que dans tout l'ouvrage de „ Champlain où il est question de ces „ différens Pays, celui des Etchemins n'est „ pas moins différent de l'Acadie que celui „ des Almouchiquois en Nouvelle-Angle- „ terre. „ Nous ne sommes pas peu sur- „ pris de voir que les Commissaires François, fassent une Déclaration si positive & aussi peu soutenable: peuvent-ils nier que le Pays appelé le Pays des Etchemins ne soit situé entre la Baye de Fundy & la Rivière Ste. Croix?

Ils ont dit expressément dans le premier Paragraphe de leur dix-septième Article, que le Sieur de Monts fit un Etablissement dans l'Isle de Ste. Croix sur la Côte des Etchemins, & Champlain lui-même a désigné ce district comme une partie de l'Acadie elle-même; pourquoi, par conséquent, les Commissaires François disent-ils, que Champlain a déclaré que le Pays des Etchemins est distinct de l'Acadie, comme la Nouvelle-Angleterre elle-même?

Dans le 13<sup>e</sup> Paragraphe, les Commis-  
sai-

Co-  
saires  
une no-  
ment é-  
ner le  
l'ouvrage  
on adm-  
regler  
prouver  
partie  
on reg-  
ainsi é-  
chryphe  
pour pr-  
pas que  
l'a si ex-  
tis dans  
ter de  
son ouv-  
„ mites  
que c'est  
qui parle  
Le se-  
sembla-  
de la m-  
rien aut-  
sage tel  
non que  
velle-Fr-  
Anglois  
Province  
Hampsh-  
Anglter-  
Pais dis-  
l'autre d-  
Après

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 53

Les Français s'efforcent de faire valoir une note marginale (qui a vraisemblablement été insérée par l'Editeur) pour donner le sens qu'ils désirent au corps de l'ouvrage; mais on doit observer que si on admettoit cette note marginale pour régler l'interprétation du texte, cela prouveroit seulement que l'Acadie fait partie de la Nouvelle-France; d'ailleurs on regardera difficilement ce passage, ainsi étalé par une note marginale apocryphe, comme une autorité suffisante, pour prouver que Champlain ne pensoit pas que Port Royal fut en Acadie, lui qui l'a si expressément déclarée en faire partie dans un passage que nous venons de citer de cet Auteur, & dans les parties de son ouvrage, „ où il est question des limites de ce Pays”, & où nous voyons que c'est Champlain & non son Editeur qui parle.

Le seizième Paragraphe roule sur une semblable note marginale, probablement de la même main, & ne tend à prouver rien autre chose, si on admettoit le passage tel qu'il est expliqué par la note, sinon que l'Acadie faisoit partie de la Nouvelle-France; ce que les Commissaires Anglois admettent de même; que les Provinces de Connecticut & de la Nouvelle-Hampshire sont Provinces de la Nouvelle-Angleterre, qui n'est par conséquent un Pays distinct en lui-même de l'une ou l'autre de ces Provinces.

Après tout, ce que l'on peut inferer

ACADIE. des écrits de Champlain, considéré tel que les Commissaires François prétendent qu'il doit être, & tel que nous l'avons considéré, c'est en peu de mots, que dans cette partie de son ouvrage où il parle des Limites de l'Acadie le plus expressément, & où nous sommes sûrs d'avoir son sentiment seulement, il dit en termes exprès, que *Port Royal & Sainte Croix sont en Acadie*, & que la Rivière Saint Laurent baigne la Côte Septentrionale d'Acadie, & que par conséquent son autorité favorise la prétention du Roi de la Grande Bretagne, quant aux Limites Septentrionales de l'Acadie, & quant à ses Limites occidentales, jusqu'à Sainte Croix, & refuse directement, quant aux Limites Septentrionales & Occidentales de l'Acadie, les Commissaires François, qui veulent que l'Acadie soit restreinte dans la partie Sud-Est de la Péninsule, & le Sieur Durand, qui la borne à la Péninsule seulement.

*L'Esкарbet.* Le dix-septième Article du Mémoire François est intitulé. „ Preuves sur les „ Limites de l'Acadie tirées de l'Histoire „ de la Nouvelle-France par l'Esкарbet „ bat „

Les Commissaires Anglois ne peuvent s'empêcher de témoigner leur surprise de voir cité, avec tant de déférence, pour prouver les anciennes Limites de l'Acadie, un Auteur qui dans tout son ouvrage n'a jamais fait mention une fois d'aucun Pays sous le nom d'Acadie. Recher-

chons

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 55

chens quels principes ou quelles idées Acasie ont adopté les Commissaires François pour découvrir le sensiment de cet Auteur touchant les Limites d'un Pays qu'il ne nomme pas une seule fois.

Dans leur 1. 2. 3. 4. 5. 6. 11. 12. 13. 14. 15. & 16 Paragraphes ils citent des passages de cet écrivain, où il dit que les différentes parties de cette étendue de Pays, que reclame aujourd'hui la Grande Bretagne comme Acadie, font partie de la Nouvelle-France ou Canada; (mots qu'ils font synonymes) & sont situées dans le Pays des Etchemins, sans qu'il soit dit expressément qu'elles soient dans l'Acadie; ils concluent de ces passages que ces Pays n'étoient pas alors regardés comme parties de l'Acadie. En cela ils ont eu de nouveau recours à ce principe que nous avons ci-devant refusé, & ont raisonné sur la supposition que la Nouvelle-France étoit une Province particulière, & non un nom général pour tous les Territoires François en Amérique; mais nous avons montré sur le témoignage des Actes les plus authentiques du Gouvernement François dans les temps où l'état & la division de tous Colonies en Amérique étoit bien connue, & que l'on veilloit avec attention à l'intérêt de ces Colonies, que le nom de Nouvelle-France a toujours été regardé par le Peuple & la Couronne de France, comme le nom général des Colonies Françaises dans l'Amérique Septentrionale; & que par conséquent

*Annou.* sequent les Commissaires François n'é-  
tant pas en état de produire aucune com-  
mission de Gouverneur pour la Nouvelle-  
France comme un Gouvernement parti-  
culier, ne font guères par ces citations  
que montrer que l'Esкарот, s'est contenté  
dans son Histoire de décrire les endroits  
qu'il visita dans la Nouvelle-France,  
c'est-à-dire, dans la partie de l'Amérique  
que possédoit alors la France, sans spé-  
cifier dans quelles parties particulières  
ou Provinces de ce Pais chacun d'eux est  
particulièrement situé.

Les Commissaires Anglois conviennent  
que l'Esкарот a dit proprement que Port  
Royal & le Pais des Etchemins étoient  
dans la Nouvelle-France, parce qu'ils  
admettent que l'Acadie même a tout-  
jours été une partie de la Nouvelle-  
France; mais ils doivent ajouter que les  
Commissaires François devoient prouver,  
sur des témoignages circonstanciés & so-  
lides, en quels tems la France a érigé  
quelque Province particulière sous le  
nom de Nouvelle-France, & quelles en  
étoient les Limites, avant d'inferer qu'il  
ne pouvoit y avoir aucune place située  
en même tems dans la Nouvelle-France  
& dans l'Acadie. Nous ne saurions  
nous empêcher de croire qu'il seroit dif-  
ficile de trouver des preuves de cela,  
non seulement parce que les Commissaires  
François, à qui elles seroient fort utiles  
pour l'appui de leur Système, n'auroient  
pas manqué de les produire, mais encore

par-

C  
parce  
orien  
nous  
de ce  
mot  
nant  
l'Amé  
moins  
grés,  
vince  
disting  
que ce  
France  
parées  
disting  
étoit  
donne  
France  
cadie &  
Quar  
8<sup>e</sup> Par  
Roya  
fondé  
qui se  
les Co  
insiste  
constan  
nature  
tant po  
voient  
ce Plan  
soit „  
„ Fran  
que Por  
La Vi  
ment e

parceque nous n'avons trouvé aucun His- Académ.  
torien de l'Amérique, & que l'on ne  
nous a renvoyé à aucun dans le cours  
de cette Négociation, qui n'emploie le  
mot *Nouvelle-France*, comme compre-  
nant toutes les Possessions Françoises dans  
l'Amérique septentrionale, qui parle le  
moins du monde de l'origine, des pro-  
grès, ou du Gouvernement d'aucune Pro-  
vince sous le nom de *Nouvelle-France*  
distinguée du Canada ou Acadie, tandis  
que cette dernière Contrée appartenait à la  
France, qui n'assigne aussi des bornes se-  
parées à la Province du Canada, en le  
distinguant de l'Acadie, lorsque l'Acadie  
étoit Province de la France, & qui ne  
donne en même tems le nom de *Nouvelle-  
France* également & généralement à l'A-  
cadie & au Canada.

Quant au raisonnement déduit dans le  
8<sup>e</sup> Paragraphe, pour prouver que Port-  
Royal n'étoit pas alors situé en Acadie,  
fondé uniquement sur le titre d'un Plan  
qui se trouve dans le livre de l'Escarbot,  
les Commissaires François n'auroient pas  
insisté avec tant de force sur cette cir-  
constance, s'ils avoient ou considéré la  
nature de cette preuve, ou si, l'admet-  
tant pour meilleure qu'elle n'est, ils a-  
voient jetté les yeux au-delà du titre de  
ce Plan; car quoique le titre de ce Plan  
soit „figure du Port-Royal en la Nouvelle-  
France”, il n'y a aucun endroit tel  
que Port-Royal nommé dans le Plan même.

La Ville ainsi appelée au commence-  
ment est marquée du nom de Poitrim-  
court;

*Auteurs.* court; par conséquent si les Commissaires François croient que ce Plan prouve que Port-Royal ne passoit pas alors pour être en Acadie, parceque le *Titre du Plan* annonce qu'il est dans la *Nouvelle-France*, d'après le même raisonnement le *Plan lui-même* prouvera aussi évidemment, que n'y étant pas fait mention de Port-Royal, il n'y avoit pas alors d'endroit nommé Port-Royal.

Les 9, 10, 11, & 12 Paragrapes du même Article contiennent tous des exemples pour prouver que Port Royal, étoit situé dans la Nouvelle-France; ces exemples sont fondés sur des notes marginales, auxquelles nous ne pensions pas nécessaire de faire la moindre attention, après la manière dont nous avons répondu à de meilleures preuves du même genre citées du même écrivain; si nous ne croyions que l'on ne dût soustraire cette seconde entreprise, qu'ils hazardent encore d'argumenter d'après les notes marginales d'un livre, comme faisant certainement partie du propre ouvrage de l'Auteur, sans protester de nouveau contre de semblables preuves, comme étant insuffisantes & non satisfaisantes.

Nous ne pouvons conclure ce Chapitre sans remarquer avec quelle inexactitude les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne, ont cité l'Esкарbot dans les troisième & quatrième Paragrapes de cet Article. Dans le troisième, pour prouver que l'Isle de Ste. Croix, passoit anciennement pour être en Canada ou Nouvelle.

celle  
/bis  
qu'il  
Saint  
,, en  
dans  
dans  
en in  
comme  
très l  
il per  
ten  
comme  
même  
Nouve  
après  
sous l  
n'avo  
ler du  
loit al  
enten  
publi  
de l'  
Et le  
d'Isle  
être e  
saires  
dans l  
le con  
assur  
ce pas  
donné.

Acadie.  
 velle-France. Ils observent que l'on di-  
 soit communément du Sieur de Monts, lors-  
 qu'il faisoit ses établissemens dans l'Isle de  
 Sainte Croix ; „ qu'il arrachoit des épines  
 „ en Canada“. Si ce passage se trouvoit  
 dans l'Escarbot tel qu'il est représenté  
 dans le Mémoire François, on ne pourroit  
 en inférer que peu de chose, les idées du  
 commun du peuple n'étant qu'une preuve  
 très légère des Limites d'aucun Pays ; mais  
 il paroît par l'Escarbot même que l'édic-  
 ten n'étoit qu'une prédiction qui (\*),  
 comme il dit lui-même, parut dans une  
 même Brochure remplie de toutes sortes de  
 Nouvelles, qui fut publiée l'hiver suivant  
 après le premier Voyage du Sieur de Monts,  
 sous le nom de Maître Guillaume ; l'Auteur  
 n'avoit jamais probablement entendu par-  
 ler du Pays de Cadix, ainsi qu'on l'appel-  
 loit alors, & peut-être n'avoit-il jamais  
 entendu parler de Sainte Croix, lorsqu'il  
 publia ce livre, parceque la description  
 de l'arrivée de De Monts dans ce Pays,  
 & le nom qu'il avoit donné à cette Isle,  
 d'Isle de Sainte Croix, ne pouvoient alors  
 être connus en France. Si les Commis-  
 saires François veulent lire ce Paragraphe  
 dans l'Escarbot une seconde fois, & s'ils  
 le considèrent sous ce point de vue, nous  
 assurons avec confiance qu'ils entendront  
 ce passage dans le sens que nous lui avons  
 donné.

Dans

AUTORITÉ.

(\*) L'Escarbot, liv. 4. p. 461.

**Acadie.** Dans le quatrième Paragraphe ils représentent Escarbot, & le Sieur Denys, comme assignant les mêmes Limites au Pays des Etchemins, au-lieu qu'on verra par la comparaison des passages de l'Escarbot, dans lesquels il décrit l'étendue de cette Côte, avec la description qu'en fait le Sieur Denys, que ces deux écri-

P. 29, 30. vains diffèrent entièrement; l'Escarbot étend cette Côte depuis la Rivière St. Jean jusqu'à la Rivière Kennebec, & Denys depuis Port Royal jusqu'à Boston, & par conséquent ces deux écrivains sont si éloignés de soutenir mutuellement leur opinion par leur accord, ainsi que le prétendent les Commissaires François, qu'ils détruisent expressément leur Autorité par leur contradiction.

L'Argument sur lequel insistent les Commissaires François dans ce Chapitre, pour prouver que la Gaspésie fait partie du Canada, est entièrement incompatible & inconciliable avec le principe, qu'ils ont établi dans le commencement de leur Mémoire, où ils disent, que les noms particuliers sont toujours une preuve de Territoires séparés; car si la Gaspésie, quoiqu'elle porte un nom particulier, peut-être encore partie du Canada, par quelle Autorité les Commissaires François, prouvent ils dans un autre endroit de leur Mémoire, par le nom même de ce Pays, qu'elle ne peut-être une partie de l'Acadie?

Nous terminerons notre examen sur cet Ar-

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 61

Article du Mémoire François, par ré-  
pondre à l'observation contenue dans le  
douzième Paragraphe de cet Article, dans  
lequel les Commissaires François disent  
que l'Escarbot, avoit fait sa principale  
résidence à Port Royal, où il avoit dé-  
barquée en 1606; qu'il avoit été un de  
ceux qui avoient le plus contribué à y  
faire des Etablissements François; qu'il en  
a parlé plus de deux cens fois dans son  
Histoire, & cependant qu'il en place  
constamment la situation ou dans la Nou-  
velle-France, ou dans le Canada, ou  
dans la Baye Françoisé, & non en Aca-  
die. Si ce raisonnement prouvoit quel-  
que chose, il prouveroit aussi bien qu'il  
n'y avoit pas un Pays tel que l'Acadie en  
Amérique, que Port Royal n'étoit pas en  
Acadie dans le tems que l'Escarbot écri-  
voit; Car il n'a pas plus fait mention  
dans sa Carte qu'il y avoit un Pays tel que  
l'Acadie en Amérique, qu'il a nommé  
dans son livre Port Royal comme partie  
de l'Acadie. Cette preuve, & presque  
toutes celles de cette sorte que tirent les  
Commissaires François, quelquefois du  
silence de ces premiers écrivains de Vo-  
yages, & quelquefois des relations géné-  
rales & indistinctes qu'ils ont données,  
sont fondées sur l'idée & l'attente d'une  
plus grande exactitude que ces écrivains  
n'ont ordinairement, & qu'ils ne croient  
même nécessaire; leur vûe dans le tems  
qu'ils écrivent n'étant que de rapporter  
les événemens & les circonstances de  
leurs

ACADIE.

Acadia leurs Voyages, & tout au plus de donner une relation du sol, du climat & du produit du Pays, sans la moindre intention de fournir des preuves positives des Limites réelles ou reçues des Pays qu'ils ont visité. C'est pour cela que nous voyons Champlain, qui parle de l'Acadie dans un passage comme d'un territoire distinct, *sans faire mention de la Nouvelle-France*; dans un autre il place la Ville de Port Royal *dans la Nouvelle-France*, *sans faire mention de l'Acadie*; & dans un troisième il appelle l'Acadie elle-même une partie de la Nouvelle-France: & de là vient la même indifférence d'expressions dans tous les autres écrivains François, & dans les Commissions Françaises des Gouverneurs du même temps.

Etat des Preuves tirées des Historiens. Nous avons jusqu'ici examiné tous les Historiens François que cite les Commissions de Sa Majesté Très-Chrétienne pour établir leur même des anciennes Limites de l'Acadie; & nous avons rapporté supposés à dire d'après cet examen de leurs différens ouvrages; Que la Commission du Sieur Denys en 1674, & cette clause en particulier qui lui accorde la pêche sédentaire sur la Côte d'Acadie, désigne la Côte méridionale de la Rivière Saint Laurent, comme la borne Septentrionale de l'Acadie, & porte son étendue du côté de l'Ouest jusqu'à la Nouvelle-Angléterre: Que M. Champlain s'accorde avec le Sieur Denys pour la limite Septentrionale de l'Acadie, & place

COMMISSAIRES ANGELOIS. 63

place Sainte Croix dans la limite Occi-  
dentale de cette Province: Que l'Esca-  
bot n'alligne jamais aucune Limite à l'Aca-  
die, ou ne fait pas même mention de  
cette Conquête, & que par conséquent un  
des deux seuls Historiens, dont on pour-  
roit tirer quelque preuve, prouve plai-  
nement par son témoignage les préten-  
tions de la Grande Bretagne; & l'autre, en  
assignant la Côte méridionale de la Rivière  
St. Laurent à la partie septentrionale, est  
aussi une autorité pour les Limites Occi-  
dentales que nous assignons jusqu'à Sainte  
Croix; & tous deux refusent en même  
temps l'attention des Commissaires Fran-  
çois, que ces écrivains bornent les Li-  
mites de l'Acadie à la Péninsule.

La preuve qu'appartient ensuite les Com-  
missaires François, pour appuyer leur idée *Différens*  
des anciennes Limites, est fondée sur *nom des*  
les circonstances, que différentes parties *parties du*  
du Pays, que réclame Sa Majesté comme *Pays.*  
l'Acadie, ont toujours porté des noms  
particuliers; lequel fait ils introduisent  
avec plusieurs principes généraux, qu'il  
seroit nécessaire de considérer avant d'exa-  
miner la vérité du fait même; d'autant  
plus que les principes sont imaginés pour  
donner une plus grande étendue à leurs  
exemples; l'attention des Commissaires  
de Sa Majesté est de montrer que ni les  
principes ni les faits ne conviennent rien.  
Les Commissaires François, dans leur  
introduction sur ce chapitre, établissent  
ces maximes comme des principes qu'on  
ne peut contester.

Pro-

Acadie.

Premièrement ; Que l'ancienne Acadie ne peut être que cette partie de l'Amérique qui a toujours été appelée exclusivement de ce nom.

Secondement ; Que si quelque Pays a toujours porté le nom d'Acadie, il doit être différent de ces districts qui ont porté & portent encore d'autres dénominations ; & ils ajoutent, que c'est sur ce principe clair & évident qu'ils se proposent de déterminer l'étendue de l'Acadie.

La vûe des Commissaires François, en établissant ces deux principes, est de se prévaloir de quelques circonstances accidentelles de l'ancienne situation de l'Acadie, dont il n'est pas difficile de rendre compte ; & par des inductions qu'ils tirent de ce que quelques parties de ce Pays ont conservé de tous les mémoriaux leurs anciens noms, pour des causes qu'il est aisé d'approfondir, ils s'efforcent de réduire les limites de l'Acadie suivant l'idée qu'ils s'en sont faite ; mais nous montrerons l'insuffisance de cette manière de déterminer l'étendue de l'Acadie ; car si on admettoit que l'Acadie ne peut être que ce territoire, qui a toujours porté ce nom *exclusivement*, & qu'un Pays, qui a toujours porté un nom différent, doit pour cette raison avoir toujours été distinct de l'Acadie, que résulteroit-il de ces maximes, si on les admettoit ? En résulteroit-il qu'aucune des parties particulières & les plus petites ne peuvent a-

voir

voir a  
partie  
le ter  
serven  
& par  
beauc  
avoit  
des no  
ce cas  
habita  
S'enfu  
ceque  
des g  
autres  
les par  
des no  
Les Co  
conpos  
jours p  
les deu  
le nom  
cette m  
oïden d  
tiron j  
nom d  
toire q  
qu'on a  
sont éga  
un Pa  
peut fair  
ne paro  
ait été r  
& alors  
n'est seu  
explicati

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 65

voir en des noms particuliers; ou que ces parties particulières ne peuvent être dans le territoire général, parce qu'elles conservent leurs premiers noms particuliers; & parceque le Pais n'ayant jamais été beaucoup peuplé, les cantons, où il n'y avoit pas d'établissmens, n'ont pas pris des noms modernes, que l'on donne dans ce cas occasionnellement, suivant que les habitans augmentent & se repandent? S'ensuivra-t-il de ces maximes, que parceque de vastes territoires dans leur étendue générale peuvent être distingués des autres par des dénominations différentes, les parties d'un Pais ne peuvent pas avoir des noms différens du nom général du Pais? Les Commissaires Anglois sont prêts à reconnoître pour Acadie le Pais qui a toujours passé pour tel dans les Traités entre les deux Nations; c'est seulement d'après le nom d'un Pais fixé exclusivement de cette manière qu'on peut partir pour décider de ses Limites; mais ils ne consentiront jamais qu'on ne comprenne sous le nom d'Acadie, que la partie d'un territoire qui ne renfermera aucun district qu'on ait appelé par un autre nom. Ils sont également disposés à convenir, qu'aucun Pais qui porte un nom différent ne peut faire partie de l'Acadie, à moins qu'il ne paroisse par d'autres circonstances qu'il ait été regardé comme partie de ce Pais; & alors la différence de la dénomination n'est seulement qu'un accident, dont les explications & les exemples se rencontrent

*Noton.* trent dans tous les Pays du monde. Après avoir ainsi montré combien sont justes les principes des Commissaires François, & quelle est la seule application qu'on en peut faire, nous passons à l'examen des preuves, qui, ainsi qu'ils les divisent, sont de deux sortes; les premières tendent positivement à établir ce que c'est que l'Acadie; les secondes, à prouver que nous réclamons des Pays comme en étant partis, qui ne sont point dans ses Limites.

Les Commissaires François, pour borner les Limites de l'Acadie au Pays qui est entre le Baye François & Canseau, prétendent que ce district n'a jamais été appelé d'un autre nom qu'*Acadie*. Nous pourrions prouver la fausseté de cette circonstance, & cela étoit essentiel, car toute cette Côte a toujours été appelée par le Gouvernement Anglois *Nova Scotia*, & non *Acadie*, depuis l'année 1621, où le Roi Jacques érigea par des Lettres Patentes cette Province de Nouvelle-Ecosse; & les Anglois n'étoient pas les seuls qui appellaient ce Pays là *Nouvelle-Ecosse*; car il paroît, par un passage que nous avons cité ci-devant de l'Histoire de Labi, que la Péninsule de l'Acadie fut appelée *Nova Scotia* dans une Carte publiée bien-tôt après par Labi, qui dans la Carte, qu'il a donnée avec son Histoire, sous le titre de *Nova Scotia antiqua*, &c. a marqué cette étendue même depuis le Cap Sable jusqu'au Cap Canseau;

du

Ce  
du non  
institu  
tabula  
Pénins  
jacent  
Rivière  
Nouvel  
le No  
stamm  
Cartes  
jusqu'à  
ton, &  
II. & d  
Ce n  
voient  
dans les  
très-don  
car, ou  
y étoit  
entendu  
Roi Jaque  
ni gène  
(preuves  
tas; si ce  
Champl  
fanta en  
solicite  
expres  
voient  
,, & de  
,, comme  
,, celle-E  
du

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 67

du nom de *Nova Scotia*; & dans la Carte intitulée *America sive India Occidentalis tabula generalis*, non seulement toute la Péninsule, mais encore le Continent adjacent jusqu'à la rive méridionale de la Rivière St. Laurent au Nord, & jusqu'à la Nouvelle-Angleterre à l'Ouest, est appelé *Nova Scotia*. La même Côte est constamment appelée *Nova Scotia* dans les Cartes Angloises publiées depuis 1623 jusqu'à 1700, par Berry, Morden, Thornton, & Halley, Hydrographes de Charles II. & de Guillaume III.

Ce nom de *Nova Scotia* dont se servoient les Anglois, & qu'on a adopté dans les Cartes étrangères, fut connu de très-bonne heure de la Cour de France; car, outre le peu de vraisemblance qu'il y auroit à supposer que la France n'a pas entendu parler des Lettres Patentes du Roi Jacques en 1621, ou d'un nom devenu général dans les Cartes de ce Pays (preuves qui seroient extrêmement fortes, si ce point étoit douteux) le Sieur Champlain, dans un Mémoire qu'il présenta en Angleterre en 1631, lorsqu'il sollicitoit la restitution de l'Acadie, dit expressément, (a) que les Anglois avoient „ depuis deux ou trois ans imposé des noms à la dite Nouvelle-France, „ comme la Nouvelle-Angleterre & *Nova Scotia* „

AUTORITÉ. (a) Champlain, *parl. t. p. 260*.

ACADIE.

Par conséquent cette marque caractéristique de la Côte maritime depuis le Cap Sable jusqu'au Cap Canseau, sur laquelle les Commissaires François conviennent que ce district est l'Acadie, & au défaut de laquelle pour les autres parties de ce que nous appellons Acadie ils bornent ses Limites au País depuis la Baye de Fundy jusqu'à Canseau, paroît, d'après les recherches, n'être pas véritable, même pour cette Côte maritime, puisqu'elle a porté dans différens tems des noms différens, & que par là ce caractère ne lui convient pas plus qu'à aucune des parties de l'Acadie à qui les Commissaires François le refusent.

La vérité est, que les Commissaires François ont embrassé un système concerté avec beaucoup d'art pour leur dessein; sans considérer jusqu'à quel point il peut se soutenir envisagé sous les autres faces; de-là naissent les différentes contradictions qui se rencontrent dans leur Mémoire; de-là l'impuissance où ils se trouvent actuellement de rejeter ce qu'ils voudroient rejeter, comme n'étant pas Acadie, & de défendre ce qu'ils voudroient conserver comme Acadie, sur le même système.

Pour prouver qu'il n'y a dans cette Contrée aucunes parties du País que nous réclavons comme Acadie dans notre Mémoire du 21 Septembre 1750, excepté celles qu'ont admises les Commissaires François, ils établissent comme un fait cer-

Certain  
France  
mes, c  
l'Acadi  
quelque  
tendre  
ce ou C  
le est d  
da, on  
dans l'A  
une Car  
Nouvelle  
die n'a j  
Nouvelle  
a todjou  
qui n'est  
appelle  
Ils cie  
nées par  
& le Duc  
Sieur Ch  
remarque  
& le pro  
Païs); d  
est appe  
France,  
limité à  
da, & ne  
En rep  
observon

(a) Ch  
(b) Ch

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 69

certain, que les termes de *Nouvelle-France* & de *Canada* sont presque synonymes, ce qu'ils ajoutent n'être pas vrai de l'Acadie; & que lorsqu'on ne dit pas que quelque place est en Acadie, on doit entendre qu'elle est dans la Nouvelle-France ou Canada, & que lorsqu'on dit qu'elle est dans la Nouvelle-France ou Canada, on doit entendre qu'elle n'est pas dans l'Acadie; pour le prouver ils citent une Carte de De Lisle intitulée *Canada ou Nouvelle-France*, & observent que *Acadie* n'a jamais signifié la même chose que *Nouvelle-France*, & que le nom d'*Acadie* a toujours été celui d'un Pays particulier, qui n'est pas renfermé dans celui qu'on appelle *Nouvelle-France*.

Ils citent aussi les Commissions données par le Comte de Soissons en 1612, (a) & le Duc de Ventadour en 1625, (b) au Sieur Champlain (qui, suivant qu'ils le remarquent, fut le fondateur de Quebec, & le premier Gouverneur du Roi dans ce Pays); dans l'une & l'autre ils disent qu'il est appelé *Commandant en la Nouvelle-France*, & que son Gouvernement étoit limité à une partie seulement du Canada, & ne s'étendoit pas jusqu'à l'Acadie.

En réponse à ce qu'ils alléguent nous observons, que quant à la Carte de De Lisle,

## AUTRES.

- (a) Champlain, 1<sup>re</sup> part. p. 231.
- (b) Champlain, 2<sup>e</sup> part. p. 81.

ACADIE.

L'île, l'Acadie y est marquée s'étendant des deux côtés de la Baye François sur la Côte de Norembegue ou Richemins, jusqu'à la Rivière de Pentagoët, que les Commissaires François prétendent faire partie de la Nouvelle-France; & que par conséquent cette Carte prouve que la Côte de Norembegue, ou des Etchemins, fait partie de l'Acadie, & détruit leur distinction entre elle & la Nouvelle-France, d'après le propre principe des Commissaires François, qui font Nouvelle-France & Canada termes synonymes, & nient que l'Acadie fasse partie de la Nouvelle-France: Nous disons termes synonymes, parcequ'il n'est pas aisé de dire quels termes sont presque synonymes, & que nous ne pouvons nous former aucune idée de ce milieu que les Commissaires François ont supposé entre être entièrement synonymes & entièrement distincts.

Quant aux Limites du Gouvernement du Sieur Champlain portées dans les Commissions qu'il avoit reçues du Comte de Soissons & du Duc de Ventadour, à la première inspection de ces Commissions on verra qu'elles s'étendoient aussi loin que le Commandement des Vice-Rois. 1. mes, qui comprenoit tous les territoires de la Nouvelle-France; & que les termes dans la dernière de ces Commissions de Champlain, sur lesquels les Commissaires François paroissent se fonder pour dire que son Gouvernement ne s'étendoit pas jus-

Cor  
jusqu'à l'  
de confi  
veroit  
sud de l'  
Nous  
passant  
pagnie d  
Sieur Ra  
de l'Acad  
mais il s  
développe  
faits, de  
ment à n  
fautes Fr  
l'Acadie  
nem gén  
la Conco  
appelé,  
„ Roi en  
mention d  
Tour est  
„ pour l'  
„ velle-F  
La rais  
ces deux  
mier la F  
& au der  
St. Jean  
liorer la  
& de rec  
dans ces  
fions, &  
mors qui  
des prou  
croys

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 71

jusqu'à l'Acadie, lui défendoit seulement de confisquer les effets de ceux qu'il trouveroit commerçant avec les sauvages au sud de la Gaspésie.

Nous avons ci-devant fait mention en passant des Concessions faites par la Compagnie de la Nouvelle-France en 1632, au Sieur Razilly, qui étoit alors Gouverneur de l'Acadie, & en 1635, au Sieur la Tour; mais il sera nécessaire dans cet endroit de développer plus au long l'application de ces faits, parcequ'ils servent très efficacement à montrer combien peu les Commissaires François sont fondés à dire, que l'Acadie n'a jamais été renfermée sous le nom général de Nouvelle-France. Dans la Concession de 1632, le Sieur Razilly est appelé, „ Lieutenant-Général pour le „ Roi en Nouvelle-France, „ sans aucune mention de l'Acadie. Dans la dernière, la Tour est appelé, „ Lieutenant-Général „ pour le Roi & Côté de l'Acadie en la Nouvelle-France, „

La raison qu'allègue la Compagnie dans ces deux Concessions pour donner au premier la Rivière & la Baye de Ste. Croix, & au dernier les Terres sur la Rivière de St. Jean, est le désir qu'elle avoit d'améliorer la Colonie de la Nouvelle-France, & de récompenser ceux qui l'avoient aidé dans cette entreprise. Ces deux Concessions, & la raison que l'on y donne du motif qui les fait accorder, ne sont ce pas des preuves incontestables, 1<sup>o</sup>. Que l'on croyoit alors que l'Acadie étoit dans la

Acadie. Nouvelle-France: 29, Qu'Acadie & Nouvelle-France étoient termes synonymes autant que Canada & Nouvelle-France; & enfin, que la Rivière St. Jean & Ste. Croix passoient alors pour être en Acadie?

A ces Autorités, qui tendent à prouver combien peu concluant est l'argument, que toutes les fois qu'on dit qu'un Pays est dans la Nouvelle-France, il ne peut être en Acadie, & que l'Acadie ne fait point partie de la Nouvelle-France, nous ajouterons un passage ou deux de Champlain, que nous avons déjà cité pour une autre vûe. A la quarante-septième & à la quarante-huitième pages de son premier Livre, il dit expressément que *Ste. Croix & Port Royal* sont en Acadie; & toutefois dans son troisième Livre, page 98 & 99, cité par les Commissaires François, il parle de *Port Royal* comme étant dans la *Nouvelle-France*, sans ajouter qu'il est en Acadie; ce qui prouve qu'il pensoit que l'Acadie faisoit partie de la Nouvelle-France.

On pourroit citer d'autres autorités de Laët, les Commissions du Sieur d'Aulnay Charnisay, & l'Escarbot, pour établir ce point s'il étoit nécessaire.

Examinons présentement les endroits du Mémoire, où les Commissaires François s'efforcent de prouver que différentes parties du Pays que la Grande Bretagne réclame comme Acadie en ont toujours été distinguées, parce qu'elles ont porté des noms différens. Nous avons déjà montré combien le principe sur lequel porte cette excep-

Co  
except  
demen  
néral;  
cher le  
est son  
que cit  
me étar  
cadie,  
n'en fo  
ou les  
grande  
pessé.  
pour l'  
çois, q  
uns des  
de leur  
qu'on l  
buleuse  
çois qui  
étenden  
velle-A  
particul  
distriets  
renferm  
Il par  
Chap. 1  
Commis  
begue,  
tent, a  
& Pays  
qu'à Ke  
dent av  
appelles  
quelques  
mins, a

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 73

ACADIE.

exception est superficiel & destitué de fonde-  
ment à le regarder comme principe gé-  
néral; nous allons actuellement recher-  
cher les faits particuliers sur lesquels elle  
est fondée dans le cas présent. Les Païs  
que citent les Commissaires François com-  
me étant appelés de noms différens de l'A-  
cadie, & qui par conséquent selon eux  
n'en font point Parties, sont Norembegue  
ou les Etchemins, la Baye François, la  
grande Baye de Saint Laurent, & la Gas-  
pesie. Il arrive un peu malheureusement  
pour l'argument des Commissaires Fran-  
çois, que l'on peut prouver que quelques  
uns des Païs qu'ils citent comme preuves  
de leur proposition, ont tiré les noms  
qu'on leur donne ici de circonstances fa-  
buleuses, & que tous les Historiens Fran-  
çois qui, comme on la montré ci-dessus,  
étendent l'Acadie à l'Ouest jusqu'à la Nou-  
velle-Angleterre, connoissoient ces noms  
particuliers que l'on donnoit à quelques  
districts de ce Pays, dans le tems qu'ils les  
renfermoient dans l'Acadie.

Il paroît par la *Nova Francia* de Laët,  
Chap. 18, p. 55, que la Rivière que les  
Commissaires François appellent Norem-  
begue, & qui, suivant qu'ils le rapor-  
tent, a donné son nom à toute la Côte  
& Païs depuis la Rivière de St. Jean jus-  
qu'à Kennebec, lequel Païs ils préten-  
dent avoir été habité par des sauvages  
appelés Etchemins, de qui la Côte est  
quelquefois appelée la Côte des Etche-  
mins, avoit deux autres noms, savoir  
E 5 celui

ASADIS: celui de Pentagoët, que lui donnoient les François, & celui de Penobscot, que lui donnoient les Anglois. Il a conservé ces noms jusqu'à ce jour, & Lait fait voir, en parlant de l'origine & de l'occasion qui a donné lieu aux noms de Norembeque & d'Eschemins, qu'ils ont été purement fabuleux, car le 18 Chapitre de son Livre est intitulé „ de flumine „ Pentagoët, quod multi Norembequam „ opinantur, veterum errores notati „, il dit dans ce Chapitre, „ qui superiori- „ bus annis de hujus regionibus scripse- „ runt, multa fabulati sunt de celebri op- „ pido & flumine Norembequæ, Barbaris „ Aggunt:2, quæ hodie longe secus depre- „ benduntur, neque verisimile est hic un- „ quam tale quid fuisse. Interea si altitu- „ dinis quædam designant & aliarum cir- „ cumstantiarum ratio inibatur, haud „ dubium est illos de hoc flumine locu- „ tos, quod Barbaris, ut Gallis quidem „ placet, Pentagoët dicitur, ut Anglis „ autem Penobscot „.

Si les Commissaires François veulent consulter le septième Chapitre du quatrième Livre de l'Esparbot, page 485. intitulé „ Découverte de Nouvelles Terres par „ le Sieur de Monts, Contes fabuleux de „ la Rivière & Ville feinte de Norem- „ beque, refutation des Auteurs qui en „ ont écrit „, ils trouveront que l'Es- „ carbot regardoit aussi le nom de Norem- „ beque comme fabuleux: le Sieur Denys „ parloit de la même Rivière dans son „ pre-

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 75

premier Livre, page 1<sup>re</sup>, l'appelle, „la ACADIE.

„ Rivière de Pentagoet, ainsi nommée  
„ par les sauvages „, sans faire men-  
tion du nom de Norembegue.

Il ne sera pas hors de propos d'obser-  
ver ici, que Champlain, l'artle première,  
page 64, parlant de la Tribu de Sauva-  
ges qu'il trouva à son arrivée à Pentagoet,  
& qu'il appelle les Etchemins, dit ex-  
pressément „ Ils n'y viennent non plus Pag. 66.

„ qu'aux îles que quelques mois en été,  
„ durant la pêche du Poisson & la chasse  
„ du Gibier, qui est en quantité; ce  
„ sont gens qui n'ont point de retraite  
„ arrêtée, à ce que j'ai reconnu & appris  
„ d'eux, car ils hyvernent tantôt en un  
„ lieu & tantôt à un autre, où ils voyent  
„ que le chasse des bêtes est meilleure „;

& par conséquent en admettant qu'il y a  
une Contrée telle que le País des Etche-  
mins, & qu'elle a pris son nom d'une  
Tribu Sauvage, quand & par quelle règle  
determinera-t-on les bornes d'un País  
qu'on assure avoir été habité par un peu-  
ple qui n'avoit aucune habitation fixe ?  
La Côte des Etchemins paroît être un  
nom aussi incertain & fabuleux que la  
Côte de Norembegue, & en effet ceux  
qui ont prétendu décrire l'étendue de la  
Côte de l'une & de l'autre, ont suffisa-  
ment prouvé l'incertitude & le fabuleux  
de tous les deux, par la différence de  
leurs descriptions. Par exemple, le Sieur  
Denys dit que les Etchemins habitoient  
le

**ACADIE.** le País depuis Boston jusqu'à Port-Royal (a), qui renferme les Sauvages de St. Jean & même les Souriquois. L'Escarbot place les Etchemins entre la Rivière de St. Jean & Kennebec; & ceux des Géographes François qui ont marqué cette Côte sur leurs Cartes, donnent aux Etchemins beaucoup d'étendue. Smith, qui publia une description de ces Parties avant Laët, donne aux Sauvages Etchemins d'autres noms. Danville dans sa Carte de l'Amérique septentrionale, qu'il publia en 1746, ne paroît pas avoir cru qu'il y eût eu aucune Côte de Norembegue, ou aucun País des Etchemins, car il ne parle ni de l'un ni de l'autre. Les Anglois, absolument étrangers au nom de Norembegue ou d'Etchemins, n'ont jamais connu la Rivière & le País, comme le remarque Laët, que sous le nom de Penobscot, qui lui fut donné de la Tribu la plus considérable des Sauvages de ces País, qui y demeurent encore avec le même nom, ainsi que quelques Sauvages en petit nombre de Sagadahock, Kennebec & Narragoc, qui suivant le raport de Purchas dans ses Voyages (ainsi que nous l'avons remarqué ci-devant) habitoient ce País lorsque les Anglois y commencèrent leurs établis-

**AUTORITÉ.**

(a) Dmyr, page 29 & 30.

mens  
woos  
Ma  
que  
buleu  
Païs,  
Penta  
sion d  
cette  
nys a  
s'étend  
goët  
désigné  
en 163  
comme  
ment  
Baye ju  
précis  
cette C  
roissent  
avoir é  
me tell  
On p  
Sieur C  
yage da  
en 1604  
de cette  
qui, cou  
employ  
te, dit  
Rivière  
quels de  
reilleme  
Etchemi  
d'ob lire

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 77

menés en 1602, & l'appelloient alors *Ma Acadie*,  
*wooshen*.

Mais quels qu'aient pu être les noms que l'on donnoit occasionnellement ou fa-  
 buleusement aux parties particulières du  
 Pays, depuis la Baye de Fundy jusqu'à  
 Pentagôte, il est clair, par la Commis-  
 sion du Sieur Denys en 1654, que toute  
 cette partie de la Côte que le Sieur De-  
 nys appelle le Pays des Etchemins, qui  
 s'étend depuis Port-Royal jusqu'à Penta-  
 gôte inclusivement, & que celle qui est  
 désignée dans la Lettre de Louis XIII  
 en 1638, au Sieur D'Aulnay Charnizay,  
 comme Côte des Etchemins, nommée  
 ment depuis le milieu de l'entrée de la  
 Baye jusqu'aux Virgines, sont en termes  
 précis déclarées parties de l'Acadie dans  
 cette Commission du Sieur Denys, & pa-  
 roissent, par cette Lettre de Louis XIII  
 avoir été regardées par les François com-  
 me telles en 1638.

On pourroit encore remarquer, que le  
 Sieur Champlain, qui fit son premier Vo-  
 yage dans ce Pays, avec le Sieur de Monts,  
 en 1604, plusieurs années avant la date  
 de cette Commission & de cette Lettre, &  
 qui, comme il paroît, par son Livre, fut  
 employé par De Monts à découvrir la Cô-  
 te, dit, expressément que Port-Royal, la  
 Rivière des Etchemins & Ste. Croix, les  
 quels deux derniers endroits qu'il dit pa-  
 reillement faire partie de la Côte des  
 Etchemins, étoient situés dans l'Acadie;  
 d'où il résulte nécessairement, que le Ter-  
 ri-

Avant. rivière de Norumbegue ou des Eschemins, car ces deux termes, suivant les Commissaires François sont synonymes, étoit alors regardé par cet écrivain comme faisant partie de l'Acadie, & non une Contrée distincte.

Quant à la Baye Française, que les Commissaires François prétendent être le nom particulier d'un des Pals que les Commissaires de Sa Majesté regardent comme partie de l'Acadie, la distinction, qu'ils font, est, s'il est possible, plus chimérique encore que celle de la Côte ou Pals de Norumbegue ou des Eschemins.

On n'a jamais entendu autre chose par Baye Française, même parmi les François eux-mêmes que ces amas d'eau qui composent la Baye de Fundy (le seul nom sous lequel elle a toujours été connue parmi les Anglois) & que les François, lors de la première découverte qu'ils en firent, appellerent la Baye Française.

On le prouve clairement par le passage suivant du Sieur Denys, dans son second Chapitre, pages 47, 48, dans lequel il décrit la Baye Française ainsi: „ Depuis l'entrée de la Rivière St. Jean jusqu'à celle du Port-Royal, il y a douze lieues de trajet qui forme ce que nous appelons la Baye Française, & qui s'enfonce dix ou douze lieues avant dans les Terres ”.

Le Sieur Champlain, dans la 34 page de son Livre, place la Baye Française en Acadie, & en cela il est suivi dans les Car-

C  
tes de  
& de  
re Ang  
quelles  
Baye,  
tagou  
tis de  
dans la  
partie  
vells.  
Dans  
du 10 F  
edés de  
sion qui  
Couver  
& au Sie  
vant no  
die) son  
qu'aux V  
l'autre  
alligues  
troit de  
division  
l'idée qu  
Baye Fr  
mes ont  
l'Acadie.  
L'effort  
rent form

(\*) Lett  
Charniss  
quels per

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 79

tes de De Lisle, dans celles de D'Anville *Acadie*  
& de Belfin, toutes citées dans le Mémoi-  
re Anglois, dans les trois premières des-  
quelles la Contrée des deux côtés de la  
Baye, qui s'étend à l'Ouest jusqu'à Pen-  
sagouët, est marquée comme faisant par-  
tie de l'Acadie sous le nom d'*Acadia*; &  
dans la dernière, elle est décrite comme  
partie de l'Acadie sous le nom de *Nou-  
velle-Ecoss*.

Dans la Lettre de Louis XIII. en date  
du 10 Février (a) les Terres situées d'un  
côté de la Baye Française (dans la divi-  
sion qui y est faite de l'Acadie en deux  
Gouvernements donnés au Sieur Charnizay  
& au Sieur la Tour, qui avoit été aupara-  
vant nommé Gouverneur de toute l'Ac-  
die) sont assignées au Sieur Charnizay jus-  
qu'aux Vigines, & les Terres situées de  
l'autre côté de la Baye Française sont  
assignées au Sieur de la Tour jusqu'au dé-  
troit de Canseau; laquelle distribution &  
division de ce Pays détruit entièrement  
l'idée que les Terres aux environs de la  
Baye Française formoient par elles-mê-  
mes une Contrée particulière séparée de  
l'Acadie.

L'affertion que la grande Baye de St. Lau-  
rent forme un autre Pays, paroît être fondée  
sur

## AUTORITÉ.

(a) Lettre de Roi Louis XIII. au Sieur  
Charnizay du 10 Février 1638. Communi-  
quée par les Commissaires Français.

ACADIE. sur la circonstance particulière de l'érection en Gouvernement que fit la Compagnie de la Nouvelle-France environ l'année 1630, de cette partie de la Péninsule qui s'étend le long du Golphe de St. Laurent, & des Îles de Terre Neuve, du Cap Breton, & de St. Jean, sous le nom de grande Baye de St. Laurent, ce qui n'est pas plus une raison pour appeller la Côte depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap Roziers, le Pais de la grande Baye de St. Laurent, qu'il n'y en a pour appeller ainsi les trois Îles, ce qu'on n'a jamais encore prétendu.

Quant à la Gaspésie, nous avons montré sur l'autorité de plusieurs Historiens & d'un grand nombre d'Actes de Gouvernement du côté de la France elle-même, que l'Acadie s'est toujours étendue, conformément à l'opinion & à la Déclaration de la France même, au Nord jusqu'à la rive méridionale de la Rivière St. Laurent; & par conséquent nous avons prouvé que ce Pais a toujours été dans les Limites de l'Acadie: quant à présent nous ferons seulement une observation de plus sur l'insuffisance que nous avons ci-devant remarquée dans le Système & le raisonnement des Commissaires François, qui dans un tems prétendent que la Gaspésie fait partie du Canada, quoique le nom soit différent, & dans un autre que la Gaspésie ne peut faire partie de l'Acadie, uniquement parce qu'elle s'appelle Gaspésie.

Les Commissaires de Sa Majesté Très Chrétienne.

C  
Chrétien  
graphe  
„ qu'o  
„ tres  
„ l'on  
„ une  
„ Cap  
„ il s  
„ Fran  
„ leur  
„ dina  
„ c'est  
„ cette  
„ laric  
„ lieux  
„ il n'e  
„ mun  
„ situa  
„ situés  
„ des li  
„ Baye  
„ n'a j  
„ Nou  
„ on a  
„ il en  
„ que q  
„ Franc  
„ presq  
„ en Ac  
„ Mais  
„ lent con  
„ Sieur D  
„ 10 Févr  
„ dit exp  
„ de la H

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 31

Chrétiennne dans les 14. 15. & 16 Para-  
graphes du même Article observent,  
qu'on ne se rapelle pas que dans les Ti-  
tres, les Histoires & les Relations que  
l'on a eu occasion de lire, on trouve  
une seule fois qu'en parlant du Fort du  
Cap de Sable, & du Port de la Hève,  
il soit dit qu'ils sont en la Nouvelle-  
France; ou bien l'on ne designe point  
leur situation; ou, ce qui est assez or-  
dinaire & assez singulier, il est dit que  
c'est en Acadie. Ce qui fait regarder  
cette circonstance comme une singu-  
larité, c'est qu'en parlant des autres  
lieux situés dans la Nouvelle-France,  
il n'est pas à beaucoup près aussi com-  
mun d'ajouter à leur nom celui de leur  
situation, comme il l'est pour les lieux  
situés en Acadie. Si donc, en parlant  
des lieux situés depuis l'extrémité de la  
Baye Françoisse jusqu'à Canseau, on  
n'a jamais dit qu'ils sont situés dans la  
Nouvelle-France; si presque toujours  
on a ajouté qu'ils sont situés en Acadie,  
il en résulte, que lorsque l'on remar-  
que qu'un lieu est situé dans la Nouvelle-  
France, dès lors c'est une preuve,  
presque certaine, qu'il n'est pas situé  
en Acadie."

Mais si les Commissaires François veu-  
lent consulter la Lettre de Louis XIII. au  
Sieur D'Aulnay Charnizay, en date du  
10 Février 1638, ils trouveront qu'il est  
dit expressément dans le titre que le Fort  
de la Hève est situé dans la Nouvelle-  
Fran-

ACADIE.

France, sans faire mention que c'est en Acadie.

Le Sieur Denys dans sa Description, Chapitre premier, page 26, place la Hève dans la Nouvelle-France, sans faire mention qu'il est en Acadie. Dans la Commission de 1654, il est dit, que le Cap Canseau est dans la Nouvelle-France, sans faire aucune mention de l'Acadie. Dans la Commission du Sieur Charnizay de (a) 1647, & celle du Sieur Denys de 1654, le Gouvernement de l'Acadie est donné à chacun, comme faisant un Pays particulier; & toutefois il est dit que l'Acadie est en la Nouvelle-France. Nous venons de citer plusieurs Passages des Voyages de Champlain, où il est dit que Port-Royal est dans la Nouvelle-France, sans ajouter que c'est en Acadie; ce qui prouve que les faits allégués par les Commissaires François ne sont pas bien fondés, & que nous avons attentivement examiné & réfuté les inductions qu'on déduit de ces faits.

Les Allégations des Commissaires François dans le 11<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup> & 28<sup>e</sup> Paragraphes de leur dix-huitième Article, sont fondées sur une méprise qu'il est aisé de corriger.

Dans le premier de ces Paragraphes ils di-

#### AUTORITÉ.

(a) Copie de cette Commission datée en Février 1647; déjà communiquée aux Commissaires François.

# COMMISSAIRES ANGLAIS.

disent qu'ils trouvent plusieurs Concessions qui décrivent toute la Côte qu'ils appellent la Côte des Etchemins & la Baye François, sous le nom de Nouvelle-France seulement, & prouvent qu'elles relèvent de Québec, ce qui démontre, selon eux, qu'elles faisoient partie du Canada, & non de l'Acadie.

Il n'est pas surprenant, que les faits étant une fois établis avec peu d'exactitude, on en déduise ensuite des conséquences fausses.

Les deux premiers exemples qu'ils rapportent de cela sont dans les 1<sup>er</sup> & 1<sup>er</sup> Paragraphes, de la Concession de la Rivière & Baye de Ste. Croix faite au Sieur Razilly en 1632, (a) alors Gouverneur de l'Acadie, par la Compagnie de la Nouvelle-France; & de l'autre Concession faite par elle des Terres sur la Rivière St. Jean en 1635, (b) au Sieur de la Tour, lesquelles, suivant ce qu'ils observent, furent faites à condition de rendre foy & hommage à Québec, & de tenir leurs Concessions de cette place; au lieu que dans la première de ces Concessions il est ordonné de rendre la foy & hommage au Fort St. Louis, à Québec, ou autre lieu qui sera désigné.

## AUTORITÉS.

(a) Concession faite à M. de Razilly, communiquée par les Commissaires Français.

(b) Concession faite à M. de la Tour, communiquée par les Commissaires Français.

#### 24. REPLIQUE DES

*Après désigné par la dite Compagnie, sans faire aucune mention de relever aucunement de Quebec; & les termes de la dernière sont „ tenir en tout le Flef mouvant & ré-  
„ levant de Quebec, ou autre lieu qui sera  
„ ci-après désigné par ladite Compagnie.”*

Il est sensible que la suppression des deux derniers termes de ces Concessions dans le Mémoire en change entièrement le véritable état; & les citations exactes de ces Concessions prouvent évidemment qu'on ne peut en conclure que la Rivière de Ste. Croix & de St. Jean font partie du Canada; car il est évident que les Propriétaires devoient tenir leurs Terres de toutes les places que la Compagnie de la Nouvelle-France ordonneroit, & par conséquent qu'ayant eu ordre de relever quant à présent de Quebec, ce n'est pas plus une preuve qu'elles faisoient parties du Canada, que relever ensuite de tout autre Pais dans la Nouvelle-France, qui n'étoit point partie du Canada (dans le cas où la Compagnie auroit jugé à propos de l'ordonner ainsi) auroit été une preuve qu'elles faisoient parties de ce Pais.

On ne peut douter que cette même Clause ne soit contenue dans la Concession de la Compagnie de l'Acadie elle-même, rapportée dans l'Arrêt du Roi Très-Chrétien de 1645; on suppose que les Commissaires François ne prétendront pas que ce soit une preuve que l'Acadie faisoit partie de la France.

Il n'est pas hors de propos d'observer ici,

ici, douze Terres confi- & dan me a produ où les de Q „ en „ ord

(a) sur la de Fro Octobr

(b) sur la l Intenda 1676.

(c) ges du Fronten bre 167

Conc par M. France,

Conc liere, Octobre

Conc M. Du France,

Tout François

COMMISSAIRES ANGLAIS. 83

ici, que dans les deux Concessions des douze & seize Octobre 1676, (a) des Terres sur la Rivière St. Jean, avec la confirmation d'icelles par l'Intendant (b), & dans celle du 24 Octobre dans la même année des Terres à Chinecho (c), produite par les Commissaires François, où les Terres doivent relever du Château de Quebec, on ajoute en même tems, „ en attendant qu'il en soit autrement „ ordonné par Sa Majesté ”; & on ne peut

AUTORITÉS.

(a) Concession de la Terre de Soulanges sur la Rivière de St. Jean par M. le Comte de Frontenac, Gouverneur du Canada, le 12 Octobre 1676.

(b) Concession de la Terre de Soulanges sur la Rivière St. Jean, par M. Duchesneau, Intendant de la Nouvelle-France, le 12 Octobre 1676.

(c) Concession au Sieur Joibert de Soulanges du Fort de Gemisik par M. le Comte de Frontenac, Gouverneur du Canada, le 16 Octobre 1676.

Concession audit Sieur du Fort de Gemisik, par M. Duchesneau, Intendant de la Nouvelle-France, le 16 Octobre 1676.

Concession de Chinecho au Sieur de la Vallière, par M. le Comte de Frontenac, le 24 Octobre 1676.

Concession de Chinecho audit Sieur, par M. Duchesneau, Intendant de la Nouvelle-France, le 24 Octobre 1676.

Toutes communiquées par les Commissaires François.

peut inférer que ces Terres étoient en Canada, uniquement parcequ'il étoit ordonné qu'elles releveroient de Quebec, Capitale de la Nouvelle-France, tandis que dans les Concessions mêmes elles sont destinées à ne relever de Quebec que jusqu'à ce qu'on ait nommé une autre place; mais cette preuve, considérée même séparément de ces circonstances, ne concluerait rien: Les Terres dans les trois Gouvernemens de la Baye de Massachussets, de Connecticut, & de Rhode Island, relevent de la Couronne de la Grande Bretagne, comme dépendant du Château-Royal de Greenwich en Angleterre; quelquefois jamais personne n'a imaginé qu'elles faisoient parties de l'Angleterre.

Avant de terminer nos réflexions sur cet argument employé dans le Mémoire François, nous croyons qu'il est nécessaire de faire quelque remarque sur les Paragraphes 28, 29, & suivans.

Dans le vingt-huitième Paragraphe, comme une nouvelle preuve que le Canada s'étend des deux côtés de la Rivière St. Laurent, ils disent: „ On voit par un Contrat de 1627, que le Cardinal de Richelieu fit accorder à la Compagnie de la Nouvelle-France dite Canada toutes les Rivières qui se déchargent dans le fleuve appelé S. Laurent.

S'ils veulent insinuer ici, que la Compagnie de la Nouvelle-France dite „ Canada „ étoit le titre réel de cette Com-

C  
Compe  
re, &  
Cardin  
l'Acadi  
doivent  
ve quel  
le titre  
„ la C  
„ dite  
„ pag  
Dana  
les Com  
cession  
Rivière  
silly en  
des Ter  
au Sieur  
duisent  
cette C  
est tout  
Nouvel  
da, ou  
Si l'on  
mes &  
1645, c  
1627, si  
gois for

(a) A  
(b) C  
19 Mai  
(c) C  
de la T

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 87

Compagnie, ainsi qu'ils paroissent le fai- Acadie  
re, & que la Concession que leur fit le  
Cardinal de Richelieu ne comprenoit pas  
l'Acadie ainsi que le Canada, comme ils  
doivent faire, pour donner à cette preu-  
ve quelque force, ils se sont mépris dans  
le titre de la Compagnie, qui n'est point  
„ la Compagnie de la Nouvelle-France  
„ dite Canada, mais seulement la Com-  
„ pagnie de la Nouvelle-France ”.

Dans l'Arrêt de 1645 (a) produit par  
les Commissaires François, dans la Con-  
cession faite par ladite Compagnie de la  
Rivière & Baye de Ste. Croix au Sieur Ra-  
zilly en 1632 (b), & dans la Concession  
des Terres situées sur la Rivière St. Jean  
au Sieur la Tour en 1635, (c) que pro-  
duisent aussi les Commissaires François,  
cette Compagnie s'appelle elle-même &  
est toujours appelée *la Compagnie de la  
Nouvelle-France*, sans ajouter *dite Cana-*  
*da*, ou aucune autre chose.

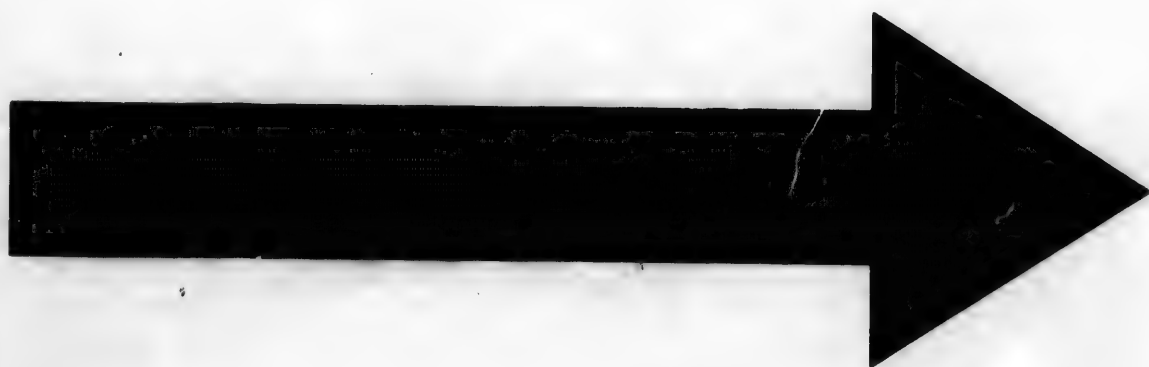
Si l'on considère attentivement les ter-  
mes & le sens général de cet Arrêt de  
1645, qui fait mention du Contrat de  
1627, sur lequel les Commissaires Fran-  
çois fondent leur observation, on n'y

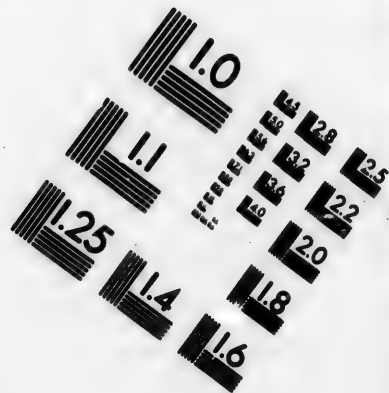
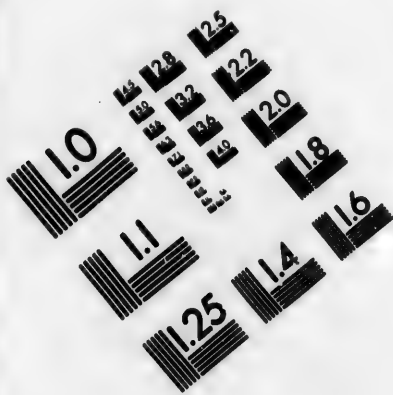
## AUTORITÉS.

- (a) Arrêt du Roi du 6 Mai 1645.
- (b) Concession faite à M. de Razilly, le  
19 Mai 1632.
- (c) Concession de la Compagnie au Sieur  
de la Tour, le 15 Janvier 1635.

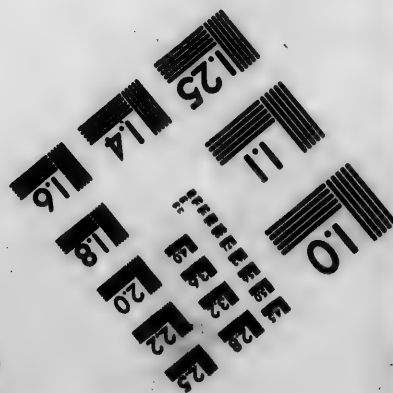
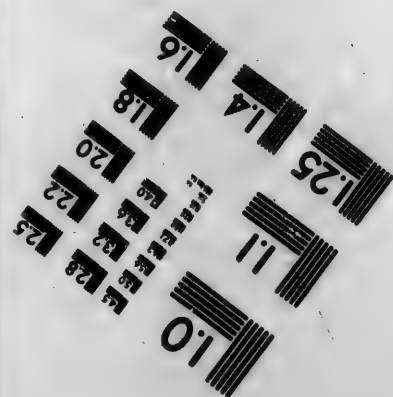
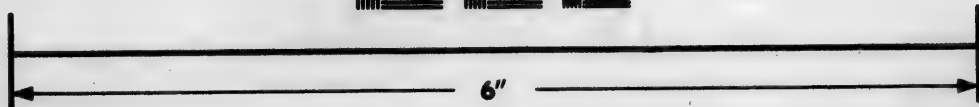
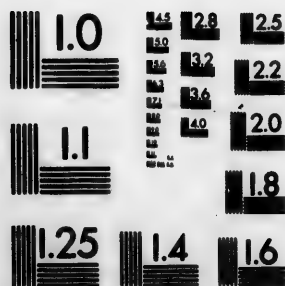
Acadiens. trouvera pas le sens que lui donnent les Commissaires François dans le Paragraphe suivant de leur Mémoire. L'Arrêt avoit pour objet de confirmer les Concessions qu'avoit fait la Compagnie de la Nouvelle-France du commerce de fourrure, „ le long du fleuve St. Laurent & „ Rivières qui se déchargent en icelui, „ jusqu'à son embouchure dans la Mer, „ à prendre dix lieues près de la Con- „ cession de Miscou, *sans comprendre en „ ladite Commission les Traités qui se pre- „ vent faire de Colonies de l'Acadie, de „ Miscou & du Cap-Breton, desquelles „ ladite Compagnie a ci-devant disposé*”. Les Commissaires François inferent de ces termes qu'on ne croyoit pas alors que l'Acadie s'étendit à la rive méridionale de la Rivière St. Laurent, au lieu que la conséquence qu'on doit en tirer paroît être justement le contraire: car si le territoire, dans lequel les habitans étoient en droit par cette Concession de continuer le commerce de fourrure, nommément le long de la Rivière St. Laurent & des Rivières qui s'y déchargent, avoit été regardé comme un Pais distingué de l'Acadie, il n'y auroit eu aucune occasion de faire quelque remarque dans cette Concession de leur première Concession du commerce de fourrure en Acadie; & il n'y avoit d'autre raison d'excepter de cette Concession ce qu'ils avoient ci-devant fait, si ce n'est que cette partie du Territoire le long de la Rivière St. Laurent &

15  
donnent les  
le Paragra-  
L'Arrêt  
les Conces-  
gnie de la  
ce de fou-  
Laurent &  
en icelui,  
ns la Mer,  
de la Con-  
prendre en  
qui se pou-  
Acadie, de  
desquelles  
us disposé".  
nferent de  
as alors que  
nridionale  
lieu que la  
rer paroît-  
ar si le ter-  
ans étoient  
continuer  
imément le  
& des Ri-  
voit été re-  
gué de l'A-  
ie occasion  
cette Con-  
cession du  
radio; & il  
pter de cet-  
et, et devant  
ie du Ter-  
St. Laurent  
&





# IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic  
Sciences  
Corporation

25 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 873-4503

**CIHM/ICMH  
Microfiche  
Series.**

**CIHM/ICMH  
Collection de  
microfiches.**



**Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques**

**© 1983**

C  
& de  
regar  
de l'  
cessio  
comm  
devar  
cessio  
Les  
dans  
Comm  
son,  
1651  
preuv  
alors  
rent;  
autre  
sur la  
qui s'y  
la No  
teste  
Nouv  
qu'on  
Franc  
c'est d  
est di  
situé  
fait p  
n'est p

(a)  
Huauc  
(b)  
son, le

COMMISSAIRES ANGLAIS. 89

& des Rivières qui s'y déchargent, étoit **Acadie**, regardée comme étant dans les Limites de l'Acadie, ce qui mettoit dans la nécessité d'excepter en termes précis le commerce de fourrure de l'Acadie, ci-devant concédé, afin que les deux Concessions ne s'entrechoquassent pas.

Les Commissaires François ont aussi cité dans un autre endroit de cet Article trois Commissions aux Sieurs Montmagny, Lauson, & Comte d'Argenson, en 1645 (a), 1651 (b), & 1657, comme de nouvelles preuves que l'Acadie ne s'étendoit pas alors jusqu'à la rive du fleuve St. Laurent; mais ces Commissions ne prouvent autre chose si ce n'est que le País situé sur la Rivière St. Laurent & les Rivières qui s'y déchargent, sont dites là être dans la Nouvelle-France, ce que l'on ne conteste pas. Nous avons déjà montré que Nouvelle-France étoit le nom général qu'on donnoit à tout le Territoire de la France dans l'Amérique Septentrionale; c'est dans cette application du terme qu'il est dit dans ces Commissions que le País situé sur les bords du fleuve St. Laurent fait partie de la Nouvelle-France, & qu'il n'est pas dit dans l'une ou l'autre, de ces Com-

A U T O R I T É S.

(a) Prolongation de la Commission du Sieur Huault de Montmagny, le 6 Juin, 1645.

(b) Provisions en faveur du Sieur de Lauson, le 17 Janvier. 1651.

**Acadie.** Commissions, que le Pais soit ou partie du Canada, ou une partie distincte de l'Acadie; encore que les Commissaires François les appellent artificieusement Commissions des Gouverneurs du (a) Canada.

*Gouver-  
nemens de  
Charnizay  
& de la  
Tour.* Aux preuves qu'apportent les Commis-  
saires François pour appuyer leur Descrip-  
tion des anciennes Limites de l'Acadie,  
il ne sera pas hors de propos d'ajouter le  
raisonnement qu'ils ont tiré pour le même  
but, de la manière dont, suivant qu'ils  
le prétendent, cette Contrée étoit distri-  
buée en différens Gouvernemens avant  
l'année 1647, lorsque, comme nous l'a-  
vons montré, le Sieur Charnizay avoit  
une Commission de Gouverneur de l'Aca-  
die, qui marque les Limites de cette Pro-  
vince telles que le Roi de la Grande Bre-  
tagne les reclame aujourd'hui (b). Les  
Commissaires François ont jugé à propos  
d'attirer les regards de ce côté pour évi-  
ter & éloigner le poids de la preuve re-  
sultante nécessairement de la Commission

#### AUTORITÉS.

(a) Lettres Patentes du Gouverneur de la Nouvelle-France en faveur du Vicomte d'Argenson, le 26 Janvier, 1657.

(b) Copie de la Commission de Sa Ma-  
jesté Très-Christienne au Sieur D'Aulnay  
Charnizay, datée à Paris en Février, 1647,  
déjà communiquée aux Commissaires Fran-  
çois.

Co  
du Sieu  
me leur  
tendent  
mites d  
de-là de  
le Plan  
senter le  
exigera  
examiné  
les sont  
ment de  
propos  
avant qu  
lequel l  
la preuve  
nizay en  
& le Sie  
mandeme  
ce Pais  
pour le  
de Loui  
quelle l  
Charniza  
blement  
la Tour  
demeurs  
premier  
de la Co  
& du Sie

(a) La  
D'Aulnay  
(b) Co

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 98

du Sieur Charnizay en 1647; mais comme leurs allégations & leurs raisonnemens tendent à prouver que les anciennes Limites de l'Acadie ne s'étendoient pas au de-là de la partie Sud-Est de la Péninsule, le Plan que nous avons choisi pour présenter les choses sous le vrai point de vue exigera de nous nécessairement que nous examinions leurs preuves ici, comme elles sont réellement une partie du fondement de leur Système, que nous nous proposons de réfuter dans tous les points avant que d'aller plus avant. Le fait sur lequel les Commissaires François rejettent la preuve de la Commission du Sieur Charnizay en 1647 est, que le Sieur Charnizay & le Sieur de la Tour avoient des *Commandemens particuliers* sur les parties de ce Pais long-tems avant l'année 1647; & pour le prouver ils renvoient à la lettre de Louis XIII. datée de 1638, (a) laquelle Lettre & laquelle Commission de Charnizay en 1647 prouvent incontestablement que le Sieur Charnizay & M. de la Tour n'avoient jamais eu des *Commandemens particuliers* dans ce Pais. Car en premier lieu il paroît par le préambule de la Commission de Charnizay en 1647, & du Sieur de la Tour en 1651 (b), que leurs

## AUTORITÉS.

- (a) Lettre du Roi Louis XIII. au Sieur D'Aulnay Charnizay du 10 Février 1638.
- (b) Copie de la Commission du Roi de Fran-

Acadie. leurs premières Commissions étoient de la même étendue que ces dernières; & le fait après tout paroît être tel. Ils avoient l'un & l'autre des Commissions égales comme Gouverneurs de toute l'Acadie avant l'année 1647; ces Commissions leur donnoient une autorité égale dans le même Pays, ce conflit d'autorité fit naître entre eux ces hostilités que les Commissaires François appellent une Guerre ouverte; & la Lettre de Louis XIII. en 1638, qu'on a citée mal à propos comme l'origine de leur Commission, avoit pour objet de terminer ces différens en limitant l'exercice de leur autorité à l'avenir.

La Commission de Charnizay sur toute l'Acadie en 1647, fut accordée après que M. de la Tour eut été de nouveau disgracié; & la Commission de M. de la Tour fut accordée en 1651, avec les mêmes limites que celle de Charnizay en 1647, lorsque de la Tour se fut justifié, & après la mort du Sieur Charnizay.

L'exposé simple de ce fait prouve clairement, premièrement que le Sieur Charnizay & M. de la Tour avoient, avant l'année 1647, deux Commissions égales sur l'Acadie, existantes dans le même tems, &

## A U T O R I T É S.

France à Charles Etienne Chevalier de la Tour, datée à Paris du 25 Février 1657, déjà communiquée aux Commissaires, & la Commission susdite de Sieur Charnizay en 1647.

Co  
& avec  
premiè  
les mêm  
res Co  
dement  
Commis  
l'Acadie  
Sieur C  
mes Li  
clame a  
ment q  
l'Ouest,  
XIII, à  
res Fran  
moyen  
Cour de  
venient  
sions ép  
fin aux  
sionnées  
Quant  
saires Fr  
nommen  
depuis la  
velle-An  
le Pair  
pour le p  
Charniza  
cela usag  
une mêm  
les partic  
tion, tell  
tir & corr  
dans la

étoient de la  
nières; & le  
el. Ils avoient  
missions égales  
oute l'Acadie  
missions leur  
dans le même  
t maître entre  
Commissaires  
erre ouverte;  
I. en 1638,  
comme l'ori-  
voit pour ob-  
s en limitant  
l'avenir.

zay sur toute  
lée après que  
nouveau dif-  
de M. de la  
avec les mé-  
Charnizay en  
e fut justifié,  
arnizay.

prouve clai-  
e Sieur Char-  
oient, avant  
ons égales sur  
même tems,  
&

S.

er de la Tour,  
déjà commu-  
Commission  
1647.

## COMMISSAIRES ANGLAIS. 93

& avec les mêmes Limites, mais que la *Acadie*  
première Commission donnoit à l'Acadie  
les mêmes limites que leurs deux derniè-  
res Commissions en 1647 & 1651; secon-  
dement, que leurs premières & dernières  
Commissions étoient sur tout le Pais de  
l'Acadie, qui dans la Commission du  
Sieur Charnizay est désignée avec les mê-  
mes Limites que la Grande Bretagne ré-  
clame aujourd'hui; & il y est dit expressé-  
ment qu'elle s'étend jusqu'à Pentagoët à  
l'Ouest, & enfin que la Lettre de Louis  
XIII, à laquelle renvoyent les Commissai-  
res François, n'étoit autre chose qu'un  
moyen d'accommodement qu'avoit pris la  
Cour de France, pour éloigner l'incon-  
venient des deux premières Commis-  
sions égales & rivales, & pour mettre  
fin aux hostilités qu'elles avoient occa-  
sionnées.

Quant à l'usage que font les Commis-  
saires François de la Lettre de Louis XIII.  
nommément, pour prouver, que le Pais,  
depuis la Baye de Fundy jusqu'à la Nou-  
velle-Angleterre, a toujours été appelé  
*le Pais des Etchemins*, en présentant,  
pour le prouver, la Commission du Sieur  
Charnizay en 1647. L'idée de faire pour  
cela usage de cette pièce est fondée sur  
une méprise, qu'une attention légère sur  
les particularités de cette même transac-  
tion, telles qu'ils les établissent, fera sen-  
tir & corrigera aisément. Ce n'est point  
dans la Commission du Sieur *Char-*  
*nizay*

Acadie. zay (a) de 1647 que le Pays des Etchemins est spécifié, mais dans la Lettre de Louis XIII. (b) qui ayant été écrite pour assigner différens ressorts à deux personnes dans le même Pays, exigeait la spécification des noms particuliers que les parties de la Province à diviser avoient ordinairement porté; & il est évident que c'est ce qui donna lieu de nommer le Pays des Etchemins dans cette Lettre, & non aucune notion que le Pays des Etchemins étoit une Province distincte de l'Acadie, parceque ce nom fut confondu de nouveau dans la dénomination générale de l'Acadie dans les Commissions suivantes de Charnizay en 1647, & du Sieur de la Tour en 1651, (c) qui sont nommés Gouverneurs de l'Acadie, sans faire aucune mention du Pays des Etchemins, qu'on auroit assurément désigné sous son nom, s'il eût été regardé il y avoit si peu de tems comme un Pays particulier, mais qu'il étoit naturel de ne pas spécifier, s'il n'étoit alors regardé que comme partie d'un Pays général déjà décrit dans ces Commissions. Les

## A U T O R I T É S.

(a) Voyez la Commission du Sieur Charnizay datée en Février 1647.

(b) Lettre du Roi Louis XIII. du 10 Février 1638.

(c) Copie de la Commission du Chevalier de la Tour datée en Février 1651.

Co  
Les  
conclu  
Denys  
depuis  
ziers,  
St. Lau  
n'étoit  
de l'Ac  
à cette  
du Sieu  
située e  
ziers,  
St. Lau  
tesfois  
tie de c  
tion 'au  
François  
montrer  
passoit  
qu'ils n  
fait parti  
la Comm  
Pays de  
du Sieur  
dée, le  
Roziers  
& ce P  
, tendu  
, jusqu'a

(a) Pr  
le 30 janv  
militaires

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 95

Les Commissaires François ont aussi conclu de la Commission qu'avoit le Sieur Denys, environ vers ce tems, sur le P<sup>ays</sup> depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap Roziers, sous le nom de la Grande Baye de St. Laurent, que cette étendue de terre n'étoit pas alors regardée comme une partie de l'Acadie: mais il est aisé de répondre à cette remarque; car le Gouvernement du Sieur Denys étoit composé de la Côte située entre le Cap Canseau & le Cap Roziers, qui forme un côté du Golphe de St. Laurent & des Isles adjacentes; toutefois il est remarquable, que la seule partie de ce Gouvernement dont il est question aujourd'hui, que les Commissaires François peuvent avoir quelque envie de montrer par cette Commission qu'elle ne passoit pas alors pour être en Acadie, & qu'ils nous défient de prouver en avoir fait partie dans ce tems, est déclarée dans la Commission même former une partie du P<sup>ays</sup> de l'Acadie. Par cette Commission du Sieur Denys (a) la pêche lui est accordée, le long de la Côte, depuis le Cap Roziers jusqu'à la Nouvelle-Angleterre; & ce P<sup>ays</sup> est ainsi désigné, „ toute l'étendue dudit P<sup>ays</sup> & Côtes de l'Acadie „ jusqu'aux Virgines. Cette expression &

## A U T O R I T É.

(a) Provisions pour le Sieur Nicolas Denys, le 30 Janvier 1654; communiquées par les Commissaires François.

**ACADIE.** & le nom que l'on donne ici à tout le País contenu dans cette Commission, excepté les Isles, prouvent évidemment que la Cour de France sçavoit dans ce même tems, & declaroit que le Sieur Denys avoit une pêche sédentaire sur toute la Côte de l'Acadie, & un Gouvernement dans une partie d'icelle, & que l'Acadie s'étendoit réellement depuis le Cap Roziers jusqu'à la Nouvelle Angleterre.

Il est vrai, que cette Commission du Sieur Denys étoit intitulée, Gouvernement de la grande Baye de St. Laurent, lequel nom, nous supposons, fut donné à ce Gouvernement parcequ'il renfermoit les Isles de cette Baye: mais les Commissaires François établiront avec peine le nom de Gouvernement, comme une autorité suffisante contre la Déclaration de cette Commission, & feront croire difficilement que le País depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap Roziers, ou depuis le Cap Canseau jusqu'à la Nouvelle-Angleterre, ne faisoit point partie de l'Acadie, contre l'autorité des termes de cette Commission, qui declare qu'elle en fait partie, uniquement, parce qu'en mettant ce País & la pêche sous le même Gouvernement que les Isles dans la Baye de St. Laurent, ce Gouvernement prit son nom de la Baye.

Ce même País, depuis le Cap Roziers jusqu'au Cap Canseau, étoit aussi renfermé dans la Commission du Sieur Charnizay en 1647, comme les Commissaires

Fran-

C  
Fran  
le 30  
leur M  
Il n  
de no  
la vari  
faites  
tion qu  
gois à  
embro  
les pre  
toute  
Comm  
1647,  
prouve  
res Com  
ces der  
le que  
jourd'h  
en 163  
assigne  
dans le  
rentes  
Que la  
clare e  
de son  
rons av  
située  
País de  
la Lett  
objet p  
objet a  
Sieur D  
País des  
que la d

COMMISSAIRES ANGLAIS. 97

François le reconnoissent eux-mêmes dans l'Acadie le 30<sup>e</sup> Paragraphe du troisième Article de leur Mémoire.

Il ne sera pas hors de propos, à la fin de nos réflexions sur cette matière, que la variété des Commissions, les divisions faites dans ce Pays, & la fautive interprétation qu'ont donnée les Commissaires François à la Lettre de Louis XIII. ont un peu embrouillée, d'établir en peu de mots les preuves qui résultent réellement de toute cette affaire. En premier lieu, les Commissions suivantes de Charnizay de 1647, & de M. de la Tour de 1651, prouvent clairement, que leurs premières Commissions étoient les mêmes que ces dernières, qui désignent l'Acadie telle que la Grande Bretagne la réclame aujourd'hui. Que la Lettre de Louis XIII. en 1638, étoit écrite uniquement pour assigner l'exercice des deux juridictions dans les parties du même Pays, à différentes personnes en méfiance. Que la Commission du Sieur Denys déclare elle-même, que toute l'étendue de son Gouvernement, que nous assurons avoir fait partie de l'Acadie, étoit située dans l'Acadie. Que le nom de Pays des Etchemins a été employé dans la Lettre de Louis XIII. pour servir un objet présent, & est tombé lorsque cet objet a cessé. Que la Commission du Sieur Denys déclare expressément que le Pays des Etchemins est dans l'Acadie, & que la dernière Commission de Charnizay

Acadie. & de la Tour en 1647, & 1691, l'entendent dans le terme général d'Acadie, & que sur le tout, si on considère, sans esprit de parti, l'ensemble de ces Commissions, il paroît clairement, que l'on a toujours pensé en France que cette Acadie (quelques raisons qu'on ait pu y avoir, dans certaines circonstances, pour partager ce Pais en divers Gouvernemens) s'étendoit depuis Penagoet jusqu'à la Rivière St. Laurent, c'est-à-dire, que le Pais de l'Acadie & ses anciennes Limites avoient la même étendue que réclame aujourd'hui la Grande Bretagne.

Les Commissaires Anglois ayant été la Commission du Sieur Charnizay, de Gouverneur de l'Acadie en 1647, comme une preuve autentique, que la Couronne de France étoit persuadée alors que les Limites de ce Pais étoient celles que la Grande Bretagne demande aujourd'hui, & les Commissaires François s'étant efforcés de montrer, que les anciennes Limites ne peuvent être décidées par la Description de l'ancienne Acadie dans cette Commission, parcequ'elle s'étend non seulement jusqu'à l'Acadie, mais encore aux Pais voisins; il sera très conforme à notre Plan de considérer dans cet endroit leur autorité & leur raisonnement sur ce point, comme leur Description des anciennes Limites de l'Acadie est fondée, entre autres choses, sur le sens qu'ils donnent à ces Commissions. Les Commissaires François paroissent contester, que

Termes de  
Pais con-  
fins sup-  
rés addi-  
nels dans  
la Com-  
mission de  
Charni-  
zay.

C  
que si  
qui dé  
depuis  
jusqu'à  
terre à  
mission  
avons  
auroit  
la Com  
confins  
une pr  
doit al  
Examin  
objectie  
& si l  
soient)  
vent s'  
sens.

En pr  
gois on  
tance,  
de cois  
(a) car  
Pais m  
nirer,  
changer  
ont visi  
te par  
prend  
les Co  
Acadie

(a) C  
en Fér

DES  
1651, l'un  
ral d'Acadie,  
onsidère, sans  
de ces Com  
ent, que l'on  
ce que cette  
d'on ait pu y  
stances, pour  
s Gouverne  
renuigner ju  
c'est-à-dire,  
ses anciennes  
étendus que  
nde Bretagne.  
a ayant été la  
izay, de Gou  
comme une  
Couronne de  
que les li  
celles que la  
aujourd'hui,  
s'étant effor  
moennes limi  
par la Décl  
dans cette  
s'étend non  
mais encore  
s conforme à  
ans cet endro  
nement sur de  
ription des an  
é est fondée,  
le sens qu'il  
s. Les Com  
s: conteste,  
que

COMMISSAIRES ANGLAIS. 99

que si la Commission du Sieur Charnizay, *Acadie*, qui décrit les bornes de l'Acadie, s'étendant depuis la Rivière de St. Laurent au Nord jusqu'aux Virgines, ou Nouvelle-Angleterre à l'Ouest, n'avoit été qu'une Commission sur l'Acadie, l'usage que nous en avons fait dans notre dernier Mémoire auroit été concluant; mais que, comme la Commission est sur l'Acadie & les *Pays confins*, elle ne peut être reçue comme une preuve suffisante de ce qu'on regardoit alors comme limites de l'Acadie: Examinons quelle est la force de cette objection aux termes de la Commission; & si les mots additionels (quels qu'ils soient) qui se trouvent après *Acadie*, peuvent s'interpréter naturellement dans ce sens.

En premier lieu, les Commissaires François ont, nous supposons, par inadvertance, altéré essentiellement les termes de cette Commission dans leur citation; (a) car les termes ne sont pas *Acadie & Pays confins*, mais seulement *Pays, territoire, côtes & confins de l'Acadie*: Par ce changement les Commissaires François ont visiblement donné un autre sens à cette partie de la Commission; car si on la prend pour telle qu'elle a été citée par les Commissaires François, les termes *Acadie & Pays confins* peuvent être inter-

AUTORITÉ.

(a) Commission du Sieur Charnizay datée en Février, 1647.

ACADIE. prêtés comme réunissans les Pais qui avoient l'Acadie; au contraire, si on lit les termes de la Commission comme ils y sont, sçavoir, *Pais, Territoires, Côtes & confins de l'Acadie*, ils comprennent seulement les Contrées, Territoires & confins de l'Acadie. Conformément à la citation du Mémoire François, les districts voisins qui sont reconnus n'être pas en Acadie, sont ajoutés à l'Acadie; mais la Commission fait entendre que les Pais, Territoires, Côtes & confins qu'elle spécifie sont dans l'Acadie même. On conçoit aisément l'effet de cette différence entre ces termes dans la matière en question, & le rétablissement du véritable texte de la Commission étoit nécessaire à plusieurs égards. Après avoir ainsi rétabli la Commission dans ses propres termes, examinons à présent quelle est la force de l'exception des Commissaires François fondée sur ces termes *Acadie & Pais confins* additionels supposés. Ils croient que par l'addition de ces termes, on se proposoit de renfermer quelque chose de plus que l'Acadie dans cette Commission; & partant ensuite de leur première opinion, que l'Acadie ne renfermoit que la partie Sud-Est de la Péninsule, ils font passer tout le reste de cette étendue de Pais, décrite positivement dans la Commission du Sieur Charnizay, pour *Pais confins*. Dans le cas où les Limites d'une Province n'ont jamais été bien déterminées, & le Pais voisin n'a jamais été connu par aucune Description, ou fait partie d'aucun

au-

C  
autre  
jours  
Côtes  
Comm  
mer c  
du Pa  
saires  
étendu  
dans c  
ient je  
quelle  
puis le  
Lauren  
goût au  
& com  
petite  
dent fo  
qu'ils  
croient  
du Sieu  
objet,  
res aus  
district  
pondre  
çois, d  
de pens  
par les  
tant dan  
nizay, p  
seroient  
d'interp  
comme  
mes mé  
dans la  
encore  
nous me

DES  
Pais qui avoient  
été, si on lit  
comme ils y  
sont, *Côtes &*  
prennent seu-  
lement à la ci-  
vile, les districts  
n'étant pas en  
doute; mais la  
que les Pais,  
à quelle spé-  
cialité. On con-  
te différence  
nière en ques-  
tionnable à plu-  
sieurs rétabli la  
termes, exa-  
la force de  
des François  
& *Pais con-*  
croient que  
on se propo-  
sant de plus  
mission; &  
cette opinion,  
que la partie  
font passer  
ue de Pais,  
Commission  
*Pais confins.*  
une Provin-  
cées, &  
onnu par au-  
rtie d'aucun  
au-

### COMMISSAIRES ANGLAIS. 101

Autre Gouvernement, il ne seroit pas toû-  
jours déraisonnable, d'après les termes  
*Côtes & Pais confins*, d'admettre que la  
Commission avoit pour objet de renfer-  
mer dans ses Limites une petite étendue  
du Pais qui l'avoisine; mais les Commis-  
saires François songent ils quelle grande  
étendue de Pais ils veulent faire passer  
dans ce cas ci pour confins? S'ils voulo-  
ient jeter les yeux sur la Carte, & voir  
quelle vaste étendue de Terres il y a, de-  
puis le Cap Canseau jusqu'à la Rivière St.  
Laurent au Nord, & de-là jusqu'à Penta-  
goët au Sud, & de-là au Cap Sable à l'Est,  
& comparer ensuite cette étendue avec la  
petite partie de la Péninsule qu'ils préten-  
dent former l'Acadie, ils reconnoitroient  
qu'ils persuaderont difficilement qu'ils  
croient de bonne foi, que la Commission  
du Sieur Charnizay pouvoit avoir pour  
objet, de faire passer une étendue de Ter-  
res aussi considérable pour le confin d'un  
district aussi étroit. Il suffiroit pour ré-  
pondre à cet argument du Mémoire Fran-  
çois, de montrer l'impossibilité qu'il y a  
de penser que les termes, cités par méprise  
par les Commissaires François, comme é-  
tant dans la Commission du Sieur de Char-  
nizay, portent ce sens, quand même ils y  
seroient; & d'observer, si cette manière  
d'interpréter la Commission est reçue  
comme bonne sur ces termes, que ces ter-  
mes mêmes ne se trouvent aucunement  
dans la Commission. Mais pour écarter  
encore davantage toutes les difficultés,  
nous montrerons que ces termes de sur-  
croit

ACADIE.

croît se rencontrent continuellement dans d'autres Commissions semblables de la Couronne de France; & qu'il paroît, par l'usage général qu'on en a fait, qu'on ne les a jamais inférés dans aucune vûe particulière, mais que généralement ils sont purement superflus, & deviennent des termes de forme introduits par l'usage & la pratique. Le Sieur Champlain fut nommé Gouverneur-Lieutenant des Vice-Rois successifs de la Nouvelle-France, depuis 1611 jusqu'à 1625; & par sa Commission, qui contient le détail de l'étendue du Gouvernement du Gouverneur en chef de la Nouvelle-France, il est chargé d'exercer le pouvoir de Gouverneur-Lieutenant dans ce Gouvernement & les *Terres circonvoisines*. D'où il s'ensuit, que si on interprète *Terres circonvoisines* comme étendant les autres termes qui décrivent les Limites générales du Gouvernement de la Nouvelle-France, le Gouverneur-Lieutenant aura un Gouvernement sous le Gouverneur en chef, & de son consentement plus étendu que le sien.

En 1625, le Duc de Ventadour fut nommé par Louis XIII. Lieutenant-Général de la Nouvelle-France, & *Terres circonvoisines*, lesquels termes additionnels sont omis dans la Commission du Comte de Soissons; & toutefois il paroît, par Champlain & Laët, que leurs Gouvernemens avoient la même étendue, encore que ces termes *Terres circonvoisines*, que les Commissaires François croyent ajouter toujours un nouveau ressort, n'étoient in-

C  
in  
sions  
roy  
pré  
Nouv  
confé  
délégu  
qu'ils  
que le  
senti  
la Com  
dis que  
me é  
de Ven  
sion qu  
doivent  
conven  
sur cir  
roient  
néral  
dans la  
zay) s  
mission  
des an  
que les  
seroit in  
tandis  
prouve  
tine, &  
La de  
du Siau  
(s) Ch  
Part. 2.

inférés que dans une de leurs Commis-  
sions (a). Les Commissaires François di-  
rent-ils, qu'on peut entendre ou inter-  
préter que les Lieutenans Généraux de la  
Nouvelle-France avoient accordé, en  
conséquence du pouvoir qui leur étoit  
délégué, un Gouvernement plus étendu  
qu'ils n'avoient eux-mêmes ? Diront-ils  
que les termes *Terres circonvoisines* étoient es-  
sentiels, ou étendoient la juridiction dans  
la Commission du Duc de Ventadour, tan-  
dis que le Comte de Soissons avoit la mê-  
me étendue de Gouvernement que le Duc  
de Ventadour, en vertu d'une Commis-  
sion qui ne contenoit pas ces termes ? Ils  
doivent ou soutenir ces deux points, ou  
convaincre directement que les termes *Ter-  
res circonvoisines*, quand même ils se-  
roient mis comme additionels au Pals gé-  
néral (termes au reste qui ne sont point  
dans la Commission du Sieur de Charvi-  
zay) se trouvent souvent dans les Com-  
missions Françaises pour l'Amérique dans  
des endroits, où les interpréter, ainsi  
que les François disent qu'il faut le faire,  
seroit introduire des absurdités sans fin,  
tandis que les Commissions elles-mêmes  
prouvent qu'elles ont été ajoutées par rou-  
tine, & sans aucune vue particulière.

La dernière partie de cette Commission  
du Sieur Champlain montre évidemment,  
qu'il n'y a point de termes additionels que

(a) Champlain, Part. 2. p. 81. Champlain,  
Part. 2. p. 82.

Acadie. que les termes *Territoires, Côtes, & confins* de l'Acadie, sont moins susceptibles de cette interprétation éloignée dans cette pièce, qu'ils le seroient dans aucune autre; car lorsque les Limites sont ensuite décrites particulièrement dans cette Commission, les termes *Côtes & confins* de l'Acadie sont omis, & les termes *apartenances & dépendances* sont insérés, comme des expressions qui reviennent à la même signification. Ce changement est d'autant plus remarquable, qu'il se trouve dans une partie de la Commission, où on auroit conservé avec le plus grand soin les premiers termes, si on les avoit cru essentiels; parceque c'est dans cet endroit que les Limites sont décrites très précisément, & où la Description résume la première narration, & en embrasse toute l'étendue, quoiqu'elle omette les termes qu'ont choisis les Commissaires François comme les plus essentiels. Il ne sera pas hors de propos d'observer ici, que les Commissaires François se sont efforcés d'ajouter à la force qu'ils donnent à ces termes, & de montrer qu'on les regardoit comme essentiels, en observant qu'ils ont été copiés sur la Commission du Sieur de Monts en 1603; & ils remarquent de plus, que la Commission du Sieur de Monts, en 1603, réfute visiblement notre idée des anciennes Limites de l'Acadie, parceque cette Commission étant bornée au Pays entre le 40<sup>e</sup> & 46<sup>e</sup> degré, ne pouvoit contenir toute la Péninsule;

ni

C  
ni l'  
premi  
Com  
a emp  
la Com  
nous  
ne ex  
sion d  
de, il  
des pe  
Sieur  
tous le  
dans l  
l'indie  
grés,  
que de  
l'ignor  
& du p  
la Fran  
qu'elle  
te est,  
„ Mon  
„ la C  
„ la N  
motifs  
„ c'est  
„ res,  
cette c  
Monts  
qui est  
son Gou  
46<sup>e</sup> dégr

(s) E

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 175

ni l'Isthme, ni la Gaspésie. Quant à la **Acadie**, première de ces observations, que la Commission du Sieur Charnizay en 1647 a emprunté l'expression de *Pais confins* de la Commission du Sieur de Monts en 1603, nous avons déjà montré qu'il n'y a aucune expression semblable dans la Commission de Charnizay; & quant à la seconde, il est évident, par un grand nombre des parties de cette Commission, que le Sieur de Monts fut fait Gouverneur de tous les Pais appartenans alors à la France dans l'Amérique Septentrionale; & que l'indication des bornes du 40<sup>e</sup> au 46<sup>e</sup> degrés, comme étant l'étendue Géographique de son Gouvernement, provient de l'ignorance de la Géographie de ce Pais, & du peu de connoissance qu'avoit alors la France de la situation des Territoires qu'elle y possédoit. Le titre de la Patente est, „ Commission du Roi au Sieur de „ Monts, pour l'habitation & Terres de „ la Cadie, Canada, & autres endroits de „ la Nouvelle-France ". En décrivant les motifs de la Commission il est dit „ que „ c'est pour peupler & habiter les Ter- „ res, Côtes, & Pais de la Cadie ". Et dans cette clause, qui accorde au Sieur de Monts un Commerce de fourrure exclusif, qui est expressément borné aux Limites de son Gouvernement, depuis le 40<sup>e</sup> jusqu'au 46<sup>e</sup> degré (a) „ toute la Côte de la Cadie, „

AUTORITÉ.

(a) Escharbot, p. 417.

ACADIE.

„ terre & Cap Breton, Baye de St. Cler,  
 „ des Chaleurs, *Ile Percé*, Gaspé,  
 „ Chizedec, Metamiché, Lesquesmin,  
 „ Taddoussac, *Et la Rivière du Canada*  
 „ sont d'un côté qua de l'autre, & toutes  
 „ les Bayes & Rivières qui entrent au de-  
 „ dans des dites Côtes, " sont particu-  
 lièrement nommés. Ces deux morceaux  
 de la Commission montrent évidemment,  
 combien peu les Commissaires François  
 sont fondés à conclure, des Limites Geo-  
 graphiques de la Commission du Sieur de  
 Monts en 1603, qu'elle ne renfermoit pas  
 la partie de la Péninsule qui est située  
 sur le Golphe de St. Laurent, ni l'Isthme,  
 ni la Gaspésie, malgré les termes précis  
 de la Commission, qui spécifie la Gaspe-  
 sie, & comprend certainement l'Isthme,  
 & toute la Péninsule qui est à l'Est de St.  
 Laurent, puisqu'on l'étend nommément  
 aux deux rives de la Rivière St. Laurent,  
 & qu'on y renferme tout le Canada. On  
 explique aisément la différence qui se  
 trouve dans la Commission, entre la clau-  
 se où elle détaille les Pais qu'on se pro-  
 posoit qu'elle renfermât, & celle dans la-  
 quelle elle assigne les Limites Géographi-  
 ques. Cette Commission fut donnée en  
 1603; les François avoient alors visité  
 quelques parties de l'Amérique; ils en  
 connoissoient des endroits particuliers  
 par leurs noms respectifs; mais la situa-  
 tion Géographique ne leur en étoit pas  
 connue; & conséquemment la France,  
 se proposant de donner au Sieur de Monts  
 une

une  
 Fran  
 voit  
 sistan  
 velle  
 ment  
 soien  
 Franc  
 mais  
 conne  
 latitud  
 se mé  
 que.  
 mont  
 vemen  
 même  
 le les  
 observ  
 mission  
 a fait  
 second  
 erreur  
 sion de  
 tention  
 dans l'  
 velle.  
 ter la  
 qu'au 4  
 tion pr  
 Il par  
 dit sur  
 Charni  
 en 1603  
 missaire  
 Commi

DES  
de St. Cler,  
de Gaspé,  
Lelouemin,  
de du Canada  
re, & toutes  
entrent au de-  
sont particu-  
ux morceaux  
évidemment,  
tres François  
limites Geo-  
n du Sieur de  
enfermoit pas  
qui est située  
, ni l'Isthme,  
termes précis  
ifie la Gaspé-  
ent l'Isthme,  
à l'Est de St.  
nommément  
St. Laurent,  
Canada. On  
rence qui se  
entre la clau-  
p'on se pro-  
celle dans la  
s Géographi-  
t donnée en  
alors visité  
tique; ils en  
particuliers  
mais la situa-  
en étoit pas  
t la France,  
du Monts  
une

COMMISSAIRES ANGLOIS. 107

ACADIE.

une Commission sur toute la Nouvelle-France (& on doit remarquer qu'il n'y avoit alors aucune autre Commission subsistante pour aucune partie de la Nouvelle-France) on fit alors un dénombrement exact de tous les Païs qui composoient ce nouveau Domaine, parceque la France les connoissoit par leurs noms; mais comme dans ce Royaume on ne connoissoit pas encore exactement les latitudes & la situation de l'Amérique, on se méprit dans la description Géographique. L'énumération dans la Patente montre les Limites qu'on donne effectivement à la Commission, & prouve en même tems que la circonstance sur laquelle les Commissaires François fondent leur observation a été une erreur dans la Commission (& on doit remarquer que Laët a fait à peu près la même faute dans le second Chapitre de son Histoire) laquelle erreur dans la Géographie de la Commission doit être sûrement corrigée par l'intention qui est développée si sensiblement dans l'énumération des parties de la Nouvelle-France, & on ne doit pas interpréter la Commission comme ne s'étendant qu'au 40<sup>e</sup> & 46<sup>e</sup> degrés, contre la déclaration précise qu'elle renferme.

Il paroît par tout ce que nous avons dit sur ces deux Commissions du Sieur Charnizay en 1647, & du Sieur de Monts en 1603, que les termes cités par les Commissaires François, pour prouver que la Commission du Sieur Charnizay s'étendoit

au

Acadie. au delà de l'Acadie, ne se trouvent point dans cette Commission. Que toutes les Côtes & confins, dont il y est fait mention, y sont mentionnés comme parties de l'Acadie, & non comme des districts additionels. Que si on pouvoit trouver dans cette Commission les termes *Acadie & Pays confins*, on devoit, sur l'autorité d'autres Commissions Françoises, les prendre pour des termes de pure formalité. Que la Commission du Sieur de Monts en 1603 s'étendoit réellement sur toute la Nouvelle-France. Que tout le Pays compris dans la Commission du Sieur Charnizay y étoit compris comme Acadie; & que par conséquent cette Commission désignant l'étendue des anciennes Limites de l'Acadie, comme nous avons fait, au Nord jusqu'à la rive méridionale de la Rivière St. Laurent, & à l'Ouest jusqu'aux Territoires Anglois, montre ce que la France regardoit alors comme les Limites de l'Acadie, & est une preuve sans réplique de la justice des prétensions actuelles de Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne.

Nous avons jusqu'à présent considéré attentivement le système des Commissaires François, pour la fixation des anciennes Limites de l'Acadie, & examiné quelle autorité ils peuvent tirer, même sur leur propre Plan, des anciennes Cartes, des Historiens de ce Pays, de la teneur particulière des Commissions des plus anciens Gouverneurs François de cette Colonie,

Co  
trée,  
preuve  
les an  
de la  
toutes  
tous le  
se fonde  
incont  
tentique  
ancien  
tés par  
peuvent  
tion de  
tirer de  
ciennes  
prétent  
Que p  
Sieur L  
assigner  
que nou  
mite sep  
le de la  
pressém  
Ste. Cr  
cette qu  
autorités  
pas de m  
soutenir  
Historien  
samment  
les preuve  
François  
système de  
obligée  
aussi mo

trée, & de toutes les autres espèces de *Acadie*.  
 preuves qu'ils ont apportées, pour resserrer  
 les anciennes limites à la partie Sud-Est  
 de la Péninsule. Par cette recherche de  
 toutes les considérations générales, & de  
 tous les faits particuliers, sur lesquels ils  
 se fondent, nous avons à présent établi  
 incontestablement, comme une vérité au-  
 thentique dans cette matière, que ni les  
 anciennes Cartes, ni les Historiens, ci-  
 tés par les Commissaires François, ne  
 peuvent se concilier avec leur Descrip-  
 tion des anciennes limites: Qu'on peut  
 tirer beaucoup de preuves des Cartes an-  
 ciennes & modernes, pour appuyer la  
 prétention du Roi de la Grande Bretagne;  
 Que parmi les Historiens François, le  
 Sieur Denys & sa Commission en 1654,  
 assignent à l'Acadie les mêmes Limites  
 que nous: Que Champlain designe la li-  
 mite septentrionale à la rive méridiona-  
 le de la Rivière St. Laurent, & porte ex-  
 pressément la limite occidentale jusqu'à  
 Ste. Croix; & que par conséquent, si  
 cette question devoit être décidée sur ces  
 autorités, la Grande Bretagne ne tireroit  
 pas de médiocres secours des Cartes, pour  
 soutenir ses prétentions, & même des  
 Historiens François pour défendre suffi-  
 samment toute sa prétention; & que sur  
 les preuves mêmes que les Commissaires  
 François apportent pour soutenir le si-  
 stème de la Cour de France, elle seroit  
 obligée de l'abandonner. Nous avons  
 aussi montré que les Commissions des  
 Gou-

ACADIE. Gouverneurs François, citées originairement par les Commissaires Anglois, pour prouver le sentiment de la France, dans ces premiers tems, de ce qu'étoient alors les bornes de ce Païs, étoient des Commissions sur ce Païs seulement, & par conséquent des preuves complètes de ce qu'ils vouloient établir: Qu'il n'y a aucune force réelle dans la preuve fondée sur les noms particuliers, (différens du nom général de la Province), qu'ont porté les parties particulières de l'Acadie: Que la Nouvelle-France a été dans tous les tems les plus reculés le nom qu'ont donné les Ecrivains François, le peuple & la Couronne de France, au territoire François dans l'Amérique septentrionale; & nous avons, par une méthode claire & régulière, répondu à tous les points sur lesquels les Commissaires François apuyent leur manière de déterminer les anciennes Limites de l'Acadie, indépendamment des Traités de St. Germain & de Breda. Par là nous avons en même-tems prouvé la vérité du principe, que nous avons établi, comme la base de notre système; car rien ne peut mieux prouver la bonne foi d'avoir recours aux Traités, qui ont été conclus entre les deux Couronnes de France & de la Grande Bretagne, pour régler ce que les deux Puissances ont toujours regardé, & devroient encore aujourd'hui regarder, comme les anciennes Limites de l'Acadie, que d'avoir prouvé que les Cartes les plus an-

CO  
ancien  
de les e  
nombre  
dent co  
limites  
que les  
surant  
limites,  
elamons  
François  
première  
sentimen  
qu'ils tre  
res, les  
plus au  
Gouvern  
leur sist  
ne font  
la préten  
rent à ce  
Traité.  
Le Tra  
Traité pu  
qui étab  
l'une des  
tion des  
Celui de  
mention  
cadie, le  
ronne de  
(A) Con  
première,  
an-

es originale-  
nglois, pour  
France, dans  
étoient alors  
ent des Com-  
ment, & par  
plices de ce  
u'il n'y a au-  
reuve fondée  
(différens du  
ce), qu'ont  
de l'Acadie:  
été dans tous  
e nom qu'ont  
s, le peuple  
au territoire  
ptentrionale;  
éthode claire  
us les points  
ires François  
déterminer les  
lie, indépen-  
x. Germain &  
ons en même-  
principe, que  
la base de mé-  
t mieux prom-  
ours aux Trai-  
entre les deux  
e la Grande  
que les deux  
gardé, & do-  
garder, com-  
de l'Acadie,  
Carres les plus  
an-

### COMMISSAIRES ANGLAIS. III

anciennes, quoiqu'il ne soit pas possible *Assent.*  
de les concilier entre elles dans un grand  
nombre de points particuliers, s'accor-  
dent toutes en quelque façon avec les  
limites, que nous avons assignées; &  
que les plus anciens Historiens François,  
autant qu'ils décident sur les anciennes  
limites, établissent celles que nous ré-  
elamons. Peut-être les Commissaires  
François seront-ils tentés de rejeter leur  
première méthode, & d'adopter notre  
fondement en recourant aux Traités, lors-  
qu'ils trouveront que leurs propres Car-  
tes, les Historiens & la preuve encore  
plus authentique des Commissions de leurs  
Gouverneurs, la base & la substance de  
leur système, considérés attentivement,  
ne sont qu'autant d'autorités favorables à  
la prétention de Sa Majesté, qui concou-  
rent à confirmer le sens & l'opération des  
Traités.

Le Traité de St. Germain est le premier  
Traité public, entre les deux Couronnes,  
qui établit la possession de l'Acadie à  
l'une des deux; il n'est fait aucune men-  
tion des limites dans ce Traité (a).  
Celui de Breda, dans lequel il n'est fait  
mention d'aucun autre Pais que de l'A-  
cadie, le fixe une seconde fois à la Cou-  
ronne de France. Comme les limites du

#### AUTORITÉ.

(a) *Corps Diplomatique*, Tom. 7. *Part.*  
première, page 41.

**Acadie.** Pays ne sont point décrites dans ce Traité, il s'éleva entre les deux Couronnes une différence de sentimens à cet égard; après une discussion de plusieurs années, les limites de ce Pays furent déterminées. Le Traité d'Utrecht céda l'Acadie, avec ses anciennes limites, à la Grande Bretagne; ce qui fit revivre l'ancienne contestation entre les deux Couronnes au sujet des limites; & c'est par le rapport sensible entre ces différens Traités, & la possession de la France sous la sanction des deux premiers, ensemble par les termes du Traité d'Utrecht, que les Commissaires Anglois entreprennent de prouver, avec quelles limites la Grande Bretagne doit en justice & équité posséder l'Acadie conformément à ce Traité.

C'est là le système sur lequel nous raisonnerons: Pour le soutenir, nous n'aurons pas besoin d'exalter l'autorité des Cartes faites dans des tems de peu de vraisemblance, ou de nous appuyer simplement sur le témoignage peu valide des premiers Historiens de l'Amérique. Au contraire, nous n'aurons qu'à faire connoître l'Histoire du Pays, les Traités qui ont été conclus entre les deux Nations relativement à cet objet, la manière dont elles ont agi en conséquence, & les possessions prises en vertu de chacun de ces Traités, qui ont toujours cédé ce Pays, dans les termes les plus généraux, pour prouver que c'est par ces titres, qu'il conviendrait de déterminer ce que l'on doit

doit a  
cienn  
n'est  
déter  
torité  
étant  
Grand  
plemen  
qu'elle  
ter le  
dans le  
mites  
Afin  
système  
médiat  
& sans  
& la f  
preuves  
donner  
volutio  
(date  
qu'au T  
tireront  
ce qui  
des Tra  
lerons  
précia  
négoce  
sures qu  
tion, a  
en déve  
stater le  
Cet e  
pour pr  
nemens

COMMISSAIRES ANGLAIS. 219

doit aujourd'hui considérer comme les anciennes Limites de l'Acadie ; & que ce n'est que par ces titres seuls qu'on peut déterminer ces Limites. Toutes les Autorités tirées des Cartes & des Historiens, étant incertaines dans leur nature, la Grande Bretagne refuse de s'appuyer simplement sur elles, encore que, telles qu'elles soient, elles fussent pour réfuter le système des Commissaires François, dans leur Mémoire, & les anciennes Limites qu'assigne la Couronne de France.

Afin de faire mieux comprendre notre système général, & que l'on puisse voir immédiatement dans le vrai point de vue, & sans aucun déguisement, le fondement & la force de toutes les parties de nos preuves, il est à propos & avantageux de donner l'histoire de l'Acadie, & des révolutions qu'elle a essuyées depuis 1603, (date du Traité de St. Germain) jusqu'au Traité d'Utrecht ; & comme nous tirerons plusieurs preuves essentielles de ce qui a été fait de part & d'autre au tems des Traités, en même tems que nous parlerons de ces Traités, nous donnerons un précis des démarches qui ont précédé la négociation de chaque Traité, & des mesures qui ont été prises pour leur exécution, autant que ce détail contribuera à en développer les intentions, & à en constater les effets.

Cet exposé est d'autant plus nécessaire pour présenter nos preuves & nos raisonnemens dans leur vrai point de vue, par-

ACADIE, ce que les Commissaires François ont, dans leur Mémoire, bouleversé l'ordre & affaibli la force des faits d'où nous les tirons; en considérant chaque partie séparément, & n'embrassant jamais toutes les preuves ensemble, dont l'enchaînement & une authenticité, une continuation, & une uniformité que l'on trouve rarement dans des discussions de cette nature.

Le Chevalier Guillaume Alexandre, & le Chevalier David Kirk, & autres, ayant en vertu d'une Commission de Charles le cinquième chassé les François des deux côtés de la Rivière de St. Laurent, & pris Québec, Port Royal, Ste. Croix & Pentagôte, qui étoient, suivant l'observation de M. d'Estrades, tous les Territoires qu'avoit alors la France dans l'Amérique Septentrionale; par le 13 Article du Traité de St. Germain en 1632, (a) tous les lieux occupés en la Nouvelle-France, Canada & Acadie, sont restitués par la Grande Bretagne à la Couronne de France. En conséquence de laquelle restitution générale, tout le Pays à l'Ouest, jusqu'à Pentagôte, & au Nord, jusqu'à la Rivière St. Laurent, fut rendu à la France comme Acadie, suivant le Comte d'Estrades (b).

## AUTORITÉS.

(a) Traité de St. Germain, Article 13.

(b) Lettres de M. d'Estrades, Vol. I. page 293.

C  
& le  
pres  
Com  
(  
de c  
tes,  
de C  
de M  
1654  
mille  
cent  
aux  
St. J  
R  
West  
la Fra  
ster le  
de Po  
en Ac  
té de  
voyée  
l'on d  
Rien  
Traité  
(a)  
(b)  
293.  
(c)  
293.  
(d)  
niquée  
(e)  
page 12

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 115

& le Père Charlevoix (a), qui cite ex-  
pressément, comme son autorité, la  
Commission de M. Razilly en 1632.

(b) La France demeura en possession  
de ce Pays & de l'Acadie avec des Limi-  
tes, ainsi qu'il paroît par la Commission  
de Charnizay de 1647, & la Commission  
de M. de la Tour en 1671, (c) jusqu'en  
1674, qu'un Officier, chargé d'une Com-  
mission d'Olivier Cromwell, fit une des-  
cente dans la Rivière St. Jean, & enleva  
aux François les Forts de Pentagoët, de  
St. Jean, & de Port Royal (d).

Il paroît par le 25 Article du Traité de  
Westminster, en 1675, (e) qu'en 1674,  
la France réclama au Traité de Westmin-  
ster les Forts de Pentagoët, de St. Jean,  
de Port Royal & de la Héve, comme Forts  
en Acadie; mais par le 27 Article du Trai-  
té de Westminster, cette affaire est ren-  
voyée à l'examen des Commissaires, que  
l'on dut nommer par ce Traité.

Rien n'ayant été fait en conséquence du  
Traité de 1675, le Colonel Thomas Tem-  
ple

## AUTORITÉS.

- (a) Père Charlevoix, Vol. I. page 417.
- (b) Lettres de M. d'Estrades, Vol. I. page 293.
- (c) Lettres de M. d'Estrades, Vol. I. page 293.
- (d) Capitulation de Port Royal, communi-  
quée par les Commissaires François.
- (e) Corps Diplomatique, Vol. VI. partie 2.  
page 123.

ACADIE. ple ( depuis le Chevalier Thomas Temple ) fut nommé par Olivier Cromwell, Gouverneur du Fort St. Jean, de Port Royal, & de Pentagoët, ainsi qu'il paroît par le Brevet original d'Olivier Cromwell au Capitaine Leverett, lors Gouverneur de ces Forts, ordonnant de les remettre au Colonel Temple; dans lequel Brevet il est dit expressément, que ces Forts sont en Acadie, communément appelée *Nova Scotia* (a)

Cette affaire, qui ne fut point décidée par le Traité de Westminster, ne fut renouvelée qu'en 1662., (b) lorsqu'une Requête ayant été envoyée de la Nouvelle-Angleterre à Charles II. & au Parlement de la Grande Bretagne, suppliant qu'on ne rendit pas aux François l'Acadie ou Nova Scotia, M. d'Estrades alors Ambassadeur à Londres de la Cour de France, qui avoit des instructions pour demander cette restitution, désira que l'on nommât des Commissaires, pour discuter le droit des deux Couronnes, en présence de Sa Majesté; ce qui fut fait mais il ne s'en ensuivit aucune résolution d'Etat.

## AUTORITÉS.

(a) Copie du Brevet au Capitaine Leverett, datée du 18 Sept. 1656, communiquée autrefois aux Commissaires François.

(b) Lettres de M. d'Estrades, Vol. I. page 233, &c.

C  
Il  
des  
1652  
il s'  
les L  
de co  
ment  
toute  
, &  
, Po  
XIV.  
nion  
une a  
comp  
gume  
sion  
mées  
les L  
que le  
Royal  
die; i  
Franç  
ce qu  
ment  
cadie,  
bec ju  
dit ici  
ajoute  
de l'A  
séquen  
le Roi

(a)  
293.

COMMISSAIRES ANGLAIS. 117

ACADIE.

Il paroît par les Lettres de M. d'Estrades (a), que sur la demande qu'il fit en 1652, de restituer ce Pays à la France, il s'éleva une différence d'opinions sur les Limites; & cet Ambassadeur, dans une de ces Lettres à Louis XIV. dit expressément, qu'il demanda la restitution de toute l'Acadie, contenant 80 lieues, „ & que les Forts de Pentagoët & du Port Royal soient rendus; & Louis XIV. dans sa réponse adopte cette opinion, & reconnoît ces Limites. Dans une autre Lettre, M. d'Estrades rend un compte particulier au Roi de tous les arguments dont il fit usage, sur la discussion qu'il eût avec les personnes nommées par Charles II. pour déterminer les Limites de l'Acadie; il soutient que le Fort Pentagoët, Ste. Croix & Port Royal, ont toujours fait partie de l'Acadie; il insiste sur la restitution faite aux François en 1632, comme une preuve de ce qu'il avance; & prétend affirmativement que la restitution alors faite de l'Acadie, comme Acadie, a été depuis Quebec jusqu'à Pentagoët, laquelle place il dit ici est la première de l'Acadie; & il ajoute que Razilly prit le Gouvernement de l'Acadie dans cette étendue, en conséquence de ce Traité. La manière dont le Roi s'exprime lui-même dans sa réponse

AUTORITÉ.

(a) Lettres de M. d'Estrades, Vol. I. page 293.

ACADIE.

sa à une de ces dépêches est remarquable, & montre l'idée qu'avoit Louis XIV. des hommes de l'Acadie (a). „ l'approuve surtout ce que vous avez fait jusqu'ici, pour me faire rendre l'Acadie, des Calvinistes qui vouloient engager le Roi mon frère par leurs intérêts au soutien d'une si manifeste injustice". Et dans une autre Lettre il dit, „ Pour l'Acadie il n'y a rien à espérer, que lorsqu'il se fera un Traité entre la France & l'Angleterre, ils ont si peu de droit à la retenir, qu'ils ne pourront pas se défendre de la rendre".

Dans une autre lettre de M. d'Estrades au Roi, en date du 25 Decembre 1664, (b) dans laquelle il développe les avantages d'une ligue avec l'Angleterre, il dit, „ Votre Majesté peut aussi, par un Traité avec l'Angleterre, se faire rendre l'Acadie, depuis Pentagoët jusqu'au Cap Breton, contenant 80 lieues de Côtes."

Lors de l'ouverture du Congrès de Breda, M. de Lionne apprend à M. d'Estrades, dans sa première dépêche, que le Roi de France lui a ordonné de dire, „ que si les Anglois font instances pour la restitution des deux îles, vous ne de-

## A U T O R I T É S.

(a) Lettres de M. d'Estrades, Vol. I. page 233.

(b) Lettres de M. d'Estrades, Vol. I. page 576.

C  
„ de  
„ me  
„ l'  
„ en  
„ une l  
pond  
deur  
propo  
Par  
tre les  
1667,  
ronne  
termes  
„ L  
„ de  
„ & r  
le R  
„ aur  
„ seul  
„ de  
„ situ  
„ don  
„ jour  
„ tion  
„ Bret  
„ tion  
„ au f  
„ les  
„ men  
„ à cer  
„ de f

(a) C  
page 41.

COMMISSAIRES ANGLAIS. 119

„ devés faire aucune difficulté de pro- ACADIE.  
 „ mettre, que l'Angleterre restituera  
 „ l'Acadie, toutes choses soient remises  
 „ en Amérique." Et M. d'Estrades, dans  
 „ une Lettre suivante à M. de Lionne, re-  
 „ pond qu'il a fait cette offre à l'Ambassa-  
 „ deur d'Angleterre, qui a acquiescé à sa  
 „ proposition.

Par le 10 Article du Traité conclu en-  
 tre les deux Nations à Breda le 31 Juille,  
 1667, la restitution de l'Acadie à la Cou-  
 ronne de France, est stipulée dans les  
 termes suivans: (a)

„ Le ci-devant nommé Seigneur le Roi  
 „ de la Grande Bretagne, restituera aussi  
 „ & rendra au ci-dessus nommé Seigneur  
 „ le Roi Très-Chrétien, ou à ceux qui  
 „ auront charge & mandement de sa part,  
 „ scellé en bonne forme du grand sceau  
 „ de France, le Pais appelé l'Acadie,  
 „ situé dans l'Amérique Septentrionale,  
 „ dont le Roi Très-Chrétien a autrefois  
 „ joui; & pour exécuter cette resti-  
 „ tution, le susnommé Roi de la Grande  
 „ Bretagne incontinent après la ratifica-  
 „ tion de la présente alliance, fournira  
 „ au susnommé Roi Très-Chrétien tous  
 „ les Actes & Mandemens expédiés dûe-  
 „ ment & en bonne forme, nécessaires  
 „ à cet effet, ou les fera fournir à ceux  
 „ de ses Ministres, & Officiers qui se-  
 „ ront

AUTORITÉ.

(a) Corps Diplomatique; tom. 7. partie 1.  
 page 41.

ACADIE. „rout par lui délégués.” Dans cet Article, l'Acadie n'est pas autrement décrite que comme située, dans l'Amérique Septentrionale, & comme l'Acadie dont le Roi Très-Chrétien a autrefois joui, quoiqu'avant ce tems il se fut élevé une différence de sentimens entre les deux Couronnes sur les Limites de ce Pais, qui fut suivi de quelques discussions.

(a) Sa Majesté donna le 17 de Février 1667-8 un Acte, par lequel, en conséquence dudit Traité, le Roi Charles II. rend pour lui, ses Hoirs & Successeurs pour toujours, toute cette Contrée appelée Acadie située dans l'Amérique Septentrionale, dont ledit Roi Très-Chrétien jouissoit anciennement, nommément, les Ports & habitations de *Pentagoët, St. Jean, Port Royal, la Héve, & Cap Sable*, dont ses sujets avoient la jouissance sous son autorité jusqu'à ce que les Anglois en prirent possession en 1654, & depuis; & dans la copie de cet Acte dans les Registres du Bureau, il y a une note marginale vis-à-vis des noms des Ports, dans ces termes, savoir, *insérés à la Requête de M. de Ruvoigny.*

(b) M. Mourillon du Bourg, ayant eu un

#### AUTORITÉ.

(a) Acte pour la cession de l'Acadie déjà communiquée aux Commissaires François.

(b) Copie de la Lettre du Chevalier Thomas Temple aux Seigneurs du Conseil, datée du 24 Novembre 1668, &c. déjà communiquée aux Commissaires François.

Co  
un or  
de rec  
en de  
au T  
mas T  
mettar  
Roi d  
1667,  
ordres  
le Ch  
entre  
sieurs  
par les  
le-Eco  
Majest  
ledit  
dudit  
tion de  
raison  
son de  
jusqu'à  
noître  
tant p  
l'Acadi  
aucune  
que la  
sent à  
mentio  
& Port  
Ecosse  
terre.  
Cett  
seizièm  
testée  
Bourg,

COMMISSAIRES ANGLAIS. 121

un ordre scellé du grand sceau de France, <sup>Acadie.</sup>  
de recevoir l'Acadie le 21 d'Octobre 1668,  
en demanda la restitution, conformément  
au Traité de Breda, au Chevalier Tho-  
mas Temple, alors Gouverneur, lui re-  
mettant en même tems une Lettre du  
Roi d'Angleterre datée du 31 Decembre  
1667, signée de sa main, contenant les  
ordres de Sa Majesté de la rendre. Mais  
le Chevalier Thomas Temple repondit,  
entre autres choses, que trouvant plu-  
sieurs places mentionnées dans l'ordre  
par leur nom qui étoient dans la Nouvel-  
le-Ecosse, & non dans l'Acadie, & Sa  
Majesté lui ayant aussi commandé dans  
ledit ordre de se conformer aux Articles  
dudit Traité, où il n'est fait aucune men-  
tion de la Nouvelle-Ecosse; pour cette  
raison & d'autres il croyoit qu'il étoit de  
son devoir de différer de rendre ledit Pais,  
jusqu'à ce que Sa Majesté lui eût fait con-  
noître plus amplement ses intentions,  
tant par rapport aux bornes & Limites de  
l'Acadie & Nouvelle-Ecosse, n'y ayant  
aucunes places nommées dans cet ordre,  
que la Hève & Cap Sable, qui appartien-  
nent à l'Acadie; & le reste des places  
mentionnées, savoir Pentagoët, St. Jean,  
& Port Royal, étant dans la Nouvelle-  
Ecosse, qui avoisine la Nouvelle-Angle-  
terre.

Cette reponse est datée de Boston le  
seizième de Novembre 1668, & est at-  
testée aussi bien par ledit Mourillon du  
Bourg, que par le Chevalier Thomas Tem-  
ple;

Aussi

ple; & ledit du Bourg dans une Lettre à la Compagnie Françoise des Indes Occidentales, datée du 9 Novembre 1668 (a), rendant compte de cette transaction dit, que le Chevalier Thomas Temple faisoit une grande différence entre Acadie & la Nouvelle-Ecosse, qu'il étend depuis Meguelish en passant par le Cap Breton jusqu'à la Rivière de Quebec.

Charles II. jugeant que cette distinction du Chevalier Thomas Temple étoit frivole, envoya, sur la représentation de l'Ambassadeur de France, de derniers ordres, signés de sa propre main, au Chevalier Thomas Temple, datés le 6 d'Août 1669, (b) lui ordonnant de remettre sans délai au Roi Très-Chrétien ledit Pais d'Acadie, nommément les Forts & habitations de Pentagoët, St. Jean, Port Royal & Cap Sable, le conformant dans l'exécution de cet ordre, au 10<sup>e</sup> & 11<sup>e</sup> Articles du Traité de Breda. Cet ordre fut remis au Chevalier Thomas Temple par le Chevalier de Grande Fontaine, chargé d'une Commission scellée du grand sceau de France pour recevoir l'Acadie; auquel on rendit l'Acadie, & les habitations

## AUTORITÉS.

(a) Voyés la Copie de cette Lettre autrefois communiquée aux Commissaires François.

(b) Copie des derniers ordres de Charles II. déjà communiquée aux Commissaires François.

Co  
tions  
Royal  
faisan  
La  
posse  
Grand  
en fu  
son co  
Gime  
Le  
son H  
te par  
le For  
(c), c  
craind  
il dit,  
„ For  
„ me  
„ gloi  
tion n  
vain;  
sans au  
de Bre  
pas mo  
levot  
s'étend

(a) C  
valler  
aux Co  
(b) 1  
430.  
(c) 1

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 123

tions de Pentagoët, St. Jean, Port Royal, la Héve, Cap Sable, comme en faisant partie (a).

La France étant ainsi établie dans la possession de l'Acadie, le Chevalier de Grande Fontaine qui résidoit à Pentagoët en fut nommé Gouverneur, & M. Marson commanda en son nom au Fort de Gimesic sur la Rivière de St. Jean (b).

Le Père Charlevoix dans le 10<sup>e</sup> livre de son Histoire rapporte une expédition faite par un Anglois contre Pentagoët & le Fort dans la Rivière St. Jean en 1673 (c), où, en parlant du danger qu'avoit à craindre l'Acadie de la perte de ces Forts, il dit, „ ainsi l'Acadie, dont ces deux „ Forts faisoient toute la défense, de „ meura exposée aux courses des An „ glois.” Il est vrai que cette expédition n'est rapportée par aucun autre écrivain; elle fut certainement entreprise sans aucune autorité de la part de la Grande Bretagne; toutefois le passage n'en est pas moins une preuve que le Père Charlevoix croyoit que l'Acadie, en 1673, s'étendoit jusqu'à Pentagoët.

ACADIE.

En

## AUTORITÉS.

(a) Copie de la reddition faite par le Chevalier Thomas Temple, déjà communiquée aux Commissaires François.

(b) Père Charlevoix, liv. 10. page 449 & 450.

(c) Ibid.

**ACADIE.** En 1685 sur une plainte, que quelques Vaisseaux Anglois pêchoient sur la Côte de l'Acadie, l'Ambassadeur François alors à Londres presenta un Mémoire au Roi le 16 de Janvier, (a) dans lequel il établit que la Côte d'Acadie, s'étendant depuis l'Isle Percée, qui se trouve près du Cap Roziers à l'entrée de la Rivière St. Laurent, jusqu'à l'Isle St. George, qui est à l'entrée de la Rivière St. George, a été possédée par la France jusqu'en 1674, qu'elle fut prise par les Anglois; & que l'Acadie fut de nouveau rendue à la France par le Traité de Breda avec les mêmes Limites.

En Octobre 1687 M. de Barillon & M. de Bonrepas (l'un Ambassadeur, & l'autre Envoyé extraordinaire de la Cour de France à celle de la Grande Bretagne, & tous les deux Commissaires de la part de la France pour l'exécution du Traité de Neutralité, conclu le 6 Novembre 1686, entre les Couronnes de la Grande Bretagne & de la France, par rapport à leurs territoires respectifs en Amérique) présenterent un Mémoire (b) à la Cour de la Grande Bretagne, par lequel

## AUTORITÉS.

(a) Copie de ce Mémoire, déjà communiqué aux Commissaires François.

(b) Copie d'un Mémoire concernant des vins saisis à Pentagoët, déjà communiqué aux Commissaires François.

C  
ils se  
sujet  
nes m  
tein c  
gout.  
contre  
tagoët  
surquo  
„ Art  
„ il e  
„ die  
„ qu'e  
„ Roi  
„ du  
„ au C  
„ vern  
„ die  
„ Gran  
„ Fort  
„ en f  
récapit  
les par  
ce Fort  
vant dé  
Le 5  
bon, al  
die, da  
verneur  
Baye de  
usurpat  
Angleten  
(a) Co  
M. Stou

COMMISSAIRES ANGLOIS. 125

ils se plaignoient que le Juge de Pemaquid, Acadie, sujet de cette puissance, avoit saisi certaines marchandises appartenantes à M. Castein commerçant François établi à Pentagoët, situé dans la Province d'Acadie, comme contrebande, & sous prétexte que Pentagoët appartenoit à la Grande Bretagne; surquoi ils représenterent, „ que par les „ Articles 10 & 12, du Traité de Breda, „ il est expressément déclaré que l'Acadie „ appartient au Roi notre maître, & „ qu'en exécution de ce Traité le feu „ Roi d'Angleterre, par ces dépêches „ du 17 Août 1669, a envoyé ses ordres „ au Chevalier Temple, pour lors Gouverneur de Boston, de remettre l'Acadie entre les mains du Chevalier de Grande Fontaine, & nommément les „ Forts & Habitations de Pentagoët qui „ en font partie”. Ensuite ils font une récapitulation circonstanciée de toutes les particularités relatives à la reddition de ce Fort, ainsi que nous les avons ci-devant détaillées.

Le 5 de Septembre 1698, M. Villebon, alors Gouverneur François de l'Acadie, dans sa Lettre de cette date au Gouverneur Lieutenant de la Province de la Baye de Massachusetts, se plaignant des usurpations des habitans de la Nouvelle-Angleterre sur les Côtes, dit (a), „ Il

AUTORITÉ.

(a) Copie d'une Lettre de M. Villebon à M. Stoughton Lieutenant Gouverneur de la Baye

ACADIE.

„ m'est aussi expressément ordonné de la  
 „ part de Sa Majesté, de maintenir les  
 „ bornes qui sont entre la Nouvelle-An-  
 „ gleterre & nous, qui sont du haut de  
 „ la Rivière de Kennebec jusqu'à son  
 „ embouchure, en laissant libre son cours  
 „ aux deux Nations ”.

Le Chevalier Guillaume Phips ayant  
 en 1690, (les deux Couronnes étant alors  
 en Guerre) (a) enlevé aux François Port  
 Royal, détruit un établissement François  
 à St. Jean, & pris possession de l'Acadie  
 au nom du Roi Guillaume & de la Rei-  
 ne Marie, en faisant prêter serment de  
 fidélité aux habitans qui restèrent après  
 la Capitulation; par le 7<sup>e</sup> & 8<sup>e</sup> Articles  
 du Traité de Rîswik en 1697, (b) toutes  
 les places prises pendant la guerre furent  
 rendues mutuellement, & le règlement  
 des limites fut renvoyé aux Commissai-  
 res qui devoient être nommés.

En conséquence de ce Traité, la Fran-  
 ce entra en possession de l'Acadie avec  
 ses anciennes limites, ainsi qu'il paroit  
 par un passage du Père Charlevoix dans  
 le

## A U T O R I T É S.

Baye de Massachusets, datée le 3 Septembre  
 1698, déjà communiquée aux Commissaires  
 François.

(a) Histoire de Neal de la Nouvelle-An-  
 gleterre, Vol. II.

(b) Corps Diplomatique, Tom. 7. part. 2.  
 page 400.

Co  
 le 179  
 dit.  
 „ une  
 „ cha  
 „ doi  
 „ son  
 „ qu  
 „ Ken  
 „ d  
 „ se;  
 „ aff  
 „ ten  
 „ les  
 „ souv  
 „ (b)  
 „ de la p  
 „ la Gran  
 „ mites d  
 „ dans l'A  
 „ dans un  
 „ propo  
 „ l'Am  
 „ terre  
 „ tern  
 „ de le  
 „ celui  
 „ & d'a

(a) P  
 (b) Co  
 cretaire a  
 des aterm  
 de France  
 moutp

ordonné de la  
maintenir les  
Nouvelle-An-  
le du haut de  
si jusqu'à son  
libre sou cours

Philippe ayant  
été étant alors  
François Port  
ment François  
de l'Acadie  
de la Rei-  
r serment de  
isterent après  
de 84 Articles  
7, (b) toutes  
guerre furent  
le règlement  
x. Commissai-  
rés.  
raité, la Fran-  
Acadie avec  
qu'il parait  
arlevolt dans  
le

le 5 Septembre  
x Commissaires

Nouvelle-An-

Com. 7. part. 2.

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 127

le 17<sup>e</sup> Livre de son Histoire (a), où il dit. „ Que le Chevalier Villebon, dans „ une Lettre qu'il écrivit à M. de Pont- „ chartrain, le 3<sup>e</sup> Octobre 1698, man- „ doit à ce Ministre que les Anglois „ songeroient à rétablir le Fort de Pom- „ quit, & à peupler les deux bords de „ Kennebec; qu'il ne croyoit pas qu'on „ dût souffrir ni l'un ni l'autre entrepri- „ se; mais que comme il n'avoit pas „ assez de force pour s'y opposer ouver- „ tement, il trouveroit bien le moyen de „ les faire échouer en laissant faire les „ sauvages”.

(b) En 1700, l'Ambassadeur François fit la proposition suivante à la Cour de la Grande Bretagne, relativement aux li- mites des territoires Anglois & François dans l'Amérique septentrionale, contenue dans un écrit intitulé, „ Alternatives „ proposées pour servir de limites dans „ l'Amérique entre la France & l'Angla- „ terre, c'est-à-dire, par la première al- „ ternative je propose que la France gar- „ de le Port de Bourbon, & l'Angleterre „ celui de Chichytowan, ayant de plus „ & d'autre pour limites entre les deux

## AUTORITÉ.

- (a) Père Charlevoix, page 235.
- (b) Copie d'une Lettre de M. Vernon Sé- cretaire au Lord Lexington, avec un écrit des alternatives proposées par l'Ambassadeur de France, daté le 29 Avril 1700, déjà com- muniqué aux Commissaires François.

ACADIE. „ Nations de ce côté là, . . . qui  
 „ est justement à moitié chemin entre  
 „ les deux Forts susdits, & en ce cas là  
 „ les limites de la France du côté de l'A-  
 „ cadie, seroient restraints à la Rivière

„ St. George.  
 „ Par la seconde alternative je propo-  
 „ se que le Fort de Chichytowan reste à  
 „ la France, le Fort de Bourbon à l'An-  
 „ gleterre, ayant pour limites le même  
 „ endroit dont je viens de parler ci-des-  
 „ sus; mais en ce cas l'on demande, que  
 „ les limites de la France du côté de l'A-  
 „ cadie, s'étendent jusqu'à la Rivière Kin-  
 „ nebecqui.

„ Il ne paroît pas qu'on ait réglé les li-  
 „ mites en conséquence de cette offre;  
 „ mais la première de ces propositions don-  
 „ ne à entendre que c'étoit le sentiment de  
 „ la France en 1700, que la limite occi-  
 „ dentale de l'Acadie s'étendoit au-delà de  
 „ la Rivière St. George; & la dernière, en  
 „ confirmation de notre interprétation de  
 „ la première, étend la limite occidenta-  
 „ le de l'Acadie jusqu'à la Rivière Ken-  
 „ nebec.

„ Lorsque la guerre fut déclarée entre  
 „ les deux Couronnes en 1702, le Général  
 „ Nicholson, fit voile en 1710 de la Nou-  
 „ velle-Angleterre, avec des forces consi-  
 „ dérables, & ayant mis le siège devant  
 „ Port Royal, (aujourd'hui Annapolis Ro-  
 „ yal) la seule Forteresse, qui resta alors  
 „ sur pied dans la Nouvelle-Ecosse ou Aca-  
 „ die, M. Supercaise, alors Gouverneur de  
 „ l'A-

l'A-  
 pitu  
 cet  
 dan  
 des  
 re a  
 à l'a  
 neur  
 & co  
 fiers  
 ture  
 (c)  
 été f  
 1711  
 manc  
 tagne  
 ce, p  
 trées  
 d'elle  
 tentri  
 du T  
 En  
 Chré  
 prélin

(a)  
 datée l  
 aux Co  
 (b)  
 1710.  
 çois.  
 (c)  
 gleterre  
 Bretag

D E S  
qui  
chemin entre  
t en ce cas là  
du côté de l'A-  
es à la Rivière

ative je propo-  
yowan reste à  
ourbon à l'An-  
nites le même  
parler ci-des-  
demande, que  
du côté de l'A-  
la Rivière Kin-

it réglé les li-  
cette offre ;  
positions don-  
e sentiment de  
la limite occi-  
loit au-delà de  
la dernière, en  
erpretation de  
ite occidenta-  
Rivière Ken-

declarée entre  
2, le Général  
10 de la Nou-  
s forces confi-  
e siège devant  
Annapolis Ro-  
qui resta alors  
Ecosse ou Aca-  
Gouverneur de  
l'A-

#### COMMISSAIRES ANGLOIS. 129

l'Acadie pour la Couronne de France, ca-  
pitula & se rendit (a), & aussitôt après  
cette reddition abandonna l'Amérique: &  
dans un écrit, où il s'engage à procurer  
des Passeports pour l'ancienne Angleter-  
re aux Officiers qui devoient le conduire  
à l'ancienne France, il se qualifie Gouver-  
neur de l'Acadie, de Cap Breton, Isles  
& terres adjacentes, depuis le Cap de Ro-  
siers du fleuve St. Laurent jusqu'à l'ouver-  
ture de la Rivière de Kennebecqui (b).

(c) Des propositions de Paix ayant  
été faites du côté de la France en Avril  
1711, il fut proposé, entre autres de-  
mandes Préliminaires de la Grande Bre-  
tagne, que la Grande Bretagne & la Fran-  
ce, garderoient respectivement les Con-  
trées, territoires, & états que chacune  
d'elles posséderoient dans l'Amérique sep-  
tentrionale, au tems que la ratification  
du Traité proposé y seroit publiée.

En réponse à cet Article, le Roi Très-  
Chrétien propose, dans sa réponse aux  
préliminaires, datée le 27 Septembre  
sui-

#### AUTORITÉS.

(a) Copie des Articles de la Capitulation  
datée le 3 Octobre 1710, déjà communiquée  
aux Commissaires François.

(b) Copie de cet écrit, daté le 23 Octobre  
1710, communiquée aux Commissaires Fran-  
çois.

(c) Copie des offres de la France à l'An-  
gleterre, demandes préliminaires de la Grande  
Bretagne, ditto.

Acadie. suivant (vieux stile) de renvoyer toute cette affaire à une conférence générale. Les Articles préliminaires furent signés le 27 Septembre 1711. (a).

Dans les instructions de la Reine de la Grande Bretagne, à ses Plénipotentiaires au Traité d'Utrecht, en date du 23 Septembre (vieux stile) 1711, Sa Majesté leur ordonne de demander (b), „ que Sa Majesté Très-Chrétienne abandonne „ toute prétention, ou titre, en vertu „ d'aucun ancien Traité ou autrement, „ sur le Pais appelé Nova Scotia, & expressément sur Port Royal, autrement „ Annapolis Royal”.

Dans un Mémoire de M. de St. Jean, un des principaux Secrétaires d'Etat de Sa Majesté, à M. de Torcy, Ministre de Sa Majesté Très-Chrétienne, daté du 24 May 1712, on propose à Sa Majesté Très-Chrétienne d'abandonner la Nouvelle-Ecosse, ou Acadie, suivant ses anciennes limites (c). On répondit (d) à cette pro-

## A U T O R I T É S.

(a) Mémoires de Lambert, Tom. 8. p. 684.  
(b) Copie des instructions de la Reine Anne au Seigneur du sceau privé & Comte de Strafford, déjà communiquée aux Commissaires François.

(c) Copie du Mémoire de Milord St. Jean à M. de Torcy, communiquée aux Commissaires François.

(d) Copie de la réponse du Roi de France, communiquée aux Commissaires François.

D'ES  
renvoyer toute  
rence générale.  
urent signés le

la Reine de la  
éniopotentialres  
te du 23 Sep-  
t, Sa Majesté  
(b), „ que  
ne abandonné  
stre, en vertu  
ou autrement,  
Scotia, & ex-  
al, autrement

de St. Jean,  
aires d'Etat de  
y, Ministre de  
e, daté du 24  
Majesté Très-  
a Nouvelle-E-  
ses anciennes  
(d) à cette  
pro-

Tom. 8. p. 684.  
de la Reine An-  
né & Comte de  
aux Commissai-

Milord St. Jean  
aux Commissai-

Roi de France,  
a François.

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 131

proposition, que Sa Majesté Très-Chrétienne s'offroit de laisser à l'Angleterre l'Artillerie & munitions de Plaisance, les Isles adjacentes de Terre Neuve, de défendre aux François la liberté de pêcher, ou de sécher le poisson sur la Côte de cette Isle, & aussi sur cette partie appelée le petit Nord, de céder les Isles de St. Martin & St. Barthelemy, si la Reine de la Grande Bretagne vouloit consentir à rendre l'Acadie, dont la Rivière de St. George seroit dans ce cas, pour l'avenir, les bornes, comme les Anglois avoient quelquefois prétendu.

Cette offre fut répétée avec peu de changement le 18 Septembre 1711; (a) par laquelle il est dit que si la Reine vouloit rendre l'Acadie à la Couronne de France, cette Puissance consentiroit à prendre pour limite la Rivière St. George. Aucun de ces offres n'ayant été acceptée, la Nouvelle-Ecosse ou Acadie fut cédée à la Grande Bretagne, par le 10<sup>e</sup> Article du Traité d'Utrecht, dans les termes suivans.

„ Dominus Rex Christianissimus, con-  
„ dem quo pacis presentis ratificationes  
„ commutabuntur die, Dominus Reginas  
„ Magnae Britanniae, litteras tabulatas  
„ solemnes & authenticas tradendas cura-

## AUTHENTIQUE

(a) Copie des offres de la France à l'Angleterre, etc. déjà communiquée aux Commissaires François.

ACADIE. „ bit, quarum vigore insulam Sancti  
 „ Christophori per subditos Britannicos  
 „ sigillatim dehinc possidendam, Novam  
 „ Scotiam quoque, sive Acadium totam,  
 „ limitibus suis antiquis comprehensam,  
 „ ut & Portus Regii urbem, nunc Anna-  
 „ polin Regiam dictam, cæteraque om-  
 „ nia in istis regionibus quæ ab iisdem  
 „ terris & Insulis pendent, unâ cum ea-  
 „ rundem insularum, terrarum, & lo-  
 „ corum Dominio, proprietate, posses-  
 „ sione, & quocumque jure, sive per  
 „ pacta, sive alio modo quæsito, quod  
 „ Rex Christianissimus, Corona Galliarum,  
 „ aut ejusdem subditi quicumque ad dic-  
 „ tas insulas, terras & loca, eorumque  
 „ Incolas, hæcenus habuerunt, Reginarum  
 „ Magnæ Britanniæ ejusdemque Coronæ  
 „ in perpetuum cedi constabit, & trans-  
 „ ferri, prout eadem omnia nunc cedit  
 „ ac transfert Rex Christianissimus, id-  
 „ que tam amplis modo & formâ ut Re-  
 „ gis Christianissimi subditis in dictis ma-  
 „ ribus, sinibus, aliisque locis ad litto-  
 „ ra Novæ Scotiæ, ea nempe quæ Eu-  
 „ rum respiciunt, intra triginta leucas  
 „ incipiendo, ab insulâ vulgo Sable dic-  
 „ tâ, eaque inclusâ, & Africum versus  
 „ pergendo, omnis piscatura interdica-  
 „ tur.

*Preuves* Il résulte nécessairement & clairement  
*qui refus-* de cet exposé de faits authentiques, pre-  
*sent de* mièrement, que toutes les preuves de la  
*l'Histoire.* plus ancienne découverts, & les raison-  
 nemens qu'on en tire, pour appuyer le ti-  
 tre

DES

Consulam Sancti  
de Britannicos  
ndam, Novam  
cadiam totam,  
omprehensam,  
n, nunc Anna-  
æteraque om-  
quæ ab iisdem  
unà cum ea-  
rarum, & lo-  
ietate, posses-  
ure, sive per  
quæsito, quod  
rona Galliæ,  
umquæ ad dic-  
ta, eorumque  
runt, Regiæ  
mque Coronæ  
abit, & trans-  
ia nunc cedit  
anissimus, id-  
formâ ut Re-  
s in dictis ma-  
locis ad litto-  
empe quæ Eu-  
triginta leucas  
elgo Sable dic-  
Africum versus  
tura interdica-

& clairement  
ntiques, pre-  
preuves de la  
& les raison-  
appuyer le ti-  
tre

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 133

tre originaire, ne peuvent convenir ni Acadie.  
avoir aucune force dans la discussion ac-  
tuelle; le Traité de St. Germain ayant,  
en 1632, décidé toutes ces prétentions.  
Secondement, il paroît par l'ordre de la  
Cour de France à M. de Razilly en 1663,  
d'accepter la restitution de l'Acadie,  
qu'encore que l'Acadie fut rendue à la  
France par le Traité de St. Germain en  
1632, sans aucune description de limites,  
cette Puissance prit alors possession de  
toute la Contrée, comme Acadie, de-  
puis Pentagoët jusqu'à la Rivière St. Lau-  
rent, en conséquence de ce Traité. Elle  
ne pouvoit alors réclamer ces limites  
sous d'autre prétexte que parceque c'é-  
toient les anciennes limites, & avec les-  
quelles elle a possédé cette Contrée sans  
interruption jusqu'en 1654. Enfin la Fran-  
ce, en prenant possession de l'Acadie  
dans cette étendue, en conséquence d'une  
cession si indistincte, déterminâ dans ce  
tems, autant qu'elle le pouvoit de son  
côté, les anciennes limites de ce País, &  
établit ces limites comme étant les an-  
ciennes que la Grande Bretagne réclame  
aujourd'hui comme telles.

Il résulte de la demande faite à la Cour  
de Londres par la France en 1654, pour  
se faire rendre les Forts de Pentagoët,  
St. Jean, & Port Royal, comme situés  
en Acadie, qui lui avoient été enlevés par  
les Anglois, que la Cour de France con-  
serva la même idée des limites de l'Ac-  
die

*Acadie.* dié en 1694, sur laquelle elle avoit agi, & fondé son idée des anciennes limites de l'Acadie en 1692.

Ces limites avec lesquelles la France, réclama la restitution de l'Acadie, par M. d'Estrades son Ambassadeur à Londres, & la manière dont il renvoye à la restitution faite par le Traité de St. Germain, & l'étendue du Pays dont la France se mit en possession en vertu de la cession générale par ce Traité, prouvent quelle conservoit sa première idée des limites de l'Acadie en 1692, que l'on fit alors à Pentagoët & à la Rivière de St. Laurent.

La différence de sentiment qui s'éleva sur les limites de l'Acadie en 1668, la manière dont ce différend fut déterminé entre les deux Couronnes, & la possession qui prit une seconde fois la France, de tout le Pays depuis Pentagoët jusqu'à la rive méridionale de St. Laurent, par le 10<sup>e</sup> Article du Traité de Breda, lequel Traité renvoye pour l'étendue précise de l'Acadie (la seule Contée rendue par ce Traité) à l'ancienne possession de ce Pays, démontrent sensiblement, qu'en 1690, la France assignoit encore les mêmes anciennes limites, & regardoit comme l'Acadie cette étendue de Pays que réclame aujourd'hui la Grande Bretagne.

Les différentes prétentions citées dans les Mémoires de la Cour de France, & de ses Ambassadeurs à Londres, & les plain-

plai  
goi  
tre  
rita  
&  
Fra  
min  
die,  
tre  
la ré  
vo q  
idée  
lui f  
Le  
tia c  
d'une  
l'aut  
mais  
cu  
près  
co  
in/  
ins  
min  
quo  
mo  
Co  
qui  
hac  
Il est  
ticle  
avoit  
les for  
mais ac  
Bretagn

plaintes portées par les Gouverneurs François dans l'Amérique septentrionale, contre les usurpations des Anglois sur les véritables limites de l'Acadie, entre 1671 & 1700, montrent évidemment que la France avoit conservé sa première détermination des anciennes limites de l'Acadie, jusqu'en 1700; & la Capitulation entre M. Subercasse & Nicholson lors de la reddition de Port Royal en 1710, prouve que la France avoit retenu la même idée de l'Acadie jusqu'au moment qu'elle lui fut enlevée.

Le Traité d'Utrecht cède *Nova Scotia* ou l'Acadie à la Grande Bretagne, d'une manière plus précise que l'un ou l'autre des premiers Traités ne l'ont jamais cédée à la France, non seulement „*cum limitibus suis antiquis*”, mais après avoir spécifié Annapolis, il ajoute, „*ceteraque omnia quæ ab eisdem terris & insulis pendent, una cum earundem insularum, tetrarum, & locorum Dominio, proprietate, & possessione, & quocumque jure, sive per pacta sive alia modo acquisito, quod Rex Christianissimus, Corona Galliarum, aut eiusdem subditi quicumque, ad dictas insulas & terras hæcenus habuerunt*”.

Il est clair par la manière dont cet Article est disposé, que la Grande Bretagne avoit alors en vue de comprendre toutes les sortes de droit que la France avoit jamais acquis sur l'Acadie; car si la Grande Bretagne n'eût senti la nécessité de pre-

ACADIE. venir pour la suite toute fautive interprétation de cet Article, elle se seroit contentée des expressions ordinaires qu'on trouve dans les Traités dans de semblables cas, & ne se seroit pas donné tant de peine pour embrasser toutes les espèces de titres que la France a jamais eû sur ce Pais, détaillant exactement tous les droits qu'on peut avoir „ propriété, „ possession, & *quocumque jure, sive per „ pacta, sive alio modo quafito*, quod Rex „ Christianissimus & subditi ejus hactenus „ habuerunt”; & la même observation prouve aussi certainement que la France elle-même entendoit céder, comme Acadie, le même Pais qu'elle avoit toujours possédé comme tel en vertu des Traités précédents.

Les différens Mémoires qui ont été communiqués aux Ministres des deux Couronnes, lors de l'ouverture du Congrès, & pendant le cours de la Négociation, & les instructions de la Reine de la Grande Bretagne à ses Ambassadeurs, montrent aussi que la Grande Bretagne, entendoit que l'Acadie lui fut cédée dans toute son étendue. Les efforts de la France pour éluder la cession, & par-dessus tout, les offres faites par cette Puissance non-seulement d'un équivalent d'un autre côté, mais encore de consentir à restreindre les limites de l'Acadie à la Rivière Saint George, si la Grande Bretagne vouloit rendre ce Pais à la France, prouvent ce que cette dernière pen-

soit

DES  
fausse interpré  
se seroit con-  
dinaires qu'on  
ans de sembla-  
pas donné tant  
outes les espè-  
e a jamais eu  
actement tous  
,, propriete,  
,, jure, sive per  
,, quod Rex  
i ejus hactenus  
e observation  
que la France  
,, comme A-  
la avoit tou-  
vertudes Trai-

qui ont été  
res des deux  
cture du Con-  
de la Négocia-  
la Reine de la  
mbassadeurs,  
de Bretagne,  
ut cédée dans  
efforts de la  
tion, & par-  
res par cette  
un équivalent  
re de consen-  
de l'Acadie à  
si la Grande  
Païs à la Fran-  
dernière pen-  
soit

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 137

soit des anciennes limites de l'Acadie au ACADIE.  
tems de ce Traité; & toutes ces diffé-  
rentes preuves, prises ensemble & inter-  
prétées impartialement, démontrent, in-  
contestablement que les limites que Sa  
Majesté le Roi de la Grande Bretagne ré-  
clame aujourd'hui, comme les anciennes  
limites de l'Acadie, outre qu'elles sont  
conformes aux anciens Historiens de l'A-  
mérique, sont aussi les mêmes que celles  
avec lesquelles la France reçut l'Acadie  
en 1632, lorsqu'elle ne pouvoit la pren-  
dre que selon ses anciennes limites; les  
mêmes encore que les deux Couronnes  
déterminèrent être les anciennes limites  
en 1670, après une longue discussion; les  
mêmes enfin que la Grande Bretagne de-  
mandoit, & que la France entendoit cé-  
der par le Traité d'Utrecht, & qui sont  
très exactement & très particulièrement  
stipulées dans le 12<sup>e</sup> Article de ce Traité.

Nous pourrions remarquer ici, après  
avoir ainsi avéré les possessions que la  
France a prises de l'Acadie en conséquen-  
ce des Traités de St. Germain & de Bre-  
da, combien il se présente de réponses  
nouvelles & frappantes pour ajouter à cel-  
les qui ont déjà été données, dans la pre-  
mière partie de ce Mémoire aux différen-  
tes distinctions, qu'ont fait les Commis-  
saires François, quelquefois sur l'autori-  
té des Cartes, d'autresfois sur celle des  
Historiens, & par le moyen de quelques  
expressions peu essentielles dans les Com-  
missions des Gouverneurs François, en-  
tre

Acadie. sur la partie Sud-Est de la Péninsule, & les parties occidentales de l'Acadie; car toute cette Contrée qu'ils prétendent n'avoir pas été en Acadie en 1647, mais un des *Pays circonvoisins*, fut reglée par la France en 1632, comme partie de l'Acadie même; & toute cette étendue de Pays, qu'ils ont quelquefois rêché de prouver avoir formé une Province particulière sous le nom de Province de la grande Baye de St. Laurent, celle qu'ils font partie de la Nouvelle-France, & celle qu'ils annexent au Canada, furent toutes, après la discussion de 1662 & de 1670, restituées à la France, non-seulement comme parties de l'Acadie, mais comme parties de cette même Acadie dont elle avoit joui ci-devant.

Nous pourrions aussi remarquer, combien peu de tems ces distinctions ont tardé à être suivies de la conclusion des Traitez mêmes qui les réfutent, combien est différente aujourd'hui l'opinion de la France sur ce point, de ce qu'il paroît qu'elle étoit en 1662 & 1667, & que tous les raisonnemens & tous les faits employés par les Commissaires François, dans leur Mémoire, sont très-clairement réfutés par les meilleurs raisonnemens de la France sur le même sujet dans un autre tems, & par la candeur & l'esprit de justice, avec lesquels la Grande Bretagne reconnoît alors à son grand désavantage, la vérité de ces raisonnemens, & l'équité de cette même prétention qu'elle forme au-

C  
suj  
à la  
& le  
re po  
qu'il  
de-là  
nir à  
ses p  
No  
jettio  
cois  
blir  
fonde  
Les  
je ar  
moire  
contre  
dans  
tres  
qui a  
Cheva  
nécessi  
doulie  
rappel  
le qu  
Lettre  
l'origi  
Conte  
du y é

(\*)  
Rece  
hume  
commun  
François

DES  
Péninsule, &  
l'Acadie; car  
prétendent n'a-  
1647, mais un  
regard par la  
rie de l'Acad-  
e étendue de  
sché de prou-  
ce particulière  
de la grande  
ille qu'ils font  
ance, & celle  
furent tou-  
662 & de 1670,  
non-seulement  
e, mais com-  
Acadie dont  
marquer, com-  
distinctions ont  
conclusion des  
tent, combien  
opinion de la  
ce qu'il paroît  
, & que tous  
faits emplo-  
françois, dans  
clairement ré-  
onemens de la  
dans un autre  
esprit de jus-  
de Bretagne  
desavantage,  
nt, & l'équité  
qu'elle forme  
au-

#### COMMISSAIRES ANGLOIS. 139

aujourd'hui. Mais cela nous rameneroit *Acadie*  
à la considération des points déjà établis,  
& le Roi de la Grande Bretagne ne dési-  
re point d'insister sur aucun des avantages  
qu'il peut avoir dans cette discussion, au-  
delà de ce qui est nécessaire pour parve-  
nir à découvrir la vérité, & à soutenir  
ses propres droits.

Nous répondrons actuellement aux ob-  
jections qu'ont fait les Commissaires Fran-  
çois sur le système que nous venons d'éta-  
blir, & les autorités sur lesquelles il est  
fondé.

Les Commissaires François dans le *Lettres*  
5<sup>e</sup> article, & autres parties de leur Mé- *Patentes*  
moire, ayant fait plusieurs objections *de Jac-*  
contre les preuves que nous avons tirées *ques I.*  
dans notre premier Mémoire, des Let-  
tres Patentes de Jacques I. en 1621, (a)  
qui accorde le Pais de *Nova Scotia* au  
Chevalier Guillaume Alexandre, il est  
nécessaire que nous répondions en par-  
ticulier à ces objections; ayant d'abord  
rappelé aux Commissaires François, que  
le *droit de la mer* pour lequel nous citons ces  
*Lettres Patentes*, est de faire connoître  
l'origine du nom de *Nova Scotia*, & la  
Contrée que la Grande Bretagne a enten-  
du y être comprise. La première excep-  
tion

#### AUTORITÉ.

(a) Copie de la Concession de la Nouvelle-  
Ecosse du Roy Jacques I. au Chevalier Guil-  
laume Alexandre; datée le 20 Septembre 1621;  
communiquée autrefois aux Commissaires  
François.

ACADIE. tion que les Commissaires François font contre cette Patente, est que les terres, contenues en icelle, étant au tems de la Concession en la Possession des François, la Patente devint nulle en elle même, sur une condition qu'elle renfermoit qui exigeoit nécessairement ainsi qu'ils le prétendent, qu'aucune des terres dont on devoit entrer en possession, ne fussent occupées par aucuns habitans qui les cultivassent. Cette objection paroît fondée sur une méprise par raport aux termes de la Patente, dans laquelle le Roi Jacques, après avoir temoigné son sentiment sur l'utilité publique qui revient de l'établissement des Colonies, ajoute ces mots, „ *Praesertim*, si vel ipsa regna eultoribus „ prius vacua, vel ab infidelibus quos ad „ Christianam converti fidem & Dei gloriam intere plurimum incessa fuit. nt.” Ce sont les termes sur lesquels les Commissaires François fondent leurs objections, encore qu'il n'y ait rien de plus clair qu'ils n'expriment qu'une circonstance, qui, dans le cas où elle a lieu, n'en rend que plus utile au genre humain un nouvel établissement dans les contrées étrangères, & n'entraîne aucune condition. Le mot *Praesertim*, qui lie le sens de ce qui le suit au sens de la partie précédente de la Patente, ne peut être rendu suivant la valeur du Latin que par le mot *spécialement*; & alors tout ce passage ne fera qu'étendre un peu plus le sens de ce qui précède, & désigner quel-

ques  
entre  
point  
Il  
cessé  
se  
semble  
nulle  
terre  
1603  
ri IV  
aucun  
cette  
se con  
idéale  
d'Utr  
jamais  
nom d  
tendre  
Traité  
renf  
„ tota  
„ hen  
ces ob  
Qua  
le, co  
Sieur d  
mens,  
tre déb  
que ce  
Sieur d  
ne usur  
Grande  
Et il  
plain,  
„ Les A

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 141

quels uns des avantages qui reviennent des Acadiens  
entreprises de cette nature, dont il n'est  
point fait mention auparavant.

Ils allèguent ensuite, que quand la con-  
cession n'auroit contenu aucune condition  
semblable, elle n'en auroit pas été moins  
nulle, les François s'étant établis dans les  
terres accordées au Sieur de Monts en  
1603, en vertu des Lettres Patentes d'Hen-  
ri IV. Que les Anglois n'ont jamais fait  
aucun établissement en conséquence de  
cette Concession. Que la Nouvelle-Ecos-  
se concédée par Jacques I. est purement  
idéale, & n'a eu d'existence qu'au Traité  
d'Utrecht; & enfin que la France n'ayant  
jamais possédé aucune Contrée sous le  
nom de Nouvelle-Ecosse, ne pouvoit en-  
tendre céder aucun Pays sous ce nom au  
Traité d'Utrecht, que celui qui étoit  
renfermé dans les termes, „ Acadium  
„ totam, limitibus suis antiquis compre-  
„ hensam." Il est facile de répondre à  
ces objections.

Quant à la Concession qui devient nul-  
le, comme contenant les terres où le  
Sieur de Monts avoit alors des établisse-  
mens, si c'étoit un point qui méritât d'é-  
tre débattu, on pourroit aisément prouver  
que ce qu'ils appellent établissement du  
Sieur de Monts, n'étoit autre chose qu'une  
usurpation passagère sur les Droits de la  
Grande Bretagne.

Et il est évident par un passage de Cham-  
plain, partie 2, page 267, où il dit,  
„ Les Anglois, qui n'y avoient été que  
„ sur

ACADIE. „ sur nos brisées, s'étant emparés de,  
 „ puis dix à douze ans des lieux les plus  
 „ signalés, même enlevaient deux habi-  
 „ tations, savoir celle du Port Royal,  
 „ où étoit Poitracourt, où ils sont habi-  
 „ tués de présent, que les Anglois fi-  
 „ rent des établissemens en conséquence de  
 „ cette concession; car le Mémoire d'où ce  
 „ passage est tiré fut présenté à Londres en  
 „ 1631, dans lequel il dit, que les Anglois  
 „ avoient fait des établissemens à Port  
 „ Royal dix ans avant la date de ce Mé-  
 „ moire, qui les place en 1621, la même  
 „ année que Jacques I. fit cette Concession.  
 „ On doit aussi remarquer, que l'on voit  
 „ encore aujourd'hui les ruines d'un Fort  
 „ bâti dans ce tems à l'entrée du bassin, qui  
 „ conserve le nom de Fort *Ecoffois*.

Il n'est pas aisé de savoir dans quel  
 sens les Commissaires François veulent  
 qu'on les entende, lorsqu'ils disent, que  
 la Nouvelle-Ecosse n'avoit aucune existen-  
 ce antérieurement au Traité d'Utrecht.  
 S'ils entendent seulement que la France  
 n'appelloit pas ce Pays de ce nom, nous  
 en convenons; mais la Nouvelle-Ecosse,  
 comme embrassant un certain Pays, exi-  
 stoit certainement avant ce Traité, non  
 seulement dans les Lettres Patentes de  
 Jacques I. mais dans toutes les Cartes An-  
 gloises depuis 1625 jusqu'à 1700, dans  
 l'Histoire de Laër (a), & dans le com-  
 men-

## A U T O R I T É.

(a) Vide page 18.

men-  
 le T  
 Il  
 Fran  
 Pais  
 a été  
 leurs  
 l'Am  
 Purc  
 après  
 tutio  
 sous  
 1668  
 tia pa  
 recon  
 de Br  
 des de  
 même  
 ployé  
 prélim  
 d'Utre  
 „ Acc  
 „ com  
 Franço  
 la Fran  
 velle-  
 passa l  
 tés suiv  
 même,  
 inférer  
 comme  
 la diffé  
 pour m  
 regardé  
 de la N

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 145

Commencement de la Négociation qui précéda le Traité d'Utrecht. Acadie

Il n'est pas possible de supposer, que la France n'ait jamais eu aucune idée du Pays appelé Nova Scotia, après qu'il en a été si souvent fait mention dans les meilleures Cartes & dans les Historiens de l'Amérique, comme dans les Voyages de Purchas, dans Laët, & dans Champlain; après que ce dernier en a sollicité la restitution à la Cour de Londres, en 1631, sous ce nom; après la transaction en 1668, lorsque le Pays appelé Nova Scotia par le Chevalier Thomas Temple fut reconnu être dans l'Acadie, par la Grande Bretagne, pour acquiescer aux demandes de la Couronne de France; & que ce même nom de Nova Scotia a été employé dans les premières propositions préliminaires qui précéderent le Traité d'Utrecht. Quant aux termes, „ sive „ Acadiam totam limitibus suis antiquis „ comprehensam, „ que les Commissaires François prétendent avoir été insérés par la France, pour fixer le Pays appelé Nouvelle-Ecosse, il paroît, par ce qui se passa lors du Traité, qu'ils ont été ajoutés suivant le désir de la Grande Bretagne même, & que son objet, en les faisant insérer, étoit d'empêcher qu'on ne mit, comme on avoit fait anciennement, de la différence entre ces deux Contrées, & pour mieux embrasser tout ce qu'on avoit regardé dans aucun tems comme parties de la Nouvelle-Ecosse ou Acadie. Il ne sera

ACADIE, sera pas hors de propos de demander dans cet endroit aux Commissaires François, par quelle raison la France (si elle avoit cru qu'il étoit si nécessaire d'expliquer & de limiter le terme Nova Scotia, en ajoutant l'Acadie, dans une partie de ce Traité) auroit hasardé se servir du terme de Nova Scotia, sans ajouter celui d'Acadie, dans cette partie du 10<sup>e</sup> Article qui exclut les François de la pêche dont on stipule la propriété en faveur des Anglois?

Il est évident par ces faits & par cette considération, qu'encore que les Commissaires François affectent de traiter le terme de Nova Scotia de *mot en l'air*, il avoit certainement son existence fort anciennement dans les Cartes, & dans les Historiens; que les Négociations publiques entre les deux Couronnes en 1631 & 1667 l'avoient rendu familier à la France long tems avant le Traité d'Utrecht; & que la France doit avoir compris, sous le nom de Nouvelle-Ecosse, au tems du Traité d'Utrecht, le Pays dont il étoit question, & qu'elle ne pouvoit faire difficulté de le céder à la Grande Bretagne, dans la même clause où elle cédoit l'Acadie, puisque la Nouvelle-Ecosse avoit été à sa Requête en 1697, déterminée être dans l'Acadie: Enfin que la Grande Bretagne ajoute seulement le terme Nova Scotia pour prévenir les anciennes distinctions qu'on avoit faites entre ce Pays & l'Acadie, & pour s'assurer par le Traité d'Utrecht

DES  
demander dans  
aires François,  
pe (si elle avoit  
d'expliquer &  
Scoria, en a-  
e partie de ce  
servir du terme  
ûter celui d'A-  
du 12<sup>e</sup> Article  
la pêche dont  
faveur des An-  
its & par cette  
que les Com-  
nt de traiter le  
mot en l'air, il  
istitence fort an-  
es, & dans les  
ociations publi-  
onnes en 1631  
milier à la Fran-  
ité d'Utrecht;  
comprisi, sous  
se, au rema du  
dont il étoit  
uivoit faire dif-  
ande Bretagne,  
le cédoit l'Aca-  
Ecosse avoit été  
eterminée être  
la Grande Bre-  
e terme Nova  
anciennes dif-  
s entre ce Pais  
er par le Traité  
d'Utrecht

COMMISSAIRES ANGLEOIS. 145

d'Utrecht la Possession entière de la même Acadie que la France avoit acquise par le Traité de Breda, en insérant les deux noms que les premiers propriétaires de cette contrée lui avoient toujours donnée.

Les Commissaires de Sa Majesté Très-Christienne, dans les 33, 34, & 35 Paragraphes de leur 10<sup>e</sup> Article, observent, que par la Charte accordée aux habitants de la Province de la Baye de Massachusetts, par le Roi Guillaume & la Reine Marie, en 1691, ce Gouvernement a le pouvoir de faire des Concessions absolues, suivant qu'il le juge à propos, des terres situées à l'Ouest de la rivière Sagadahock; mais qu'aucune des Concessions qu'il feroit des terres situées entre cette rivière & celle de Sainte-Croix, ne seroient valides, qu'autant qu'elles seroient confirmées par le Couronné & la plénitude par cette condition à l'égard des Concessions dans ce dernier espace, que ne pensoit pas en Angleterre, dans le temps qu'on accordoit cette Charte, que la Grande Bretagne eût aucun droit sur les terres situées à l'Est de la rivière Sagadahock.

Après avoir ensuite observé, que la Contrée située entre la rivière Ste. Croix & Sagadahock n'est désignée dans la Charte sous aucuns noms particuliers, ils en concluent.

Premièrement, que l'Angleterre elle-même ne comprendoit pas ce Pais dans le

ACADIE

Charte de Massachus.

**ANAL.** nom d'Acadie ou de Nouvelle-Ecosse, quoique les Anglois prétendent le réclamer aujourd'hui sous ce nom; & secondement, que ce Pays n'a jamais fait partie des Etats de la Couronne de la Grande Bretagne; & ils ajoutent, que s'il en avoit fait partie, les Anglois lui auroient donné un nom.

La première de ces remarques, en examinant la Charte, paroît avoir été une méprise des Commissaires François, dans laquelle ils ne seroient pas tombés, s'ils avoient lu toute la Charte. Car il paroît par cette clause de la Charte, qui ordonne qu'un, au moins, des Conseillers qui doivent être choisis annuellement pour la Province, soit élu des habitants ou propriétaires des terres dans le Territoire situé entre la rivière Sagadahock & la Nouvelle-Ecosse, que dans le cas où l'on accordoit cette Charte, un grand nombre de propriétaires Anglois seroient établis dans les terres situées entre la rivière St. Croix & Sagadahock. (a) On voit aussi clairement par l'Histoire de ce Pays, qu'il y avoit eu dans cette étendue des établissements bien plus anciens; mais il est inutile de les citer, parceque cette clause dans la Charte écarte d'elle-même l'objection sur laquelle se fondent les Commissaires François, & la question.

#### AUTORITÉ.

(a) Carte de la Baye de Montserrat, 1741.

que  
tag  
toin  
Am  
L  
nen  
mon  
Pea  
Nou  
nôtr  
Nou  
un d  
de B  
les F  
que  
l'Aca  
les p  
ment  
tagne  
dis  
ce m  
Pena  
d'Uta  
doubl  
ce T  
L  
le p  
fleur  
sont a  
la disti  
ma T  
Ecosse  
l'Angl  
France  
rent;

DES  
Nouvelle-Ecosse,  
endent le récla-  
om; & seconde-  
mais fait partie  
de la Grande  
que s'il en avoit  
auroient donné

parques, en sus-  
avoir été une  
François, dans  
as tombés, s'ils  
tre. Car il pa-  
la Charte, qui  
des Conseillers  
annuellement  
des habitants  
dans le Ter-  
re Sagadahock  
dans le terri-  
re, un grand  
Anglois, & que  
les entre le ter-  
shock. (a) On  
l'Histoire de  
dans cette équi-  
plus anciens;  
citor, parce que  
re écarte d'elle-  
elle se fonde  
, & la consé-  
quen-  
t. 1709  
e. 1709

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 147

qu'on qu'ils en tirent, que la Grande Bre- Acadie.  
tagne ne consideroit pas alors ce Terri-  
toire comme une partie de ses Colonies en  
Amérique.

Les Commissaires François se mépren-  
nent lors qu'ils disent, que nous récla-  
mons le Territoire entre Sagadahock &  
Pentagott, sous le nom d'Acadie ou de  
Nouvelle-Ecosse. Car il est prouvé dans  
notre Mémoire qu'elle fait partie de la  
Nouvelle-Angleterre, qui appartient par  
un droit ancien à la Couronne de la Gran-  
de Bretagne; & en même tems, comme  
les François n'ont jamais réclamé ce Pais,  
que sur le prétexte qu'il faisoit partie de  
l'Acadie, le fondement de ce titre, dans  
les premiers tems, prouve aussi claire-  
ment le droit actuel de la Grande Bre-  
tagne, à qui toute la Coastée de l'Ac-  
die, comme partie de celle que la Fran-  
ce réclamoit, depuis St. Croix jusqu'à  
Pentagott, a été cédée par le Traité  
d'Utrecht; ainsi la Grande Bretagne a un  
double droit également incontestable sur  
ce Territoire.

Les Commissaires François ont dans Conduite  
le 9<sup>e</sup> Article de leur Mémoire fait plus du Cheva-  
leurs observations sur les conclusions que l'ier Tho-  
nous avons déduites de la manière dont mar Tho-  
la distinction faite par le Chevalier Tho. ple. en  
mas Temple, en 1668, entre le Nouvelle. 1668.  
Ecosse & l'Acadie, fut alors rejetée par  
l'Angleterre, & tout le Pais rendu à la  
France, depuis Pentagott jusqu'à St. Lau-  
rent, en conséquence de cette clause  
dans

Acadie. dans le Traité de Breda, qui rend l'Acadie seule à la France, sans faire mention des Limites, mais seulement comme elle en jouissoit ci-devant; & ils ajoutent, que notre propre système est détruit par ce que nous disons à cette occasion. La vûe dans laquelle les Commissaires Anglois ont rapporté ce qui s'est passé à l'occasion de l'objection du Chevalier Thomas Temple, a été de prouver deux choses; premièrement l'opinion mutuelle de la France & de l'Angleterre lors du Traité de Breda, que les anciennes Limites de l'Acadie s'étendoient à l'Ouest jusqu'à Pentagoët; ce qui est évident, entre autres exemples, par la manière dont cette distinction du Chevalier Temple entre Nova Scotia & Acadie fut rejetée par la Grande Bretagne, à la requête de la France, & Pentagoët par là déclaré situé en Acadie; & secondement, pour déterminer sur l'autorité de ce fait, le motif qui engagea à insérer les termes Nova Scotia dans le Traité d'Utrecht: Et comment voit-on, par l'un & l'autre de ces motifs, que le récit de ce qui se passa en cette occasion détruise notre système, quant aux anciennes limites de l'Acadie? N'est-ce pas notre système que l'Acadie a toujours été regardée par les deux Couronnes, comme s'étendant depuis Pentagoët jusqu'à la rivière St. Laurent? Tous les écrits, tous les actes auxquels cette affaire donna lieu, ne prouvent-ils pas que Pentagoët étoit alors décidé être

COMMISSAIRES ANGLAIS. 149

en Acadie? Et en cela ne soutiennent-ils pas notre système? Mais les Commissaires François disent, que le Chevalier Thomas Temple distinguoit entre la Nouvelle-Ecosse & l'Acadie, & que dans cette distinction, il décrit l'Acadie conformément aux limites des Commissaires François, & par conséquent détruit notre système, suivant lequel l'Acadie embrasse ce qu'il appelle Nova Scotia. Nous reconnaissons ce fait, mais nous avons montré que c'est l'objection formée par le Chevalier Thomas Temple qui fait le poids de la preuve si frappante que nous en tirons; car cette distinction fut rejetée, parceque les deux Couronnes s'accordèrent alors à faire étendre les anciennes limites de l'Acadie à l'Ouest jusqu'à Pentagoët, & par conséquent les Commissaires François dans cette objection ne font que maintenir l'erreur du Chevalier Thomas Temple, que la France, ainsi que la Grande Bretagne, rejetterent alors comme frivole, & contraire aux véritables limites de l'Acadie.

Les Commissaires François, dans le 3<sup>e</sup> & 10<sup>e</sup> Paragraphes de leur 7<sup>e</sup> Article, & nous reprochent l'usage que nous avons fait du Comte d'Estrades, dont les Lettres sont telles que nous les avons citées, selon eux, ne méritent aucun crédit, premièrement, parcequ'il ne parle pas une seule fois des anciennes limites; & secondement, parcequ'il avoit, ainsi que le prétendent les Commissaires François, des

des idées confuses sur la contrée de l'Acadie. C'est une chose qui paroît au premier aspect extraordinaire & digne de remarque, de voir que les Commissaires de France prennent tant de peine pour avoir le respect & le poids qu'on ne peut refuser sans injustice aux talens & à la conduite du Comte d'Estades, dans une occasion où toutes les mesures qu'il prit, tous les sentimens qu'il avança, & toutes les preuves qu'il apporta pour appuyer son sentiment, eurent le suffrage de la Couronne de France, & l'approbation expresse de Louis XIV. & que le Royaume de France recueillit tant d'avantage du succès de la Négociation, & que toute sa méthode de raisonner paroît, après l'examen, exactement conforme en même temps à l'opinion de la France dans toutes les transactions précédentes qui regardoient l'Acadie, & la conduite de la France dans toutes les occasions subséquentes, où elle s'explique elle-même sur les limites de l'Acadie. Nous examinerons jusqu'à quel point sont justes les raisons que donnent les Commissaires François, de cette manière de traiter l'autorité du Comte d'Estades : Et en premier lieu, quant à leur observation, qu'il n'a jamais fait mention une fois des anciennes limites de l'Acadie, les Commissaires François doivent entendre cette observation dans un sens strictement littéral, & ne peuvent avoir d'autre fondement pour appuyer leur remarque, que par-

COMMISSAIRES ANGLOIS. 151

parcequ'il n'a pas fait usage du terme *Acadie* *anciennes*, en parlant des limites de l'Acadie. Cette observation est vraie, mais il est facile d'y répondre en rappelant aux Commissaires François, que dans le tems de la Négociation du Comte d'Estrades, on n'avoit pas encore élevé aucune distinction entre les *constans* & les *anciennes limites* de l'Acadie; ce qui explique suffisamment pourquoi il n'a pas fait un usage continuél de ce terme *anciennes*, en parlant des limites, comme nous avons été obligés de le faire, à cause de la distinction que la Couronne de France a faite depuis entre les limites que l'Acadie avoit anciennement, & celles qu'elle a toujours eues dans tous les tems où l'on peut remonter. Mais quoique le Comte d'Estrades n'employe jamais l'expression d'*anciennes limites*, qui n'étoit nullement, comme nous l'avons montré, une expression nécessaire pour son dessein, toutefois il a montré ce que la France croyoit être les anciennes limites, & ce qu'elle a toujours reçu pour telles, comme s'il en eût parlé en termes exprès. Les Commissaires François eux-mêmes n'ont fixé aucun tems précis auquel les *anciennes limites* doivent avoir été détermiées, mais ils se sont efforcés seulement de prouver, qu'on doit en chercher le règlement dans les tems antérieurs au Traité de St. Germain; & le Comte d'Estrades, dans son raisonnement avec les Commissaires Anglois, en présence de Charles II., dont

Acadie dont il rend compte dans sa Lettre du 13  
 Mai 1662, (a) paroît s'être fondé sur  
 le même plan; car il y fait mention de  
 Pentagoët, Ste. Croix, & Port Royal,  
 comme des Forts situés en Acadie, qui  
 furent pris par les Anglois sur les Fran-  
 çois en 1629, & qu'ils rendirent aux  
 François par le Traité de St. Germain  
 dans la cession générale de l'Acadie. Par  
 ces deux faits il se proposoit de prouver  
 premièrement, que l'Acadie s'étendoit &  
 s'étoit toujours étendue anciennement jus-  
 qu'à Pentagoët; & secondement, que  
 c'étoit pour cette raison que ce Fort &  
 Ste. Croix, ainsi que Port Royal, passè-  
 rent à la France sous le nom d'Acadie en  
 1632. Dans quel sens les Commissaires  
 François entendent ils ce passage, dans  
 une autre partie de cette Lettre, où il  
 dit, „ Pentagoët qui est la première pla-  
 „ ce de l'Acadie? ” Pouvoit-il entendre  
 que cela avoit été réglé ainsi par le Trai-  
 té de St. Germain? Ce Traité n'indique  
 aucunes limites; le Comte d'Estades, au  
 contraire, parle dans le sens, quoique  
 non en termes précis, de Pentagoët com-  
 me de l'ancienne limite occidentale de  
 l'Acadie, parce qu'il avoit été compris  
 dans la restitution après le Traité de St.  
 Germain, comme étant la première pla-  
 ce de l'Acadie. En cela il est soutenu

AUTORITÉ.

(a) Lettres de M. d'Estades, Tom. 7.  
 page 288 & 289.

# DES sa Lettre du 19 être fondé sur ait mention de & Port Royal, en Acadie, qui sur les Fran- rendirent aux St. Germain l'Acadie. Par bit de prouver s'étendoit & ciennement jus- adement, que ce Fort & Royal, passé- m Acadie en Commissaires passage, dans Lettre, où il première pa- oit-il entendre si par le Trai- raîté n'indique d'Estrades, au sens, quoique entagoët com- occidentale de t été compris Traité de la première pa- il est soutenu par ades, Tom. 7.

## COMMISSAIRES ANGLAIS. 153

par les anciens Historiens François, les ACADIE  
 Commissions de la France à ses Gouver-  
 neurs les plus anciens, & la conduite de  
 cette Puissance en conséquence du Traité  
 de St. Germain. Peut-être cet Ambassa-  
 deur laborieux, si infatigable, qui avoit  
 tant d'expérience des affaires, & si zélé  
 pour les droits de son maître, avoit il  
 eu soin de consulter toutes ces sources  
 avant de donner son avis.

L'exemple qu'apportent les Commissai-  
 res François, pour prouver que le Comte  
 d'Estrades avoit des idées confuses du Pays  
 d'Acadie, est tiré d'un passage d'une de  
 ses Lettres, où il dit, que la Côte d'A-  
 cadie, depuis Pentagoët jusqu'au Cap  
 Breton, ne contenoit que 80 lieues. Ce  
 passage prouve qu'il avoit une idée pré-  
 cise des limites, encore qu'il pût se mé-  
 prendre dans la distance de ces deux pla-  
 ces, & l'étendue de la Côte entre elles;  
 mais peut-être ne s'étoit il pas mépris  
 dans l'étendue; car si on entend par la  
 Côte maritime, cette partie de l'Acadie,  
 qui est située entre Cap Sable & le Cap  
 Canseau, on peut lui donner proprement  
 ce nom en excluant la Baye de Fundy,  
 qui commence à Pentagoët, & se termi-  
 ne au Cap Sable, & entre laquelle on ne  
 peut bien compter aucune Côte; alors le  
 Comte d'Estrades aura donné presque la  
 même description de la Côte d'Acadie,  
 que tous les Géographes & les meilleurs  
 Pilotes, qui comptent environ 80 ou 90  
 lieues. Cette interprétation du Comte  
 d'Es-  
 K 5

**Acadie** d'Estrades, paroît plus vraisemblable & plus juste, si en se rappelle, que dans la même Lettre il dit, qu'il y a un grand nombre de Ports commodes sur cette Côte; ce qui est vrai seulement de la Côte depuis le Cap Sable jusqu'au Cap Canseau; car la navigation de la Baye de Fundy est extrêmement dangereuse; mais s'il n'en étoit pas ainsi, sûrement les Commissaires François ne prendroient pas, que l'on ne doit avoir aucune confiance au Comte d'Estrades sur cette matière, parce qu'en même temps qu'il désigne particulièrement les anciennes limites de l'Acadie par leur nom, ce qui étoit tout ce qu'il lui importoit de connaître ou de prouver, il paroît n'avoir pas été au fait de l'étendue du Pais. Une telle erreur pourroit-elle qu'il ne pensât pas que l'entagoût fut la limite occidentale, contre ses termes précis? Une telle erreur peut détruire le crédit d'un Géographe ou d'un Pilote, ou mettre l'autorité d'une Carte en doute; mais il semble que ce n'est qu'une objection insuffisante & très singulière à faire contre l'autorité d'un Ambassadeur.

Les Commissaires François apportent encore, il est vrai, un autre exemple pour prouver que le Comte d'Estrades avoit des idées très irrégulières & contradictoires sur les limites de l'Acadie; il est tiré de la Lettre au Roi, en date du 27 Novembre 1664, dans laquelle, ainsi que le supposent les Commissaires François, il

Tom. 2.  
p. 337.

fait

C  
fait l  
die.  
vons  
font  
mes;  
une c  
de W  
la No  
une  
Com  
des q  
corder  
une f  
sens d  
le Co  
à sépa  
vec ce  
cun d  
ticle.  
Nou  
xamen  
Comma  
de mor  
ger de  
du l'ra  
& répo  
négoce  
second  
leur M  
" répo  
" cédé  
" tend  
" il es  
" contr  
" plus

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 155

fait la Nouvelle-Yorke partie de l'Acadie. En relisant cette Lettre nous trouvons, que les Commissaires François se sont entièrement mépris sur tous les termes; car dans cette Lettre il rapporte une conversation qui s'est passée entre M. de Witt & lui; & cette bevûe, de faire la Nouvelle-Yorke partie de l'Acadie, est une bevûe de M. de Witt, & non du Comte d'Estrades. Nous sommes persuadés que les Commissaires François, s'accorderont avec nous s'ils relisent encore une fois la Lettre qu'ils ont citée; car le sens de cette Lettre est trop sensible, & le Comte d'Estrades a été trop attentif à séparer la partie de sa conversation d'avec celle de M. de Witt, pour avoir aucun doute de cette nature sur cet Article.

Nous allons présentement passer à l'examen des raisonnemens, par lesquels les Commissaires François se sont efforcés de montrer, que notre preuve, pour juger de l'intention des parties, & du sens du Traité d'Utrecht, tirés des Mémoires & réponses, qui ont été écrits durant la négociation, ne conclue rien. Dans le second Paragraphe du onzième Article de leur Mémoire ils disent, „ On pourroit répondre en général, que ce qui a précédé ce Traité ne décide point de l'étendue des stipulations qu'il renferme; il est censé que chacune des parties contractantes a porté ses demandes le plus loin qu'il lui a été possible, & „ l'on

ACADIE. „ l'on ne doit avoir égard qu'à ce qui a  
 „ été conclu définitivement d'un com-  
 „ mun accord". Nous ne sommes pas  
 beaucoup surpris que les Commissaires  
 François s'efforcent de rejeter toutes les  
 preuves qu'on peut déduire des différen-  
 tes propositions, qui ont eu lieu pendant  
 la négociation du Traité d'Utrecht, par-  
 ceque nous pouvons tirer de grands avan-  
 tages de ces faits pour appuyer l'interpré-  
 tation, que nous donnons au douzième  
 Article de ce Traité; mais comme le  
 principe des Commissaires François, est  
 la base de tous les raisonnemens, qu'ils  
 font contre les preuves que nous tirons  
 de ces faits, il ne sera pas hors de pro-  
 pos d'en montrer la foiblesse, en le con-  
 sidérant comme principe général appliqué  
 au fait particulier dont il s'agit. La Fran-  
 ce céda à la Grande Bretagne, par le dou-  
 zième Article du Traité d'Utrecht, la  
 Nouvelle-Ecosse, ou toute l'Acadie, a-  
 vec ses anciennes limites; il n'est élevé  
 depuis une contestation sur ces limites;  
 nous avons présenté une suite uniforme  
 de preuves convaincantes, pour montrer  
 ce que l'on a toujours regardé comme les  
 anciennes limites, & qui a passé pour tel  
 dans les Traités. Pour rendre ce point  
 encore plus clair, nous avons prouvé par  
 les Mémoires de la France, pendant la  
 négociation, ce que cette Puissance croyoit  
 alors qu'étoient les limites de la Contrée  
 qu'elle a cédée depuis; & les Commissai-  
 res François font aujourd'hui des objec-  
 tions

rd qu'à ce qui a  
ment d'un com-  
ne sommes pas  
es Commissaires  
ejecter toutes les  
re des différen-  
eu lieu pendant  
d'Utrecht, par-  
de grands avan-  
puyer l'interpré-  
ns au douzième  
mais comme le  
s François, est  
mêmement, qu'ils  
que nous tirons  
pas hors de pro-  
esse, en le con-  
général appliqué  
s'agit. La Fran-  
gne, par le dou-  
d'Utrecht; la  
te l'Acadie, a-  
; il est élevé  
sur ces limites;  
suite uniforme  
e, pour montrer  
arde comme les  
a passé pour tel  
endre ce point  
avons prouvé par  
ce, pendant la  
puissance croyoit  
s de la Contrée  
les Commissai-  
l'hui des objec-  
tions

## COMMISSAIRES ANGLAIS. 157

ACADIE

tions sur cette manière de raisonner, par-  
ce que les limites de l'Acadie, que la Fran-  
ce reconnut durant le cours de la négo-  
ciation, sont différentes des limites que  
les Commissaires François assignent au-  
jourd'hui comme les limites entendues  
par ce Traité. Veulent-ils réelle-  
ment faire comprendre, que les mêmes  
termes qui occasionnent des doutes soient  
le seul oracle qui les doive fixer? Que  
l'on ne doit pas juger du sentiment ou  
de l'intention d'aucune Couronne par ses  
déclarations les plus publiques & les plus  
solemnelles? Ou que dans ce cas, mon-  
trer ce que la France reconnoissoit, pour  
les anciennes limites peu de tems avant  
de signer ce Traité, n'est pas un moyen  
suffisant de prouver ce qu'elle croyoit é-  
tre les anciennes limites du même Pais  
dans le tems qu'elle le signa? Après avoir  
montré par d'autres autorités ce que l'on  
regardoit toujours comme les anciennes  
limites de l'Acadie, & qui passoit pour  
telles dans les Traités, suivant le juge-  
ment des deux Couronnes pendant plus  
d'un siècle, nous avons cru, si nous pou-  
vions prouver que la France, dans le tems  
du Traité d'Utrecht, qui donne lieu à  
cette contestation, regardoit le Pais com-  
me ayant les mêmes limites, que nous ré-  
clamons aujourd'hui, & a entendu le cé-  
der avec les mêmes limites, nous n'ajoute-  
rions pas peu de force à notre premier  
raisonnement. C'est dans cette vue que  
nous avons cité ces Mémoires François,  
com-

Acadie. composés durant la négociation qui précéda le Traité d'Utrecht, dans lesquels la France s'offre de restreindre les véritables limites de l'Acadie à Rivière St. George, comme une preuve que la France, croyoit alors que l'Acadie s'étendoit même au-delà de cette rivière; & nous pensons encore, que l'incompatibilité des prétentions actuelles de la France, avec ses déclarations expresses en 1713, sur les anciennes limites de l'Acadie, est une circonstance qui détruit le système actuel des Commissaires François, que l'on pourroit regarder comme un système inventé depuis le Traité d'Utrecht, directement contraire à l'esprit de ce Traité, & à l'intention des deux Couronnes dans ce traité.

Quant au second principe général établi par les Commissaires François, pour affermer & fortifier le premier, savoir, qu'on doit interpréter toutes les Clauses en faveur de la Nation qui cède, il ne paroît pas beaucoup fondé sur la justice, la convenance, ou l'usage; mais s'il étoit bien fondé, quelles conséquences en déduiroient les Commissaires François? Le Traité d'Utrecht céda la Nouvelle-Écosse au l'Acadie & la Grande Bretagne, avec ses anciennes limites; elles sont aujourd'hui déterminées; il est aussi prouvé quelles limites la France entendoit céder, & que ce sont celles que la Grande Bretagne réclame aujourd'hui. Les Commissaires François prouveront-ils que par

cequ  
Trai  
ve au  
toute  
ra à  
simp  
qu'on  
dans  
céda  
vent-  
loix o  
te qui  
termi  
même  
rejet  
Traité  
dans le  
sige q  
doute  
la pre  
person  
cés par  
jamais  
incerti  
tés pub  
struimen  
nière d  
d'une  
Les  
proposi  
gée en  
posidon  
garder  
médite  
cation d

association qui pré-  
sente, dans lesquels la  
droite véritable  
rivière St. Geor-  
ges que la France,  
ne s'étendait mé-  
rivière; & nous  
compatibilité des  
la France, avec  
en 1713, sur  
l'Acadie, est une  
le système actuel  
s, que l'on pour-  
système inventé  
nt, directement  
ce Traité, & à  
annoncé dans ce  
système général éta-  
blis par les François, pour  
le premier, savoir,  
que les Cessions  
qui s'ont faites, il ne pa-  
rait pas la justice,  
mais s'il é-  
consequences en  
fautes François?  
la Nouvelle-Bre-  
tagne, elle sont au-  
si aussi prou-  
vés par la Grande  
Bretagne. Les Com-  
missaires ont per-  
ce-

ce que la France cède l'Acadie dans le Traité, elle peut, sur le doute qui s'élève au sujet des anciennes limites, assigner toutes les nouvelles limites qu'elle jugera à propos, & qu'on doit les accepter simplement sur cette maxime si soignée, qu'on doit interpréter toutes les Cessions dans les Traités en faveur de la partie cédante. Les Commissaires François peuvent-ils trouver quelque maxime dans les loix ou l'équité qui établisse, qu'un droit qui seroit chez une Nation sur les terres d'une Cession qu'elle a faite elle-même dans un premier Traité, doit faire rejeter le sens naturel des termes de ce Traité, appuyé par ses propres déclarations dans le sens qu'elle lui fait? Il est d'usage que dans un pareil cas le dernier doute doit être expliqué & déterminé par la première déclaration; nous sommes persuadés que si les deux principes avancés par les Commissaires François, étoient jamais adoptés par toutes les Nations, ils mépriseroient la foi publique, les Traités publics, & qu'au lieu de devenir l'instrument de la paix générale, ils seroient d'une interprétation de violence la source d'une guerre continuelle.

Les Commissaires François ont cité des Propositions faites par la Grande Bretagne en 1711, une proposition que si la proposition de la Reine, (que chaque Nation garderoit ce qu'elle posséderoit dans l'Amérique Septentrionale, lors de la ratification du Traité,) étoit devenue la règle

Acadie. du Traité, les Anglois n'avoient rien acquis par le Traité, que Port Royal seul, dont ils étoient en possession, & que le reste de l'Acadie seroit demeuré à la France. Il ne paroît pas nécessaire de prouver par conjectures quel auroit été l'effet du Traité d'Utrecht, en supposant qu'il eût été disposé autrement qu'il ne l'est; mais si les Commissaires François, considèrent l'effet de la rédition de Port Royal par M. de Subercasse, ils conviendront que la prise de la principale Forteresse d'un Pays, est le seul moyen possible de prendre le Pays même; s'ils examinent les propositions faites par les deux Couronnes durant la négociation, ils trouveront que la Grande Bretagne s'est toujours crüe, & que la France a toujours crüe la Grande Bretagne en possession actuelle de toute la Contrée d'Acadie. Il n'est pas possible qu'un Royaume prenne plus effectivement possession d'un Pays, qui vient d'être enlevé par l'ennemi, que l'Angleterre fit de l'Acadie en 1710; & jamais aucune Nation n'a été censée posséder plus entièrement une Province conquise, que l'Angleterre a été censée par la France posséder l'Acadie, pendant le Traité d'Utrecht. Il seroit insensé de citer en preuve des passages des Mémoires de deux Couronnes; nous ne craignons pas d'hazarder de dire, que les Commissaires François, ne peuvent renvoyer à aucun qui ne serve de preuve contre eux.

DES  
n'auroient rien au-  
Port Royal seul,  
sion, & que le  
meuré à la Fran-  
cessaire de prou-  
auroit été l'effet  
supposant qu'il  
nt qu'il ne l'est;  
François, conti-  
on de Port Ro-  
le, ila convien-  
principale Forte-  
ul moyen possi-  
ême; s'ils exa-  
fakes par les  
la négociation,  
de Bretagne s'est  
la France a tot-  
tagne en posses-  
Contrée d'Ac-  
qu'aucun Royau-  
ement possession  
d'être enlevé par  
re fide l'Acadie  
ne Nation n'a été  
erement une Pro-  
Angleterre a été  
ssider l'Acadie,  
recht. Il seroit  
yve des passages  
uronnées; nous ne  
de dire, que les  
ne peuvent ren-  
erve de preuve  
La

COMMISSAIRES ANGLAIS. 107

Les Commissaires François ont fait une Acadie  
objection contre la preuve que nous a-  
vons tirée des offres du Roi de France d'une alternative en 1712, à laquelle nous  
ne pouvons répondre plus convenable-  
ment dans aucun autre endroit que dans  
celui-ci. Voici le fait; la Grande Breta-  
gne ayant insisté sur la restitution de l'A-  
cadie, avec ses anciennes limites, la Fran-  
ce, qui n'étoit pas disposée à céder cet-  
te Contrée, proposa un équivalent à la  
Grande Bretagne, dans lequel, entr'au-  
tres motifs, elle offre de restreindre les  
limites de l'Acadie, si la Grande Breta-  
gne veut la lui rendre, à la rivière St.  
George. Les Commissaires Anglois ont  
inféré de cette dernière circonstance,  
que la France croyoit alors que les ancien-  
nes limites de l'Acadie, qu'elle confine  
aujourd'hui au Sud-Est de la Péninsule,  
s'étendoient à l'Ouest au-delà de la ri-  
vière St. George. Les Commissaires Fran-  
çois répondent, que c'étoit les limites  
d'alors du Gouvernement de l'Acadie,  
que la France offroit de restreindre à la  
rivière St. George, & qu'on ne peut rien  
inférer de cette offre dans un cas, où il  
n'étoit pas question de montrer avec quel-  
les limites la France entendoit céder  
l'Acadie, quant à ses anciennes limi-  
tes par le Traité d'Utrecht. Ne paroît-il  
pas incontestablement par cette offre de  
la France de restreindre les limites de  
l'Acadie à la rivière St. George, que cet-  
te Puissance croyoit alors que les limites  
oc-

**DEUXIÈME.** occidentales s'étendoient au-delà de cette rivière? Des termes peuvent-ils exprimer aucune opinion plus explicitement que cette offre exprime le sentiment de la France? Peut-on supposer que la France parle dans cette proposition d'autre chose que des anciennes Limites? La proposition que fait la France dans cette offre de confiner les Limites occidentales de l'Acadie à la rivière St. George, n'est-elle pas comme un desistement de Limites plus étendues, & que la France pensoit être les véritables Limites de l'Acadie? Et cette offre, considérée dans son vrai point de vue, ne prouve-t-elle pas clairement la seule chose que les Commissaires Anglois ont voulu prouver par cette citation; savoir, qu'au tems du Traité d'Utrecht la France consideroit les anciennes Limites de l'Acadie comme s'étendant au-delà de la rivière St. George à l'Ouest? Si cette offre prouve cela, elle refuse, d'après l'autorité de la France même, l'opinion des Commissaires François, en ce qu'ils prétendent avoir été l'Acadie que la France entendoit céder; & contre combien on est peu fondé à dire, qu'on ne doit entendre par l'Acadie que la France a cédée par le Traité d'Utrecht que la partie Sud-Est de la Péninsule, ou toute la Péninsule simplement.

On voit aisément l'usage réel de la citation. La France en 1713 jugeoit de l'Acadie, & de ses Limites, ce qu'elle en ju-

jugé  
me  
con  
séque  
cédé  
le a  
la de  
com  
tes  
rend  
dre  
Gran  
recon  
restre  
Geor  
croy  
plem  
circon  
d'Utr  
Pais,  
qu'au  
par l  
trech  
se alo  
Les  
d'Utr  
prélin  
Roi d  
& par  
pers  
que t  
cédé  
diam  
le l'a  
en du

# COMMISSAIRES ANGLETOIS. 163

jugeoit en 1632, ce qu'elle reclame com-  
 me telles en 1677, & ce qu'elle reçoit en  
 conséquence de la réclamation; par con-  
 séquent elle sentoit de la répugnance à  
 céder un Pays aussi étendu. Le désir qu'elle  
 avoit de le recouvrer, naturellement  
 la détermina à offrir tous les moyens d'un  
 commodement; & la réduction des Limi-  
 tes du Pays qu'elle demandoit qu'on lui  
 rendit, étoit offerte dans la vue de ren-  
 dre la proposition plus acceptable à la  
 Grande Bretagne; mais son zèle pour le  
 recouvrement du Pays, & ses offres d'en  
 restreindre les Limites à la rivière St.  
 George, montrèrent combien peu elle  
 croyoit que l'Acadie fut la Péninsule sim-  
 plement; combien la distinction de Pays  
*circonscrits* est postérieure au Traité  
 d'Utrecht; & combien elle prévint que ce  
 Pays, depuis la rivière St. George jus-  
 qu'au fleuve St. Laurent, lui seroit enlevé  
 par le douzième article du Traité d'U-  
 trecht, s'il subsistoit tel qu'il étoit propo-  
 sé alors.  
 Les termes de la cession dans le Traité  
 d'Utrecht sont les mêmes que ceux des  
 préliminaires de 1712, qui engagèrent le  
 Roi de France à proposer un équivalent;  
 & par conséquent il est clair par cette  
 persévérance de la Grande Bretagne,  
 que tout ce que la France craignoit de  
 céder en 1712, par les termes *pro Ac-*  
*diem totam cum limitibus suis antiquis*, el-  
 le l'a cédé effectivement par le 12. Ar-  
 ticle du Traité d'Utrecht.

**ACADIE.** Toutes les autorités que nous avons alléguées pour prouver que les anciennes limites de l'Acadie s'étendoient à l'Ouëst jusqu'à Pentagoët, & que la France, lors du Traité d'Utrecht, déclara que la rivière St. George étoit dans l'Acadie, sont une réponse à la preuve que tirent les Commissaires François des termes ut *et Annapolin*, dans le douzième article du Traité, pour montrer qu'Annapolis n'étoit pas alors regardée comme partie de l'Acadie, & par conséquent, sans répéter ce que nous avons dit dans notre Mémoire contre cette manière d'expliquer l'article (à quoi les Commissaires François n'ont fait aucune réponse) nous montrerons seulement ici, combien les termes eux-mêmes sont peu susceptibles du sens que leur donnent les Commissaires François. Ils ont renversé la méthode convenable pour considérer ces mots; car ils ont cité la Traduction Française de l'original Latin comme original, & ils argumentent sur leur Traduction comme si c'étoit l'Original même, mais nous montrerons, d'après l'autorité de trois Traités entre différens Etats de l'Europe, (dans lesquels la France étoit partie lorsqu'on les faisoit) que ni les termes ut *et Annapolin*, ou *comme aussi*, dans le Traité d'Utrecht, ne peuvent être interprétés autrement que comme spécifiant la principale place de la contrée générale nommée auparavant. Par le 7<sup>e</sup> Article du Traité entre la France & les Etats-  
Gé-

Explication des mots, ut *et Annapolin*.

Gé  
17  
ent  
re,  
con  
par  
reut  
& l  
le 7  
Hau  
fait  
raux  
Seig  
Mid  
den  
font  
quol  
de la  
quen  
cessi  
dans  
ties  
son,  
tin,  
ducti  
ment  
Rasta  
tine d  
(a)  
(b)  
(c)  
(d)  
Guelde

nous avons al-  
 les anciennes  
 soient à l'Ouest  
 ue la France,  
 déclara que la  
 dans l'Acadie,  
 euve que tirent  
 des termes ut  
 ouzième article  
 r qu'Annapolis  
 comme partie  
 quent, sans re-  
 dit dans notre  
 anière d'expli-  
 Commissaires  
 réponse) nous  
 combien les  
 eu susceptibles  
 les Commissai-  
 érifié la métho-  
 érer ces mots;  
 tion François  
 e original, &  
 aduction com-  
 me, mais nous  
 orité de trois  
 tats de l'Euro-  
 ce étoit partie  
 i les termes ut  
 aussi, dans le  
 ent être inter-  
 me spécifiant  
 trée générale  
 le 7<sup>e</sup> Article  
 & les États-  
 G4.

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 165

Généraux conclu à Utrecht le 11 Avril Acadie.  
 1713. (a) Par le 10<sup>e</sup> Article du Traité  
 entre l'Empereur Charles VI. & l'Empe-  
 re, d'une part, & Louis XIV. de l'autre,  
 conclu à Rastadt le 6 Mars 1714. (b) Et  
 par le 19<sup>e</sup> Article du Traité entre l'Empe-  
 reur Charles VI. & l'Empire d'une part,  
 & Louis XIV. de l'autre, conclu à Bado  
 le 7. Septembre 1714, (c) la cession de la  
 Haute-Gueldre au Roi de Prusse est ou  
 faite, ou détaillée, en termes géné-  
 raux, & toutefois les Villes, Baillages &  
 Seigneuries de Strahlen, Wachtendonck,  
 Middelaar, Walbeck, Aertzen, Affer-  
 den, Weel, Racy, & Klein Havelaar,  
 sont ensuite spécifiées expressément,  
 quoique tous ces Baillages fissent partie  
 de la Haute-Gueldre, (d) & par consé-  
 quent soient compris dans la première  
 cession générale. Les termes employés  
 dans ces Traités, pour spécifier ces par-  
 ties particulières de la première conces-  
 sion, sont dans le Traité de Bade en La-  
 tin, *ubi &*, qui sont rendus dans la Tra-  
 duction Françoisise comme aussi spéciale-  
 ment; & dans les Traités d'Utrecht & de  
 Rastadt, dont il n'y a aucune copie La-  
 tine dans le Corps Diplomatique, l'expres-  
 sion

## A U T O R I T É S.

- (a) Corps Diplomatique, Vol. 8. Page 367.
- (b) Corps Diplomatique, Vol. 8. Page 415.
- (c) Idem, p. 439.
- (d) Cartes de Sanfon & de Witscher de la  
 Gueldre Espagnole ou Quartier de Ruremonde.

son est *comme aussi* spécialement. Ces exemples, qui reviennent si bien à notre objet, prouvent clairement que les Commissaires François, en appelant du Traité original d'Utrecht à la traduction de ce Traité, ont eu recours à une autorité qui prouve directement contre eux; car les termes, *comme aussi*, qu'on ne peut jamais trouver, à ce qu'ils prétendent, dans aucun Traité, dans le sens que nous leur donnons, sont employés dans ce même sens dans chacun des trois Traités que nous avons cités; lesquels tous sont de même date que celui d'Utrecht, qui donne lieu au doute qui est présentement élevé.

La manière dont il est dit qu'Annapolis fait partie de l'Acadie, dans l'instruction de la Reine à ses Ambassadeurs en 1711, la manière dont elle fut demandée par la Reine dans les Préliminaires de 1712, non comme une addition à l'Acadie, mais comme une place d'importance dans cette contrée, (car l'expression est précisément Port Royal) & étant renommée comme une partie de l'Acadie dans l'alternative, & l'équivalent offerts depuis par la France en 1712, dans lesquels on doit entendre que la France avoit dessein de se faire rendre Annapolis, sont autant de preuves qu'elle n'étoit pas insérée dans le Traité, comme une cession séparée de l'Acadie, nous ne pouvons regarder que comme un bonheur que dans la réfutation de la preuve que tirent les Commissaires Fran-

DES  
tatement. Ces  
si bien à notre  
que les Com-  
missaires du Trai-  
té de traduction de  
à une autorité  
entre eux; car  
qu'on ne peut  
ils prétendent,  
sens que nous  
nés dans ce mé-  
moire Traité que  
e tous sont de  
rect, qui don-  
t présentement

dit qu'Annapolis  
ne l'instruction  
leurs en 1711,  
demandée par la  
aires de 1712,  
l'Acadie, mais  
tance dans cet-  
on est précisé-  
ant renfermée  
cadie dans l'al-  
offerts depuis  
ans lesquels on  
e avoit dessein  
s, sont autant  
as insérées dans  
non séparée de  
e regarder que  
as la résuraction  
s Commissaires  
Fran-

# COMMISSAIRES ANGLOIS. 167

François des termes us & Annapolis, pour ACADIE:  
montrer qu'Annapolis est distinguée de  
l'Acadie, nous soyons autant en état de  
démontrer quelle étoit l'intention des  
deux Couronnes, dans le tems du Traité,  
par les propositions faites durant la négocia-  
tion, & d'établir notre explication des  
termes de la traduction & de l'original du  
Traité d'Utrecht, sur l'autorité d'autres  
Traités de même date: Explication que  
les Commissaires François regardent eux-  
mêmes comme la seule preuve suffisante  
en notre faveur, & qu'ils nous ont désiré  
de produire avec une sorte de confiance.

Afin d'être aussi laconiques qu'il sera  
possible, & de nous faire entendre clai-  
rement dans notre réponse aux observa-  
tions qu'ont fait les Commissaires Fran-  
çois, sur la dernière partie du 12<sup>e</sup> Arti-  
cle du Traité d'Utrecht, & à leurs efforts  
pour prouver que les limites qui y sont as-  
signées à la pêche exclusive, doivent être  
regardées comme limites de l'Acadie. Mé-  
me, nous transcrirons mot à mot la der-  
nière partie: *Idque tam amplis modo*  
*& formâ ut Regis Christianissimi sub-*  
*dictis in dictis maribus, sinibus, aliis-*  
*que locis ad littora Novæ Scotiæ, ea*  
*namque quæ Eorum respiciunt, intra tri-*  
*ginta leucas, incipiendo ab insula vulgo*  
*Sable dictâ, eaque inclusâ, & Africum*  
*versus pergens, omni piscatura inter-*  
*dicatur.*

Nous avons aussi montré, dans notre  
réponse à cette partie de l'introduction,  
L. 4 qu

ACADIE. qui parle des vûes de la Grande Bretagne au commencement du 12<sup>e</sup> Article, dans lequel l'Acadie lui est cédée, & dans le 12<sup>e</sup> & 13<sup>e</sup> par lesquels la pêche exclusive lui est attribuée, sur les Côtes qui y sont décrites comme étant les mêmes, que rien ne peut être plus étranger aux termes du Traité, ou à l'intention de la Grande Bretagne, que cette supposition des Commissaires François; & nous allons examiner les preuves sur lesquelles ils fondent leur opinion.

Ils observent d'abord, que les vûes de la Grande Bretagne, en se faisant céder l'Acadie, étoit de s'assurer une pêche exclusive sur les bancs vis-à-vis de la Côte maritime; que ces vûes furent remplies par la cession de l'Acadie avec les limites qu'ils prétendent être les anciennes; & ensuite supposant que les limites de la pêche exclusive doivent être les mêmes que celles de l'Acadie, ils ajoutent qu'il n'y en a aucunes autres que l'on puisse assigner comme les anciennes limites, dans lesquelles on puisse faire accorder cette pêche & l'Acadie. Dans un autre endroit ils observent, „ qu'en même tems que le Traité porte que la cession de „ l'Acadie, avec ses dépendances, est „ faite de la manière & de la forme les „ plus amples, il borne l'étendue de cette „ concession aux Côtes qui gissent du „ Nord-Est au Sud-Ouest, le long des „ quelles il n'est pas permis aux François „ de pêcher à trente lieues de distance „ au

DES

Grande Bretagne  
Article, dans  
ée, & dans le  
pêche exclusi-  
es Côtes qui y  
nt les mêmes,  
s étranger aux  
intention de la  
ette suposition  
a; & nous al-  
sur lesquelles

que les vûes de  
e faisant céder  
une pêche ex-  
vis de la Côte  
arent remplies  
avec les limi-  
les anciennes;  
a limites de la  
tre les mêmes  
s ajoutent qu'il  
ue l'on puisse  
ennes limites,  
faire accorder  
Dans un autre  
en même tems  
e la cession de  
pendances, est  
de la forme les  
tendue de cet-  
qui gissent du  
, le long des  
s aux François  
s de distance  
,, au

COMMISSAIRES Anglois. 169

„ au Sud-Est; ce qui dans le fait restreint  
„ la possession des Anglois aux véritables  
„ limites de l'ancienne Acadie. ACADIE.

Si la Grande Bretagne ne s'étoit pro-  
posé autre chose par le 12<sup>e</sup> & 13<sup>e</sup> Arti-  
cles de ce Traité, comme le suposent les  
Commissaires François, que d'assurer sim-  
plement à ses sujets la pêche exclusive  
sur les bancs entre le Cap Sable & le Cap  
Canseau, pour quelle raison les Commis-  
saires François imaginent-ils que la seule  
Reine Anne donna des instructions si par-  
ticulières à ses Plénipotentiaires, pour in-  
sister sur ce qu'Annapolis la Royale, qui  
est située à 30 lieues en remontant la  
Baye de Fundy, fut insérée par son nom  
dans la cession de l'Acadie; ou pourquoi  
pensent-ils que la Grande Bretagne étoit  
si attentive à ajouter les termes *Nova Sco-  
tia*, & un si grand nombre d'autres ex-  
pressions additionnelles, pour prévenir le  
renouvellement de ces contestations qui  
se sont toujours élevées, par rapport aux  
limites & à l'étendue de cette Contrée?  
La grande utilité qui devoit revenir d'u-  
ne pêche exclusive possédée par une Puif-  
sance maritime, comme branche avanta-  
geuse de commerce & comme pépinière  
de Matelots, étoit une bonne raison pour  
que l'Angleterre désirât de s'assurer cette  
pêche exclusive, qui fait une partie des  
différens avantages qui devoient résulter  
de l'acquisition de l'Acadie; mais la  
Grande Bretagne avoit encore un grand  
nombre d'autres motifs pour désirer la  
L 5 ces.

Acadie, cession complète de l'Acadie, par l'acquisition de laquelle seule elle pouvoit espérer de garantir les établissemens Anglois en Amérique contre des usurpations continuelles, & éviter de retomber de nouveau dans les inconvéniens qui obligèrent Olivier Cromwell en 1654 à s'emparer de tous les Ports François en Acadie, & qui réduisirent en différens tems les habitans de la Nouvelle Angleterre, ainsi que la Grande Bretagne, à la nécessité de faire des expéditions fréquentes dans cette contrée, jusqu'à ce que Port Royal fut enlevé en 1710, par le Général Nicholson. Il y a aussi un défaut d'exactitude dans l'observation faite par les Commissaires François sur les termes du Traité, qu'il ne sera pas hors de propos de remarquer; car ils expliquent cet article comme s'ils disoit expressément, que le pêche avoit la même étendue que les limites de l'Acadie; au lieu qu'on a prévenu cette explication avec le plus grand soin en ajoutant, après avoir parlé des Côtes de la Nouvelle-Bosse en général, des termes qui déclarent clairement que l'étendue de la Côte qui y est déignée n'est qu'une partie de la Côte générale de l'Acadie. Si l'Article avoit fini aux mots *littora Nova Scotia*, on auroit difficilement admis l'explication que donnaient les Commissaires François; mais si on prend ensemble tout l'Article tel qu'il est réellement, les mots suivans, que les Commissaires François ont entièrement

Acadie, par l'ac-  
cuse elle pouvoit  
établir des An-  
tre des usurpations  
de retomber de  
veniens qui obli-  
l en 1654 à 9<sup>em</sup>.  
François en Aca-  
en différens tems  
elle Angleterre,  
tagne, à la né-  
ditions fréquen-  
siqu'à ce que Port  
o, par le Géné-  
aussi un défaut  
vation faite par  
s sur les termes  
pas hors de pro-  
s expliquent cet  
t, expressément,  
me étendus que  
au lieu qu'on a  
on avec le plus  
ant, après avoir  
uvelle-Bosse on  
déclarent claires  
Côte qui y est  
de la Côte gé-  
Article avoit fini  
rois, on auroit  
ration que don-  
rançois; mais si  
Article tel qu'il  
suivans, que les  
ne entièrement  
omis

## COMMISSAIRES ANGLAIS. 171

omis dans leur traduction, „ ca nempe ACADIE.  
„ quæ Euxum respiciunt, intra triginta  
„ leucas, incipiendo ab insulâ vulgo Sa-  
„ ble dictâ, eâque inclusa, & Africum  
„ versus pergendo, omnis piscatura in-  
„ terdicta;” refutent suffisamment le sens  
que les Commissaires François voudroient  
donner à ceux qui les précèdent.

Les 17<sup>es</sup> & 18<sup>es</sup> Paragraphes du 20<sup>e</sup> Ar. *Contre*  
Article des Commissaires François, ont pour depuis le  
objet de montrer, par la clause du Trai- *Cap Can-*  
té d'Utrecht, qui sépare les Isles situées *seau jus-*  
dans le Golphe de l'Acadie, que la Côte *qu'à St.*  
depuis le Cap Canseau jusqu'au fleuve St. *Laurent.*  
Laurent ne peut être en Acadie; & ils  
ajoutent que les termes, de toutes les Isles  
quelconques, étant employés dans le Traité,  
la Grande Bretagne ne peut former au-  
jourd'hui des prétentions sur aucunes  
d'elles.

Nous avons pleinement prouvé dans ce  
Mémoire ce qu'on a toujours regardé  
comme les anciennes Limites de l'Acadie,  
& ce qui a passé pour tel dans les Traités;  
ces Limites renfermoient certainement les  
Isles situées dans le Golphe, & par con-  
séquent dans la réserve expresse qui en fut  
faite par le Traité séparé de la cession  
de l'Acadie avec ses anciennes Limites,  
elles auroient certainement passé par ces  
termes à la Grande Bretagne; & on doit  
remarquer que la clause à laquelle renvoient  
les Commissaires François, pour montrer  
que ces Isles n'ont jamais fait partie de  
l'A-

ACADIE. l'Acadie, ne devoit être jugée nécessaire que parce qu'elles étoient en Acadie; car quelle seroit la nécessité dans les Traités d'excepter un Pays de la cession d'un autre, s'il n'en faisoit pas partie? Et quel est l'usage des réserves, si ce n'est d'excepter des parties particulières des descriptions générales? Par conséquent cette réserve est si éloignée de présenter aucune preuve pour appuyer le système établi par les Commissaires de France, qu'elle prouve incontestablement que toute cette Côte, qui s'étend depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap Rosiers, étoit considérée dans le tems du Traité comme partie de l'Acadie.

Il est incontestablement évident, par la négociation qui précéda le Traité d'Utrecht, que le Cap Breton étoit regardé en Angleterre & en France comme partie de l'Acadie; car si la France n'avoit pas été de ce sentiment, elle n'auroit pas été si jalouse de se réserver le Cap Breton & de le séparer de la Cession de l'Acadie; & le Parlement d'Angleterre fit assez connoître sa façon de penser sur ce point, lors qu'il mit au nombre des accusations qu'il intenta contre le Comte d'Oxford, le conseil qu'il donna à la Reine de faire une cession à la France de l'Isle du Cap Breton, avec la liberté de le fortifier; quoi que Sa Majesté eût déclaré du Trône que la France avoit consenti à faire une

ces.

C  
cession  
de l'  
partie  
Qu  
sembl  
de ces  
nomb  
affect  
étoit  
té, &  
cadie  
cette  
sont re  
tainem  
mais  
Limit  
les In  
observ  
nous a  
qui fut  
duction  
cois de  
Breton  
se est q  
Cap Br  
sion de  
nes & r  
jours é  
ment re  
qu'il fai  
cût été

(•) Ja

EDES

jugée nécessaire  
en Acadie; car  
dans les Traités  
cession d'un au-  
partie? Et quel  
si ce n'est d'ex-  
culières des des-  
conséquent cette  
de présenter au-  
le système établi  
France, qu'elle  
t que toute cette  
le Cap Canseau  
étoit considérée  
comme partie de

et évident, par la  
le Traité d'U-  
on étoit regardé  
ce comme partie  
France n'avoit  
elle n'auroit pas  
ver le Cap Bre-  
cession de l'A-  
d'Angleterre  
gon ne penser  
mit un nombre  
ents contre le  
nefit qu'il don-  
une cession à  
Cap Breton, a-  
fortifier; quoi-  
laré du Trône  
enti à faire une  
cef-

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 173

cession absolue de la Nouvelle-Ecosse ou 'Acadie'  
de l'Acadie, dont le Cap Breton faisoit  
partie. (a)

Quant aux différentes observations ras-  
semblées, dans les 16 & 17 Paragraphes,  
de cet article, elles paroissent contenir  
nombre de particularités vraies, mais qui  
affectent peu la question. Terre-Neuve,  
étoit certainement un des objets du Trai-  
té, & un objet séparé de l'Acadie: L'A-  
cadie n'est pas certainement nommée dans  
cette partie du 13<sup>e</sup> Article, où les Isles  
sont réservées; la Terre-Neuve y est cer-  
tainement cédée à la Grande Bretagne;  
mais s'ensuit-il de-là que les anciennes  
Limites de l'Acadie ne renfermoient pas  
les Isles? Ou comment aucune de ces  
observations détruit-elle la raison que  
nous avons assignée de la réserve entière  
qui fut faite de ces Isles? Quant aux in-  
ductions que tirent les Commissaires Fran-  
çois de ce qu'il n'est pas dit que le Cap  
Breton est excepté de l'Acadie, la répon-  
se est que l'unique vûe dans la réserve du  
Cap Breton étoit de l'excepter de la ces-  
sion de l'Acadie, dans les Limites ancien-  
nes & reconnues de laquelle il avoit tou-  
jours été enfermé, & il fut aussi efficace-  
ment réservé à la France sans qu'il fut dit  
qu'il faisoit partie de l'Acadie, que s'il  
eût été ainsi appelé.

A

## AUTORITÉ.

(a) Jugemens d'Etat, vol 6. page 113.

ACADIE.  
Droits de  
Sa Maje-  
sté sur  
Cansau.

A l'égard de la prétention que forme la France sur les Isles de Cansau, fondée sur ces mots dans le Traité d'Utrecht par lesquels toutes les Isles situées dans le Golphe de St. Laurent sont réservées à la France, & sur l'expédition faite comme représailles par le Capitaine Smart en 1719, les Commissaires de Sa Majesté soutiennent, & prouvent, qu'on ne peut admettre en aucune façon cette prétention, soit sur les termes particuliers de cette réserve, ou sur les circonstances de l'expédition du Capitaine Smart.

Les raisons qu'apportent les Commissaires de Sa Majesté Très Chrétienne roulent principalement sur la différence qui se trouve entre les copies Françoises & Latines du Traité d'Utrecht. La copie Latine porte, „*insula vero Cape Breton dicta*, ut & alia quævis tam in *orbis* „*fluvio Sancti Laurentii quam in sinu ejus* „*dem nominis sita*, Gallici juris in p<sup>oss</sup> „*terum erunt*”. Les termes de la copie Françoisse sont, „*mais l'Isle dite Cap Breton & toutes les autres quelconques* „*situées dans l'embouchure & dans le Gol-* „*phe de St. Laurent*”.

Les Commissaires François, pour soutenir leurs prétentions, produisent & ont valu la copie Françoisse du Traité; ils appliquent le mot *embouchure* au Golphe de St. Laurent, & non au fleuve: Application dont les termes mêmes ne sont pas susceptibles, & qui de plus est expressement contraire au véritable sens de l'in-

ter-

entia que forme  
de Canseau, fon-  
Traté d'Utrecht  
lles situées dans  
ne sont réservées  
édition faite com-  
pitaine Smart en  
de Sa Majesté  
qu'on ne  
une façon cette  
termes particu-  
da sur les circon-  
Capitaine Smart.  
les Commissaires  
chrétienne veulent  
différence qui se  
Francoises & La-  
it. La copie La-  
ero Cape Breton  
avis tant in *offi*  
*quin in fine* *qu*  
allicet sur in pos-  
termes de la copie  
le Pile dite Cap  
autres quelconques  
ure & dans le Gol-  
angois, pour s'en  
produisent & s'en  
le du Traité; in  
dans le Golphe  
au fleuve: Aplica-  
mêmes ne sont pas  
plus est expresse-  
ble s'en & à l'in-  
ter-

## COMMISSAIRES ANGLAIS. 175

interprétation naturelle des termes de la *Acadia*  
copie Latine, où le mot *Ofium* ne se  
raporte évidemment qu'au fleuve St. Lau-  
rent, & non au Golphe; & comme la  
copie Francoise n'est que la traduction  
de l'original Latin, & que l'original Latin  
n'admet point une pareille explication,  
cette explication est donc contraire aux  
termes & à la vraie manière dont on doit  
entendre le Traité. Mais supposons que  
le mot *embouchure* pût s'appliquer au Gol-  
phe, les lles de Canseau, qui gissent tout  
près du Cap du même nom, & à plus de  
cinq lieues au sud du Cap Breton, ne  
peuvent être considérées pour cela com-  
me situées dans l'embouchure du *Golphe*  
*St. Laurent*, qui est entre les lles du Cap  
Breton & de Terre-Neuve, lieu qui for-  
me le grand passage au Canada.

Il paroît par les Conférences de 1713  
& par le Mémoire des Commissaires Fran-  
çois du 29 Septembre 1751, que les Com-  
missaires appuyent leur interprétation du  
Traité sur la supposition que le Golphe St.  
Laurent a trois différences *embouchures*,  
& que le canal étroit qui est entre la Ter-  
re ferme de l'Acadie & le Cap Breton  
forme une des trois; ce qui est non seu-  
lement contraire à la signification expres-  
se des termes de la copie Francoise du  
Traité, où le mot *embouchure* est au sin-  
gulier, mais même à l'interprétation même  
des Commissaires François. Quand on ad-  
mettoit cette supposition, la véritable si-  
tuation des lles mêmes, qui ne sont qu'à

ACADIE. la distance d'une demie lieue de la Terre ferme de l'Acadie, & à environ cinq lieues de l'entrée du détroit ou canal qui est entre l'Acadie & le Cap Breton, montre évidemment qu'elles ne peuvent être censées y être renfermées. Les Commissaires de Sa Majesté adhèrent au sens vrai & naturel des termes descriptifs qui sont dans l'original Latin du Traité d'Utrecht, par lequel il n'y a d'Iles réservées à la France que celles qui sont situées *in ostio fluvii Sancti Laurentii & in finibus ejusdem nominis*. Ces termes sont si clairs & si positifs qu'ils ne laissent pas aucun lieu, aucun prétexte que ce soit à la France des prétentions sur les Iles de Canseau. Les Commissaires de Sa Majesté insistent que ces Iles ont été cédées à la Grande Bretagne, par les mots du 12<sup>e</sup> Article du Traité d'Utrecht, *cæteraque omnia quæ ab eisdem terris & insulis pendunt*.

A l'égard des circonstances de l'expédition du Capitaine Smart en l'année 1718, à titre de représailles, les Commissaires de Sa Majesté conviennent, que l'on donna ordre au Capitaine Smart de faire restituer à M. Herribéry, & autres sujets de France, les effets qu'il leur avoit saisis, à Canseau, mais avec cette clause, que la restitution étoit une pure faveur, une pure grace, & que l'on feroit une pareille satisfaction à tous les sujets de Sa Majesté à qui les François auroient enlevé quelque chose par représailles à l'occasion de cette saisie, & ils observent qu'il fut

lieux de la Terre  
environ cinq lieues  
canal qui est en-  
viron, montre é-  
vent être cen-

Les Commissai-

rent au sens vrai

scriptifs qui sont

l'acte d'Utrecht,

es réservées à la

nt situées in *offio*

in *fini ejusdem*

nt si clairs & si

pas aucun lieu,

it à la France des

de Canseau. Les

esté insistent que

la Grande Bre-

12<sup>e</sup> Article du

que omnia que ab

ident "

ances de l'expé-

en l'année 1718,

les Commissaires

nt, que l'on don-

art de faire resti-

autres sujets de

leur avoir saisis,

cette clause, que

ure savent, une

eroit une pareil-

sujets de Sa Ma-

auoient enlevé

saillies à l'ocasi-

observent qu'il

fut

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 377

fut signifié que cette restitution ne pour-  
roit donner à la France aucun droit ou  
prétention sur les Isles de Canseau, ou les  
Terres qui en dépendent, & que les  
droits de Sa Majesté sur ces Isles & sur  
ces Terres demeureroient dans leur pleine  
force & vigueur comme si la dite restitu-  
tion n'eût jamais été faite.

Cependant les ordres envoyés au Cap-  
taine Smart, de faire restitution à M.  
Herribery, furent ensuite annullés & re-  
voqués par un ordre subséquent de Sa Ma-  
jesté seant en son Conseil, en vertu duquel  
M. Herribery fut débouté de ses deman-  
des. Il est vrai que Sa Majesté par com-  
passion pour sa perte particulière, & par  
grâce spéciale, lui fit donner 800 l. Ster-  
ling du Trésor Royal; elle donna en mê-  
me tems Acte des droits qu'elle avoit sur  
les Isles de Canseau en y faisant élever un  
Fort où elle mit une Garnison de troupes  
réglées. Ce Fort & cette Garnison sub-  
sistèrent jusqu'à la rupture entre les deux  
Couronnes en 1744, qu'il fut pris & dé-  
truit par quelques François du Cap Bre-  
ton.

Dans les 12 & 13<sup>e</sup> Paragraphes de l'on-  
zième Article les Commissaires François du Cap  
disent, que le Roi de France repondant  
le 10 de Juin 1712, à l'offre que faisoit  
la Grande Bretagne de laisser le Cap Bre-  
ton commun aux deux Nations, se mon-  
tra très éloigné d'accepter cette proposi-  
tion, & que ces raisons étoient, que sui-  
vant toutes les règles de la prudence or-  
di-

Avant.

Reserve

du Cap

Breton.

M

di-

*Ames.* dire si il devoit garder la seule île qui pouvoit lui assurer l'entrée dans le fleuve St. Laurent, & prévenir la porte du Canada à la première rupture entre les deux Couronnes: Ils conclurent de cette réponse, que c'étoit l'intention de la France, lors du Traité d'Utrecht, de conserver un passage sûr au Canada, & que rien ne peut être plus opposé à cette intention, que de supposer que la France a eu dessein de céder à l'Angleterre toute la partie méridionale du Golphe St. Laurent, & la rive méridionale du fleuve, en remontant jusqu'à Québec. Les Commissaires Anglois convenant, qu'il étoit naturel que la Grande Bretagne, n'ayant point le Cap Breton dans la cession de l'Acadie, proposât de se laisser en commun aux deux Nations; qu'il étoit aussi naturel que la France aimât mieux le posséder seule & exclusivement; que les raisons alléguées dans la réponse du Roy de France montrent qu'il apporta beaucoup d'attention à cette affaire, & que toutes ces circonstances expliquent très bien la réserve de cette île faite dans le Traité. Mais les Commissaires François se font mépris s'ils croient réellement que la possession entre Québec & l'embouchure du fleuve St. Laurent par l'Angleterre, est incompatible avec la liberté de la Navigation pour la France à Québec, surtout lorsque les François ont les îles de Cap Breton, St. Jean & autres îles dans le Golphe & l'embouchure du fleuve, avec la liberté de les fortifier.

COMMISSAIRES ANGLAIS. 279

ser. On compte que le Golphe a 135 Acres lieues en largeur, le fleuve 21; & par conséquent par la nature de ces passages, la France doit toujours avoir un passage sûr au Canada, quand le Traité d'Utrecht seroit strictement observé selon sa teneur.

Les Commissaires Anglois ne peuvent quitter cet objet, sans témoigner leur satisfaction de voir que les Commissaires François dans cet endroit adoptent leur méthode d'interpréter le sens du Traité en citant l'opinion de la France dans le sens, parce que par là ils établissent sur leur propre autorité la validité de cette manière de raisonner qu'ils ont rejetée dans leur Mémoire comme insuffisante & non satisfaisante, & pour la défense de laquelle les Commissaires Anglois ont souvent été obligés d'argumenter dans le cours de ce Mémoire.

Les Commissaires François étant *des Limites intérieures de l'Acadie.* pressés par nous, dans nos conférences, d'expliquer précisément ce qu'ils prétendent être les limites de l'Acadie, en qu'ils avoient été de faire dans leurs deux premiers Mémoires, avoient dans le 3<sup>e</sup> paragraphe de l'onzième Article de leur dernier Mémoire, que l'intérieur de l'Acadie n'a jamais eu aucunes limites déterminées; & ils ajoutent que l'établissement d'une limite intérieure est précisément l'objet de la Négociation actuelle. Mais nous ne pouvons nous arrêter avec eux, soit pour leur sentiment que l'Acadie n'a jamais eu aucune limite intérieure, ou

ACADIE. que d'en établir une soit l'objet des Commissaires respectifs. Le 12<sup>e</sup> Article du Traité d'Utrecht qui cède *Novam Scotiam* de *Acadia* en totum à la Grande Bretagne, suivant ses anciennes limites avec ses dépendances, suppose que les anciennes limites de cette contrée étoient fixées, tant les limites intérieures que celles de ses Côtes maritimes; le seul objet propre de cette Négociation est de rechercher & de déterminer quelles sont ces anciennes limites, & non de substituer aucunes nouvelles limites à celles qui sont rapportées par le Traité d'Utrecht. Quant à l'affertion que l'Acadie n'a jamais eu une limite intérieure, elle paroît n'être d'un manque de volonté à reconnoître cette limite intérieure que nous avons assignée, & de l'impuissance d'en indiquer aucune autre avec fondement. Car si le Mémoire de l'Ambassadeur François en 1687, qui prouve que l'Isle Percée située près du Cap Rosiers est la limite septentrionale de l'Acadie, & si le passeport de M. Subercasse, dans lequel il est dit que son Gouvernement s'étend jusqu'au Cap Rosiers, sont tellement des garans suffisants des limites modernes de l'Acadie, que les Commissaires François en infèrent que ces limites ne peuvent être les anciennes parce qu'elles sont modernes, pourquoi ne seroient-ils pas d'aussi bonnes preuves pour montrer que la limite intérieure assignée par ces garans est la seule ancienne. Les Commissaires François

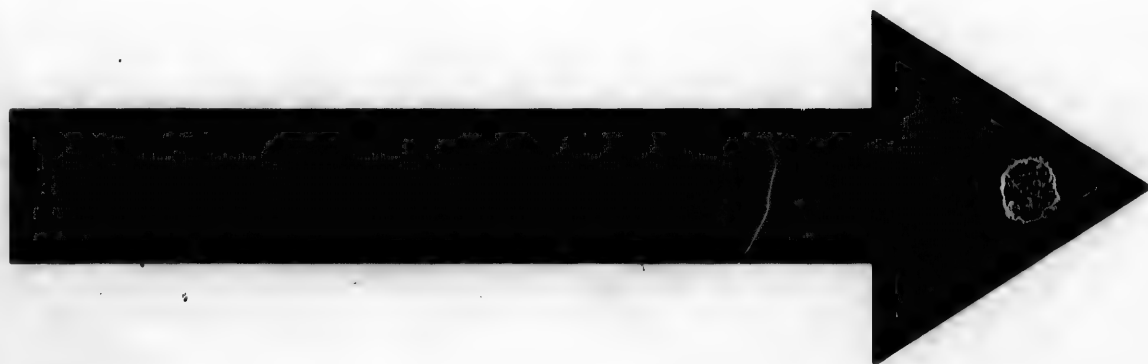
# COMMISSAIRES ANGLAIS. 181

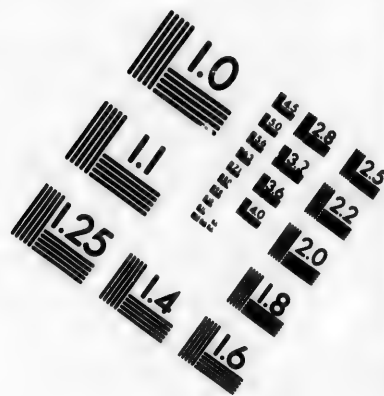
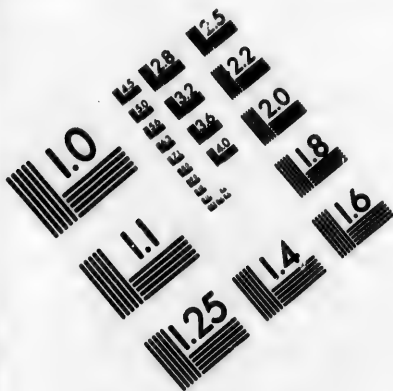
cois n'étant pas en état de prouver que l'Acadie n'a jamais eu aucune autre limite intérieure. La question paroît se réduire à ceci, nous avons assigné plusieurs preuves anciennes & modernes de différens genres, & toutes authentiques, que la contrée d'Acadie a toujours, dans tous les tems que nous connoissons, eu pour limite septentrionale & intérieure la rive méridionale du fleuve St. Laurent: Les Commissaires François rejettent ces preuves comme ne convenant qu'à la Description de ce qu'ils appellent les limites modernes, ils ne marquent point en même tems ce qu'ils appellent ancien & moderne, & ne désignent point de tems antérieur aux autorités que nous avons produites dans lesquelles on ait assigné aucune autre limite intérieure. Nous avons donné une suite de preuves tirées de Champlain, de la première Commission du Sieur Charnizay, & de la seconde en 1647, de la première Commission du Sieur de la Tour & de la seconde en 1651, de M. Deuis, & des possessions prises par la France en vertu des Traités de St. Germain & de Breda, c'est-à-dire depuis 1605, jusqu'à 1670, & de-là jusqu'à 1710, lesquelles prouvent toutes, sur l'autorité des Historiens, des Commissions du Gouvernement de France, & des dispositions des Traités & autres Actes authentiques d'Etat, que l'Acadie, pendant toute cette période de tems, avoit le fleuve St. Laurent pour limite intérieure, & aucune

Acadie entre quelconque. Les Commissaires François ont examiné cette suite de preuves, & doivent avoir vu jusqu'où elle remontoit avant de faire l'objection à laquelle nous répondons à présent; toutesfois ils n'ont jamais déclaré de quel tems doit être une preuve pour être ancienne, suivant leur système; & ils n'ont rien allégué qui puisse faire voir qu'ils aient jamais eu dans l'esprit quelque date particulière, lorsqu'ils ont parlé des anciennes limites. Les Commissaires François n'admettront ils pas que le témoignage des Historiens les plus anciens, du Père & fondateur des Etablissmens François dans le Canada, est une autorité assez ancienne pour établir comme anciennes limites celles qu'il décrit comme telles. S'ils en conviennent, alors ils ne peuvent nier d'après son autorité que le fleuve St. Laurent a été la limite intérieure de l'Acadie; cette même limite intérieure assignée par Champlain passa continuellement, de son tems au tems de la Capitulation de M. Sabercailles, c'est-à-dire, jusqu'au moment que le Pays tombe enfin entre les mains de la Grande Bretagne, comme limite intérieure & reconnue de l'Acadie; & par conséquent nous avons suffisamment prouvé, premièrement que l'Acadie a eu une limite intérieure dans les tems les plus anciens, & secondement que cette limite a toujours été le fleuve St. Laurent.

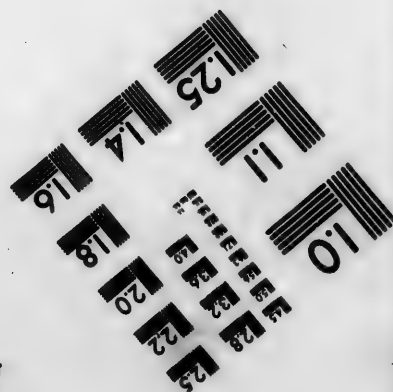
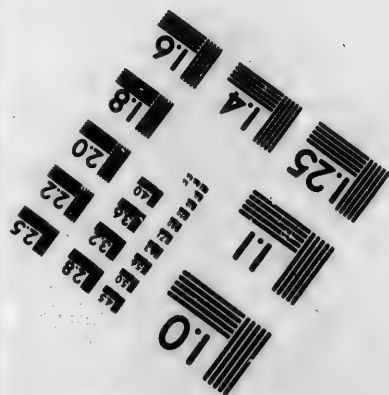
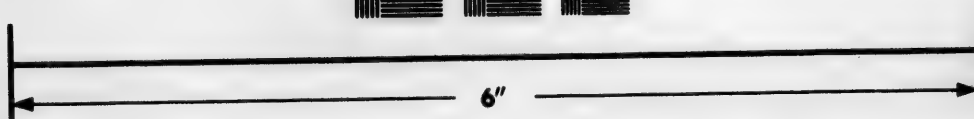
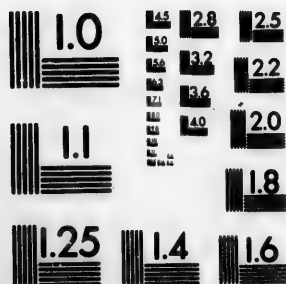
Après avoir parcouru toutes les objections qu'on fait contre notre système, & les

munitaires Fran-  
 coise de preuves,  
 où elle remon-  
 tre à laquelle  
 ; toutesfois ils  
 quel tems doit  
 ancienne, fut-  
 ont rien allégué  
 aient jamais eu  
 particulière,  
 ciennes limites.  
 n'admettront  
 des Historiens  
 & fondateurs des  
 le Canada, est  
 ne pour établir  
 celles qu'il dé-  
 en conviennent,  
 d'après son an-  
 Laurent a été la  
 die; cette même  
 par Champlain  
 de son tems au  
 de M. Subercal-  
 moment que le  
 les mains de la  
 limite intérieure;  
 die; & par con-  
 sèment prouvé,  
 e a eu une limi-  
 ms les plus an-  
 e cette limite a  
 Laurent.  
 utes les objec-  
 que même, &  
 les





# IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic  
Sciences  
Corporation

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14590  
(716) 872-4503

**CIHM/ICMH  
Microfiche  
Series.**

**CIHM/ICMH  
Collection de  
microfiches.**



**Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques**

**© 1983**

les au  
l'apui  
tibles  
tura  
mis c  
moire  
sans r  
avons  
sans c  
& de  
Les  
quatre  
peine  
res d  
re du  
propr  
Trait  
à ce  
à la  
semb  
re da  
ploié  
tibles  
Bred  
tituti  
diffic  
le m  
re di  
tution  
cette  
il s'a  
est v  
ces t  
pre le  
miffa

COMMISSAIRES ANGLAIS. 183

les autorités que nous avons apportées pour l'appuyer, nous répondons à quelques Articles du Mémoire François, que leur nature & leur sujet ne nous auroit pas permis d'examiner dans la partie de ce Mémoire où nous développons nos raisons, sans nous écarter de la méthode que nous avons jugée nécessaire pour la netteté, & sans détruire la suite de nos raisonnemens & de nos preuves.

Les Commissaires François dans leur Usage des quatrième Article ont pris beaucoup de mots; ce-peine pour prouver, que les Commissaires de Sa Majesté ont, dans leur Mémoire, restitué. re du 11 Janvier 1751, fait un usage im-propre du terme de *cession* en parlant des Traités de St. Germain & de Breda, qui, à ce qu'ils disent, restituèrent l'Acadie à la France, dans cette vue ils ont ras-semblé tous les passages de notre Mémoi-re dans lesquels le terme de *cession* est em-ployé, & ils ont transcrit les différens Ar-ticles des Traités de St. Germain & de Breda pour montrer que le terme de *res-titution* y est employé. En réponse à cette difficulté nous montrerons d'abord de quel-le manière nous avons employé dans nôtre dit Mémoire ces termes *cession* & *res-titution*; & enfin combien peu de rapport a cette observation avec la question dont il s'agit. Les Commissaires François, il est vrai, nous ont accusé d'avoir changé ces termes, dans le dessein d'en corrom-pre le sens, subtilité au dessous des Com-missaires des deux Couronnes, & dont

**ACADIE.** par conséquent nous sommes d'autant plus impatiens de nous justifier. L'examen simple des passages auxquels renvoient les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne suffira pour remplir notre objet. Il y a plusieurs endroits dans le Mémoire Anglois, où il est fait mention de la délivrance faite par l'Angleterre à la France de la possession de l'Acadie en conséquence des Traités de St. Germain & de Breda; quelques uns ne font que le récit du 10<sup>e</sup> Article de l'un, & du 3<sup>e</sup> Article de l'autre Traité, & les autres font des passages du Mémoire qui parlent des Traités; dans tous, si on en excepte trois, la cession de l'Acadie est appelée restitution. Ces trois passages sont le 21, 54, & 75 Paragraphes, que les Commissaires François appellent le 22, 55, & 82. Nous allons rendre compte du changement de phrase dans ces Paragraphes. Le seul point que nous avons en vue dans les deux premiers, a été de prouver qu'en vertu du Traité de Breda la restitution de l'Acadie à la France a été faite conformément à ses anciennes limites, & dans le dernier que la Grande Bretagne insista au Traité d'Utrecht sur ce que l'Acadie lui fut cédée dans la même étendue où la France avoit reçu cette contrée par le Traité de Breda. Dans tous ces passages étoient les limites de la restitution par le Traité de Breda, & les limites auxquelles on se référoit par le Traité d'Utrecht que nous nous efforçons de prouver, en quoi

nous

C  
nous  
viter  
entraîn  
la par  
Anglo  
chang  
corron  
au des  
des de  
truire  
dans l  
roient  
mais a  
écartés  
qui on  
sion de  
les ter  
en dro  
rejettes  
cette  
nient  
découv  
dans c  
pulsion  
tagoët  
droit  
priorité  
de cet  
conner  
de la  
scrupu  
tution  
Tout  
rentra  
des Tr

D'ES  
des d'autant plus  
L'examen sim-  
renvoient les  
ité Très-Chré-  
notre objet. Il  
ns le Mémoire  
ntion de la dé-  
erre à la Fran-  
cadie en confé-  
Germain & de  
nt que le récit  
du 3<sup>e</sup> Article  
autres sont des  
il parlent des  
n en excepte  
ie est appelée  
ges sont le 21,  
e les Commis-  
22, 55 ; & 82.  
te du change-  
aragraphes. Le  
s en vûe dans  
prouver qu'en  
la restitution  
été faite con-  
imites, & dans  
retagne insista  
que l'Acadie  
e étendue ou la  
contrée par le  
us ces passages  
stitution par le  
ites auxquelles  
d'Utrecht que  
uver, en quoi  
nous

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 185

nous ne pouvions avoir aucun dessein d'é-  
viter l'expression de restitution comme  
entraînant quelque propriété originaire de  
la part de la France. Si les Commissaires  
Anglois s'étoient réellement proposé de  
changer les expressions du Traité, & d'en  
corrompre le sens (artifice extrêmement  
au dessous du caractère des Commissaires  
des deux Couronnes, & qui tendroit à dé-  
truire cette confiance mutuelle si désirable  
dans les discussions Nationales) ils n'au-  
roient jamais employé le terme restitution,  
mais au contraire ils s'en sont rarement  
écartés en parlant des différens Traités  
qui ont rétabli la France dans la posses-  
sion de cette contrée, exactitude à suivre  
les termes des Traités que l'on n'est pas  
en droit d'exiger d'eux, qui ont toujours  
rejeté de leur système & de leurs preuves  
cette espèce de prétention surannée, qui  
nient que la France ait fait la première  
découverte ou le premier établissement  
dans cette contrée, & qui justifient l'ex-  
pulsion des François de Ste. Croix, Pen-  
tagoët, & Port-Royal en 1613, par le  
droit que tire la Grande Bretagne de la  
priorité de découverte & de possession  
de cette contrée. Mais combien peu de  
connexion a la question de l'ancienneté  
de la découverte, ou cette exactitude  
scrupuleuse sur le terme cession ou resti-  
tution, avec la matière en discussion ?  
Tout le monde convient que la France  
rentra en possession de l'Acadie en vertu  
des Traités de St. Germain & de Breda,

ACADIE

ACADIE.

& la Grande Bretagne n'entreprend point de faire valoir aucun droit émané de la priorité de découverte contre la disposition & l'effet de ces Traités: On convient que le Traité d'Utrecht cède cette même Acadie à la Grande Bretagne; la France veut-elle faire valoir des droits de propriété originaire contre la possession actuelle de la Grande Bretagne en vertu de ce Traité? Si elle n'a point ce dessein, quelle utilité peut résulter de cette recherche retrospective que font revivre continuellement les Commissaires François, pour éloigner l'attention du véritable objet de cette Négociation, & renverser l'ordre propre & naturel de la matière & des preuves qui appartiennent réellement au sujet qui seul décide la question, si elle doit être décidée équitablement? Si les Commissaires François conviennent, (comme ils doivent le faire) que la France prit possession de l'Acadie, comme Acadie, en vertu des Traités de St. Germain & de Breda, c'est tout ce que les Commissaires Anglois desiront d'établir pour leurs preuves sur ces Traités; & il leur est extrêmement indifférent qu'il soit dit que ces Traités ont *cédé ou restitué* ce Pays à la France; puisqu'ils comprennent que la question à décider n'est pas de savoir si l'Acadie fut *restituée* à la France par ces Traités, mais *quelles ont été les limites* de la restitution, & *quelles étoient les bornes* du Pays alors restitué? Question qui ne peut jamais être décidée qu'on

CO

qu'on  
par le  
depuis  
en rem  
accompl  
pour  
dont le  
à tous  
découv  
opposit  
mêmes  
cation  
dans le  
marché  
les elle  
le terme

Les  
deux  
re ont  
historie  
les Ang  
verte d  
tention  
ves qu  
dre en  
cute a  
a droit  
mais qu  
de cert  
entre le  
tems in  
qu'ils a  
tention  
couver  
raison

entreprend point  
 ic émané de la  
 entre la disposi-  
 tions: On con-  
 cède cette  
 Bretagne; la  
 des droits de  
 la possession  
 rtagne en vertu  
 int ce dessein,  
 de cette ré-  
 ont revivre con-  
 ires François,  
 véritable ob-  
 & renverser  
 e la matière &  
 ent réellement  
 uestion, si elle  
 ement? Si les  
 conviennent,  
 ) que la Fran-  
 adie, comme  
 ts de St. Ger-  
 out ce que les  
 ont d'établir  
 Traités; & il  
 érent qu'il soit  
 d ou restitué co  
 comprennent  
 n'est pas de sa-  
 de à la France  
 es ont été les li-  
 quelles étoient  
 restitué? Quest-  
 e décidée quel-  
 qu'on

## COMMISSAIRES ANGLOIS. 187

qu'on puisse l'altérer dans la discussion, **ACADIE.**  
 par le renouvellement de titres surannés  
 depuis longtems rejettés & bannis; ou  
 en renvoyant aux circonstances qui ont  
 accompagné les premières découvertes  
 pour expliquer des Traités modernes  
 dont le principal objet a été de mettre fin  
 à tous les droits équivoques fondés sur la  
 découverte la plus ancienne, & cela en  
 opposition aux effets qu'on sçait que ces  
 mêmes Traités ont eu depuis, à l'expli-  
 cation qu'on sçait leur avoir été donnée  
 dans le tems qu'on les faisoit, & aux dé-  
 marches des deux Couronnes par lesquel-  
 les elles ont déclaré leur intention dans  
 le tems de ces Traités.

Les Commissaires François dans les *Réponse à*  
 deux premiers Articles de leur Mémoi- *l'Histoire*  
 re ont donné une description sommaire *des 1ers é-*  
 historique des premiers Voyages faits par *tablisfe-*  
 les Anglois & les François pour la décou- *mens dans*  
 verte & l'établissement de l'Amérique Sep- *l'Améri-*  
 tentrionale, à laquelle, ainsi qu'aux preu- *que Sep-*  
 ves qu'ils en tirent, il suffiroit de répon- *trientiona-*  
 dre en général, que la question qu'on dis- *le.*  
 cute aujourd'hui n'est pas quelle Nation  
 a droit sur l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse,  
 mais quelles étoient les anciennes limites  
 de cette contrée; que différens Traités  
 entre les deux Couronnes font depuis long-  
 tems intervenus pour les déterminer, &  
 qu'ils annullent véritablement toutes pré-  
 tentions fondées sur l'ancienneté de la dé-  
 couverte ou de l'établissement, & que  
 raisonnablement on doit attendre peu de  
 re-

ACADIE. ressources pour décider quelles étoient les anciennes limites de cette contrée, de la conduite de ceux qui en ont fait les premiers la découverte, ou des relations de leurs Voyages; parce que l'on sçait bien avec combien peu d'ordre les premières découvertes de tous les Païs ont été faites (tout Pilote ou Amiral prenant possession d'une vaste étendue de Païs qu'il n'a jamais vûe, sous prétexte d'avoir mis pied à terre dans une de ces parties) & combien est imparfaite ou équivoque la manière dont les relations de ces Voyages sont parvenues jusqu'à nous? Mais comme les Commissaires François ont, dans ces Articles, & dans les inductions qu'ils en tirent, présenté plusieurs des Voyages & découvertes faits par les Anglois dans un faux jour, & qu'ils ont dans un parallele des dates de celles qu'ils prétendent avoir été les premières découvertes réelles ou établissemens actuels faits par les deux Couronnes, assigné dans l'un & l'autre la priorité de date à la France, qui ne lui est pas dûë, nous nous croions obligés de refuter les erreurs de cet exposé, de peur qu'en les passant sous silence on ne pensât que nous admettons cette priorité, & que dans quelque occasion à l'avenir on ne citât ce silence comme une autorité qui en favorise l'opinion. Dans cette vûe, & pour ce dessein seulement, nous montrerons avec combien peu de fondement les Commissaires François rejettent le Voyage de Jean Cabot & de

ses

Co  
ses fils  
vertu  
formen  
& com  
la Col  
de Bre  
que, l'  
détail  
cles,  
traiton  
change  
tuelle,  
sur des  
nemen  
Pour  
ne peu  
Jean C  
nale &  
res Fra  
se gène  
viga  
cont  
le,  
tion  
prise  
avanc  
& en f  
un Vén  
ses pro  
de dée  
& que  
suite de  
ti qu'un  
Cetle

ses fils en 1497, comme un voyage en ACADIE, vertu duquel la Grande Bretagne ne peut former aucun avantage ou prétention, & combien peu ils sont fondés à dire, que la Colonie la plus ancienne que la Grande Bretagne ait jamais plantée en Amérique, l'a été en 1607. Examiner plus en détail l'Histoire contenuë dans ces Articles, seroit s'écarter du sujet que nous traitons, & aider en quelque façon à changer l'objet réel de la recherche actuelle, & en partie fonder la décision sur des preuves insuffisantes & des raisonnemens déplacés.

Pour prouver que la Grande Bretagne ne peut se prévaloir de la découverte de Jean Cabot dans l'Amérique Septentrionale & de ses fils en 1497, les Commissaires François établissent d'abord cette thèse générale. „ On doit distinguer les navigations qui ont été dirigées vers le continent de l'Amérique Septentrionale, sans dessein d'y faire des plantations, d'avec celles qui ont été entreprises dans cette vûe. „ Et ensuite ils avancent, pour fortifier cette distinction & en faire usage, que Jean Cabot étoit un Vénitien; qu'il entreprit le Voyage à ses propres dépens; que son objet étoit de découvrir un passage au Nord-Ouest; & que la Grande Bretagne ne fit aucune suite de cette découverte & n'en tira parti qu'un grand nombre d'années après. Cette distinction, & ces particularités,

AcADIE. paroissent à l'examen avoir peu de force; quant à la distinction, faite par les Commissaires François, a-t-on jamais dans des discussions Nationales, concernant les droits fondés sur la priorité de découverte, cherché autre chose qu'à connoître quelle étoit la découverte la plus ancienne; & cette découverte une fois prouvée, a-t-on examiné ensuite si elle avoit été faite accidentellement, dans le cours d'une autre entreprise, ou si les vaisseaux étoient originairement destinés à ce dessein particulier, ou si l'unique objet du Voyage étoit d'établir une plantation sur cette côte particulière? Assurément, cette manière de raisonner est entièrement neuve, & jamais aucune Nation n'a encore souffert que l'on jugeât d'après une distinction aussi subtile, & aussi mal fondée d'un titre apuié sur la priorité de découverte. Quant aux faits particuliers qu'ils citent pour l'appuyer; quelques uns, dont l'allégation auroit eu quelque force, si elle étoit exacte, sont des méprises, & ceux qui sont vrais ne signifient rien. Ce se- roit prouver quelque chose de montrer, que ce Voyage étoit une entreprise de Cabot faite sans la participation d'Henri VII. si tous les Vaisseaux qui firent voile sous les ordres de Cabot, avoient été défrayés à ses dépens, & lui avoient appartenus; mais il paroît, par les meilleures autorités, qu'autre les Vaisseaux qu'il achata avec la permission du Roi, plusieurs au-

Co  
autres  
comme  
Grand  
cette  
consta  
que de  
ce Voy  
féré d  
par les  
la Cou  
ne de  
couven  
y est d  
hoirs  
ront d  
des éte  
Couron  
le terr  
ronne  
voyage  
jouffla  
re, se  
hoirs  
indust  
dépend  
si elles  
quelqu  
ces qui  
Cabot  
Véniti  
glesem  
oies,  
l'Angl  
Si on  
vice d

DES  
peu de force)  
par les Com-  
jamaïs dans des  
concernant les  
de découverte,  
connoître quel-  
plus ancienne;  
sais prouvée, a-  
e avoit été fai-  
le cours d'u-  
les vaisseaux é-  
nés à ce dessein  
objet du Voya-  
station sur cette  
ment, cette ma-  
rement neuve,  
a encore souf-  
une distinction  
fondée d'un ti-  
de découverte.  
ers qu'ils citent  
ns, dont l'allé-  
orce, si elle é-  
orises, & ceux  
t rien. Ce se-  
se de montrer,  
entreprise de  
pation d'Henri  
qui fissent voile  
avoient été dé-  
i avoient apar-  
r les meilleures  
vaisseaux qu'il a-  
a Roi, plusieurs  
au-

#### COMMISSAIRES ANGLOIS. 191

autres l'accompagnerent, équipés par des Acadiens, commerçans particuliers, sujets de la Grande Bretagne, qui furent associés à cette entreprise. Ce seroit aussi une circonstance favorable à l'interprétation, que donnent les Commissaires François à ce Voyage, si Henri VII. n'avoit pas inséré dans ses Lettres Patentes des termes par lesquels il se réserve à lui-même, & à la Couronne, la souveraineté & le domaine de toutes les Terres qui seroient découvertes ou établies par Cabot; mais il y est dit expressément, que Cabot & ses hoirs tiendront toutes les Terres qui seront découvertes, & où l'on formera des établissemens, comme *Vassaux de la Couronne*; & de plus que l'acquisition & le territoire doivent appartenir à la Couronne, quoique le profit immédiat du voyage & différentes exemptions dans la jouissance des Terres que l'on découvri- ra, soient accordées à Cabot & à ses hoirs, comme une récompense de leur industrie, & un dédommagement de leurs dépenses. Ces deux observations, qui, si elles étoient bien fondées, auroient quelque force, regardent des circonstan- ces qui ne sont pas vraies. Il est vrai que Cabot étoit Vénitien, mais c'étoit un Vénitien au service de la Couronne d'An- gleterre, accompagné d'aventuriers asso- ciés, sujets naturels & commerçans de l'Angleterre; mais que s'enfuit-il de là? Si on admettoit qu'aucun étranger au ser- vice d'aucun Prince ne peut valablement faire

ACADIE. faire des découvertes pour le Prince qui l'emploie que deviendront presque tous les titres qu'ont toutes les Nations sur leurs établissemens étrangers? L'Espagne ne tire-t'elle pas son droit original sur les Indes-Occidentales de la découverte de Christophe Colomb? Et lui a-t'on jamais objecté, que Colomb fut natif de Gènes? La France & le Portugal ne doivent-ils pas leurs premières découvertes de l'Amérique Septentrionale à l'industrie & aux Voyages de Verazani & d'Americ Vespuce? S'il étoit vrai que la principale vûe & l'ambition de Cabot, dans ce Voyage, fut de découvrir un passage au Nord-Ouest, paroît-il dans ses Lettres Patentes que c'ait été le seul objet, ou la seule attente d'Henri VII? Au contraire, ne lui ordonne-t'il pas de naviger dans les mers *Orientales, Occidentales, & Septentrionales*, sous son pavillon, pour découvrir *de nouvelles Contrées en général*, en ajoutant un nombre de réglemens & de clauses, qui n'étoient utiles qu'autant qu'il comptoit que Cabot feroit quelques établissemens dans les contrées qu'il découvreroit, & que le Roi n'auroit jamais fait si son intention eût été uniquement de découvrir un passage au Nord-Ouest? On convient que l'Angleterre ne fit pas d'abord un grand cas de la découverte de 1497, & on n'y songea pas pendant plusieurs années; toutefois la découverte de cette partie de l'Amérique Septentrionale, qui est située entre

DES  
le Prince qui  
presque tous  
Nations sur  
L'Espagne  
original sur les  
découverte de  
ui a-t-on jamais  
t natif de Gé-  
rtugal ne doi-  
es découvertes  
le à l'industrie  
ni & d'Améric  
ue la principa-  
abot, dans ce  
un passage au  
ns ses Lettres  
seul objet, on  
? Au contrai-  
pas de naviger  
Occidentales,  
son pavillon,  
elles Contrées en  
mbre de régle-  
n'étoient utiles  
ue Cabot feroit  
ns les contrées  
le Roi n'auroit  
n eût été uni-  
un passage au  
nt que l'Angle-  
n grand cas de  
on n'y songea  
ées; toutefois  
rtie de l'Améri-  
st. située entre  
la

COMMISSAIRES ANGLEOIS. 193

la Floride & le 58 degré de latitude du Nord, *Acad.*  
n'en est pas moins une découverte, mal-  
gré toute la négligence qui a pu la sui-  
vre; & on ne peut la rejeter sur cette  
objection, ou aucunes autres que font les  
Commissaires François, pour prouver que  
la Grande Bretagne ne peut tirer des  
Voyages de Cabot en 1497, aucun droit  
de la nature de ceux qui naissent de la  
priorité de découverte, sur cette étén-  
due de Païs qu'il découvrit alors & dont  
il prit possession. Ainsi après avoir bien  
examiné la manière dont cette entreprise  
fut faite, ce Voyage de Cabot en 1497,  
que les Commissaires François représen-  
tent comme l'entreprise d'un Vénitien,  
pour son compte particulier, dans la-  
quelle & dans les conséquences de laquel-  
le Henry VII. n'avoit aucune part ou in-  
térêt, qui n'avoit d'autre objet que la dé-  
couverte d'un passage au Nord-Ouëst, pa-  
roit réellement avoir été exécuté en ver-  
tu des Lettres Patentes d'Henry VII.  
pour la découverte de nouvelles terres  
inhabitées pour l'utilité & au nom de la  
Couronne d'Angleterre; & que le passage  
au Nord-Ouëst, que l'on suppose avoir été  
le seul objet du Voyage, n'est pas même  
mentionné dans la Commission en consé-  
quence de laquelle Cabot & les commer-  
çans Anglois qui l'accompagnèrent, se mi-  
rent en mer.

Ce fut en conséquence de la décou-  
verte faite par Cabot en 1497, pour la Gran-  
de Bretagne, que l'on fit plusieurs Voya-  
ges

**CADIX.** ges subséquens à l'Amérique Septentrionale, dans la vûe d'établir des colonies dans cette étendue de Pais, sous les règnes suivans d'Elizabeth & de Jacques I: quelques uns furent plus heureux que les autres, mais tous exécutés dans la vûe d'établir des colonies.

Ce fut sur le même principe, & pour exercer le même droit originaire, que Jacques I. accorda un si grand nombre de Chartres à des Compagnies d'associés, & à des particuliers qui vouloient entreprendre des établissemens dans l'Amérique Septentrionale, & qu'en 1613 le Chevalier Samuel Argal reçut ordre de chasser les François de leurs habitations & Forts à Pentagoët, Sainte Croix & Port-Royal; la France acquiesça alors à cet Acte de force & à la démolition de ses établissemens, n'ayant pas alors ainsi qu'on doit le présumer, trouvé aucun prétexte pour contester le droit que la découverte de Cabot en 1497 avoit acquis à l'Angleterre, qu'elle savoit que les Anglois avoient presque continuellement maintenu par des Voyages répétés dans cette partie de l'Amérique Septentrionale, pour l'avantage de la pêche, & l'établissement des colonies; & que la nature de l'entreprise, la distance du Pais, & l'état sauvage de l'Amérique Septentrionale, exigeoient qu'on repétat souvent ces entreprises avant qu'aucun des établissemens occasionels qu'on faisoit de tems à autre, exposés comme ils l'étoient à des attaques sou-

rique Septentrio-  
nolir des colonies  
als, sous les rè-  
& de Jacques I:  
heureux que les  
tés dans la vûe

principe, & pour  
originnaire, que  
grand nombre  
gnies d'associés,  
vouloient entre-  
s dans l'Améri-  
'en 1613 le Che-  
ordre de chas-  
s habitations &  
e Croix & Port-  
esça alors à cet  
émolition de ses  
alors ainsi qu'on  
aucun prétexte  
ue la découverte  
acquis à l'Angle-  
e les Anglois a-  
llement mainte-  
s dans cette par-  
ntrionale, pour  
& l'établissement  
ature de l'entre-  
is, & l'état sau-  
entrionale, exi-  
uvent ces entre-  
es établissemens  
de tous à autre,  
nt à des attaques  
sou-

## COMMISSAIRES ANGLOIS. 195

foudaines, & à d'autres malheurs, pûssent Acadia.  
être perfectionnés & érigés en Province  
établie.

Il est prouvé que ce Voyage a précédé  
toutes les découvertes des François dans  
l'Amérique septentrionale, par les Voya-  
ges de Purchas, Livre digne de foy, cité  
par les Commissaires François dans leur  
Mémoire, & par l'Histoire de Jean de  
Laët d'Anvers, Auteur judicieux & impar-  
tial, qui dit expressément dans son intro-  
duction à son second Livre, intitulé,  
„ Nova Francia, non quod hæ regiones  
„ à Francia primum lustrata aut inventæ  
„ fuerint, nam ante Brittanorum & Nor-  
„ manorum è Galliâ Navigationes ad  
„ hæc terras, magna pars oræ maritimæ  
„ à Johanne & Sebastiano Cabotis Venet-  
„ tic, Henrici VII. Angliæ Regis auspiciis,  
„ non modo lustrata sed & delineata fuit.” Ces Voyages que l'on dit  
ici avoir été entrepris par les habitans de  
la Bretagne & de la Normandie, & que  
Laët avoué avoir été après la découverte  
des Cabots en 1497, sont probablement  
les mêmes que les Commissaires François  
établissent dans leur Mémoire, comme  
ayant été les plus anciens. Après avoir  
montré que les Anglois ont devancé la  
France dans la découverte de l'Amérique  
septentrionale, qu'il nous soit permis d'ex-  
aminer ensuite jusqu'à quel point les  
Commissaires François sont autorisés à  
dire que les Anglois n'y ont jamais eu au-  
cun établissement avant 1607.

ACADIE.

Purchas, dans ses Voyages, en parlant des plantations que les Anglois avoient faites en 1602 (deux ans avant l'époque fixée par les François, comme le commencement de leurs tentatives pour s'établir en Acadie) donne une description particulière de cette contrée, alors appelée par les Indiens Mawooshen, & fait mention des rivières Pemaquid & Sagadahock, & des Villes de Penobscot, Kennebec & Maragove, dont les Anglois donnèrent les noms aux habitans de ces Villes & rivières en les apellant Indiens Pemaquid, Sagadahock, Penobscot & Kennebec; & l'Escarbot (Auteur sur lequel les Commissaires François font beaucoup de fonds dans leur Mémoire) dans son Histoire de la Nouvelle-France, publiée en 1609, parle de plusieurs cantons qui appartenoient aux Anglois dans l'Acadie à son arrivée dans cette contrée en 1606.

Nous pourrions examiner l'Histoire donnée dans le second Article des Voyages & découvertes des François, & montrer combien ils sont susceptibles des mêmes objections qu'ont fait les Commissaires François contre la priorité des Anglois; mais c'est une discussion inutile, parce qu'il est indifférent, suivant l'opinion des Commissaires Anglois, dans la contestation actuelle, de décider quelle Nation a la première découvert le continent de l'Amérique septentrionale, ou a acquis la première la propriété de l'Acadie? Il est

C  
est pr  
en sup  
ce Pa  
contre  
d'Utre  
sant re  
observ  
Angloi  
nous l'  
cutons  
à l'His  
de Bre  
ves aut  
le Pays  
rité de  
testoit  
Franç  
nous de  
ronne  
produir  
ne som  
particu  
Mémoi  
missaire  
des deu  
dessein  
mérique  
semble  
tentio  
matière  
d'aucun  
ne peut  
nous in  
cace;

ES  
ges, en par-  
es Anglois a-  
ans avant l'é-  
is, comme le  
tentatives pour  
ne description  
e, alors apel-  
offen, & fait  
uid & Sagada-  
obscot, Ken-  
t les Anglois  
bitans de ces  
ellant Indiens  
Penobscot &  
Auteur sur le-  
ois font beau-  
lémoire) dans  
e-France, pu-  
sieurs cantons  
is dans l'Aca-  
te contrée en  
l'Histoire don-  
des Voyages  
s, & montrer  
es des mêmes  
Commissaires  
des Anglois;  
utile, parce-  
l'opinion des  
s la contesta-  
elle Nation a  
continent de  
ou a acquis  
l'Acadie? Il  
est

COMMISSAIRES ANGLAIS. 197

est présumé que la Couronne de France, ACADIE.  
en supposant qu'elle eût la première établi  
ce Païs, n'en feroit pas une objection  
contre la dernière décision du Traité  
d'Utrecht. Nous avons fait assez en fai-  
sant remarquer les méprises que l'on doit  
observer dans la relation des découvertes  
Angloises, pour empêcher de croire que  
nous l'admettons. Le sujet que nous dis-  
cutons ne l'exigeoit même pas; & quant  
à l'Histoire des Voyages François, la Gran-  
de Bretagne aura toujours assez de preu-  
ves autentiques pour fonder son droit sur  
le Païs qu'elle tient par le droit de prio-  
rité de découverte, si jamais on le con-  
testoit, malgré l'Histoire des Voyages  
François, que les Commissaires François  
nous donnent aujourd'hui, ou que la Cou-  
ronne qu'ils représentent pourra jamais  
produire dans tel tems que ce soit. Nous  
ne sommes pas entrés dans un examen  
particulier de cette partie de l'Article du  
Mémoire François, dans lequel les Com-  
missaires François ont recherché, laquelle  
*des deux Couronnes concède la première le  
dessein de faire des établissemens dans l'A-  
mérique septentrionale*, parcequ'il nous  
semble peu intéressant de déterminer l'in-  
tention des deux Couronnes, dans une  
matière où l'intention, qui n'est suivie  
d'aucune entreprise actuelle & heureuse,  
ne peut avoir de poids; & parceque nous  
nous imaginons que le moyen le plus effi-  
cace, pour prouver que la Grande Bré-

**Acadia.** tagne a devancé la France dans ses établissemens en Amérique, est celui que nous avons pris de montrer que la découverte de Cabot étoit bien plus ancienne qu'aucun des Voyages des François, & en prouvant authentiquement l'établissement de 1602, que nous avons fait, & qui étoit deux ans avant l'Ere marquée par les Commissaires François comme le commencement de leurs établissemens.

*Parallele des deux sistèmes & des preuves sur lesquelles ils sont fondés.* Après avoir examiné le sistème des Commissaires François, & rétabli le nôtre, contre les objections qui y ont été faites, il ne reste plus à exécuter aucune partie de notre plan originaire, que le parallèle que nous nous proposons de joindre, de ces deux différens sistèmes, & des preuves que l'on a aportées pour les appuyer.

Le douzième Article du Traité d'Utrecht ayant cédé à la Grande Bretagne, „ Novam Scotiam sive Acadiam totam limitibus suis antiquis comprehensam, ut & Portus Regii urbem, nunc Annapolin Regiam dictam, cæteraque omnia in istis regionibus quæ ab iisdem terris & insulis pendant, unâ cum earundem insularum, terrarum & locorum dominio, proprietate, possessione, & quocumque jure, sive per pacta, sive alio modo quæsito, quod Rex Christianissimus, corona Galliarum, aut ejusdem subditi quicumque ad dictas insulas, „ ter-

C  
ter  
ten  
tan  
tuu  
pro  
fer  
Les  
Bretag  
ce Tr  
par le  
me les  
celles  
depuis  
que ce  
celles  
vent d  
ronne  
me te  
ont pr  
avoir  
deux  
Ces  
les du  
tagoët  
Pou  
été re  
me le  
nous  
M. d'  
qu'en  
1632,  
fait au  
die, l  
rel d'  
le fleu

DES

dans ses éta-  
est celui que  
er que la dé-  
n plus ancien-  
des François,  
ment l'établis-  
s avons fait,  
nt l'Ere mar-  
François com-  
eurs établisse-

ême des Com-  
bli le nôtre,  
ont été faites,  
aucune partie  
ue le parallèle  
s de joindre,  
mes, & des  
pour les a-

aité d'Utrecht  
agne, „ No-  
totam limit-  
ensam, ut &  
nc Annapolin  
que omnia in  
idem terris &  
m earundem  
ocorum domi-  
one, & quo-  
sta, sive alio  
Christianif-  
aut ejusdem  
ictas insulas,  
„ ter-

COMMISSAIRES ANGLOIS. 199

„ terras & loca, eorumque incolas hac-  
„ tenus habuerunt, Regina Magnæ Bri-  
„ tanniæ ejusdemque coronæ in perpe-  
„ tuum cedi constabit, & transferri,  
„ prout eadem omnia nunc cedit & trans-  
„ fert Rex Christianissimus:”

Les Commissaires du Roi de la Grande  
Bretagne se sont, dans leur explication de  
ce Traité, conformés à la règle établie  
par le Traité même, & ont assigné com-  
me les anciennes limites de cette contrée,  
celles qui ont toujours passé pour telles,  
depuis les tems les plus anciens de quel-  
que certitude, jusqu'au Traité d'Utrecht;  
celles que les deux Couronnes ont sou-  
vent déclarées être telles; que la Cou-  
ronne de France a souvent reçues com-  
me telles; & que les Négociations qui  
ont précédé le Traité d'Utrecht prouvent  
avoir été considérées comme telles par les  
deux Couronnes dans ce même tems.

Ces limites sont les rives méridiona-  
les du fleuve St. Laurent au Nord, & Pen-  
tagoët à l'Ouest.

Pour montrer que ces limites ont toujours  
été reçues par les deux Couronnes, com-  
me les anciennes limites de l'Acadie,  
nous avons prouvé, d'après l'autorité de  
M. d'Estrades & du Père Charlevoix,  
qu'en vertu du Traité de St. Germain en  
1632, le premier Traité dans lequel il soit  
fait aucune mention de la contrée d'Aca-  
die, la France reçut, sous le nom géné-  
rel d'Acadie, toute cette contrée depuis  
le fleuve St. Laurent jusqu'à Pentagoët,  
N 4 que

ACADIE.

ACADIE. que la Grande Bretagne réclame aujourd'hui comme telle.

Pour montrer que la France demeura en possession de cette contrée avec ces limites, depuis 1632, jusqu'à 1654, que les Anglois firent une descente dans l'Acadie, sous les ordres du Colonel Sedgwick, nous avons cité M. d'Estrades, qui le dit précisément, l'autorité du Père Charlevoix, la Lettre de Louis XIII en 1638, qui règle la juridiction des Sieurs de Charnizay & de la Tour, les Commissions subséquentes du Gouvernement François aux Sieurs de Charnizay & de la Tour en 1647 & 1651, comme Gouverneurs de l'Acadie, & la Commission du Sieur Denis en 1654, lesquelles Commissions portent aussi expressément les bornes de l'Acadie, depuis le fleuve St. Laurent jusqu'à Pentagoët & la Nouvelle-Angleterre.

Pour prouver qu'en 1654 la France avoit les mêmes idées de cette contrée qu'elle avoit établies en 1632, lorsqu'elle ne pouvoit prendre l'Acadie comme elle l'a prise que suivant ses anciennes limites, nous avons produit la demande faite par l'Ambassadeur de France en 1654 pour la restitution des Forts de Pentagoët, St. Jean & Port-Royal, comme *Fortis situés en Acadie*.

Pour montrer le sentiment de la France en 1662, lors du renouvellement de la prétention de la France sur la contrée d'Acadie, qui n'avoit pas été décidée par le Traité de Westminster, nous avons

pro-

DES

clame aujourd'hui

ance demeura  
trée avec ces  
u'à 1654, que  
te dans l'Aca-  
mel Sedgwick,  
des, qui le dit  
Père Charle-  
XIII en 1638,  
sieurs de Char-  
missions sub-  
François aux  
Tour en 1647  
eurs de l'Aca-  
sieur Denis en  
s portent aussi  
l'Acadie, de-  
jusqu'à Penta-  
erre.

a France avoit  
ontrée qu'elle  
qu'elle ne pou-  
ne elle l'a pris  
limites, nous  
faite par l'Am-  
pour la resti-  
St. Jean &  
siués en Aca-

t de la France  
lement de la  
ur la contrée  
é décidée par  
nous avons  
pro-

COMMISSAIRES ANGLOIS. 201

produit la demande faite alors par la France dans la personne de son Ambassadeur à la Cour de Londres, qui assigna Penta-  
goët comme la limite occidentale, & le fleuve St. Laurent comme la limite septentrionale de l'Acadie, & alléqua la restitution de l'Acadie en 1632; & la possession prise par la France en conséquence, & la continuation de la possession par cette Puissance avec les mêmes limites jusqu'en 1654, comme des preuves de l'équité & de la validité de la prétention qu'il formoit alors; dans laquelle prétention, & la manière de l'appuyer, il fut approuvé particulièrement par la Cour de France.

Nous avons vu, que nonobstant cette différence de sentimens en 1662, entre les deux Couronnes, sur les Limites de l'Acadie, que la France avoit pensé qu'il étoit si clair par ses premières déterminations & ses premières possessions, que les véritables anciennes bornes étoient Penta-  
goët à l'Ouest, & St. Laurent au Nord, qu'elle ne désira aucune autre spécification particulière des limites dans le Traité de Breda, mais se contenta de la restitution de l'Acadie nommée généralement; que sur une contestation qui s'éleva ensuite dans l'exécution de ce Traité, la France réclama de nouveau les limites qu'elle avoit réclamées en 1662; & que la Grande Bretagne, après quelque discussion, ayant acquiescé à cette prétention, la France entra en possession de

ACADIE. l'Acadie, par le Traité de Breda, avec les mêmes limites que nous assignons aujourd'hui.

Le sentiment de la France sur ce sujet en 1685 & 1687 est clairement manifesté dans le Mémoire de l'Ambassadeur de France en 1685, alors résidant à Londres, dans lequel, en se plaignant de quelques usurpations faites par les Anglois sur la côte d'Acadie, il décrit l'Acadie comme s'étendant depuis l'Isle Percée, qui est à l'entrée du fleuve St. Laurent, jusqu'à l'Isle de St. George, & dans la plainte faite à la cour de la Grande Bretagne par M. Barillon & M. Bonrepas, en 1687, contre le Juge de Pemaquid, pour s'être saisi des effets d'un commerçant François à Pentagoët, qu'ils disent être situé en Acadie, comme rendu à la France par le Traité de Breda.

Pour montrer le sentiment de la France en 1700, nous avons produit la proposition de l'Ambassadeur de France, alors résidant à la Grande Bretagne, de restreindre les Limites de l'Acadie à la rivière St. George.

Nous avons produit la rédition de Port-Royal en 1710, dans laquelle l'Acadie est décrite avec les mêmes limites avec lesquelles la France l'avoit reçûe en 1632 & 1667.

Pour montrer le sentiment des deux Couronnes, même au Traité d'Utrecht, nous avons produit les Instructions de la Reine de la Grande Bretagne, à ses Ambas-

Co  
bassad  
ordre  
Chrét  
ou tit  
ou au  
Nouv  
Royal  
nous  
testab  
tes de  
eds si  
des d  
Ecosse  
tagne  
doute  
Limite  
plus d  
ce ave  
Pour  
comm  
avons  
1712,  
treind  
re St.  
ses bo  
de Br  
cette  
La  
ment,  
de rie  
des te  
ne né  
qu'auc  
frap  
la dem

DES  
de Breda, avec  
us assignons au-

nce sur ce sujet  
ment manifesté  
ambassadeur de  
ssidant à Lon-  
e plaignant de  
es par les An-  
il décrit l'Aca-  
puis l'Isle Per-  
fleuve St. Lau-  
George, & dans  
la Grande Bre-  
M. Bonrepas,  
de Pemaquid,  
d'un commer-  
t, qu'ils disent  
mme rendu à  
Breda.

ent de la Fran-  
roduit la propo-  
France, alors  
ne, de restrein-  
die à la rivière

édition de Port-  
elle l'Acadie est  
imites avec les-  
reçû en 1632

ment des deux  
ité d'Utrecht,  
structions de la  
gne, à ses Am-  
bas-

#### COMMISSAIRES ANGLOIS. 303

ambassadeurs en 1711, dans lesquelles ils ont Acadie.  
ordre d'insister sur ce que Sa Majesté Très-  
Chrétienne abandonne toute prétention  
ou titre, en vertu d'aucun ancien Traité  
ou autrement, sur la contrée appelée  
*Nova Scotia*, & expressément sur Port-  
Royal, autrement Annapolis Royal; &  
nous avons montré, par des faits incon-  
testables, que le détail des différentes for-  
tes de droit que la France a en aucun tems  
eûs sur cette contrée, & la spécification  
des deux termes, *Acadie* ou *Nouvelle-*  
*Ecosse*, furent proposés par la Grande Bre-  
tagne dans le dessein de prévenir tous les  
doutes que l'on avoit jamais eûs sur les  
Limites de l'Acadie, & embrasser avec  
plus de certitude tout le Pays que la Fran-  
ce avoit jamais reçu comme tel.

Pour montrer ce que la France regardoit  
comme Acadie, pendant le Traité, nous  
avons renvoyé aux offres de la France en  
1712, dans lesquelles elle propose de res-  
treindre les bornes de l'Acadie à la riviè-  
re St. George, comme un désistement de  
ses bornes réelles, dans le cas où la Gran-  
de Bretagne lui rendroit la possession de  
cette contrée.

La nature de ce système montre claire-  
ment, que la Grande Bretagne ne deman-  
de rien que ce que l'explication naturelle  
des termes du Traité d'Utrecht lui don-  
ne nécessairement; & qu'il est impossible  
qu'aucune chose porte un caractère plus  
frapant de candeur & de bonne foy, que  
la demande actuelle du Roi de la Grande  
Bre-

ACADIE.

Bretagne. Il résulte incontestablement des différentes preuves que l'on a apportées pour appuyer cette prétention, que les Commissaires Anglois n'ont assigné aucunes limites, comme anciennes Limites de l'Acadie, que celles que la France déterminait être telles en 1662, & posséda en conséquence de cette détermination jusqu'en 1654.

Qu'en 1662 la France reclama, & reçut en 1669, la contrée que la Grande Bretagne réclame aujourd'hui comme Acadie, comme l'Acadie rendu à la France par le Traité de Breda sous ce nom général. Que la France ne considéra jamais l'Acadie depuis 1632, jusqu'à 1710, comme ayant aucunes autres limites que celles que nous assignons aujourd'hui; & que par le Traité d'Utrecht elle eût intention de transférer comme Acadie la même contrée qu'elle avoit toujours conservée & possédée, & que la Grande Bretagne réclame aujourd'hui comme telle.

Si par conséquent la France veut décider quelles sont les anciennes Limites de l'Acadie, par les déclarations qu'elle a faites si fréquemment dans des discussions semblables sur le même point, par une possession de presque un siècle, & par sa description de l'Acadie pendant la Négociation de ce même Traité qui a élevé ce doute, elle ne peut disconvenir, que la prétention actuelle de la Grande Bretagne est conforme au Traité d'Utrecht, & à la description de la contrée transfé-

réo

Co  
rée à la  
ticle d  
une co  
Roi de  
compl  
tons p  
remet  
te; ca  
testati  
ronnes  
fureté  
clarati  
possess  
Pour  
de fait  
un nou  
il s'agi  
établi  
me une  
trecht,  
par ce  
lesquel  
dans le  
Breda;  
montré  
& des f  
étoient  
tie Sud  
ce sist  
eu reco  
Histori  
ont to  
qu'ils a  
fions d

contestablement  
l'on a appor-  
tion, que les  
assigné aucu-  
nes Limites de  
France déter-  
& posséda en  
termination jus-

clama, & ré-  
que la Grande  
si comme Aca-  
dié à la France  
ce nom gé-  
néral considéra jamais  
à 1710, com-  
me que celles  
l'hui; & que  
eût intention  
la même con-  
servée &  
Bretagne ré-  
elle.

ce veut déci-  
der les Limites de  
ons qu'elle a  
des discussions  
point, par une  
de, & par sa  
ndant la Né-  
té qui a élevé  
convenir, que  
la Grande Bre-  
té d'Utrecht,  
entrée transfé-  
rée

## COMMISSAIRES ANGLAIS. 205

rée à la Grande Bretagne, par le 12<sup>e</sup> Art. ACADIE  
ticle de ce Traité. Il y a certainement  
une consistance dans les réclamations du  
Roi de la Grande Bretagne, & une suite  
complète dans les preuves que nous apor-  
tons pour les appuyer, qui se rencontre ra-  
rement dans des discussions de cette sor-  
te; car il arrive rarement dans des con-  
testations de cette nature entre deux Cou-  
ronnes, que l'une d'elles puisse offrir avec  
sûreté de régler ses prétentions par les dé-  
clarations connues & répétées, ou par la  
possession de l'autre.

Pour répondre à la force de ce détail  
de faits historiques conclusifs, & donner  
un nouveau sens à la question réelle dont  
il s'agit, les Commissaires François ont  
établi d'abord dans leur Mémoire, com-  
me une distinction faite par le Traité d'U-  
trecht, que les anciennes limites rapportées  
par ce Traité sont différentes de celles avec  
lesquelles cette contrée peut avoir passé  
dans les Traités de St. Germain & de  
Breda; & ensuite ils se sont efforcés de  
montrer, par les témoignages des Cartes  
& des Historiens, que l'Acadie & ses limites  
étoient anciennement confinées à la par-  
tie Sud-Est de la Péninsule. Pour appuyer  
ce système les Commissaires François ont  
eu recours aux Cartes anciennes & aux  
Historiens, qui, à ce qu'ils prétendent,  
ont toujours borné l'Acadie aux limites  
qu'ils assignent; ils alléguent ces Commis-  
sions du Gouvernement de France que  
nous

ACADIE nous avons citées comme une preuve qui appuie les limites que nous assignons, comme ayant été des Commissions sur l'Acadie & *Pais circonvoisins*, & non sur l'Acadie seulement; qu'il est impossible de supposer, que toute la contrée que Sa Majesté réclame comme Acadie ait jamais été considérée comme telle, parcequ'un grand nombre des parties de ce territoire ont toujours eu, & conservent encore, des noms particuliers & distingués. Ils font de la Nouvelle-France une Province particulière, & assurent que plusieurs parties de ce que nous réclamons comme Acadie ne peuvent jamais avoir été en Acadie, parceque les Historiens & les Commissions Françoises de Gouverneur les placent expressément dans la Nouvelle-France. Ils avancent qu'on ne peut déduire aucune preuve du sentiment d'aucune Couronne, par rapport aux limites d'aucune contrée, de ses déclarations pendant la Négociation d'un Traité; & enfin, se fondant sur les Cartes & sur les Historiens, pour leurs anciennes Limites de l'Acadie, ils traitent de „*Preuves étrangères à l'état de la question*,“ les allégations de la restitution expresse du Traité de St. Germain & de la possession de la France en conséquence de ce Traité, de la possession prise par la France en conséquence du Traité de Brada, après une longue discussion des limites, & de la déclaration de la France pendant la Négociation du Traité d'Utrecht. L'e-

Co  
L'ex  
tes &  
apuler  
que si  
sur ces  
nir, &  
cussion  
entières  
leures  
font de  
toutes l  
Grande  
que les  
avec sa  
les mên  
dentale  
bot, a  
preuves  
deux pr  
ves d'ac  
différen  
ronnes  
confirm  
François  
conduite  
riens an  
que pas  
de preuve  
Commis  
qui ne p  
improp  
lesquell  
égaleme  
Commis  
nes Lim

une preuve qui  
signons, com-  
sur l'Acadie  
on sur l'Acadie  
sible de supo-  
que Sa Majesté  
jamais été con-  
cequ'un grand  
territoire ont  
encore, des  
gués. Ils font  
Province par-  
plusieurs parties  
comme Acadie  
été en Acadie,  
es Commissions  
les placent ex-  
lle-France. Ils  
dédire aucune  
une Couronne,  
ucune contrée,  
ant la Négocia-  
se fondant sur  
ens, pour leurs  
die, ils traitent  
l'état de la ques-  
de la restitution  
Germain & de  
en conséquence  
ession prise par  
e du Traité de  
e discussion des  
on de la France  
du Traité d'U-  
L'e.

## COMMISSAIRES ANGLAIS. 207

L'examen que nous avons fait des Car- ACADIE  
tes & des Historiens qu'ils ont cités pour  
apuyer ce système prouve évidemment,  
que si cette question devoit être décidée  
sur ces autorités qu'ils prétendent apar-  
tir, & devoir être appliquées à cette dis-  
cussion, les limites qu'ils assignent sont  
entièrement incompatibles avec les meil-  
leures Cartes de toutes les contrées qui  
sont des autorités favorables à presque  
toutes les parties de la réclamation de la  
Grande Bretagne. Nous avons prouvé,  
que les Historiens Champlain, & Denys  
avec la Commission en 1654 assignent  
les mêmes limites septentrionales & occi-  
dentales à l'Acadie que nous; & l'Esca-  
bot, autant qu'on peut tirer quelques  
preuves de ses écrits, s'accorde avec les  
deux premiers Historiens. Toutes ces preu-  
ves s'accordent avec des Traités & les  
différentes transactions entre les deux Cou-  
ronnes pendant près d'un siècle, & en  
confirment l'autorité. Les Commissaires  
Francois, en passant des Traités & de la  
conduite des deux Couronnes aux Histo-  
riens anciens & aux Cartes, n'ont fait  
que passer de l'autentique à une espèce  
de preuves insuffisantes, & ont jeté les  
Commissaires Anglois dans une recherche  
qui ne prouve que les preuves propres &  
impropres, régulières & étrangères, sur  
lesquelles cette matière est appuyée, refusent  
également les limites qu'établissent les  
Commissaires Francois comme les ancien-  
nes Limites de l'Acadie.

Nous

Acadie. Nous avons montré que les termes *Pais circonvoisins*, sur lesquels les Commissaires François rejettent toutes les preuves que nous tirons des Commissions de France aux Gouverneurs d'Acadie, prétendant, sur l'addition de ces termes, que ces Commissions n'étoient pas pour l'Acadie seulement, étoient des expressions de forme, insérées dans toutes les Commissions de France aux Gouverneurs en Amérique, qui, si on les expliquoit dans ce sens, introduiroient des inconsistances & des absurdités sans fin, opposées à l'intention de la France alors; & que ces termes, quand ils seroient susceptibles d'une explication semblable, ne sont pas dans les Commissions pour le Gouvernement d'Acadie, d'où les Commissaires François les ont citées par méprise.

Nous avons montré par l'autorité d'une Lettre de Louis XIII. de 1638, & par les Commissions du Sieur Charnizay en 1647 & du Sieur de la Tour en 1651, que la prétention qu'il y eût différentes Commissions données pour des commandemens particuliers en Acadie aux Sieurs Charnizay & de la Tour est une méprise des Commissaires François; & que dans le fait Charnizay ni la Tour n'ont jamais eu aucun commandement particulier semblable; & que leurs premières & secondes Commissions sont des preuves qui apuient la réclamation de la Grande Bretagne.

Nous avons montré que les preuves fondées sur les noms particuliers donnés aux

C  
part  
néra  
dans  
sign  
ce q  
toir  
l'uni  
des  
nou  
de l  
cert  
de l  
de c  
bien  
y ai  
form  
& q  
Com  
gran  
trée  
Rosi  
disti  
N  
entr  
vinc  
mer  
l'aut  
Gou  
le te  
ploy  
tes  
mer  
N  
de l  
Lim

les termes *Pais*  
 les Commissaires  
 les preuves  
 missions de Fran-  
 Acadie, préten-  
 ces termes, que  
 pas pour l'A-  
 des expressions  
 toutes les Com-  
 Gouverneurs en  
 expliquoit dans  
 des inconsistances  
 opposées à l'in-  
 ters; & que ces  
 susceptibles d'u-  
 ne sont pas  
 ur le Gouverne-  
 Commissaires  
 ar méprise.  
 l'autorité d'une  
 1638, & par les  
 arnizay en 1647  
 en 1651, que la  
 différentes Com-  
 commandemens  
 aux Sieurs Char-  
 une méprise des  
 que dans le fait  
 ont jamais eu au-  
 culier semblable;  
 t secondes Com-  
 s qui appuient la  
 Bretagne.  
 les preuves fon-  
 liers donnés aux  
 par-

## COMMISSAIRES ANGLOIS. 209

parties de l'Acadie, différens du nom gé-  
 néral de la contrée, avoient leur base  
 dans une circonstance accidentelle qui ne  
 signifie rien, & qui doit être comparée à  
 ce que l'on voit de semblable dans l'His-  
 toire de presque toutes les contrées de  
 l'univers. Nous avons expliqué plusieurs  
 des noms de ces districts particuliers;  
 nous avons montré que toutes les parties  
 de l'Acadie auxquelles on a objecté sur  
 cette allégation ont toujours été parties  
 de l'Acadie, malgré la division nominale  
 de cette Contrée; & on a démontré com-  
 bien il y a peu de raison à supposer, qu'il  
 y ait jamais eu une Province particulière  
 formée sous le nom de la Baye Française;  
 & qu'il ne résulte aucune preuve de la  
 Commission du Sieur Denys en 1654 sur la  
 grande Baye de St. Laurent, que la Con-  
 trée depuis le Cap Canseau jusqu'au Cap  
 Rosiers ait toujours été considérée comme  
 distinguée de l'Acadie.

Nous avons montré que la distinction  
 entre la Nouvelle-France & autres Pro-  
 vinces particulières des Territoires en A-  
 merique n'avoit aucun fondement, sur  
 l'autorité des Actes les plus solennels du  
 Gouvernement de France, dans lesquels  
 le terme *Nouvelle-France* est toujours em-  
 ployé comme un terme qui embrasse tou-  
 tes les possessions de la France dans l'A-  
 merique septentrionale.

Nous avons montré que la déclaration  
 de la France, quant à son opinion des  
 Limites de l'Acadie, exprimée dans l'é-  
 qui-

ACADIA

**ACADIE.** quivalent offert deux fois en 1712, étoit une preuve frappante de son sentiment sur les Limites de l'Acadie, qu'elle étoit sur le point de céder, malgré ce même principe dangereux établi par les Commissaires François, qu'on ne doit pas juger de l'opinion des parties dans aucun Traité, par leurs déclarations les plus solennelles pendant la négociation de ce Traité.

Nous avons donné une réponse complète au prétexte sur lequel les Commissaires François refusent de rien conclure de la conduite des deux Couronnes depuis 1632 jusqu'à 1710, de la possession prise par la France en 1632, de la possession jusqu'en 1654, de sa demande de Pentagoët, comme d'une place en Acadie, en 1654, de sa réclamation de l'Acadie depuis Pentagoët jusqu'à St. Laurent en 1662, de la possession en conséquence du Traité de Breda en 1669, & des différentes réclamations des mêmes limites depuis 1667 jusqu'à 1710; & nous avons montré que toutes ces différentes preuves sont conclusives pour le point actuel, & les seuls témoignages convenables que l'on peut citer pour éclaircir les difficultés que l'on a élevées sur le Traité d'Utrecht.

Nous avons fait connoître la vûe dans laquelle les Commissaires François sont entrés dans l'Histoire de la première découverte & de l'établissement de l'Amérique, & seulement par un motif qui n'a pas la moindre connection avec la matière dont il s'agit.

Nous

DES

n 1712, étoit  
sentiment sur  
elle étoit sur  
ce même prin-  
ces Commissai-  
pas juger de  
aucun Traité,  
plus solennel-  
de ce Traité.  
réponse com-  
les Commis-  
rien conclurre  
bonnes depuis  
possession prise  
possession jus-  
de Pentagoët,  
die, en 1654,  
e depuis Pen-  
n 1662, de sa  
du Traité de  
érentes récla-  
depuis 1667  
s montré que  
es sont con-  
l, & les seuls  
que l'on peut  
ultés que l'on  
recht.

e la vûe dans  
nçois sont en-  
mière décou-  
e l'Amérique,  
qui n'a pas la  
matière dont

Nous

# COMMISSAIRES ANGLAIS. 211

Nous avons démontré que toutes les **Acadie**  
preuves qu'aportent par conséquent les  
Commissaires François pour apuier leur  
système, tendent à le détruire, & sont  
appliquées de la manière la plus frappante à  
soutenir la réclamation de la Grande-  
Bretagne. Nous avons répondu entière-  
ment aux objections que l'on fait contre  
les raisonnemens & les preuves qu'ont  
aporté les Commissaires Anglois; & il est  
manifeste que le Roi de la Grande-Bre-  
tagne ne tire aucunes preuves de sources  
qui ne soient authentiques, & est soutenu  
dans sa réclamation par toutes les tran-  
sactions entre les deux Couronnes pendant  
plus d'un siècle: Qu'en réclamant la Con-  
trée depuis Pentagoët jusqu'au fleuve St.  
Laurent, comme Acadie, Sa Majesté ne  
demande rien que ce que la France a tou-  
jours reçu, sous ce nom, dans la restitu-  
tion la plus générale; que c'est ce que,  
si on déterminoit les anciennes limites de  
cette Contrée sur les Cartes, les Histo-  
riens, sur les décisions uniformes des deux  
Couronnes pendant plus de cent ans, &  
sur les déclarations de la France lors du  
Traité d'Utrecht, la France doit, suivant  
l'équité & la bonne foi, reconnoître com-  
me une réclamation juste aux termes de  
la Cession faite par le Traité d'Utrecht.

Les Commissaires François, au contrai-  
re, sont également hors d'état d'apuier  
leur système & leurs limites, sur les Cartes  
& Historiens qu'ils citent, sur la conduite  
des Traités, sur les meilleures preuves

# 212 REPLIQUE DES

ACADIE. que nous avons produites. Ils n'osent s'en tenir à aucune possession que la France a prise en conséquence des termes les plus généraux de restitution, ni à la possession de la France pendant plus de cent ans successivement, ni à aucunes déclarations faites par la France dans le tems du Traité d'Utrecht; mais rejetant toutes ces preuves que nous tirons des tems certains & dont l'époque est connue, ils sont obligés d'avoir recours à des Cartes & à des Historiens peu sûrs par rapport au tems, & peu exacts par le genre même de leur matière; lesquels encore, lorsqu'on vient à les examiner de près, détruisent absolument leur système, s'accordent avec le sens & l'effet de l'évidence plus solide & plus récente des Traités, & des transactions entre les deux Couronnes, & deviennent autant de preuves auxiliaires qui appuient la réclamation de la Couronne de la Grande-Bretagne.

À Paris, 23 Janvier 1753.

Signés,

GUILLAUME MILDMAI.

RUVIGNY DE COSNE.

CA.

C.  
Nov  
ju  
Inter  
Open  
ac ve  
G. M  
VII.  
— Id  
Nouve  
servi  
tiona  
par M  
1751  
L'Hillo  
Defec  
d'Au  
par V  
autre  
Form  
ches  
tres  
l'inté  
face  
Lacs  
fond  
glez  
Tron  
par l  
& les  
les.  
L'Est  
rains  
Terre  
re N  
Lus

## CATALOGUE DE LIVRES.

Qu'on trouve à la Haye

Chez PIERRE DE HONDT.

**N**OVUS THESAURUS Juris Civilis & Canonici, in quo junctim exhibentur varia & rarissima optimorum Interpretum, imprimis Hispanorum & Gallorum, Opera: utrumque Jus ex humanioribus Litteris, ac veteris Aevi Monumentis illustrantia; ex museo G. Meermannii, Jcti ex Syndici Roterodamensis. VII. vol. Hagæ Com. 1751. fol.

— Idem Liber, charta majori. VII. vol. folio.  
Nouveau Dictionnaire Historique & Critique, pour servir de Supplément ou de Continuation, au Dictionnaire Historique & Critique de Mr. Pierre Bayle, par Monsieur Jacques George de Chauffepié, à la Haye 1751. à 1756. 4 vol. fol.

L'Histoire Naturelle Generale & Particulière avec la Description du Cabinet du Roi, par Mrs. Buffon & d'Aubenton, 3 vol. 4to. avec des Figures gravées par VANDER SCHLEY. Cet Ouvrage contient entre autres, l'Histoire & la Théorie de la Terre— La Formation des Planettes— La Production des Couches ou Lits de Terre— Les Coquilles & les autres Productions de la Mer qu'on trouve dans l'intérieur de la Terre— Les inégalités de la surface de la Terre— Les Fleuves, les Mers, & les Lacs— Le Flux & le Reflux— Les inégalitez du fond de la Mer & les Courans— Les Vents Réglez— Les Vents Irréguliers, les Ouragans, les Trombes & quelques autres Phénomènes, causez par l'Agitation de la Mer & de l'Air— Les Volcans & les Tremblemens de Terre— Les Isles nouvelles, les Cavernes, les Fentes perpendiculaires— L'Effet des Pluyes, les Marecages, les Bois Souterrains, les Eaux Souterraines— Les changemens des Terres en Mers, & de Mers en Terres— L'Histoire Naturelle des Animaux & celle de l'Homme. Les Tomes IV. & V. de cet Ouvrage, qui sont sous

O 3

Pres-

MILDMAY,  
DE COSNE.

CA .

# CATALOGUE DE LIVRES

Presse contiendront des Pièces qui ne se trouvent pas dans l'Edition de Paris, & paroîtront incessamment. Quoiqu'on les exécute avec toute la propreté possible on pourra pourtant les avoir à un tiers moins que l'Edition de Paris.

Le même Livre en Grand Papier.

Essay sur l'Histoire Naturelle des Cornalines, & d'autres Productions Marines du même genre, qu'on trouve sur les Côtes de la Grande Bretagne, & d'Irlande: auquel on a joint une Description d'un grand Polype de Mer pris près du Pole Arctique par des Pêcheurs de Baleine, pendant l'été de 1753., par Jean Ellis, Membre de la Société Royale. Cet Ouvrage, traduit de l'Anglois, sera imprimé en grand Quarto & orné de quarante Planches, très bien gravées. L'Auteur, connu par d'autres excellens Ouvrages qui sont sortis de sa Plume, y a décidé par les Observations les plus exactes & les plus curieuses la Question qui partage ceux qui s'appliquent à l'Etude de l'Histoire Naturelle des Coraux, des Eponges, &c. On y voit les Figures des diverses Espèces d'Animaux qui habitent ces differens Corps. A la fin on y a ajouté la Description du meilleur Microscope dont on puisse faire usage pour cette sorte d'Observations. *Sous Presse.*

Histoire Naturelle de la Mer Adriatique, traduite de l'Italien de Mr. Donati, Professeur à Turin, avec des Figures, 4to. *Sous Presse.*

Histoire Naturelle des Oiseaux, par M. E. Albin, avec les Notes de Derham, à la Haye 1750. 3 vol. in 4to., sur du Papier Royal, avec plus de 300. Estampes.

le même Ouvrage, peint en Mignature, avec les Couleurs du Plumage de chaque Oiseau, tirées d'après Nature.

Histoire Générale des Voyages, ou Nouvelle Collection de toutes les Relations des Voyages par Mer & par Terre, qui ont été publiées jusques à présent dans les différentes Langues de toutes les Nations connues, à la Haye 1747. suiv. avec quantité de

bel-

belles  
vées  
lébre  
te Ed  
& plu  
tous  
plus  
Histoie  
conte  
pereu  
ces,  
tion  
Pays  
Allian  
des P  
Brux  
Carte  
West  
Envi  
par S  
des P  
Le Plan  
viron  
teurs  
des P  
Rouff  
la m  
Rocq  
Le Vitr  
tions  
Roya  
vinc  
une  
parti  
Inter  
gue  
de m  
Descri  
Capit  
de

YRES

se trouvent pas  
ont incessamment.  
propreté possi-  
un tiers moins

malines, & d'au-  
genre, qu'on  
retagne, & d'Ir-  
tion d'un grand  
arctique par des  
de 1753., par  
oyale. Cet Ou-  
primé en grand  
, très bien gra-  
excellens Ou-  
y a décidé par  
les plus curieu-  
s'appliquent à  
Coraux, des E-  
des diverses Ef-  
fferens Corps.  
on du meilleur  
age pour cette

ue, traduite de  
à Turin, avec

M. E. Albin,  
e 1750. 3 vol.  
c plus de 300.

n Mignature,  
chaque Oiseau,

ouvelle Collec-  
ges par Mer &  
ques à présent  
es les Nations  
c quantité de  
bel-

# CATALOGUE DE LIVRES.

belles Cartes Géographiques, & d'Estampes, gra-  
vées par J. vander Schley, Eleve distingué du cé-  
lèbre Picart le Romain. XIII. vol. 4to. NB. Cet-  
te Edition est infiniment plus ample, plus exacte  
& plus vraie que celle de Paris; & on se donne  
tous les soins possibles pour la rendre de plus en  
plus intéressante & magnifique.

Histoire Générale de l'Auguste Maison d'Autriche,  
contenant une Description exacte de tous ses Em-  
pereurs, Rois, Ducs, Archiducs, & autres Prin-  
ces, tant Ecclesiastiques que Séculiers; l'Acquisi-  
tion de tous leurs Royaumes, Principautés, &  
Pays Héréditaires; leurs Guerres, Traitez de Paix,  
Alliances, & Mariages; avec tous les Portraits  
des Princes qui sont parvenus à l'âge de Majorité.  
Brux. 1744. 3 vol. in fol.

Carte Topographique des Villes de Londres & de  
Westminster, du Bourg de Soutwark, & de leurs  
Environs; levée très exactement sur les Lieux,  
par Jean Rocque. Londres 1746. en XVI. gran-  
des Feuilles.

Le Plan de Paris & de ses Fauxbourgs, avec ses En-  
virons; où se trouve le détail des Villages, Châ-  
teaux, grands Chemins & autres; des Hauteurs,  
des Bois, Vignes, Champs, & Prez, levé par Mr.  
Roussel, Capitaine Ingénieur du Roi, & réduit sur  
la même Echelle de celui de Londres, par J.  
Rocque. Lond. 1747. en VII. grandes Feuilles.

Le Vitruve Danois, contenant les Plans, les Eléva-  
tions, & les Profils des principaux Bâtimens du  
Royaume de Dannemarc, aussi bien que des Pro-  
vinces Allemandes, dépendantes du Roi, avec  
une courte Description de chaque Bâtiment en  
particulier; par Monsieur le Colonel de Thurab,  
Intendant des Bâtimens du Roi, &c. Coppenha-  
gue 1746-1749. 2 vol. grand Fol., avec quantité  
de magnifiques Estampes.

Description circonstanciée de la Residence Royale &  
Capitale de Coppenhague, avec une Explication  
de toutes les Choses dignes de remarque, que

# CATALOGUE DE LIVRES.

renferme de nos jours cette grande Ville; par Mr. le Colonel *Thurab*, à Coppenhague 1748. in 4to., avec CK. Estampes.

De l'Attaque & de la Défense des Places, par le Maréchal de *Vauban*, à la Haye 1742. 2 vol. 4to. avec de belles Planches.

Histoire des XVII. Provinces des Bays-Bas, depuis l'Abdication de l'Empereur *Charles V.* en 1555. jusqu'à la Paix de *Baden*, par Mr. *van Loon*, à la Haye 1736. 5 vol. avec plus de 3000 Medailles.

Histoire de *Charles XII.* Roi de Suede, par Mr. de *Nordberg*, Haye 1748. 4 vol. 4to. NB. Comme on a débité tant de Contreveritez sur le chapitre de ce grand Prince, on a eu soin de munir cette Edition de plus de 200 Pièces Originales, qui en détruisant ce que certains Auteurs mal informés ont eu l'imprudence d'avancer dans leurs Ecrits, confirment en même temps les Faits les plus importants de cette Histoire.

— le même Livre en grand Papier.

Les Aventures de *Don Quichotte*, représentées en Figures, par *Coyzel*, *Picart* le Romain, & autres habiles Maltres, avec les Explications des XXXI. Planches de cette magnifique Collection, tirées de l'Original Espagnol de *Miguel de Cervantes*. A la Haye 1746. in 4to.

— le même Livre. In Folio.

La Bibliothèque Universelle, Choïse, Ancienne & Moderne, par le célèbre Mr. *Le Clerc*. 83 vol. in 12°.

La Bibliothèque *Britannique*, ou Histoire des Ouvrages des Savans de la Grande-Bretagne, par une Société de Gens de Lettres à Londres. A la Haye 1734. & suivans, 50 parties. in 8vo.

Lettres, Mémoires & Négociations de Mr. le Comte d'*Esgrades*, tant en qualité d'Ambassadeur de S. M. T. C. en Italie, en Angleterre, & en Hollande, que comme Ambassadeur Plénipotentiaire à la Paix de Nimegue, conjointement avec Mr. *Colbert*, & le Comte d'*Artois*, avec les Réponses du Roi

Roi &  
pris l'A  
ses int  
le on a  
les pré  
Mémoire  
vinces  
15. de  
de con  
Mr. le  
Auber  
Histoire  
de Lo  
gent,  
12°.  
Le Mas  
du Pe  
Medaille  
net de  
délica  
par P  
Mr. J  
Une ma  
d'une  
velle  
sentar  
ties  
les M  
aussi  
dans  
be fai  
roisse  
graph  
fortes  
te ce  
& en  
nom  
tarie  
cette

# **VRES.**

de Ville; par Mr.  
de 1748. in 4to.,

Places, par le  
1742. 2 vol. 4to.

Pays-Bas, depuis  
les P. en 1555.  
r. van Loon. à la  
ooo Medailles.

ede, par Mr. de  
o. NB. Comme  
z sur le chapitre  
de munir cette  
iginales, qui en  
rs mal informés  
ns leurs Ecrits,  
aits les plus im-

plier.  
représentées en  
main, & autres  
ctions des XXXI.  
ction, tirées de  
Cervantes. A la

Folio.  
ie, Ancienne &  
e Clerc. 83 vol.

Histoire des Ou-  
etagne, par une  
dres. A la Haye  
ivo.

de Mr. le Com-  
nambassadeur de S.  
, & en Hollan-  
nipotentiaire à la  
t avec Mr. Col-  
les Réponses du  
Roi

## **CATALOGUE DE LIVRES**

Roi & du Secrétaire d'Etat; Ouvrage où sont com-  
pris l'Achat de *Dunkerque*. & plusieurs autres cho-  
ses intéressantes. Nouvelle Edition, dans laquel-  
le on a rétabli tout ce qui avoit été supprimé dans  
les précédentes. Londres 1743. 9 vol. in 12°.

Mémoires du Comte de *Guiche*, concernant les Pro-  
vinces-Unies des Pays-Bas, depuis 1665. jusqu'au  
15. de Juin 1672. Ouvrage qui sert de preuve &  
de confirmation aux Lettres & Négociations de  
Mr. le Comte d'*Estrades*, & aux Mémoires de Mr.  
*Aubery*. A la Haye 1744. in 12°.

Histoire du Système des Finances, sous la minorité  
de *Louis XV.* avec un Abrégé de la Vie du Duc Re-  
gent, & de celle du Sr. *Lau*. Haye 1734. 6 vol.  
12°.

Le Masque de Fer, ou les Aventures surprenantes  
du Pere & du Fils. Haye 1747. 6 vol. 12°.

Medailles de Grand & de Moyen Bronze du Cab-  
inet de la Reine *Christine* de Suede, gravées aussi  
délicatement qu'exactement d'après les Originaux,  
par *P. Santes Bartolo*, avec un Commentaire de  
Mr. *Havercamp*, Lat. & Franc. Haye 1741. fol.

Le même Livre, en grand Papier.

Une magnifique Mappemonde en une grande Feuille  
d'une Composition d'autant plus curieuse & nou-  
velle, que les Mappemondes ordinaires, repre-  
sentant le Globe Terrestre coupé en deux Par-  
ties renfermées chacune dans un Cercle, tous  
les Méridiens & les Paralleles à l'Equateur y sont  
aussi marquez par des Lignes Courbes; au lieu que  
dans cette nouvelle Mappe-Monde, qui du Glo-  
be fait un Cylindre, les cercles de la Sphère y pa-  
roissent en Lignes droites, & degagent la Géo-  
graphie de la gêne où elle a toujours été dans ces  
fortes de Cartes. On a fait entrer dans cette Car-  
te ce que nous avons aujourd'hui de plus certain,  
& entièrement conforme aux Observations Astro-  
nomiques tant sur la Russie, la Sibirie, la Tar-  
tarie, & la Chine, que sur l'Amerique, qui dans  
cette Carte se trouve considérablement rapprochée

# CATALOGUE DE LIVRES.

de l'Asie. Les Changemens & les Augmentations, qui se trouvent dans les Parties septentrionale & meridionale de l'Amerique sont si considerables, qu'elle peut passer pour nouvellement decouverte: par Mr. *Beilin*.

La même Carte en grand Papier.

La même sur du Taffetas Blanc.

Remarques Historiques, Critiques, & Philosophiques sur le Nouv. Testam., par Mr. *Beaufobre* le Père. Haye 1742. 2 vol. 4to.

Thréfor des Antiquitez de la Couronne de France, représentées en Figures d'après les Originaux, en Pierre, en Or, en Argent, en Cuivre, en Peinture, Sculpture, Gravure, &c. Haye 1745. 2 vol. fol. avec plus de 300 Estampes.

Le même Livre, en grand Papier.

Histoire de la Peinture & de la Sculpture, par Mr. *Richardson* Père & Fils. Amst. 1728. 3 vol. 8vo.

La Vie d'*Elizabeth*, Reine d'Angleterre, nouvelle Edition, augmentée du véritable Caractère d'*Elizabeth* & de ses Favoris. Haye 1741. 2 vol. 12°.

Le Grand Theatre Sacré du Duché de Brabant, contenant la Description de l'Eglise Métropolitaine de Malines, & de toutes les autres Eglises Cathédrales, Collégiales, & Paroissiales; des Abbayes, Prévotés, Prieurez. & Couvens d'Hommes, & de Femmes; les Vies des Evêques; la suite des Prévôts, Doyens, Archi-Diacres, Abbez, Abbeses, Prieurs, & Prieuses; les Tombes, Cabinets d'Armes, Epitaphes, Inscriptions, &c. à la Haye 1736. 4 vol. avec quant. d'Estampes.

Discours Historiques, Critiques, Théologiques & Moraux, sur les Evénemens les plus mémorables de l'Ancien & du Nouveau Testament, par Mr. *Saurin*, *Roques* & *Beaufobre*; avec les belles Estampes de Mr. *Hoet*, *Houbraken*, & *Picart*. à la Haye, 6 vol. in folio. sur du Papier Median.

sur du Papier Royal,

sur du Papier Superroyal.

Les

# LIVRES.

les Augmentations,  
les septentrionale &  
nt si considerables,  
ouvellement decou-

rand Papier.

etas Blanc.

ues, & Philosophi-  
ar Mr. *Beaufobre* le

ouronne de France,  
s les Originaux, en  
Culvre, en Peintu-  
Haye 1745. 2 vol.

s.  
nd Papier.

la Sculpture, par  
Amst. 1728. 3 vol.

gleterre, nouvelle  
le Caractère d'*Est-*  
1741. 2 vol. 12°.

é de Braband, con-  
lisse Métropolitaine  
utres Eglises Cathé-  
ales; des Abbayes,  
ns d'Hommes, & de  
; la suite des Pré-  
Abbez, Abbeses,  
es, Cabinets d'Ar-  
&c. à la Haye 1736.

Théologiques &  
es plus mémorables  
estament, par Mr.  
avec les belles Es-  
ken, & Picart. à la  
apier Median.

Les

## CATALOGUE DE LIVRES

Les Volumes séparés de cet Ouvrage, sur du  
Papier Imperial, Superroial, Roial & Median.

Recueil d'Estampes qui représentent les Evénemens  
les plus Mémorables de l'Ancien & du Nouveau  
Testament, par Mr. Hoet, Houbraken, & Picart.  
*sur du Papier Royal.*

Histoire d'Angleterre, par Mr. de Rapin Thoiras.  
10 vol. 4to.

de Lorraine, par le R. P. Don Calmet,  
Nouvelle Edition considerablement augmentée,  
5 vol. avec des Figures. folio.

Atlas de la Hollande Ancienne, & de sa véritable  
situation, telle qu'elle étoit sous la Domination  
des anciens Empereurs, Rois, Ducs & Comtes,  
représentée en IX. Cartes Géographiques. à la Ha-  
ye 1745. fol.

L'Avocat du Diable, ou Mémoires Historiques &  
Critiques sur la Vie & la Légende du Pape Gre-  
goire VII. 1743. 3 vol. 12°.

Chronique des Rois d'Angleterre, écrite dans le Sty-  
le des Anciens Historiens Juifs, par Nathan Ben  
Saddi, Prêtre de cette Nation. Londr. 1743. 8vo.

Las Dissertationes Ecclesiasticas de el Marquez de  
Agropoli y Mondexar. Lisboa 1747. 2 vol. fol.

Delices de la Grande Bretagne; ses Antiquitez, Pro-  
vinces, Villes, Bourgs, Montagnes, Rivières,  
Ports de Mers, Bains, Fortereses, Abbayes, Egli-  
ses, Academies, Colléges, Bibliothèques, Palais,  
Maisons de Campagne, par J. Beeverel. Leiden  
1727. 8 vol. 8vo.

Examen du Pyrrhonisme Ancien & Moderne, par  
Mr. de Croufaz: ou Refutation du Pyrrhonisme  
qui régné dans le Dictionnaire & dans les Oeuvres  
de Bayle. à la Haye 1734. fol. grand Papier.

La Guerre Scraphique, ou Histoire des Perils qu'à  
courus la Barbe des Capucins par les violentes At-  
taques des Cordeliers: avec un Discours sur l'In-  
scription qui se trouve au Portail de l'Eglise de  
Rheims *Deo Homini & Beato Francisco utriusque Cru-*  
*sifixo.* Haye 1739. 12°.

Hi-

# CATALOGUE DE LIVRES.

- Histoire de la Papesse Jeanne, par Mr. Spanheim. à la Haye 1736. 2 vol. fig. 8vo.
- Lettres Critiques & Philosophiques par Mademoiselle Cochois, avec les réponses du Marq. d'Argens. à la Haye 1743. 12°
- Mémoires pour servir à l'Histoire de l'Esprit & du Cœur, par le Marq. d'Argens, & par Mademoiselle Cochois. à la Haye 1744. 8vo.
- Métallurgie, ou l'Art de tirer & de purifier les Métaux, avec les Dissertations les plus rares sur les Mines & les Opérations métalliques. à la Haye 1751. 2 vol. 12°.
- Traité de la Peinture & de la Sculpture par Mr. Richardfon Père & Fils. Amst. 1728. 3 vol. 8vo.
- Jof. Em. Miniana de Bello Rustico Valentino, libretres, sive, Historia de Ingressu Austriacorum Foederatorumque in Regnam Valentis: ex Bibliotheca Georgii Majanfil. *Hage Comitum* 1752. 8vo.
- L. Seftani, Q. Filii, de tota Græculationum hujus Ætatis Litteratura, Sermones quatuor; accessere ad eorum Defensionem Quintus & Sextus. *Hage Com.* 1752. 8vo.
- Guill. Ferraril de Rebus Gestis Eugenil, Principia & Sabaudia, Bello Pannonico, Libri III. *Hage Com.* 1749. 8vo.
- Joh. Christop. Struchtmeyeri, Theologia Mythica, sive, de Origine Tartari & Elyfil libri quinque: quibus ostenditur, Fabulas Gentilium de Illis, eorundemque Ritus Sacros, unice deduci & explicari debere ex Religione Primi Orbis, Myfterisque Sacro Sanctis de Deo uno & trino, Christo, Spiritu Sancto, & Regno Dei inter homines. *Hage Com.* 1753. 8vo.

**IVRES.**

**Mr. Spanheim, à**

**par Mademoisel-  
Marq. d'Argens.**

**de l'Esprit & du  
& par Mademoi-  
8vo.**

**purifier les Me-  
plus rares sur les  
ques. à la Haye**

**ture par Mr. Ri-  
8, 3 vol. 8vo.**

**o Valentino, libri  
Austriacorum Foe-  
m: ex Bibliotheca  
1752. 8vo.**

**lorum hujus Eta-  
nor: accessere ad  
extus. Haga Com.**

**genil. Principia 8  
bri III. Haga Com.**

**teologia Mythica,  
libri quinque: qui-  
m de Diis, eorum-  
uoi & explicari de-  
Mythologica Sa-  
Christo, Spiritu  
mines. Haga Com.**

73-33 72-33 71-33 70-33 69-33 68-33

PARTIE DE LA  
NOUVELLE FRANCE  
OU DU

PAYS DE KIRK  
*La Conception qui Cromwell fonda la Nouvelle Ecosse en 1629.  
L'ont été par qui à cette ligne.*

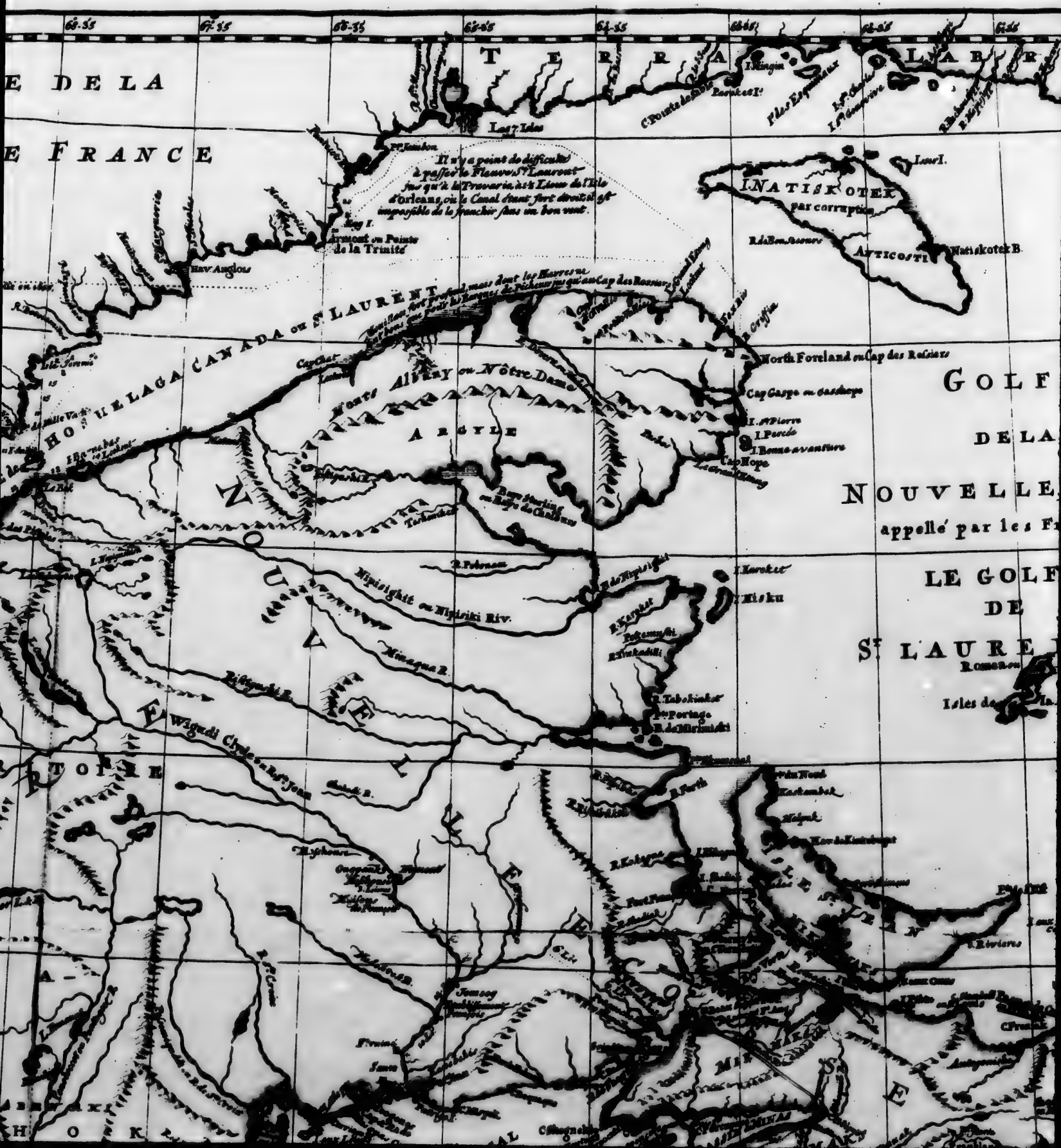
**NOUVELLE CARTE**  
de la  
**NOUVELLE ECOSSE,**  
et du  
**CAP BRETON,**  
avec les Parties adjacentes de la  
**NOUVELLE ANGLETERRE**  
et du  
**CANADA.**  
*Composée d'après un grand nombre de  
Descriptions particulières, &  
autres Matériaux;  
DRESSÉE  
sur quantité de nouvelles Observations  
Astronomiques, de Longitude & de Latitude.  
P. De Hondt car.*

Observations qui servent de base à cette Carte.

| Lieu.                                   | Latitude. | Longitude. | Observation. |
|-----------------------------------------|-----------|------------|--------------|
| Quebec.                                 | 46. 33.   | 71. 15.    | Longitude.   |
| St. Jean.                               | 44. 33.   | 59. 30.    | Longitude.   |
| Cap Sable.                              | 43. 33.   | 65. 30.    | Longitude.   |
| Cap d'Or.                               | 46. 33.   | 65. 30.    | Longitude.   |
| Grande Anse.                            | 45. 37.   | 65. 30.    | Longitude.   |
| Louisbourg ou<br>St. Pierre & Miquelon. | 45. 33.   | 64. 30.    | Longitude.   |

50  
49  
48  
47  
46  
45





E DE LA  
E FRANCE

T E R R A

HOUELAGA CANADA ON S. LAURENT

Il n'y a point de difficulté  
à passer le Fleuve St. Laurent  
jusqu'à la Traversée des Lacs de l'Isle  
d'Orleans, où le Canal d'eau fort droit et  
impassable de la franchir sans un bon vent.

INATISKOTEK  
par corruption  
Articosti  
Natisikotek B.

GOLF  
DE LA  
NOUVELLE  
appelle par les F

LE GOLF  
DE  
ST LAUREN  
Rome ou  
Isles de

71-35 70-35 69-35 68-35 67-35 66-35 65-35

PARTIE DE LA  
NOUVELLE FRANCE

OU DU

PAYS DE KIRK

La Conception que Cromwell fit de la Nouvelle Etoile en 1667.  
et en dit jus qu'à cette ligne.

Il n'y a point de difficulté  
à passer le Fleuve St. Laurent  
jus qu'à la Traversie, à St. Jean de l'Isle  
d'Orleans, où le Canal d'eau fort droit il est  
impossible de le franchir sans un bon vent.

Pointe de la Trinité

Hav. Anglois

St. Jean

St. Charles

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Charles

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Charles

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Charles

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Charles

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Charles

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Charles

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

St. Pierre

St. Michel

St. Anne

St. Marie

St. Jean

St. Louis

COSSÉ,

ON,  
des de la  
TERRE

nombre de  
jours, de

observations  
Latitude.

KENNEBEC

YABEKI

L. Kouché



Observations qui servent de base à cette Carte.

| Lieu                             | Latitude | Longitude | Observation |
|----------------------------------|----------|-----------|-------------|
| Quebec                           | 46. 55.  | 71.       | 53. 30. 00  |
| Beauport                         | 46. 45.  | 71.       | 53. 30. 00  |
| Cap Sable                        | 45. 45.  | 71.       | 53. 30. 00  |
| Cap d'Am                         | 45. 45.  | 71.       | 53. 30. 00  |
| Grande Anse                      | 45. 57.  | 71.       | 53. 30. 00  |
| Louisbourg ou<br>Nouveau England | 45. 51.  | 71.       | 53. 30. 00  |



De Québec jus qu'à l'Embouchure du Fleuve Kennebec,  
il ny a pas plus de la moitié de chemin jus qu'à Boston,  
et un tiers jus qu'à la Nouvelle York; dui la route est courbe  
jus qu'au Canada, le long de cette Rivière & de celle de la Chaudière.

O C E A N



